

Rapport annuel 2007

FINANCIÈRE
DE L'ODET

Conseil d'administration

au 19 mars 2008

VINCENT BOLLORÉ

Président du Conseil d'administration

CÉDRIC DE BAILLIENCOURT

Vice-Président-directeur général

MARC BEBON

Représentant Bolloré Participations

YANNICK BOLLORÉ

Représentant Socfrance

HUBERT FABRI

ALAIN MOYNOT

SÉBASTIEN PICCIOTTO

LUCIEN VACHEL

Information financière

THIERRY MARRAUD

Directeur financier

Tél. : +33 (0)1 46 96 47 04

Fax : +33 (0)1 46 96 40 26

CÉDRIC DE BAILLIENCOURT

Directeur des participations
et de la communication

Tél. : +33 (0)1 46 96 46 73

Fax : +33 (0)1 46 96 48 76

Sommaire

2 PRÉSENTATION GÉNÉRALE

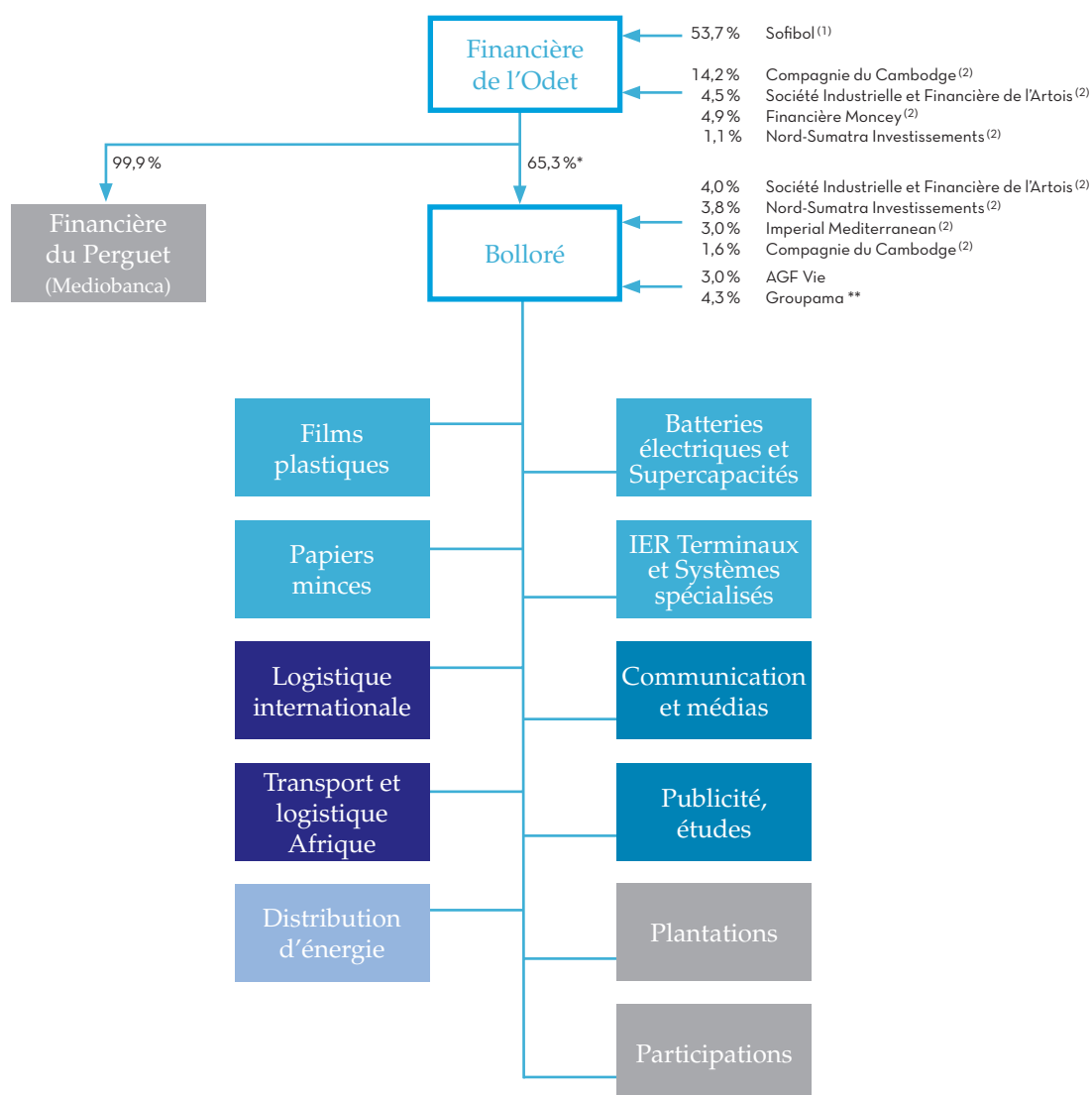
2	Organigramme économique
3	Profil du Groupe
4	Message du Président
6	Chiffres clés
8	Données boursières
10	Le Groupe Bolloré dans le monde
12	Les engagements du Groupe Bolloré
14	Responsabilité sociale et environnementale
16	Les métiers du Groupe
18	Films plastiques – Papiers minces
19	Batteries électriques – Supercapacités
20	Terminaux et Systèmes spécialisés
21	Distribution d'énergie
22	Logistique internationale
24	Transport et logistique Afrique
26	Communication, médias
30	Plantations
31	Participations

32 RAPPORT FINANCIER ANNUEL

35	Rapport de gestion
65	Comptes consolidés
125	Comptes sociaux résumés
135	Résolutions
137	Renseignements de caractère général

Organigramme économique

au 6 mars 2008 (en pourcentage du capital)



- Sociétés cotées
- Transport et logistique
- Distribution d'énergie
- Industrie
- Communication, médias
- Plantations, participations

* Directement et indirectement.

** Estimé.

(1) 49,98 % directement par Sofibol et 3,7 % par sa filiale à 99,5 % Compagnie de Guénolé. Sofibol est contrôlée par Vincent Bolloré.

(2) Sociétés du Groupe Rivaud, contrôlées par Bolloré.

Profil du Groupe

PLUS DE **32 000**
COLLABORATEURS DANS 108 PAYS

6 399 M€
DE CHIFFRE D'AFFAIRES

328 M€
DE RÉSULTAT NET

2 984 M€
DE CAPITAUX PROPRES (AU 31/12/2007)

Le Groupe Bolloré, créé en 1822, a choisi depuis plus de vingt-cinq ans de se diversifier afin d'assurer une meilleure répartition des risques. Il figure aujourd'hui parmi les 500 plus grandes compagnies mondiales. Coté en Bourse, le Groupe est toujours contrôlé majoritairement par la famille Bolloré. La stabilité de son actionnariat lui permet de mener une politique d'investissement à long terme.

Grâce à une stratégie constante d'innovation et à une volonté de développement à l'international, il occupe aujourd'hui des positions fortes dans chacune de ses activités. Ainsi, le Groupe est à la fois devenu le leader mondial des films pour condensateurs, des papiers minces pour impression, du transport et de la logistique en Afrique et des terminaux et systèmes de contrôle d'accès et d'identification pour le transport aérien. Il est également l'un des cinq premiers groupes européens de l'organisation du transport, le deuxième distributeur français de fioul domestique et le numéro trois mondial des films thermorétractables pour emballage. Le Groupe a par ailleurs développé une batterie électrique ouvrant des perspectives très prometteuses en matière de véhicules propres et de lutte contre la pollution.

Depuis le début des années 2000, le Groupe a décidé d'investir dans la communication et les médias et est devenu un acteur important de ce secteur. Il est aujourd'hui présent dans la Télévision Numérique Terrestre, la presse gratuite, la logistique pour le cinéma et la télévision, la publicité et les études, les télécoms...

À côté de ces différents métiers, le Groupe Bolloré gère également un ensemble d'actifs financiers regroupant des plantations, des actifs immobiliers et un portefeuille de participations financières.

Message du Président



En dépit d'un environnement mondial devenu plus difficile, 2007 a été une bonne année pour le Groupe Bolloré : le chiffre d'affaires a atteint 6,4 milliards d'euros, en progression de 7 %, et le résultat net s'est établi à 328 millions d'euros, dont 193 millions d'euros de part du Groupe.

Les activités transport et logistique ont connu de très bonnes performances avec un résultat opérationnel de 251 millions d'euros, en hausse de 26 %, tout comme l'activité distribution d'énergie. Ces bons résultats sont en grande partie compensés par la hausse des dépenses réalisées, comme cela avait été prévu, dans de nouveaux secteurs de l'industrie et des médias. Le résultat opérationnel ressort malgré tout, en progression de 3 %, à 104 millions d'euros. Il s'y ajoute une importante plus-value réalisée sur la cession de titres Vallourec (346 millions d'euros en 2007 après 541 millions d'euros l'année précédente).

La solidité du résultat opérationnel du Groupe dans ses activités principales, conforté par un niveau élevé du résultat financier obtenu grâce à d'importantes plus-values, permet au Groupe Bolloré d'être bien armé pour poursuivre les défis industriels entrepris et qui pèseront sur la rentabilité opérationnelle des prochaines années. Ces développements concernent plusieurs secteurs :

- les batteries électriques et supercapacités, où le Groupe a repris en 2007 des actifs au Canada, achevé une nouvelle unité de production de supercapacités et prépare l'extension de son usine de batteries en Bretagne. Il a également conclu des associations industrielles dans le domaine des voitures électriques et des bus pour pouvoir livrer les produits finis dans dix-huit mois ;
- les médias, où le quotidien gratuit Direct Matin Plus, lancé en partenariat avec *Le Monde* et la presse quotidienne régionale du Réseau Ville Plus, est venu compléter la chaîne de Télévision Numérique Terrestre Direct 8, et le journal gratuit Direct Soir ;
- les télécoms où, après l'obtention de licences WiMax couvrant les principales régions françaises, sont poursuivis les tests des équipements pilotes destinés au déploiement du WiMax.

Parallèlement à ces développements, le Groupe accélère ses investissements industriels dans l'ensemble de ses métiers : dans la logistique internationale, en réalisant des acquisitions ciblées pour étendre son réseau mondial, comme celles réalisées en 2007 en Grande-Bretagne et aux États-Unis ; en Afrique, où le Groupe renforce sa position de leader de la logistique et de la manutention en poursuivant son expansion dans les pays où il était historiquement moins présent et en participant au processus de privatisation des ports ; dans l'industrie, où IER se développe dans de nouvelles technologies d'identification par radiofréquence - RFID - ainsi que la division Papiers, où il met au point de nouveaux produits.

Le Groupe est également très présent dans le secteur de la publicité et des études, où il détient des parts importantes notamment dans Havas et Aegis. L'année 2007 a été marquée en particulier par l'amélioration spectaculaire des performances d'Havas qui a enregistré une croissance organique de 7,1 %, obtenue après plusieurs années de croissance négative ou très faible, un résultat net de 83 millions d'euros, en hausse de 81 % et un endettement net ramené à seulement environ un an d'EBITDA.

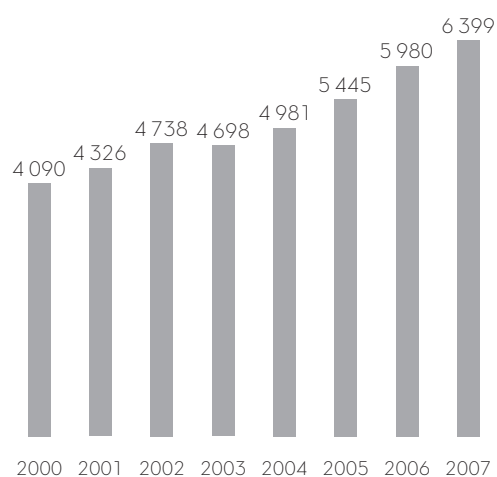
Notre portefeuille de participations, qui intègre nos investissements dans la publicité et les études, représentait 2,1 milliards d'euros à la fin de l'année. Au début de l'année 2008, le Groupe a dénoué les ventes à terme de titres Vallourec contractées au début de l'année 2007, encaissant encore 400 millions d'euros supplémentaires. Cette cession se traduira dans les comptes de 2008 par une plus-value estimée à 354 millions d'euros. Après ces cessions, et compte tenu de l'évolution récente du cours de Vallourec, le Groupe a souhaité accroître à nouveau sa participation dans cette société, dont il reste l'actionnaire le plus important avec un peu plus de 2 % du capital.

Malgré un environnement mondial incertain, le Groupe poursuit les développements entrepris depuis plusieurs années, tout en restant prudent en matière d'investissements ou de structure financière. Plus que jamais, la stabilité de son actionariat et la diversité de ses métiers permettent au Groupe de mener des projets à long terme tout en assurant une bonne répartition de ses risques et en préservant son indépendance.

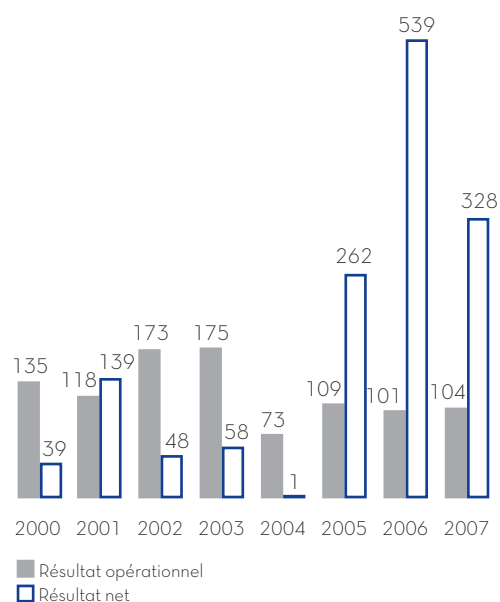
Vincent Bolloré

Chiffres clés

ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES ⁽¹⁾
(hors activités cédées, en millions d'euros)



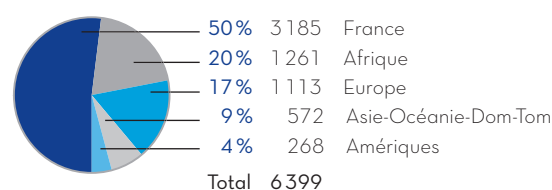
**ÉVOLUTION DU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL ⁽²⁾
ET DU RÉSULTAT NET**
(hors activités cédées, en millions d'euros)



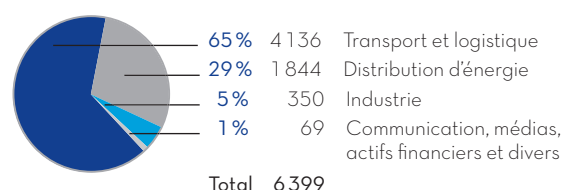
(1) Non retraité IFRS 5 pour les années antérieures à 2004.
(2) Résultat d'exploitation en normes françaises jusqu'en 2003.

	2007	2006	2005
COMPTE DE RÉSULTAT (en millions d'euros)			
Chiffre d'affaires	6 399	5 980	5 445
Résultat opérationnel	104	101	109
Résultat financier	273	511	168
Résultat net des activités poursuivies	328	539	262
Résultat net des activités destinées à la vente	-	55	124
Résultat net global	328	594	385
dont part du Groupe	193	336	160
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL CONSOLIDÉ (par activité, en millions d'euros)			
Transport et logistique	251	199	171
Distribution d'énergie	26	20	24
Industrie ⁽¹⁾	(50)	(50)	(32)
Médias, actifs financiers et divers	(123)	(68)	(54)
Total	104	101	109
	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
BILAN (en millions d'euros)			
Capitaux propres	2 984	3 479	2 710
Capitaux propres, part du Groupe	1 796	1 970	1 358
Endettement net ⁽²⁾	1 932	1 822	2 292

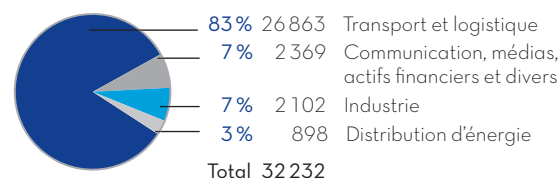
**CHIFFRE D'AFFAIRES 2007
PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE**
(en millions d'euros)



**CHIFFRE D'AFFAIRES 2007
CONTRIBUTIF PAR ACTIVITÉ**
(en millions d'euros)



**EFFECTIFS AU 31 DÉCEMBRE 2007
PAR ACTIVITÉ**



(1) Films plastiques, Papiers minces, Batteries électriques et Supercapacités, Terminaux et Systèmes spécialisés.
(2) Inclut la juste valeur des dérivés actifs.

Données boursières

FINANCIÈRE DE L'ODET

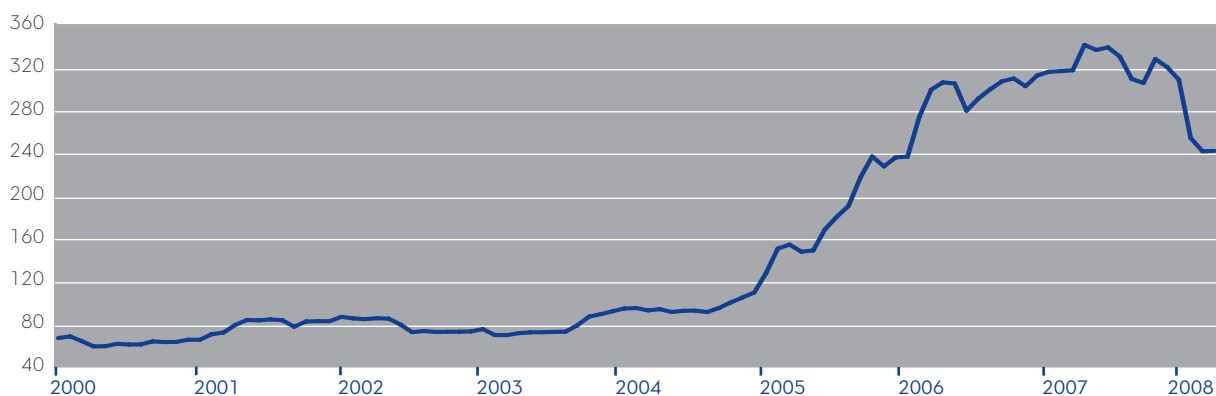
	2007	2006	2005
Cours au 31 décembre (en euros)	299,00	316,00	235,00
Nombre d'actions au 31 décembre	6 585 990	6 585 990	6 585 990
Capitalisation boursière au 31 décembre (en millions d'euros)	1 969,00	2 081,00	1 548,00
Nombre de titres émis et potentiels ⁽¹⁾	5 072 557	4 980 014	4 772 626
Résultat net part du Groupe dilué par action (en euros) ⁽²⁾	38,20	67,60	33,40
Dividende net (en euros)	0,36	0,24	0,12

(1) Hors autocontrôle.

(2) Sur la base du nombre moyen pondéré de titres en circulation et potentiels (voir note 17).

ÉVOLUTION DU COURS DE L'ACTION FINANCIÈRE DE L'ODET

(en euros, moyenne mensuelle)



ACTIONNARIAT DE FINANCIÈRE DE L'ODET

au 6 mars 2008 (en pourcentage de capital)

	% du capital
Sofibol	49,98
Compagnie du Cambodge	14,25
Société Industrielle et Financière de l'Artois	4,54
Financière Moncey	4,93
Compagnie de Guénolé ⁽¹⁾	3,71
Nord-Sumatra Investissements	1,10
Autres sociétés du Groupe Bolloré	0,01
Total Groupe Bolloré	78,57
Orfimar	8,72
Public	12,70
Total	100,00

(1) Sofibol détient directement 99,5 % du capital de Compagnie de Guénolé.

BOLLORÉ

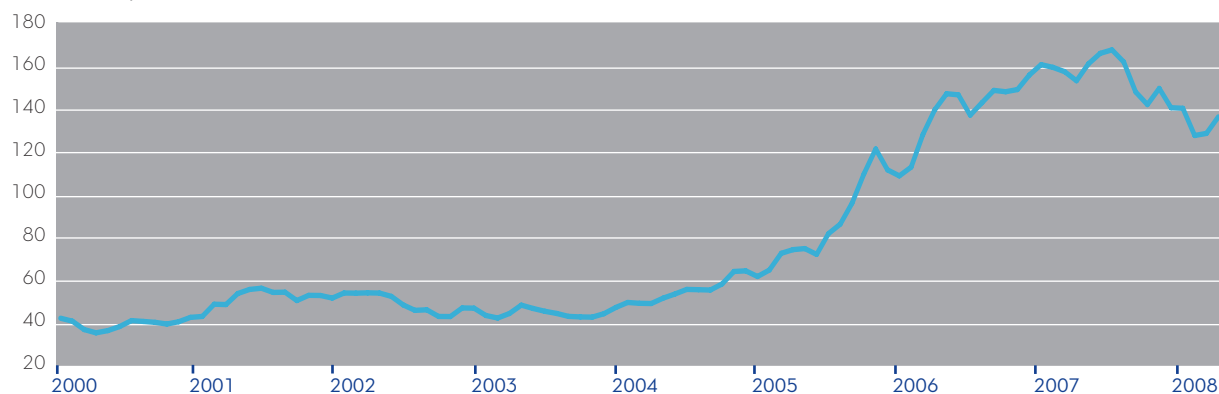
Cours au 31 décembre (en euros)
 Nombre d'actions au 31 décembre
 Capitalisation boursière au 31 décembre (en millions d'euros)
 Nombre de titres émis et potentiels⁽¹⁾
 Résultat net part du Groupe dilué par action (en euros)
 Dividende net (en euros)

	2007	2006	2005
Cours au 31 décembre (en euros)	137,81	163,30	108,80
Nombre d'actions au 31 décembre	24 701 151	24 701 151	23 032 059
Capitalisation boursière au 31 décembre (en millions d'euros)	3 404,00	4 034,00	2 506,00
Nombre de titres émis et potentiels ⁽¹⁾	23 572 279	23 098 279	22 429 187
Résultat net part du Groupe dilué par action (en euros)	14,30	26,00	12,30
Dividende net (en euros)	1,10	0,72	0,36

(1) Hors autocontrôle.

ÉVOLUTION DU COURS DE L'ACTION BOLLORÉ

(en euros, moyenne mensuelle)

**PRINCIPALES SOCIÉTÉS COTÉES DU GROUPE RIVAUD**

(dividende net en euros)

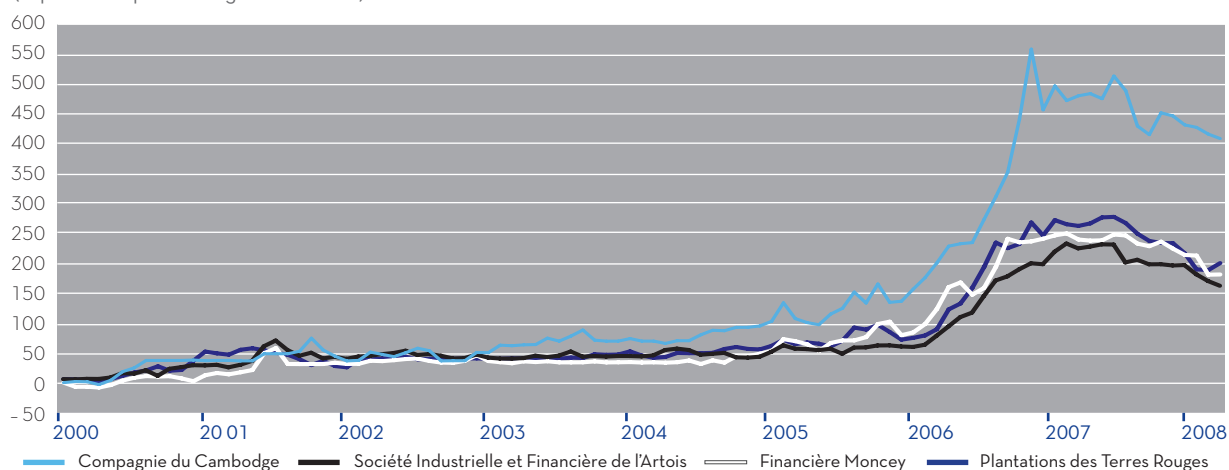
Compagnie du Cambodge
 Financière Moncey
 Société Industrielle et Financière de l'Artois
 Plantations des Terres Rouges⁽¹⁾

	2007	2006	2005
Compagnie du Cambodge	278,00	100,00	48,00
Financière Moncey	65,50	52,50	42,00
Société Industrielle et Financière de l'Artois	206,00	165,00	96,00
Plantations des Terres Rouges ⁽¹⁾	18,00	36,00	36,00

(1) Dividende brut.

ÉVOLUTION DU COURS DES ACTIONS DES SOCIÉTÉS COTÉES DU GROUPE RIVAUD

(exprimée en pourcentage de variation)



Le Groupe Bolloré dans le monde

Plus de 32 000 personnes dans 108 pays.

Films plastiques et Papiers minces 6 usines en Europe, aux États-Unis et en Chine.

Batteries électriques et Supercapacités 3 usines en France et au Canada.

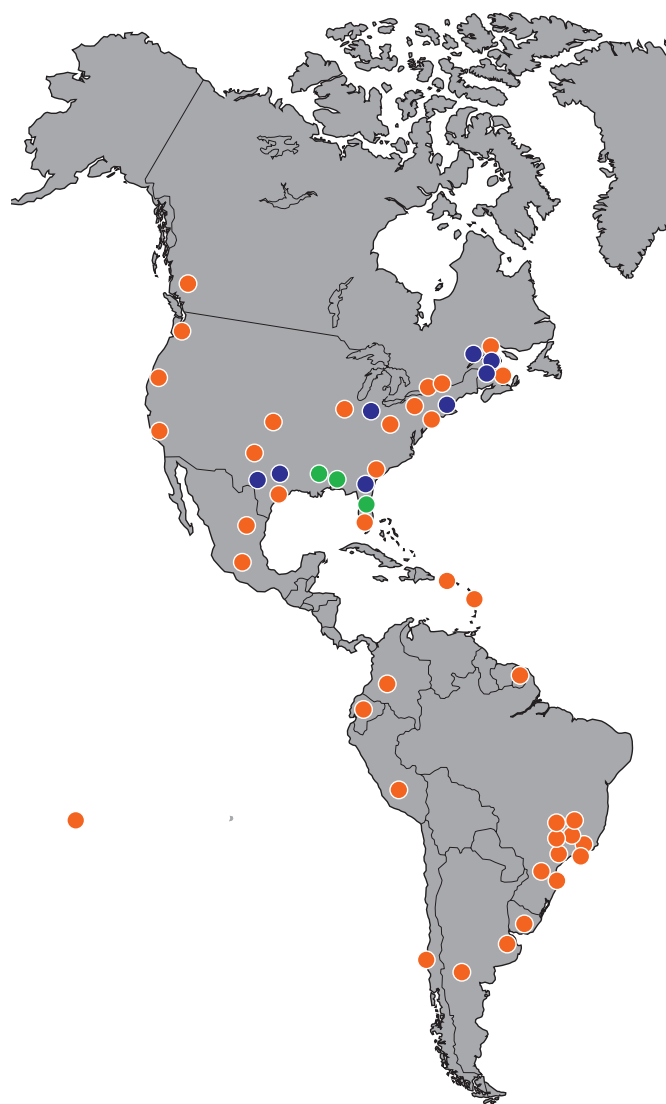
Transport et logistique 500 agences dans 88 pays.

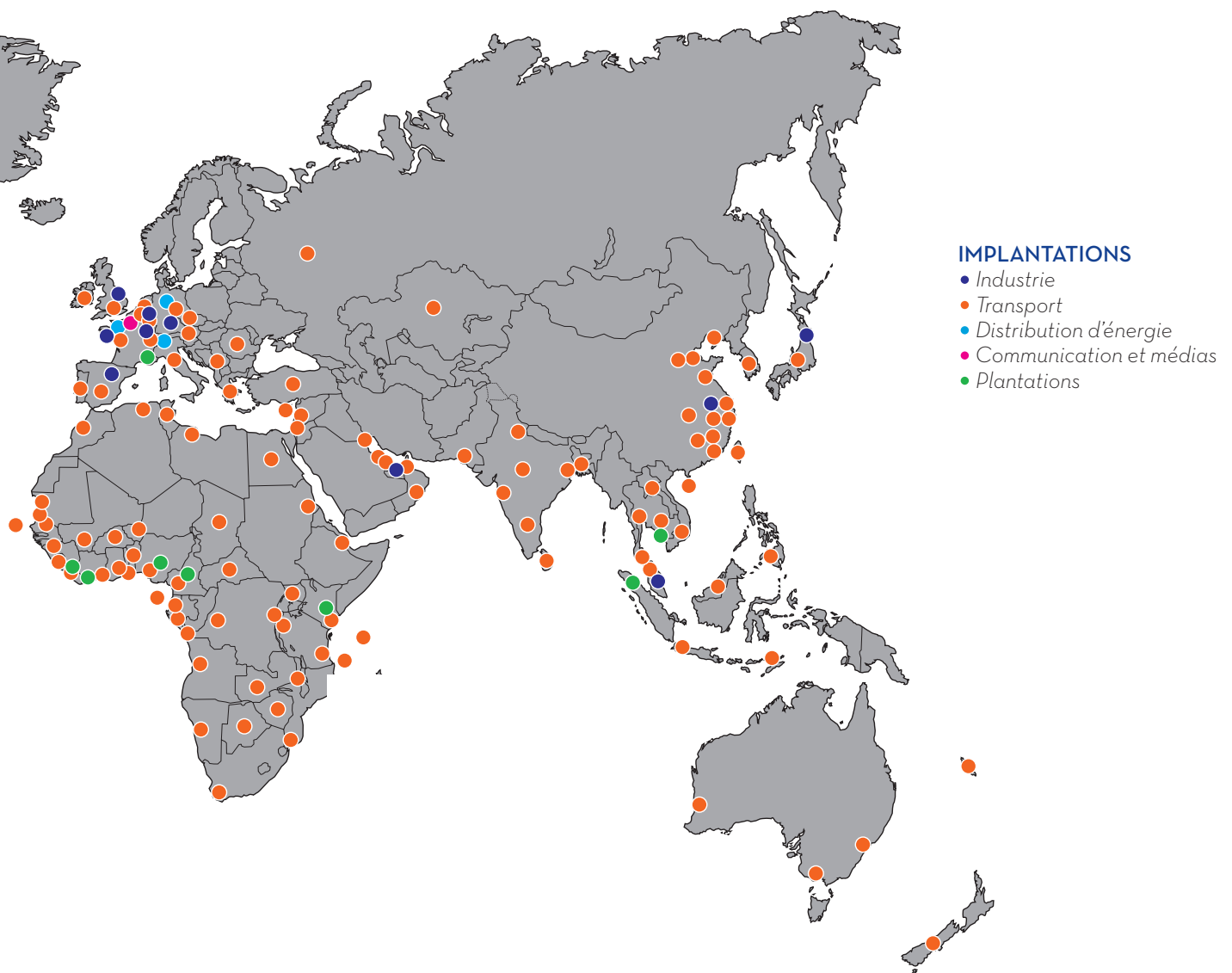
Distribution d'énergie 85 agences de vente dans 3 pays d'Europe.

Terminaux et Systèmes spécialisés 24 implantations dans le monde.

Communication et médias Télévision (Direct 8), presse (Direct Soir, Direct Matin Plus), publicité (participations dans Havas et Aegis)...

Plantations 8 400 hectares au Cameroun, 3 fermes aux États-Unis, 2 domaines viticoles en France.





Les engagements du Groupe Bolloré

Présent sur tous les continents, le Groupe Bolloré y exerce des activités très diversifiées. Il est devenu un acteur majeur dans la création de produits de haute technologie, reflète le renforcement des exigences environnementales. Sa « stratégie durable » repose sur des valeurs communes à l'ensemble de ses métiers. Elles sont inscrites dans la Charte d'Éthique.



Au titre de ses engagements, le Groupe assume une triple responsabilité : économique, sociale et environnementale. Il s'engage à concilier au quotidien ses performances économiques avec sa mission sociale et la préservation de l'environnement.

Professionnalisme

Le Groupe s'engage à proposer à ses clients les produits, les solutions et les services attendus au meilleur coût. Tourné vers l'avenir, le Groupe Bolloré est à la recherche de l'excellence. Amélioration, optimisation sont des notions fortes de sa culture qui guident au quotidien les actions à tous les niveaux. Le Groupe entreprend et innove en s'appuyant sur une politique d'investissement à long terme, lui permettant d'occuper des positions fortes dans chacun de ses métiers.

Respect de l'individu

Le Groupe s'engage à exercer ses métiers dans un profond respect de l'homme. Il porte une attention particulière au respect des systèmes de valeurs, politiques et culturelles propres à chaque territoire au sein duquel il est implanté. Il s'attache à valoriser la diversité qu'il considère comme une richesse et un levier de réussite. Le Groupe veille au quotidien à donner à chaque homme et femme les mêmes chances de recrutement, d'emploi, de développement et de promotion.



Solidarité et ouverture au monde

Le Groupe Bolloré continue d'impliquer ses collaborateurs dans le milieu associatif et la solidarité, notamment en France, où chacun peut instruire ou suivre un projet de « rebond de vie » avec la Fondation de la 2^e chance, créée en 1998 à l'initiative de Vincent Bolloré.

La Fondation de la 2^e chance soutient des projets qui favorisent l'insertion professionnelle de personnes en grande difficulté et qui manifestent une réelle volonté de rebondir. Elle permet ainsi à des personnes âgées de 18 à 60 ans, confrontées à des épreuves difficiles de la vie, de développer un projet personnel : création, reprise d'activité ou formation de reconversion. Grâce à une aide financière et à un parrainage professionnel, social et humain suffisamment long, les lauréats parviennent à se réinsérer dans la vie active et à mener à bien un projet professionnel durable.

Reconnue d'utilité publique, la Fondation de la 2^e chance a enraciné son rayonnement national et s'appuie désormais sur une centaine de grandes entreprises partenaires et sur près de 2500 bénévoles, salariés de ces entreprises ou retraités, présents dans ses 60 sites relais. Elle bénéficie, par ailleurs, du soutien du Fonds social européen.

En 2007, la Fondation a accompagné 588 « rebonds de vie », soit 26 % de plus qu'en 2006, pour un montant de dotations avoisinant 2 620 000 euros. Depuis sa création, la Fondation a aidé 2500 personnes (dont 60 % de femmes) à se réinsérer.

Respect de l'environnement

Le Groupe s'engage à exercer ses métiers en portant une attention particulière à la préservation des espaces naturels et de la biodiversité. Soucieux de réduire l'empreinte environnementale de ses activités, le Groupe Bolloré cherche sans cesse à améliorer la qualité des produits et des services qu'il propose, afin de contribuer efficacement à la préservation des ressources naturelles et de la qualité de vie.

Diversité et cohésion

La croissance des activités du Groupe Bolloré contribue à la création régulière de nombreux emplois dans toutes les régions du monde. Avec environ 32 000 collaborateurs et une présence commerciale dans 108 pays, le Groupe est un acteur social important.

S'inscrivant dans une démarche de croissance et de développement durable, le Groupe Bolloré développe une politique de gestion des ressources humaines alliant stratégie globale et mise en œuvre locale. Il définit ainsi les orientations majeures et confère à chaque division l'autonomie nécessaire pour les déployer et les adapter aux métiers et spécificités locales.

Assise sur la volonté de coordonner la performance économique et le progrès humain, la politique sociale du Groupe prône la diversité et crée la cohésion grâce à des valeurs communes fortes.

Responsabilité sociale et environnementale

Le Groupe, directement ou à travers ses filiales, développe des partenariats pérennes sur des thématiques liées à ses métiers ou à ses valeurs en développant des synergies avec les acteurs locaux des territoires au sein desquels il est implanté. Il participe également à des projets soutenus par des partenaires publics ou privés. Il s'investit tout particulièrement dans trois secteurs : l'accès à l'éducation et à la formation, l'accès aux soins et la protection de l'environnement.



Accès à l'éducation et à la formation

Le Groupe Bolloré mène une politique volontariste de formation et d'accès à l'école. Ainsi, en Afrique, les entités du Groupe, conscientes du coût élevé des frais de scolarité, favorisent-elles l'accès à l'école ou à l'emploi des plus méritants, par l'allocation de bourses ou l'attribution de stages.

En complément de ces actions, le Groupe développe de nouveaux partenariats en faveur de projets éducatifs régionaux ou internationaux portés par des associations spécialisées, des collectivités locales ou des organisations non gouvernementales.

Le Groupe a conclu un partenariat avec le REPTA (Réseau d'éducation pour tous en Afrique) portant plus particulièrement sur l'alphabétisation des populations exclues du système éducatif, notamment les enfants des rues.

En mai 2007, le Groupe a signé la Charte pour une dynamique de développement économique au service de l'Éco-Région (région Île-de-France) et s'est engagé, aux côtés de 24 groupes signataires, à favoriser l'insertion de personnes en grande difficulté.

Enfin, en s'associant avec l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche (Unitar), le Groupe Bolloré s'est engagé à développer des actions de formation dans le domaine de la santé. Le partenariat conclu cette année a pour objectif d'établir un programme de formation tendant à améliorer le taux de dépistage du sida au Cameroun et de permettre aux participants de trouver ensemble des solutions concrètes grâce au partage de bonnes pratiques.

Accès aux soins

Le Groupe Bolloré, soucieux de préserver la qualité de vie de ses employés et de soutenir les démarches engagées par les pouvoirs publics, a engagé de nombreuses actions dans le domaine de la santé.

C'est dans cet esprit qu'est initié cette année un programme de prévention des pandémies, tout particulièrement destiné à ceux qui travaillent dans les zones « à risques ».



Ce plan d'action - destiné à limiter l'impact d'une crise sanitaire sur la santé, la sécurité et le bien-être des collaborateurs - s'inscrit dans le cadre de la responsabilité sociale dont le Groupe témoigne quotidiennement dans ses divers métiers.

D'autre part, en tant qu'opérateur économique majeur et historique en Afrique, le Groupe participe à la prévention, au dépistage et au traitement de certaines pathologies pouvant affecter ses salariés. Ainsi plusieurs filiales ont mis en place, ou reconduit, les actions menées pour lutter contre le sida, à l'exemple de ce qui a été initié depuis plusieurs années par Camrail au Cameroun. Le programme de prévention et de lutte contre cette maladie s'y développe grâce à l'engagement de salariés qui participent aux campagnes d'information et facilitent le dialogue entre les soignants et les malades. Ces programmes bénéficient du partenariat que le Groupe Bolloré a noué depuis 2003 avec Sida-Entreprises.

Protection de l'environnement

Le Groupe Bolloré applique une politique rigoureuse de respect des sites qu'il occupe, par la conduite d'actions multiples dans le cadre des réglementations en vigueur et de son implication dans le tissu local. Elle est déclinée dans l'ensemble des filiales.

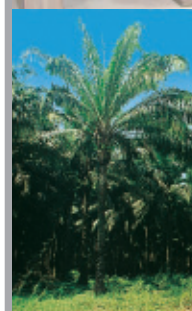
Ces actions portent sur l'assainissement des sols et des eaux souterraines, les audits de sécurité environnementale, la réhabilitation des dépôts préalablement à leur fermeture, et tendent à réduire l'empreinte environnementale des différentes activités du Groupe.

Par ailleurs, la démarche de la division Papiers du Groupe, portant sur l'utilisation des papiers minces à faible impact écologique, ainsi que la campagne de sensibilisation du public au choix de papiers moins polluants témoignent de cette même volonté. Elle a constitué en 2006 notre deuxième bonne pratique pour le Global Compact dont le Groupe est membre depuis 2003.

En 2007, les actions mises en œuvre par SDV Logistique Internationale, dans le cadre de la démarche de certification initiée par la plate-forme de fret de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle, ont permis à la filiale du Groupe d'être certifiée ISO 14001.

Les métiers du Groupe

FILMS PLASTIQUES, PAPIERS MINCES,
BATTERIES ÉLECTRIQUES
ET SUPERCAPACITÉS,
TERMINAUX ET SYSTÈMES SPÉCIALISÉS,
DISTRIBUTION D'ÉNERGIE,
COMMISSION DE TRANSPORT
ET LOGISTIQUE INTERNATIONALE,
TRANSPORT ET LOGISTIQUE AFRIQUE,
COMMUNICATION ET MÉDIAS,
PLANTATIONS ET PARTICIPATIONS.





- Premier producteur mondial de **films pour condensateurs** et troisième producteur mondial de **films thermorétractables** pour emballages.
- Leader mondial de la fabrication de **papiers minces** pour l'impression.
- Leader mondial des **terminaux et systèmes de contrôle d'accès et d'identification** pour le transport aérien.
- Deuxième distributeur français de **fioul domestique**.
- Premier acteur français de la **commission de transport aérien** et l'un des cinq premiers groupes européens de l'**organisation du transport**.
- Premier acteur mondial du **transport** et de la **logistique** en Afrique.

(Sources internes)

Films plastiques

Papiers minces

Grâce à son savoir-faire historique dans les papiers minces, le Groupe s'est orienté vers la fabrication de films plastiques pour condensateurs, dont il est aujourd'hui le leader mondial, avant de se diversifier dans les films thermorétractables pour emballages, dont il est devenu en quelques années l'un des premiers fabricants mondiaux. Il est également le leader mondial des papiers minces pour impression, avec une capacité de production de près de 100 000 tonnes, représentant environ 20 % du marché mondial.



2007

Chiffre d'affaires en M€	193
Films plastiques	79
dont export en %	75
Papiers minces	114
dont export en %	69
Investissements en M€	10
Films plastiques	5
Papiers minces	5
Production vendue en tonnes	101 164
Films plastiques	11 664
Papiers minces	89 500
Effectifs au 31/12/2007	1 039
Films plastiques	610
Papiers minces	429

Films plastiques pour condensateurs et emballages

Grâce à sa maîtrise de la technologie de l'ultrafin acquise dans la fabrication des papiers minces, le Groupe Bolloré est devenu le leader mondial du film polypropylène pour condensateurs, composants électriques permettant de stocker l'énergie. Les condensateurs sont aussi bien utilisés dans la fabrication de produits grand public (électroménager, bricolage, conditionnement d'air...) que dans la construction d'infrastructures (éclairage, transport d'électricité, transport ferroviaire...). Le Groupe dispose de deux usines situées en Bretagne ainsi que de deux unités de production, en Chine et aux États-Unis.

À partir de la technologie des films pour condensateurs, le Groupe Bolloré développe depuis 1990 une gamme de films d'emballage thermorétractables ultrafins et résistants, assurant une protection efficace et esthétique des produits emballés (boîtes, livres, jeux, Compact Discs, produits alimentaires...). Le Groupe figure désormais parmi les trois premiers fabricants mondiaux de films pour emballages. L'usine de Pen Carn, en Bretagne, est l'une des installations les plus modernes, avec sept machines à bulles installées dans un seul hall de production. Grâce à des produits de plus en plus haut de gamme, cette activité poursuit son développement commercial à l'international, notamment en Asie et aux États-Unis, avec un fort développement des films réticulés.

Papiers minces

Les papiers minces pour impression du Groupe Bolloré sont des papiers sans bois de 22 à 65 g/m² permettant de réaliser d'importantes économies tout en préservant l'environnement. Ces papiers sont utilisés dans l'édition, notamment juridique ou pratique, pour les ouvrages religieux et les catalogues industriels, le marketing direct et les notices pharmaceutiques et cosmétiques. De nouveaux papiers de spécialités viennent renforcer la gamme de produits existants (papiers bouffants) et des travaux de recherche et de développement sont menés en vue de l'adaptation à de nouvelles applications, notamment dans l'industrie du meuble.

Grâce à la réduction du grammage, les papiers minces permettent de limiter fortement les impacts de l'activité sur l'environnement en limitant la consommation à la fois de pâte à papier, d'eau, d'électricité, et de transport. Les deux sites des Papeteries du Léman et des Papeteries des Vosges sont certifiés ISO 14001 et FSC (Forest Stewardship Council), démontrant ainsi la participation active de la division Papiers minces aux actions de contrôle de la gestion des forêts.

Batteries électriques Supercapacités

Le Groupe Bolloré mène depuis quatorze ans des recherches pour la mise au point d'une batterie électrique. Il dispose désormais de batteries électriques de haute performance et d'un prototype de véhicule 100 % électrique, la Bluecar®. Ces développements, comme ceux réalisés dans le domaine des supercapacités, ouvrent des perspectives très importantes en matière de véhicules propres et de lutte contre la pollution.



2007

Investissements en M€ **13**

Batteries électriques

2 usines en Bretagne
et au Canada en m² 25 220
Capacité prévue (batteries par an) 15 000

Supercapacités

Usine en Bretagne en m² 2 100
Capacité (éléments par an) 1 000 000

Bluecar®

Batteries en kWh 28
Vitesse maximale en km/h 125
Autonomie en km 250
Accélération de 0 à 60 km/h en secondes 6,3

Effectifs au 31/12/2007 **158**

Batteries électriques

Leader mondial de la fabrication des films plastiques pour condensateurs permettant de stocker l'énergie, le Groupe Bolloré a mis au point une batterie électrique de haute performance qui permet d'équiper des véhicules 100 % électriques.

Installée en Bretagne, la société Batscap maîtrise aujourd'hui la fabrication d'une batterie lithium métal polymère de 28 kWh, légère et sûre, adaptée à un véhicule électrique qui dispose ainsi d'une autonomie de 250 km et atteint la vitesse de 125 km/h.

Depuis 2007, le Groupe dispose également d'une capacité de production industrielle au Canada où il a repris une partie des actifs d'Avestor. Rebaptisée « Bathium », cette société possède des savoir-faire complémentaires dans la fabrication des batteries.

Batscap a développé un prototype de véhicule électrique équipé de cette batterie, la Bluecar®, qui a été homologuée par l'UTAC (Union technique de l'automobile et du cycle) en 2007.

Fin 2007, le Groupe a annoncé la création d'une filiale commune avec Pininfarina, détenue à 50 % par chacun des deux groupes, pour produire et commercialiser sous la marque Pininfarina une nouvelle voiture électrique dès 2009. Cette association bénéficie de l'expérience accumulée par Pininfarina dans le design et la production de voitures haut de gamme et de la batterie révolutionnaire lithium métal polymère développée par le Groupe Bolloré.

Supercapacités

D'autre part, le Groupe a développé un nouveau type de composants de stockage d'énergie, les supercapacités, qui offrent de nombreuses applications dans le domaine des transports : gestion des besoins électriques des véhicules, systèmes de « stop and start » développés par les constructeurs, utilisation pour les bus électriques.

L'utilisation de ces composants dans le domaine de l'automobile réduit de manière significative les émissions de dioxyde de carbone et de microparticules. Une nouvelle usine, inaugurée en janvier 2008, permet de produire plus de 1 million d'éléments par an.

Terminaux et Systèmes spécialisés

IER est le leader de l'équipement des grands réseaux de transport en terminaux de billetterie, de lecture et de contrôle d'embarquement permettant le traitement sécurisé des flux de passagers et de bagages. Il est également l'un des leaders mondiaux dans la fourniture d'équipements de contrôle d'accès et un acteur important des systèmes d'identification automatique par radiofréquence (RFID).



2007

Chiffre d'affaires en M€ **157**
dont export en % 67 %

Investissements et R&D en M€

Investissements 3
Recherche et développement 9

Production (en unité)

Imprimantes et lecteurs 23 280
Bornes 1 260
Étiquettes radiofréquence 108 000 000
Équipements de contrôle d'accès des piétons 3 500
Équipements de contrôle d'accès des véhicules 6 410

Implantations

Centres de recherche et études 4
Centres de production 5
Centres de services et maintenance 11

Effectifs au 31/12/2007 **905**

Équipement pour les grands réseaux de transport

IER est leader mondial pour la conception, la fabrication et la commercialisation de bornes multicompany et de terminaux d'impression (billetteries électroniques et contrôle d'embarquement) des grands réseaux de transport aérien, ferroviaire et maritime. Depuis plusieurs années, IER se développe dans les bornes libres-services pour les aéroports ou les gares, ainsi que dans des services à plus forte valeur ajoutée, comme la surveillance, la maintenance à distance des matériels et les activités de logiciels.

Contrôle d'accès sécurisé

Grâce à sa filiale Automatic Systems (AS), IER propose également une gamme complète d'équipements d'accès payant (métros, péages), d'accès sécurisé des piétons et des véhicules (contrôle d'immigration, contrôle d'embarquement...) et de protection des sites sensibles grâce à des sas et à des obstacles mobiles ou escamotables. AS est l'un des premiers fournisseurs mondiaux d'équipements de contrôle d'accès physique des grands intégrateurs dans le domaine de la sécurité. La société a développé une technologie et un logiciel spécialisés dans les contrôles de passages de piétons et participe aux grands appels d'offres pour l'équipement des métros de nombreuses grandes villes à travers le monde.

Bornes, traçabilité et nouvelles technologies

IER produit des bornes pour les administrations, les collectivités locales et les entreprises permettant des transactions interactives automatisées (libre-service d'affranchissement à La Poste, certificats de non-gage dans les préfectures, CNAM). Il est également présent dans l'intégration de matériels, de logiciels et de consommables dans les domaines de l'informatique mobile, de la traçabilité par code-barres et de la distribution de produits d'identification automatique. Enfin, IER se développe dans le secteur de l'identification par radiofréquence, qui offre de nombreuses applications : traçabilité, logistique des biens industriels, sécurisation des documents officiels... IER conduit également des expériences importantes dans le domaine de l'identification des bagages dans le transport aérien. Au total, près de 110 millions d'étiquettes radiofréquence ont été livrées en 2007 dans les secteurs du transport et de la distribution.

Distribution d'énergie

Depuis notamment l'acquisition de la SCAC, de Rhin-Rhône et des réseaux de distribution de fioul de Shell et de BP, le Groupe Bolloré est devenu progressivement le deuxième distributeur français de fioul domestique, avec une part de marché d'environ 9 %. Il est également un acteur important de la logistique pétrolière, essentiellement grâce à l'oléoduc Donges-Melun-Metz (DMM).



2007	
Chiffre d'affaires en M€	1 844
Investissements en M€	10
Volumes vendus en m ³	2 882 000
Stockage en propriété en m ³	1 361 000
Moyens techniques	
Agences	85
Stations-service	55
Camions	329
Effectifs au 31/12/2007	898

Distribution de produits pétroliers

La division Distribution d'énergie en France dispose désormais d'un réseau de 75 agences qui assurent la distribution de fioul domestique et d'autres produits pétroliers auprès de 400 000 clients, particuliers et professionnels. La distribution de « détail », qui approvisionne une clientèle de particuliers, d'agriculteurs, d'immeubles et d'administrations, représente 900 000 m³ et l'activité « négoce », qui fournit les transporteurs et les revendeurs-détaillants, représente 1100 000 m³. Par ailleurs, Bolloré Énergie développe une offre de services techniques pour ses clients : entretien de chaudières, offre de climatiseurs, abonnement chauffage...

Hors de France, le Groupe distribue les mêmes produits sous la marque Calpam en Allemagne (8 agences), où il exploite en outre un réseau de 55 stations-service et déploie également une activité de « bunkering » (soutes) dans le port de Hambourg.

Logistique pétrolière

Le Groupe est un acteur important de la logistique des produits pétroliers. SFDM, filiale à 90 % de Bolloré Énergie, exploite la concession de l'oléoduc Donges-Melun-Metz (DMM) et les dépôts de Donges, de La Ferté, de Vatry et de Saint-Baussant, d'une capacité globale de stockage de 845 000 m³. L'oléoduc DMM traverse la France d'ouest en est sur une distance de 634 km et dispose d'une capacité de transport de 3 200 000 m³.

Bolloré Énergie est également présent en Suisse, où la société CICA importe, distribue et assure le stockage de produits pétroliers à Genève, à Zurich et à Bâle.

Enfin, Bolloré Énergie détient des participations à hauteur de 20 % dans les Dépôts pétroliers de Lorient (DPL), d'une capacité de stockage de 145 000 m³, et dans ceux de La Rochelle (180 000 m³).

Logistique internationale

À travers ses filiales SDV Logistique Internationale et Saga, le Groupe Bolloré figure parmi les cinq premiers groupes européens dans l'organisation du transport. Présent dans les grands centres économiques mondiaux, il exerce tous les métiers de la logistique : commission de transport aérien, maritime et terrestre, stockage et distribution, logistique industrielle, opérations portuaires, contrôle sécurité et qualité. Depuis plusieurs années, il réalise des acquisitions ciblées lui permettant de compléter son réseau international.



2007

Chiffre d'affaires en M€	2 704
Investissements en M€	17
Immobilier	3
Installations et matériels	3
Informatique et autres investissements	11
Volumes traités	
Aérien en tonnes	510 000
Maritime en conteneurs	680 000
Moyens techniques	
Entrepôts en m ²	600 000
Engins/camions nombre	1 500
Implantations	
Pays	88
Agences	500
Effectifs au 31/12/2007	9 629

Un réseau mondial

Fort d'un réseau de 500 agences dans 88 pays, le Groupe est leader en France et figure parmi les cinq premiers groupes européens de commission de transport et de logistique. Accompagnant ses clients partout dans le monde, la division Logistique internationale du Groupe Bolloré a construit progressivement un réseau mondial, présent sur les cinq continents.

Le Groupe compte aujourd'hui 300 établissements dans les principaux pays européens. Au début de l'année 2007, SDV Logistique Internationale a acquis le Groupe JE-Bernard, l'un des leaders de l'organisation du transport en Grande-Bretagne. Cette acquisition fait de la Grande-Bretagne le deuxième pays d'Europe pour le Groupe, avec un effectif de 500 personnes et 10 implantations, et contribue à renforcer les flux avec l'Asie et l'Amérique.

En Asie, l'activité Logistique internationale emploie 1800 personnes et connaît une forte croissance, notamment en Chine et à Singapour, où elle dispose de 15 agences et emploie plus de 800 personnes. L'acquisition réalisée en février 2005 du troisième opérateur indien, Air Link, permet de s'appuyer sur un important réseau en Inde et dans plusieurs pays du sous-continent indien, ainsi qu'aux États-Unis.

Enfin, le Groupe est également implanté sur le continent américain, avec 28 bureaux répartis entre le Canada, les États-Unis et l'Amérique du Sud, et bénéficie en Afrique d'un réseau sans équivalent. En 2007, il s'est renforcé aux États-Unis dans le secteur de l'aéronautique et de l'espace, qui représente une part importante de son chiffre d'affaires, avec l'acquisition de la société Pro-Service.

La chaîne complète du transport

Présente sur les cinq continents, la division Logistique internationale répond à la demande de ses clients tout au long de la chaîne logistique. En partenariat avec les principales compagnies aériennes, les sociétés du Groupe assurent une présence directe dans les principaux aéroports et des prestations de « general cargo » ou d'affrètement d'avions. Présentes également dans tous les grands ports du monde, ces sociétés offrent une prestation maritime complète, du conventionnel au conteneur, du conteneur complet au groupage,



du « general cargo » au transport spécialisé, du petit colis au hors gabarit. Par ailleurs, les centres opérationnels aériens et maritimes du Groupe sont équipés spécifiquement pour répondre à tous les besoins en transport terrestre des clients.

Développement dans la logistique

Le Groupe réalise d'importants développements dans ses activités de logistique et opère des plates-formes logistiques dotées d'équipements techniques de pointe qui offrent un large éventail de prestations : identification, étiquetage, conditionnement, préparation des commandes et redistribution. Des logiciels permettent de fournir en temps réel toutes les informations requises par les clients. Spécialisée dans les produits cosmétiques et pharmaceutiques, la plate-forme de Singapour, par exemple, permet de centraliser les flux avant leur reconditionnement et leur redistribution dans toute l'Asie.

En tant que commissionnaire en douane agréé, le Groupe offre également à ses clients des prestations de conseil et d'assistance pour l'application des procédures douanières.

Services adaptés aux nouvelles normes de sécurité

Répondant aux besoins croissants en sécurité du fret aérien et maritime, la division Logistique internationale mène des actions importantes pour l'application des nouvelles réglementations concernant à la fois les marchandises, les installations et la formation du personnel. Aujourd'hui, l'ensemble des entrepôts et des magasins respecte les nouvelles normes de sécurité. Les entrepôts à température régulée pour les produits périssables, par exemple, sur les plates-formes aériennes, bénéficient de règles de sécurité des plus rigoureuses.

Enfin, en liaison directe avec les autorités des États-Unis, le Groupe assure, pour le compte de ses clients, toutes les formalités obligatoires pour l'entrée des marchandises sur le sol américain.

Transport et logistique Afrique

Depuis plus de vingt ans, le Groupe Bolloré a consacré une part importante de ses investissements en Afrique, où il dispose désormais du premier réseau de manutention et de logistique. Implanté dans 43 pays de ce continent riche en hommes et en matières premières, il y emploie plus de 17 000 collaborateurs permanents et joue un rôle important dans la vie économique et sociale.



2007

Chiffre d'affaires en M€ **1 432**

Investissements en M€ **117**

Volumes traités

Bois en m³ 2 474 000

Cacao/café en tonnes 865 000

Coton en tonnes 1 345 000

Moyens techniques

(manutention et transit)

Véhicules/remorques en nombre 5 800

Bureaux/entrepôts en m² 1 512 000

Terre-pleins en m² 3 877 000

Implantations

Pays 43

Agences 120

Effectifs au 31/12/2007 **17 234**

Le Groupe a choisi, depuis de nombreuses années, d'être présent en Afrique et de s'y développer. Les investissements importants réalisés ces dernières années lui ont permis d'acquies une taille significative dans les zones où il était historiquement moins présent, notamment en Afrique australe et en Afrique de l'Est. Premier réseau de transport et de logistique en Afrique, le Groupe Bolloré poursuit sa stratégie de partenariat avec ce continent dont il souhaite accompagner le développement.

Après avoir cédé ses activités maritimes au début de l'année 2006, le Groupe se concentre sur ses activités de transport terrestre en Afrique, où il occupe une position de leader.

Ports, manutention portuaire, agences maritimes

Le Groupe Bolloré est le leader dans les métiers de la manutention portuaire en Afrique, avec 5800 engins et remorques ainsi que plus de 5 000 000 de m² de terre-pleins, d'entrepôts et de bureaux dotés de systèmes informatiques performants. Les opérations portuaires réalisées pour le compte d'armateurs se déroulent depuis la mise à quai des marchandises jusqu'à la livraison au client. Chaque année, le Groupe investit dans l'achat de nouvelles grues et installations afin d'améliorer les cadences de manutention et d'offrir à ses clients armateurs une qualité de service accrue.

Depuis plusieurs années, le Groupe participe au processus de privatisation des ports en Afrique, qu'il opère le plus souvent en partenariat. Il est maintenant opérateur des terminaux conteneurs d'Abidjan en Côte d'Ivoire, de Douala au Cameroun, de Tema au Ghana et de Lagos-Tincan au Nigeria, et a obtenu la concession du port de Libreville au Gabon.

Avec un réseau de 120 agences, le Groupe exerce le métier d'agent maritime dans de nombreux ports africains, fournisseur de fret et organisateur d'escales pour le compte de compagnies maritimes internationales.

Le Groupe poursuit par ailleurs le développement de ses ports secs, réelles plates-formes de décongestion des ports maritimes situées au départ des corridors, et a obtenu la gestion



de ceux de Mombasa au Kenya et de Dar es-Salaam en Tanzanie en 2007. De même, il renforce ses positions dans les différents corridors du continent et souhaite redonner toute sa puissance à celui d'Abidjan vers l'hinterland.

Transit et logistique

Le Groupe prend en charge pour ses clients toutes les démarches administratives et douanières en amont et en aval du transport, à l'import comme à l'export (maritime comme aérien), puis assure l'acheminement des marchandises jusqu'à leur destination finale.

Il dispose de nombreux entrepôts pour le stockage des produits importés et des matières premières exportées (café, cacao, coton). Il a par ailleurs développé une expertise dans l'acheminement de matériels et de produits vers les plates-formes pétrolières du golfe de Guinée et a développé un savoir-faire reconnu dans la logistique des projets miniers en Afrique, en s'appuyant sur un tissu d'agences solidement ancrées dans les pays de l'intérieur. Il prend part également à un grand nombre de projets industriels sur tout le continent.

Le Groupe exploite aussi deux chemins de fer en Afrique, qui, avec le transport par la route, sont à la fois un vecteur de désenclavement des régions de l'intérieur du continent et un maillon de la chaîne de transport et de logistique. Il opère le réseau camerounais Camrail et le chemin de fer Sitarail qui relie la Côte d'Ivoire au Burkina Faso.

Communication, médias

Depuis 2000, l'année où il a décidé d'investir dans la communication et les médias, le Groupe s'est beaucoup développé dans ce secteur dont il est devenu un acteur important. Il est aujourd'hui présent dans la Télévision Numérique Terrestre, la presse, la logistique pour le cinéma et la télévision, la publicité et les études, les télécommunications...



2007

Direct 8

Accès à Direct 8
en nombre d'habitants 27 000 000

Part d'audience
décembre 2007 1,5 %

Télespectateurs
en nombre par semaine 13 500 000

Heures de
programmes inédits
par jour près de 10 heures

Direct Soir

Tirage moyen 500 000

Direct Matin Plus

Tirage moyen 400 000

Bretagne Plus

Tirage moyen 40 000

Effectifs au 31/12/2007 552

Poursuite des développements dans la télévision et la presse gratuite

Depuis 2005, le Groupe a réalisé d'importants développements dans les secteurs de la télévision et de la presse gratuite. Il a lancé successivement la chaîne de Télévision Numérique Terrestre Direct 8 et les quotidiens gratuits Direct Soir et Direct Matin Plus.

Direct 8

Lancée en mars 2005 dans le cadre de l'avènement de la Télévision Numérique Terrestre, Direct 8 est une nouvelle chaîne généraliste proposant une grande diversité de programmes et accordant une place importante à des thèmes comme la solidarité et l'environnement. Avec 1,5% de part d'audience à la fin 2007⁽¹⁾, Direct 8 est, à ce jour, regardée par 13 500 000 téléspectateurs par semaine.

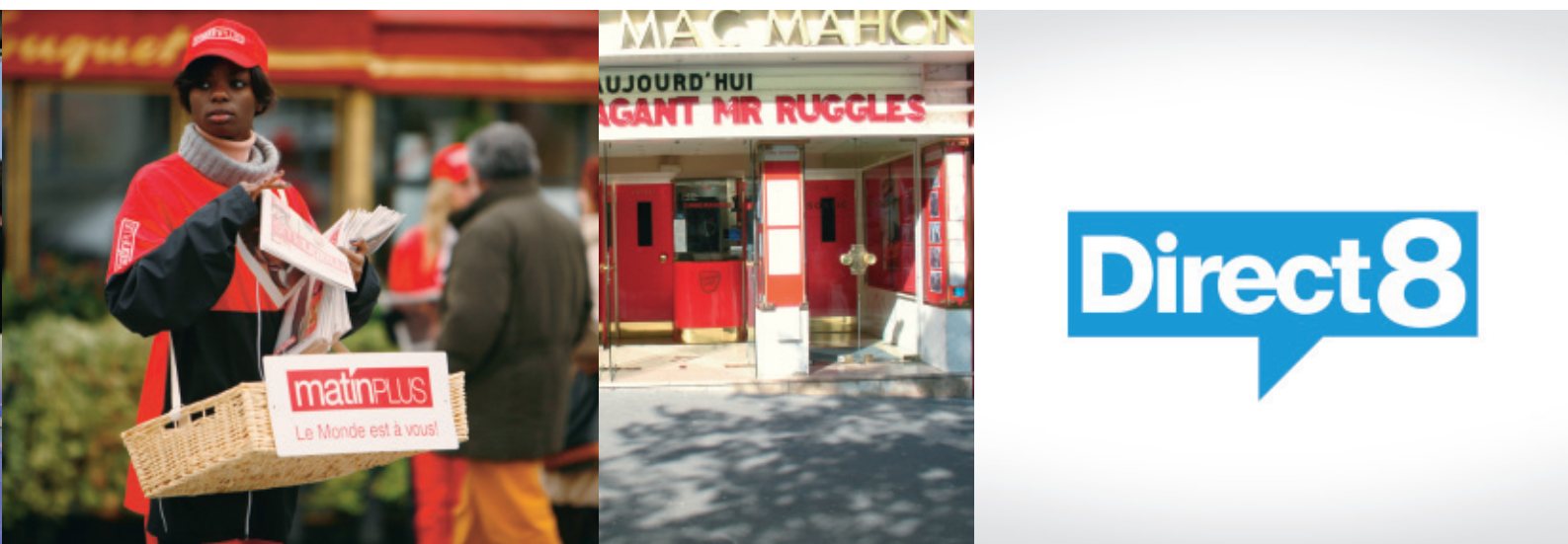
Direct Soir

Créé en juin 2006, Direct Soir est le premier quotidien gratuit du soir. Diffusé à 500 000 exemplaires dans les principales villes de France, il couvre l'actualité tout en consacrant une place importante aux loisirs, à la culture et aux « people ».

Direct Matin Plus

Ce second quotidien gratuit a été lancé en février 2007, en partenariat avec *Le Monde* et la presse quotidienne régionale du réseau Ville Plus. Direct Matin Plus, journal d'information dont une partie du contenu est réalisée par les rédactions du *Monde* et de *Courrier International* est diffusé à plus de 400 000 exemplaires en Île-de-France auxquels s'ajoutent 300 000 exemplaires du réseau Ville Plus en province (Marseille Plus, Lyon Plus, Bordeaux 7...) et l'édition bretonne également créée en 2007, Bretagne Plus.

(1) Étude Médiamétrie portant sur l'univers TNT.



Investissements dans la logistique audiovisuelle et le cinéma

À la suite de la récente fusion entre Euro Média Télévision et UBF, le Groupe détient 22 % du capital d'Euro Média Group qui est l'un des premiers prestataires techniques audiovisuels européens. Présent dans de nombreux pays d'Europe (France, Pays-Bas, Belgique, Royaume-Uni, Allemagne...), il assure une gamme de services très étendue : cars de vidéo mobile, plateaux de tournage, études, postproduction, ateliers de décors, location d'accessoires...

D'autre part, le Groupe Bolloré exploite le cinéma Mac-Mahon à Paris, classé en catégorie « art et essai », et détient environ 10 % de la société Gaumont, l'un des premiers acteurs européens de son secteur, qui possède un tiers du réseau national des salles EuroPalaces et exploite un important catalogue de longs métrages.

Communication, médias

Dans le cadre de ses investissements dans la communication et les médias, le Groupe s'est fortement développé dans la publicité et les études. Il est également présent dans le domaine des télécommunications dans lequel il a acquis des licences WiMax pour les principales régions françaises.



Une présence forte dans la publicité et les études

Depuis 2004, le Groupe Bolloré a décidé d'investir dans le secteur de la publicité et des études. Il est aujourd'hui présent dans plusieurs sociétés importantes :

Havas

Le Groupe détient 32,9 % du capital d'Havas, sixième groupe mondial de conseil en communication présent dans la publicité à travers les agences Euro RSCG, Arnold, H... et dans l'expertise média grâce au réseau mondial d'Havas Média.

Aegis Group

Situé à Londres, Aegis est l'un des premiers groupes indépendants d'agences média et de « marketing services », et figure également parmi les plus importantes sociétés d'études. Avec une participation qui atteint désormais 29,9 % ⁽¹⁾ du capital d'Aegis, le Groupe Bolloré en est le premier actionnaire.

CSA

Le Groupe a acquis en 2006 une participation de 40 % dans l'institut d'études et de sondages généraliste CSA. Celui-ci réalise pour ses clients des études spécifiques sur mesure et figure parmi les leaders du secteur en France.

Harris Interactive

Avec une participation de 12,5 % du capital d'Harris Interactive, Bolloré est le premier actionnaire de cette société américaine d'études et de sondages, spécialisée dans les études par Internet, qui dispose d'un des plus larges panels du marché.

(1) En incluant 0,8 % détenu par Bolloré Participations.



Développement de Bolloré Telecom

En juillet 2006, Bolloré Telecom a obtenu 12 licences WiMax, technologie hertzienne de transmission de données haut débit, couvrant les principales régions françaises. Le Groupe poursuit la phase de tests des équipements proposés par les fabricants et amorce le déploiement de son réseau WiMax sur plusieurs sites pilotes.

Le Groupe a également pris une participation dans l'opérateur Wifirst, qui poursuit son implantation et commercialise un service d'Internet sans fil haut débit, notamment au sein des résidences universitaires.

Plantations

Le Groupe Bolloré est présent dans le secteur des plantations, à la fois directement et à travers ses participations dans le Groupe Socfinal, qui exploite un important ensemble de plantations en Indonésie et dans différents pays d'Afrique. Il détient également des fermes aux États-Unis et des vignes dans le sud de la France.



2007

Plantations en hectares

SAFA Cameroun	8 400
Effectifs au 31/12/2007	1 604

En hectares

Socfinal (Indonésie, Cameroun, Côte d'Ivoire, Nigeria, Kenya, Liberia...)	135 000
Fermes américaines (États-Unis)	3 000
Domaines viticoles (sud de la France)	230

À travers ses participations de 39 % dans Socfinal et de 22 % dans sa filiale Socfinasia, Bolloré est l'un des premiers actionnaires du Groupe Socfinal. Celui-ci est l'un des principaux planteurs dans le monde et gère près de 135 000 hectares de plantations. En Asie, Socfinal est présent en Indonésie où il détient 90 % de Socfindo, qui exploite 48 000 hectares de palmiers à huile et d'hévéas, et s'est récemment implanté au Cambodge où il possède 8 000 hectares. En Afrique, il est présent dans de nombreux pays, comme le Cameroun, où Socapalm et la Ferme Suisse gèrent également 31 000 hectares de palmiers à huile. En Côte d'Ivoire, la Société des Caoutchoucs du Grand Bereby (SOGB) exploite 15 000 hectares d'hévéas et réalise une extension de 6 000 hectares de palmiers. Au Kenya, Socfinal exploite près de 2 500 hectares de caféiers et une plantation de roses qui produit 15 millions de tiges par an. Enfin, Socfinal est également présent au Nigeria et au Liberia et depuis peu en République démocratique du Congo.

Le Groupe Bolloré est aussi présent directement dans ce secteur d'activité, grâce à sa plantation située au Cameroun, où SAFA Cameroun exploite une plantation de 8 400 hectares de palmiers à huile et d'hévéas.

À travers Plantations des Terres Rouges, il possède également trois fermes aux États-Unis représentant près de 3 000 hectares, dont 600 hectares de plantations de pins. Les principales cultures irriguées sont le coton, l'arachide et le maïs.

Enfin, le Groupe est aussi propriétaire et exploitant de deux domaines viticoles dans le sud de la France, en zone d'appellation Côte de Provence : le cru classé Domaine de la Croix et le Domaine de la Bastide blanche, qui représentent une superficie totale de 230 hectares dont 100 hectares de vignobles en cours de réhabilitation.

Participations

Tout en développant chacun de ses différents métiers opérationnels, le Groupe Bolloré a toujours cherché à disposer d'une épargne industrielle composée d'actifs pouvant soit être cédés en cas de nécessité, soit, au contraire, constituer les bases de nouveaux développements.



Au 31/12/2007

Valeur du portefeuille en M€ **2 095⁽¹⁾**

Principales participations

Havas	32,87 %
Aegis	29,95 % ⁽²⁾
Mediobanca	4,99 %
Vallourec	3,97 % ⁽³⁾
Harris Interactive	12,45 %
Gaumont	environ 10 %

À la fin 2007, la valeur boursière des participations cotées du Groupe s'élevait à environ 2 095 millions d'euros⁽¹⁾.

La Financière de l'Odé, à travers sa filiale directe à 100 %, Financière du Perguet, détient 4,99 % de Mediobanca. Grâce à sa participation, le Groupe est l'un des principaux actionnaires de cette importante société italienne et fédère un groupe d'investisseurs internationaux disposant de quatre postes au Conseil de surveillance.

Depuis 2005, le Groupe a réduit progressivement sa participation dans Vallourec, leader mondial des tubes sans soudure en acier. À la fin de l'année 2007, il détenait une participation de 4 % du capital, en grande partie couverte par des ventes à terme qui se sont traduites par la cession de 3,6 % de Vallourec en janvier 2008. À la suite de ces opérations, le Groupe a accru en février sa participation dans Vallourec et détient 2,0 % du capital de cette société.

Le Groupe détient également des participations dans le secteur de la publicité et des études. Au 31 décembre 2007, il détenait 32,9 % du capital d'Havas, sixième groupe mondial de conseil en communication. Depuis le 9 juin 2005, le Groupe dispose de quatre postes au Conseil d'administration, dont Vincent Bolloré est Président non exécutif depuis le 12 juillet 2005.

À partir de 2005, le Groupe a également acquis une participation dans Aegis Group Plc, société de « marketing services » spécialisée dans les médias et les études de marché cotée à la Bourse de Londres. À la fin 2007, le Groupe détenait 29,9 % du capital d'Aegis⁽²⁾.

Avec une participation de 12,5 % du capital, le Groupe est aussi actionnaire d'Harris Interactive, leader mondial des études interactives et l'un des plus grands instituts de sondages. Enfin, le Groupe possède une participation de près de 10 % dans Gaumont.

(1) Hors participation de 0,8 % dans Aegis, détenue par Bolloré Participations, et avant cession de 3,6 % de Vallourec au premier trimestre 2008, pour environ 400 millions d'euros.

(2) En incluant 0,8 % détenu par Bolloré Participations.

(3) 2,0 % à la fin février 2008, après dénouement des ventes à terme venant à échéance en 2008 et acquisition de titres supplémentaires faisant l'objet d'un financement et d'une couverture.

Rapport financier annuel

Sommaire

35	RAPPORT DE GESTION
36	Actionnariat détaillé des sociétés cotées du Groupe
37	Le Groupe
46	La société
49	Rapport du Président sur les conditions de préparation des travaux du Conseil et sur les procédures de contrôle interne
53	Rapport des Commissaires aux comptes sur le rapport du Président
54	Analyse des risques
56	Données sociales et environnementales
65	COMPTES CONSOLIDÉS
66	Bilan consolidé
68	Compte de résultat consolidé
69	Variation de la trésorerie consolidée
71	Variation des capitaux propres consolidés
72	Annexe
79	Notes sur le bilan
102	Notes sur le compte de résultat
109	Autres informations
116	Liste des sociétés consolidées
123	Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés
125	COMPTES SOCIAUX RÉSUMÉS
126	Bilan résumé
127	Compte de résultat résumé
127	Tableau de financement résumé
128	Extraits des notes annexes aux comptes sociaux
129	Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices
130	Filiales et participations
132	Rapports des Commissaires aux comptes
135	RÉSOLUTIONS
136	Projet de résolutions à l'Assemblée générale ordinaire du 5 juin 2008
137	RENSEIGNEMENTS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL
138	Renseignements concernant le capital
139	Organes d'administration et de direction
143	Document d'information annuel
145	Honoraires des contrôleurs légaux des comptes
146	Attestation du rapport financier annuel



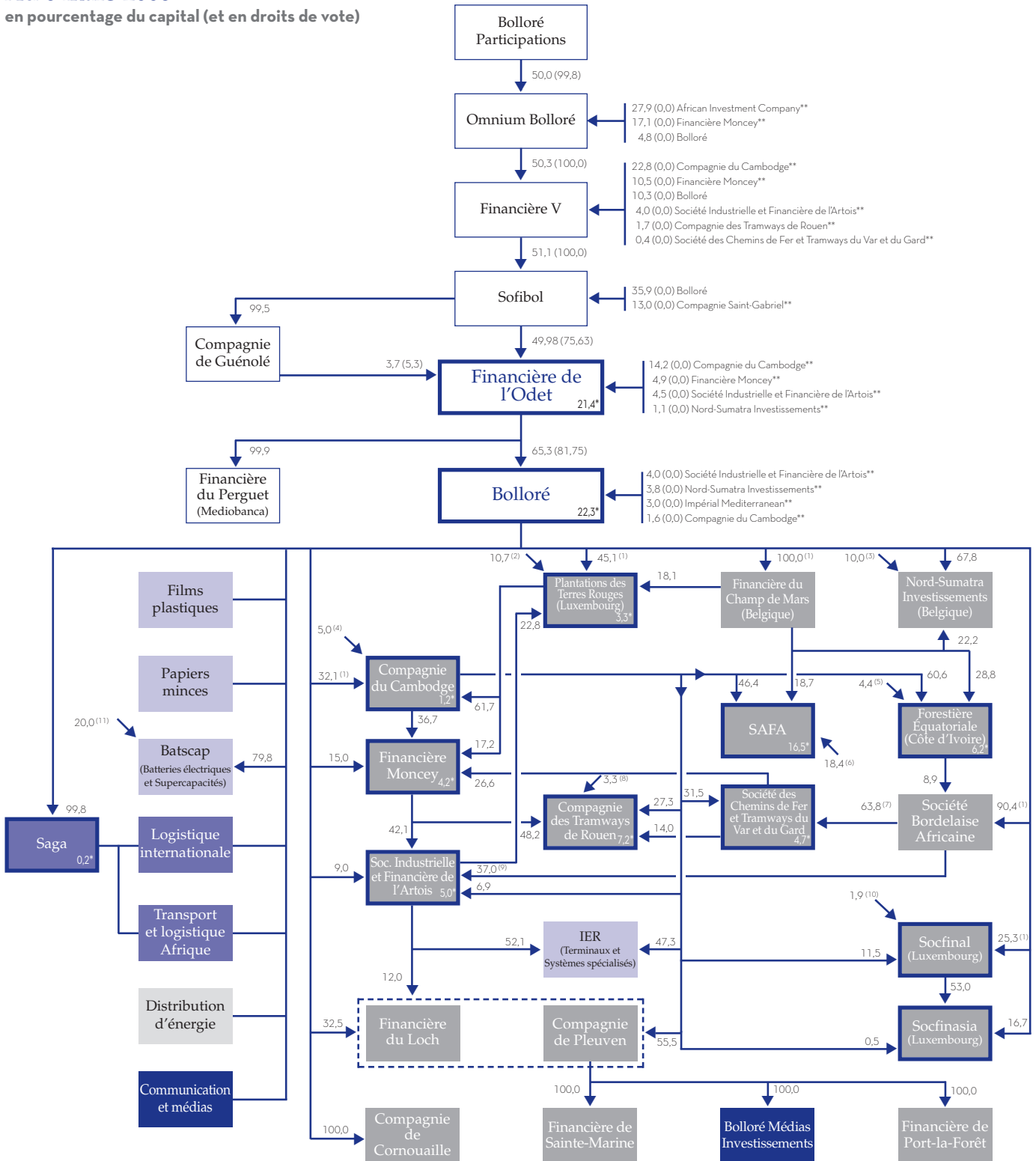
Rapport de gestion

36	Actionnariat détaillé des sociétés cotées du Groupe
37	Le Groupe
46	La société
49	Rapport du Président sur les procédures de contrôle interne
53	Rapport des Commissaires aux comptes sur le rapport du Président
54	Analyse des risques
56	Données sociales et environnementales

Actionnariat détaillé des sociétés cotées du Groupe

Au 6 mars 2008

en pourcentage du capital (et en droits de vote)



% (%) % du capital (% des voix exerçables en Assemblée générale).

* Pourcentage du capital hors Groupe.

** Contrôlé par Bolloré.

Par convention, les participations inférieures à 1% ne sont pas mentionnées.

- (1) Directement et indirectement par des filiales à 100 %.
- (2) Dont : 10,0 % par la Compagnie du Cambodge.
- (3) 5,0 % par Bolloré Participations et 5,0 % par la Compagnie du Cambodge.
- (4) Dont 5,0 % par Financière du Champ-de-Mars.
- (5) Dont 4,1 % par SFA, filiale à 98,4 % de Plantations des Terres Rouges.
- (6) Dont 79 % par la Société Industrielle et Financière de l'Artois, 5,5 % par Bolloré et 4,0 % par la Compagnie des Glénans.

- (7) 63,8 % par sa filiale directe à 53,4 % Socfrance.
- (8) 3,3 % par Plantations des Terres Rouges.
- (9) 30,2 % par la Société Bordelaise Africaine et 6,8 % par sa filiale directe à 53,4 %, Socfrance.
- (10) 1,9 % par Plantations des Terres Rouges.
- (II) 20 % par Bolloré Participations.

Le Groupe

Bref historique

Au début des années 1980, Vincent Bolloré a repris l'entreprise familiale créée en Bretagne en 1822 et spécialisée dans la fabrication de papiers fins. Après avoir développé un pôle de spécialités industrielles liées à la technologie des films plastiques et papiers minces, le Groupe Bolloré a pris le contrôle, d'une part, en 1986, de la société Sofical, complété par l'acquisition de JOB pour développer un pôle Tabac, et, d'autre part, de la Scac puis de Rhin-Rhône en 1988 pour développer un pôle Transport.

- **1991** : prise de contrôle de Delmas-Vieljeux, suivie par l'absorption de la Scac par Delmas, rebaptisée Scac-Delmas-Vieljeux (SDV).
- **1994** : cession par Bolloré d'une partie de l'activité Non Tissés industriels et Produits jetables et, d'autre part, de l'activité Tubes et Raccords plastiques.
- **Fin 1996** : prise de contrôle du Groupe Rivaud, dans lequel le Groupe Bolloré détenait des participations depuis 1988.
- **1998** : prise de contrôle de Saga, dont Albatros Investissement était, depuis 1996, actionnaire à 50 % aux côtés de CMB-Safren. Absorption de Scac-Delmas-Vieljeux par Bolloré Technologies, devenus Bolloré.
- **1999** : Albatros Investissement, principal actionnaire de Bolloré, prend le nom de Bolloré Investissement. Acquisition par Bolloré du réseau africain AMI et par Bolloré Investissement de l'armement britannique OTAL et de son réseau terrestre en Afrique.
- **2000** : cession de 81 % de l'activité Papiers à cigarettes au groupe américain Republic Technologies, qui assurait une grande partie de la distribution des papiers à rouler aux États-Unis. Rachat de la participation de 40 % de la Seita dans Coralma, filiale Tabac du Groupe dont il détenait 60 % à travers Tobaccor. Attribution de la concession du troisième oléoduc français Donges-Melun-Metz (DMM). Offre publique de retrait (OPR) suivie d'un retrait obligatoire sur les Mines de Kali Sainte-Thérèse et offres publiques de retrait sur la Compagnie des Caoutchoucs de Padang et la Compagnie du Cambodge, finalisées le 3 janvier 2001.
- **2001** : cession de 75 % de l'activité Tabac (Tobaccor), implantée en Afrique et en Asie, au groupe britannique Imperial Tobacco. Vente de la participation de 30,6 % dans Rue Impériale de Lyon. Reprise par Bolloré Énergie d'une partie des activités de la filiale de distribution des produits pétroliers de BP en France. Acquisition par Delmas, filiale maritime de Bolloré, de 80 % de l'Italien Linea-Setramar. Prise d'une participation dans Mediobanca via Consortium.

- **2002** : rachat par IER d'Automatic Systems, spécialisé dans les métiers du contrôle d'accès. Cession à Imperial Tobacco de 12,5 % supplémentaires de Tobaccor. Absorption par la Compagnie du Cambodge de la Société Financière des Terres Rouges et de la compagnie des Caoutchoucs de Padang. Reprise par Bolloré Énergie d'une partie des activités de distribution de fioul de Shell en France. Acquisition par SDV du groupe allemand Geis, disposant d'un important réseau de commission de transport en Asie. Fusion de six sociétés de l'activité Commission de transport, donnant naissance à SDV Logistique Internationale. Entrée au capital de Vallourec.
- **2003** : cession du solde de la participation dans Tobaccor (12,5 % payables fin 2005). Rachat des 40,83 % détenus par le Consortium de Réalisation (CDR) dans la Compagnie des Glénans. Acquisition d'une participation directe de 4,99 % dans Mediobanca par la Financière du Perquet. Démarrage de l'usine acquise dans les Vosges par la division Papiers. Franchissement par le Groupe du seuil de 20 % du capital et des droits de vote dans Vallourec.
- **2004** : cession des plantations de Malaisie. Acquisition d'une participation de 20 % dans Havas. Développement de la Bluecar®, prototype de véhicule électrique équipé des batteries Batscap.
- **2005** : lancement de Direct 8, la chaîne de Télévision Numérique Terrestre (TNT) créée par le Groupe. Présentation de la Bluecar® au salon de Genève. Acquisition d'Air Link, troisième opérateur indien de commission de transport. Acquisition d'une participation de 25 % dans Aegis. Cession de 7,5 % du capital de Vallourec.
- **2006** : cession des activités maritimes (Delmas). Lancement de Direct Soir, premier quotidien gratuit du soir. Obtention de 12 licences régionales WiMax. Livraison d'une nouvelle série de prototypes Bluecar®. Cession de 10,2 % de Vallourec. Offre publique de reprise sur Socfin. Offre publique de retrait sur Bolloré et fusion de Bolloré et de Bolloré Investissement. Changement de dénomination de « Bolloré Investissement » en « Bolloré ».
- **2007** : acquisitions de JE-Bernard, un des premiers groupes de logistique et de commission de transport en Grande-Bretagne, et de Pro-Service, société de logistique américaine spécialisée dans le domaine de l'aéronautique et de l'espace. Acquisition des actifs d'Avestor au Canada. Association avec Pininfarina pour la production et la commercialisation d'une voiture électrique. Lancement du quotidien gratuit Direct Matin Plus. Début des tests d'équipements pilotes destinés au WiMax. Cession de 3,5 % de Vallourec et renforcement dans Havas et Aegis. Offre publique d'achat sur Nord-Sumatra Investissements suivie d'un retrait obligatoire. Acquisition fin 2007 par le Groupe C des investisseurs internationaux de 1 % supplémentaire du capital de Mediobanca dont 0,25 % par la Financière du Perquet.

Chiffres clés consolidés

(en millions d'euros)

	2007	2006	2005
Chiffre d'affaires	6 399	5 980	5 445
Résultat opérationnel	104	101	109
Résultat net des activités poursuivies	328	539	262
Résultat net des activités destinées à la vente	0	55	124
Résultat net consolidé	328	594	385
dont part du Groupe	193	336	160
	Au 31/12/2007	Au 31/12/2006	Au 31/12/2005
Capitaux propres	2 984	3 479	2 710
Endettement net ⁽¹⁾	1 932	1 822	2 292
Ratio (endettement net/capitaux propres)	0,65	0,52	0,85

(1) Définition de l'endettement net : voir note 22 « Passif financier et endettement financier net ».

Le Groupe

Présentation du Groupe et de la société au 31 décembre 2007

Au 6 mars 2008, la Financière de l'Odet détient directement et indirectement 77,7 % du capital de Bolloré (ex-Bolloré Investissement).

Bolloré, qui figure parmi les 500 premiers groupes mondiaux, exerce ses activités dans :

- les films plastiques pour condensateurs et emballages et les papiers minces ;
- les batteries électriques et les supercapacités ;
- les terminaux et systèmes spécialisés (IER) ;
- la distribution d'énergie ;
- la logistique internationale (commission de transport) ;
- le transport et la logistique en Afrique (gestion des ports, manutention portuaire, logistique) ;
- la communication, les médias (télévision et presse gratuites, publicité et études...) ;
- les plantations ;
- la gestion d'un portefeuille de participations (il détient notamment des participations dans Vallourec et, au niveau de la Financière de l'Odet, dans Mediobanca).

Bolloré assure un rôle de holding employant 192 personnes affectées aux différents services fonctionnels centraux : Direction générale, juridique, fiscalité, informatique, ressources humaines, finances, comptabilité, contrôle de gestion, trésorerie...

Bolloré assure l'animation et la coordination des divisions opérationnelles. La gestion de trésorerie de ses filiales est centralisée dans Bolloré de façon à optimiser les conditions obtenues.

Bolloré refacture ses services en fonction de certaines clés de répartition (temps passés, effectifs, nombre de sociétés...). Le montant facturé en 2007 s'élève à 29,2 millions d'euros. L'ensemble de ces prestations est réalisé dans le cadre de conventions formalisées, courantes et conclues à des conditions normales.

Répartition du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel

(en millions d'euros)

	2007		2006		2005	
	Chiffre d'affaires	Résultat opérationnel	Chiffre d'affaires	Résultat opérationnel	Chiffre d'affaires	Résultat opérationnel
Transport et logistique	4 136	251	3 639	199	3 355	171
Distribution d'énergie	1 844	26	1 922	20	1 686	24
Industrie ⁽¹⁾	350	(50)	362	(50)	371	(32)
Médias, actifs financiers et divers	69	(123)	57	(68)	33	(54)
Total	6 399	104	5 980	101	5 445	109

(1) Films plastiques, Papiers minces, Batteries électriques et supercapacités, Terminaux et Systèmes spécialisés.

Industrie

Films plastiques et Papiers minces

À partir de la technologie développée dans la fabrication des films plastiques pour condensateurs, dont il est le leader mondial, le Groupe Bolloré s'est diversifié au cours des dernières années dans le secteur des films thermo-rétractables pour emballages. Il est également le leader mondial des papiers minces pour impression.

Le chiffre d'affaires des activités films plastiques est en repli de 6 % pour l'année 2007. L'activité **films diélectriques** pour condensateurs de la division Films plastiques est affectée par la contraction du marché américain et les mouvements de délocalisation vers les pays émergents, l'augmentation du coût des matières premières et la forte concurrence des pays à faible coût de main-d'œuvre pénalisant cette activité.

La progression des ventes de films d'**emballage thermo-rétractable** de 9 %, enregistrée sur le premier semestre de l'exercice 2007, n'a pas été confirmée sur le second semestre 2007 suite au ralentissement de la consommation des ménages constatée en fin d'année aux États-Unis. La progression des ventes en volume s'est ainsi limitée à 2 % sur l'année 2007. L'augmentation du coût des matières premières observée en 2006 s'est accentuée sur l'exercice 2007.

À travers les Papeteries du Léman et les Papeteries des Vosges, le Groupe Bolloré est leader mondial des **papiers minces**. La division offre une large gamme de papiers de très haute qualité, utilisée aussi bien dans l'édition

traditionnelle que dans l'impression de romans, dictionnaires, encyclopédies et catalogues industriels, ainsi que pour le marketing direct et les notices pharmaceutiques. Au cours de l'année 2007, le contexte économique de l'industrie papetière mondiale est resté difficile, marqué par des phénomènes de surcapacités qui maintiennent la pression sur les prix de vente, tandis que les coûts des matières premières et de l'énergie continuent de croître.

Dans ce contexte, la division Papiers minces parvient à améliorer son résultat grâce à des efforts de productivité et à la hausse de 4 % de ses ventes en volume, confirmant ainsi les succès dans les nouvelles gammes de produits (dont les notices pharmaceutiques).

Batteries électriques, supercapacités

À partir de recherches menées depuis quatorze ans, le Groupe a mis au point une **batterie électrique** au lithium métal polymère de haute performance.

Parallèlement à la poursuite des tests, Batscap a développé un prototype de véhicule électrique accueillant cette batterie, la Bluecar®. Afin de réaliser de nouveaux tests et des démonstrations publiques, le Groupe a investi en 2007 dans une nouvelle série de six prototypes Bluecar® qui ont fait l'objet d'une homologation par l'UTAC.

Au début de l'année 2007, le Groupe Bolloré a acquis les actifs de la société Avestor, au Canada, qui ont été regroupés dans la société Bathium Canada Inc. L'acquisition de cette société présente dans les batteries

lithium métal polymère permet à Batscap de disposer d'une capacité de production importante en Amérique du Nord.

Fin 2007, le Groupe Bolloré a annoncé la création, avec Pininfarina, d'une filiale détenue à 50/50 afin de produire une voiture 100 % électrique. Celle-ci sera commercialisée sous la marque Pininfarina à partir de l'été 2009. Le montant total de l'investissement est estimé à 150 millions d'euros. Ce véhicule, fabriqué en Italie, bénéficiera de l'expérience accumulée par Pininfarina dans les domaines du design et de la production de voitures de haut de gamme ainsi que de la batterie lithium métal polymère développée par le Groupe Bolloré qui offre une autonomie de 250 kilomètres en parcours urbain.

D'autre part, le Groupe a développé un nouveau type de composants de stockage d'énergie, les **supercapacités**, qui trouvent leurs principales applications dans le domaine des transports propres, notamment les voitures hybrides, les bus et les tramways électriques.

Au mois de janvier 2008, le Groupe Bolloré a inauguré, à Ergué-Gabéric, sa première unité de production industrielle de supercapacités. L'investissement global représente à ce stade 36 millions d'euros. Cette première ligne de production, d'une capacité maximale d'un million d'éléments par an, emploie une cinquantaine de personnes.

Enfin, le Groupe a annoncé début 2008 la création d'une association à 50/50 avec l'entreprise Gruau afin de développer des microbus Gruau en versions thermique, hybride et 100 % électrique (voir « Événements récents et perspectives »).

Terminaux et Systèmes spécialisés

IER, filiale à 99 % du Groupe, est leader mondial des terminaux d'impression et de lecture permettant le traitement sécurisé des flux de passagers. Il est également l'un des leaders mondiaux dans la fourniture d'équipements de contrôle, de sécurisation de l'accès des piétons et des véhicules dans les immeubles, les réseaux de transports en commun et les infrastructures publiques sensibles.

IER poursuit l'amélioration de son résultat opérationnel qui ressort à -1,5 million d'euros, contre une perte de 4,1 millions d'euros en 2006, et qui intègre 9 millions d'euros de frais de recherche et de développement. Malgré la baisse du chiffre d'affaires de 5 %, impacté notamment par la baisse du dollar américain, les marges ont été maintenues grâce à d'importantes économies obtenues par des gains de productivité.

Les ventes de terminaux, imprimantes et lecteurs d'embarquement, s'élèvent à 35,4 millions d'euros, en progression de 4 % par rapport à l'exercice précédent et celles de bornes ressortent à 11,7 millions d'euros, contre 17,4 millions d'euros en 2006, en raison d'un ralentissement de l'approvisionnement des grands clients (SNCF, Caisses primaires d'assurance maladie, la Poste). Les activités de services liées aux terminaux et bornes ont réalisé 27,4 millions d'euros de chiffre d'affaires, en diminution de 13,5 % par rapport à l'exercice 2006, qui avait connu une activité exceptionnelle.

Le chiffre d'affaires de l'activité Contrôle d'accès est en léger repli à 52,2 millions d'euros, en l'absence de grands contrats comme en 2006 (métro de Lyon, métro de Boston), mais bénéficie d'une croissance significative sur une clientèle plus diversifiée.

Les ventes de l'activité Identification automatique dans la distribution de matériel, de solutions intégrées, de services et de logiciels se sont élevées à 10,1 millions d'euros, contre 10,5 millions d'euros en 2006 à périmètre constant tandis que les ventes de produits RFID ont connu à nouveau une croissance de 15 % grâce à la mise en service de la troisième ligne de production d'étiquettes radiofréquence au second semestre 2007.

Distribution d'énergie

À travers sa division Énergie, le Groupe Bolloré est le deuxième distributeur français de fuel domestique, avec une part de marché supérieure à 9 %. Il est également un acteur important dans le domaine de la logistique pétrolière.

En France, le marché du fuel domestique a été marqué par une climatologie exceptionnellement clémente lors du premier semestre 2007 et par des prix records en augmentation de plus de 40 % sur l'année. Dans

ce contexte de contraction de 11 % du marché national du fuel domestique, la division a enregistré une baisse limitée de son chiffre d'affaires (-4 %) grâce à la forte reprise de l'activité constatée durant le quatrième trimestre 2007. Le résultat d'exploitation, en hausse de 26 %, a bénéficié d'un fort effet stock positif en raison de la hausse des prix, et les marges sont venues compenser partiellement la baisse des volumes.

SFDM, en charge de l'exploitation du *pipe-line* Donges-Metz, a réalisé un très bon exercice principalement grâce à la bonne marche de l'activité Dépôts. En Europe, les performances continuent de s'améliorer et bénéficient notamment du fort développement de l'activité *Bunkering* (soutes) de Calpalm en Allemagne et d'un effet stock positif chez Cica, en Suisse, qui compense une demande plus faible liée à la douceur du climat observée au premier semestre 2007.

Transport et logistique

Transport et logistique Afrique

Présent dans 43 pays d'Afrique où il emploie plus de 17 000 collaborateurs permanents, le Groupe Bolloré est le leader du transport et de la logistique sur ce continent. La division a connu un exercice 2007 très satisfaisant marqué par une hausse de 11 % du chiffre d'affaires à 1 432 millions d'euros et une progression sensible du résultat opérationnel.

La division a multiplié par deux ses investissements sur l'ensemble du continent par rapport à l'année 2006. Ces investissements ont été réalisés dans les infrastructures portuaires et logistiques, le renouvellement et le développement du matériel de manutention, et sur le renforcement de la flotte de camions.

En **Afrique de l'Ouest**, en Côte d'Ivoire, le Groupe enregistre une nouvelle progression de ses résultats grâce à la très bonne activité du terminal conteneurs SETV dont les volumes manutentionnés augmentent de 9 %, à l'amélioration du marché local, à la reprise des flux sur l'hinterland et aux gains de productivité liés à la fusion SDV-Saga. Le Sénégal affiche des performances stables par rapport à 2006.

En **Afrique Centrale**, les activités du Groupe ont connu une très forte croissance, notamment au Nigeria qui a bénéficié de la bonne activité de ses métiers, renforcée par la montée en puissance du terminal conteneurs de Lagos-Tin Can. Au cours du premier semestre 2007, SDV Nigeria a acquis une base logistique de 86 000 m² à Lagos, afin de développer son offre de services. Au Ghana, le Groupe enregistre une nette progression de ses résultats grâce au démarrage du terminal conteneurs MPS de Tema en avril 2007. Les hausses de résultats au Cameroun, au Congo, et au Gabon ont été obtenues par les bonnes performances de la manutention, notamment pour le terminal de Douala au Cameroun et de Pointe-Noire au Congo, et par la croissance dans les activités transit et logistique. La division a également obtenu la concession du terminal conteneurs Owendo à Libreville et a débuté les travaux de génie civil.

En **Afrique de l'Est**, le développement des activités de transit dans l'hinterland, et des projets pétroliers et industriels, compense la fin du contrat d'approvisionnement des troupes des Nations unies au Sud Soudan. La division a ouvert deux ports secs à Mombasa (Kenya) et à Dar es-Salaam (Tanzanie) afin de décongestionner ces deux ports, et poursuit l'extension de son réseau par de nouvelles implantations dans la corne de l'Afrique, notamment à Djibouti et en Éthiopie.

En **Afrique Australe**, les sociétés du Groupe ont réalisé de très bonnes performances avec la poursuite de l'expansion des activités à Luanda, en Angola, et des développements dans les ports de Lobito, Soyo et Cabinda. L'activité Transit en Afrique du Sud a également progressé et la division a finalisé l'acquisition du groupe White Horse, opérateur sud-africain de référence du transport sur le corridor du Copper Belt. Enfin, les résultats de Madagascar ressortent en très forte progression grâce aux nombreux projets miniers.

CHEMINS DE FER

L'activité Chemins de fer a connu un bon exercice 2007 avec une croissance des volumes transportés par Camrail au Cameroun et Sitarail, qui relie la Côte d'Ivoire au Burkina Faso.

Le Groupe

Logistique internationale

Le Groupe, à travers SDV Logistique Internationale et Saga, exerce tous les métiers du transport et de la logistique dans le monde entier tout en offrant des services adaptés à chacun de ses clients. Présent dans 88 pays, il figure parmi les cinq premiers groupes européens de commission de transport et de logistique.

La progression des activités constatée durant le premier semestre s'est amplifiée sur la seconde partie de l'année permettant à la division Logistique internationale d'accroître son chiffre d'affaires de 12 %, et le résultat opérationnel progresse fortement.

L'exercice 2007 a été marqué par la poursuite du développement à l'international. La division a ainsi acquis en février 2007 le groupe JE-Bernard, l'un des premiers groupes de commission de transport en Grande-Bretagne, plaçant ainsi le Royaume-Uni au deuxième rang en Europe pour le Groupe. La division a également fait l'acquisition en juillet 2007 de Pro-Service aux États-Unis, société de logistique spécialisée dans les métiers de l'aéronautique et de l'espace, et a ouvert onze nouvelles agences, situées principalement dans des pays à forte croissance (Chine, Indonésie, Philippines, Nouvelle-Zélande...). L'ensemble des zones a vu ainsi son résultat progresser, malgré l'impact de change lié au dollar qui a atténué la croissance du résultat des implantations du Grand International.

En **France**, les réseaux Saga et SDV enregistrent des croissances de leurs résultats opérationnels grâce à l'essor de contrats logistiques multisites et à la multiplication des opérations pour le compte de grands opérateurs pétroliers. Les principaux contrats clients ont pu être renouvelés dans de bonnes conditions, plusieurs d'entre eux ont donné lieu à la mise en place de plates-formes centralisées en Inde ou en Chine.

En **Europe**, les résultats des différents pays ont fortement progressé. Au Royaume-Uni, le rapprochement des entités du Groupe JE-Bernard avec le réseau existant s'est déroulé de manière satisfaisante, et bénéficie d'ores et déjà aux résultats du réseau international (Asie, Inde et États-Unis). Parallèlement, la croissance est restée soutenue en Belgique et en Allemagne avec une nette amélioration du résultat opérationnel, et de nouvelles installations ont été inaugurées à Amsterdam, permettant de disposer à proximité de l'aéroport d'une plate-forme logistique performante. Les résultats du **Grand International** sont également en nette progression notamment grâce aux bons résultats des agences canadiennes et nord-américaines. L'acquisition de Pro-Service va permettre de renforcer le secteur de l'aéronautique et des compagnies aériennes. Bien que l'appréciation de l'euro ait pénalisé directement les résultats des principales filiales asiatiques, les résultats ont continué de progresser, les apports de trafic JE-Bernard venant renforcer les plates-formes de Hong Kong et Singapour. L'activité Projets industriels a été confortée par le très bon niveau des opérations réalisées pour le compte des opérateurs pétroliers, notamment au Nigeria, au Congo et en Angola.

Communication, médias et actifs financiers

Communication, médias

Les investissements réalisés depuis l'année 2000 ont permis au Groupe Bolloré de constituer un pôle communication-médias qui regroupe les investissements réalisés dans différents secteurs :

TÉLÉVISION ET PRESSE GRATUITES

Direct 8

Lancée en mars 2005, la chaîne de Télévision Numérique Terrestre (TNT) a multiplié depuis un an par quatre sa part d'audience qui atteint 1,5 %, avec 13,5 millions de téléspectateurs chaque semaine en audience cumulée. Chaîne généraliste, Direct 8 produit chaque jour de nombreux programmes inédits et propose une grande diversité de programmes : sport, cinéma, séries, musique en live, actualité, divertissement, politique, magazines d'art de vivre et de société... Forte de ces bons résultats et du succès croissant de la TNT, Direct 8 a relevé son objectif d'audience à 2,5 % en 2012.

Direct 8 poursuit son développement de chaîne généraliste avec des programmes sportifs en direct de grande qualité. La chaîne a acquis en 2007 les droits télévisuels d'une sélection de 150 matchs internationaux de football sur les trois prochaines saisons et de cinq tournois de tennis ATP (masculin) et WTA (féminin) de janvier 2008 à janvier 2009. Citoyenne, sociale et responsable, Direct 8 continue de consacrer aussi une grande part de sa programmation à la vie associative, la solidarité et l'environnement.

Direct Soir

Lancé le 6 juin 2006, Direct Soir est le premier et l'unique quotidien gratuit du soir en France. Quotidien populaire diffusé à 500 000 exemplaires dans les principales agglomérations françaises (Paris, Lyon, Marseille, Lille, Toulouse, Bordeaux, Strasbourg, Nancy, Nantes, et Rennes), Direct Soir consacré à l'actualité, aux loisirs, à la culture...

Depuis le 4 février 2008, Direct Soir est disponible à l'intérieur du réseau de la RATP et présent dans la plupart des stations de métro.

Direct Matin Plus

Lancé en février 2007, en partenariat avec le journal *Le Monde*, et la presse quotidienne régionale du réseau Ville Plus, Direct Matin Plus est diffusé chaque jour à 400 000 exemplaires à Paris et au total à environ 700 000 exemplaires avec les éditions régionales.

Direct Matin Plus est devenu la « tête de pont » parisienne des quotidiens gratuits du réseau Ville Plus, diffusés par *La Provence* (Marseille Plus), *La Voix du Nord* (Lille Plus), *Le Progrès* (Lyon Plus), *Sud Ouest* (Bordeaux 7) et *Midi Libre* (Montpellier Plus). L'édition régionale Bretagne Plus a été lancée en 2007 afin de compléter ce réseau.

Comme Direct Soir, Direct Matin Plus est également disponible à l'intérieur du réseau de la RATP.

LOGISTIQUE AUDIOVISUELLE ET CINÉMA

Euro Média Télévision

La société a annoncé en septembre 2007 la fusion de ses activités avec UBF. Ce rapprochement a donné naissance à Euro Média Group, leader européen de la logistique pour le cinéma et la télévision, aussi bien en studio qu'en extérieur. Le Groupe Bolloré détient désormais 22 % de ce nouvel ensemble qui a réalisé un chiffre d'affaires pro forma de 268 millions d'euros en 2007.

Le groupe Euro Média Télévision est le premier prestataire de services techniques audiovisuels en France où il regroupe Euro Média (leader sur les activités de télé-réalité et jeux/divertissements, notamment grâce à ses nombreux plateaux), la SFP (un savoir-faire unique en transmission haute fréquence longue distance et une solide expérience en fiction, incluant des capacités de coproduction), VCF (retransmission d'événements sportifs majeurs) et Tatou (loueur d'équipements). Le groupe Euro Média détient également une société en Suisse, Livetools Technology (spécialisée en recherche et développement pour les transmissions hautes fréquences). Le portefeuille de sociétés présente une gamme de services très étendue, incluant cars de vidéo mobile, le plus grand choix de plateaux en France, étude, ingénierie et intégration de solutions complètes, unités de postproduction image et son, webcasting, ateliers décors, location de meubles et accessoires pour les films et services immobiliers.

UBF Média Group regroupe des sociétés qui fournissent des services techniques et créatifs à un large panel de producteurs européens d'envergure, de diffuseurs et de sociétés audiovisuelles qui recherchent tous la meilleure technologie et expertise. Il est présent aux Pays-Bas, en Belgique, en Allemagne, au Royaume-Uni et au Portugal et propose une gamme de services très étendue, incluant cars de vidéo mobile, plateaux, unités de reportages, unités de postproduction image et son, services *play-out*, ateliers de décors et intégration de systèmes.

Cinéma

Parallèlement au financement de productions cinématographiques et à l'exploitation du cinéma Mac-Mahon à Paris, classé en catégorie art et essai, le Groupe Bolloré détient près de 10 % de la société Gaumont, l'un des premiers acteurs européens de son secteur possédant un tiers du réseau national de salles EuroPalaces et exploitant un important catalogue de longs-métrages.

PUBLICITÉS ET ÉTUDES

Havas

Le Groupe détient 32,9 % du capital du 6^e groupe mondial de publicité, qui a publié des résultats en forte progression sur l'exercice 2007.

Le revenu s'est élevé à 1 532 millions d'euros et la croissance organique a atteint un niveau record de 7,1 % sur l'année 2007 et de 9,8 % au quatrième trimestre 2007. La rentabilité a également fortement progressé, illustrée par un résultat opérationnel de 168 millions d'euros en hausse de 39 % et un résultat net part du Groupe qui croît de 81 % à 83 millions d'euros.

Par ailleurs, l'endettement net financier, qui a été réduit de 41 % par rapport au 31 décembre 2007, s'établit à 226 millions d'euros et ne représente plus qu'environ une année d'EBITDA.

Aegis

Le Groupe détient 29,95 %⁽¹⁾ du capital d'Aegis Group Plc, l'un des premiers groupes indépendants d'agence média et de « marketing services » spécialisée, qui figure également parmi les plus importantes sociétés d'études. Pour 2007, Aegis a annoncé un chiffre d'affaires de 1 106 millions de livres sterling, en progression de 11 % et un bénéfice net part du Groupe en progression de 17 % à 89,6 millions de livres sterling.

CSA

Depuis septembre 2006, le Groupe détient une participation de 40 % dans l'institut d'études et de sondages CSA, qui est l'un des trois premiers instituts français généralistes. Il est réputé pour la qualité de ses sondages politiques, mais aussi pour ses études dans le domaine du marketing et des analyses de marché à destination des entreprises, dans lesquelles il réalise plus de 80 % de son chiffre d'affaires. Il intervient dans des domaines aussi variés que la banque et l'assurance, la grande consommation, la santé, les services et les médias. CSA a réalisé en 2007 un chiffre d'affaires de 22 millions d'euros. Cette participation vient compléter les positions du Groupe dans le secteur de la communication et de la publicité.

Harris Interactive

Le Groupe a pris une participation de 12,45 % dans Harris Interactive, société américaine spécialisée dans les études par Internet qui a développé une expertise de pointe dans l'utilisation des études en ligne, notamment à partir de l'utilisation de son *access panel*, comptant plus de 6 millions de personnes.

TÉLÉCOMS

Bolloré Telecom

Le 7 juillet 2006, l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep) a attribué à Bolloré Telecom 12 licences régionales WiMax, technologie hertzienne de transmission de données à haut débit : Aquitaine, Auvergne, Bretagne, Corse, Franche-Comté, Île-de-France, Languedoc-Roussillon, Limousin, Midi-Pyrénées, Picardie, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Rhône-Alpes.

Les équipes de Bolloré Telecom préparent le déploiement du réseau et testent les équipements pilotes proposés par les constructeurs.

Le Groupe Bolloré détient également une participation de 45 % dans l'opérateur Wifirst qui commercialise un service d'Internet sans fil à haut débit utilisant la technologie Wi-Fi, principalement au sein des résidences universitaires.

Plantations

Les marchés des matières premières agricoles ont amplifié leur hausse en 2007. Le cours moyen annuel de l'huile de palme brute (780 dollars/tonne CIF Rotterdam) croît de 63 % par rapport à 2006 sous l'effet de la contraction de la récolte de soja 2007 aux États-Unis et en Chine.

Le cours moyen annuel du caoutchouc naturel (2 150 dollars/tonne FOB TSR 20) progresse de 10 % en 2007 par rapport à 2006, soutenu par le maintien d'une croissance économique forte des pays émergents, alors que les cours élevés du pétrole freinent les velléités de substitution du caoutchouc naturel par le synthétique.

(1) Dont 0,8 % détenu par Bolloré Participations.

Depuis fin 2007, des mouvements spéculatifs importants renforcent encore cette tendance. Au 29 février 2008, l'huile de palme atteint 1 300 dollars/tonne (CIF Rotterdam) et le caoutchouc naturel TSR 20, 2 700 dollars/tonne.

SOCFINAL

Le Groupe détient directement 38,75 % de Socfinal et 21,75 % de sa filiale Socfinasia, ce qui fait de lui un actionnaire de l'un des premiers groupes de plantations indépendants. Socfinal, gère des plantations en Indonésie et dans plusieurs pays d'Afrique (Liberia, Nigeria, Kenya, Cameroun, Côte d'Ivoire), représentant au total environ 135 000 hectares.

Il est présent dans la production d'huile de palme, de caoutchouc et de café. En 2007, grâce à la forte progression des cours du caoutchouc et de l'huile de palme, les plantations du Groupe Socfinal ont réalisé d'excellents résultats. Ainsi, en Indonésie, Socfindo qui exploite 48 000 hectares de palmiers à huile et d'hévéas, a réalisé un résultat net social de 64,6 millions de dollars américains, en hausse de 59 % par rapport à 2006. Les plantations de Côte d'Ivoire, du Liberia et du Kenya, affichent également de bons résultats.

Par ailleurs, le Groupe Socfinal poursuit son expansion et a acquis fin 2007 des plantations au Cambodge et en République démocratique du Congo qui seront réhabilitées à partir de cette année.

SAFA CAMEROUN

SAFA Cameroun exploite 8 400 hectares dont 4 700 hectares de palmiers et 3 700 hectares d'hévéas. La production de caoutchouc croît de 29 % à 4 600 tonnes en 2007, grâce au rajeunissement des plantations d'hévéas, générant une amélioration de 14 % des rendements, et à un développement des achats aux planteurs extérieurs à la plantation. En revanche, la production d'huile de palme est en repli de 20 % à 10 800 tonnes en raison d'un rendement plus faible dans toute la région. Dans un contexte international favorable, les prix de vente de l'huile brute, obtenus sur le marché domestique ne s'apprécient que de 8 %, tandis qu'à l'exportation, ceux du caoutchouc qui avaient progressé de 40 % en 2006, restent stables. Après impact des normes IAS 41, le résultat opérationnel s'élève à 3,9 millions d'euros et le résultat net à 2,9 millions d'euros.

FERMES AMÉRICAINES

Aux États-Unis, Redlands Farm Holding possède trois fermes (IronCity, Gretna et Babcock Farms), représentant 7 200 acres (2 900 hectares) dont 59 % irrigués. Les terres agricoles sont louées par bail triennal, tandis que les pinèdes (600 hectares) sont plantées et entretenues directement. Malgré une saison agricole très sèche et chaude pour la deuxième année consécutive, les cultures irriguées, de coton, de maïs et de soja présentent de bons rendements. Le résultat d'exploitation, s'élève à 0,5 million de dollars, en retrait d'un tiers par rapport à 2006, du fait de l'absence de recettes sylvicoles en 2007.

VIGNES

Le Groupe est propriétaire de deux domaines viticoles dans le sud de la France, le Domaine de La Croix (cru classé) et le Domaine de La Bastide Blanche. Ils représentent une superficie de 230 hectares, à laquelle sont attachés 104 hectares de droits viticoles. La restauration du vignoble se poursuit avec 65 % de vignes replantées. La production atteint 300 000 bouteilles en 2007, soit environ 50 % du potentiel de production visé. Après la réhabilitation de la cave de La Bastide blanche, celle du Domaine de La Croix est en construction.

Participations

HAVAS

Le Groupe a acheté 6,27 % du capital d'Havas pour 123 millions d'euros durant l'exercice 2007, portant sa participation à 32,87 %. La valeur boursière de cette participation s'élève à 472 millions d'euros à fin décembre 2007.

Le Groupe

Depuis 2005, le Groupe est présent au Conseil d'Havas, dont Vincent Bolloré est le Président non exécutif.

L'année 2007 a été marquée par la forte amélioration des résultats d'Havas dont le revenu atteint 1 532 millions d'euros, soit une croissance organique de 7,1 % par rapport à 2006, le résultat opérationnel s'établit à 168 millions d'euros (+ 39 %) et le résultat net part du Groupe à 83 millions d'euros (+ 81 %).

La quote-part d'Havas dans les résultats des entreprises associées pour l'exercice 2007 représente 26 millions d'euros dans les comptes Bolloré, avant 15 millions d'euros de dépréciation des titres, contre 12 millions d'euros en 2006.

AEGIS

Au cours de l'exercice 2007, le Groupe Bolloré a renforcé sa participation dans Aegis Group Plc, société de « marketing services » spécialisée dans les médias et les études de marché, cotée à la Bourse de Londres. À fin 2007, il détenait 29,95 % ⁽¹⁾ d'Aegis et la valeur boursière de cette participation représentait 548 millions d'euros.

Le résultat net part du Groupe 2007 progresse de 17 % à 89,6 millions de livres sterling. La baisse du titre Aegis en 2007 et de la livre sterling a généré un impact dans les comptes de Bolloré de - 13 millions d'euros de dépréciation de titres en résultat (l'impact total sur les capitaux propres étant de - 163 millions d'euros).

HARRIS INTERACTIVE

En 2007, le Groupe a acquis une participation de 12,5 % dans Harris Interactive, leader mondial des études interactives. À fin 2007, la valeur boursière de cette participation s'élevait à 18 millions d'euros.

VALLOUREC

Après avoir cédé une partie de sa participation dans Vallourec en 2005 et 2006 pour 886 millions d'euros, le Groupe a de nouveau procédé au cours de l'année 2007 à la cession de titres Vallourec pour 377 millions d'euros, réalisant une plus-value nette ⁽²⁾ de 345 millions d'euros. Le Groupe détenait alors, à fin 2007, une participation de 3,97 % du capital en grande partie couverte par des ventes à terme. Le dénouement par anticipation de ces ventes à terme optionnelles au mois de janvier 2008 s'est traduit par la cession de 3,60 % supplémentaires pour un montant de 400 millions d'euros, et une plus-value nette estimée ⁽²⁾ à 354 millions d'euros pour l'exercice 2008.

À la suite de ces opérations, le Groupe a souhaité accroître à nouveau sa participation dans Vallourec et détient à ce jour une participation de 2,02 % du capital (acquisition de titres pour 111 millions d'euros en 2008), faisant pour partie l'objet de couvertures à terme.

MEDIOBANCA

Dans le cadre de la cession par Unicredit d'une partie de sa participation, Financière du Perguet, filiale à 100 % de Financière de l'Odé, a acquis 2 029 677 actions Mediobanca pour 32 millions d'euros remontant ainsi à près de 5 % du capital de Mediobanca.

Cette participation, dont la valeur boursière à fin décembre 2007 s'élevait à 578 millions d'euros, fait du Groupe l'un des principaux actionnaires de Mediobanca. En outre, il fédère un groupe d'investisseurs internationaux disposant de quatre représentants dans le Conseil de surveillance.

Le résultat net de Mediobanca pour l'exercice clos au 30 juin 2007 s'élevait à 953 millions d'euros, en hausse de 36 %, contre 858 millions d'euros pour l'exercice clos au 30 juin 2006. Le dividende versé en 2007 a été de 0,65 euro par action, en augmentation de 12 %. Pour le premier semestre 2007-2008, le résultat net s'élève à 641 millions d'euros en hausse de 22 %.

Simplification de structure

OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT SUR NORD-SUMATRA INVESTISSEMENTS

Au cours du second semestre 2007, le Groupe Bolloré a lancé une offre publique d'achat sur Nord-Sumatra Investissements, cotée sur Euronext Bruxelles, au prix de 545 euros par action. L'offre a été suivie d'une offre de retrait qui s'est achevée en janvier 2008. Le coût d'achat des titres a représenté au total 52 millions d'euros et le Groupe détient désormais 100 % de Nord-Sumatra Investissements qui a été retirée de la cote.

RENFORCEMENT DANS LE CAPITAL DE BOLLORÉ

Le Groupe, à travers ses filiales Nord-Sumatra Investissements et Imperial Mediteranean, a acquis 4 % de Bolloré au cours du premier semestre 2007 pour 140 millions d'euros. Au premier trimestre 2008, Nord-Sumatra Investissements a notamment acquis 3 % du capital de Bolloré pour un montant de 90 millions d'euros. À la suite de ces opérations, le Groupe détenait, au 6 mars 2008, 77,73 % du capital de Bolloré.

Événements récents et perspectives

INAUGURATION D'UNE UNITÉ INDUSTRIELLE DE SUPERCAPACITÉS

Le 2 janvier 2008, le Groupe Bolloré a inauguré à Ergué-Gabéric sa première unité de production industrielle de supercapacités, composants de stockage d'énergie à hautes performances. L'investissement global représente à ce jour 36 millions d'euros. Cette première ligne de production, d'une capacité maximale d'un million d'éléments par an, emploie une cinquantaine de personnes.

SIGNATURE DE PARTENARIAT AVEC GRUAU DANS LA BATTERIE ÉLECTRIQUE ET LES SUPERCAPACITÉS

Le Groupe a annoncé début 2008 la création d'une association à 50/50 avec le Groupe Gruau afin de développer, produire et commercialiser des microbus Gruau, véhicules de transport de personnes urbains et péri-urbains en versions thermique, hybride et 100 % électrique.

Les microbus hybrides et électriques seront équipés des batteries électriques et des supercapacités développées par Bolloré.

WHITE HORSE

Afin de renforcer ses positions dans le domaine du transport et de la logistique en Afrique australe, le Groupe a acquis, fin mars 2008, le groupe White Horse, opérateur de référence du transport sur le corridor du Copper Belt opérant depuis la Zambie et l'Afrique du Sud.

VALLOUREC

Le Groupe Bolloré, qui avait couvert une partie importante de sa participation dans Vallourec, a dénoué les ventes à terme optionnelles venant à échéance en 2008. Au mois de janvier 2008, le Groupe a cédé 3,60 % du capital de Vallourec pour un montant de 400 millions d'euros, réalisant ainsi une plus-value nette ⁽²⁾ estimée à 354 millions d'euros.

À la suite de ces opérations, le Groupe a souhaité accroître à nouveau sa participation dans Vallourec et détient à ce jour une participation de 2,02 % du capital (acquisition de titres pour 111 millions d'euros en 2008), faisant pour partie l'objet de couvertures à terme.

(1) Incluant 0,81 % détenu par Bolloré Participations

(2) Avant impact des dérivés.

Comptes consolidés résumés

Commentaires sur le compte de résultat 2007

Le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 6 399 millions d'euros en progression de 7 % par rapport à 2006.

Le résultat opérationnel ressort à 104 millions d'euros contre 101 millions d'euros en 2006. Il prend en compte :

- la forte progression du résultat opérationnel des activités transport et logistique (+ 26 %) ;
- le résultat de l'activité distribution d'énergie en hausse de 26 % grâce à un fort effet stock et à une nette reprise de l'activité au quatrième trimestre après la baisse enregistrée au premier semestre, liée à la douceur du climat ;
- les efforts de développement dans l'industrie, marqués par les dépenses complémentaires engagées dans la batterie électrique (acquisition de Bathium au Canada) et les supercapacités ;
- l'augmentation des dépenses réalisées dans le secteur des médias (Direct 8, Direct Soir, Direct Matin Plus, Bolloré Telecom), qui enregistrent une hausse importante de leurs recettes publicitaires, alors que Direct 8 accroît fortement son audience.

Le résultat financier, qui s'établit à 273 millions d'euros, intègre notamment la plus-value nette de 346 millions d'euros réalisée sur la cession de 3,5 % du capital de Vallourec et une dépréciation de 113 millions d'euros sur les titres Aegis en résultat (impact de - 163 millions d'euros en capitaux propres).

La part dans le résultat net des entreprises associées ressort à 39 millions d'euros, en progression de 30 %, grâce à l'amélioration des résultats d'Havas et aux bonnes performances des plantations.

Après 88 millions d'euros d'impôts, le résultat net consolidé s'établit à 328 millions d'euros, contre 594 millions d'euros pour l'exercice 2006 qui intégrait une plus-value de 541 millions d'euros sur Vallourec et 55 millions d'euros de résultat provenant de la cession des activités maritimes. Le résultat net part du Groupe atteint 193 millions d'euros.

Compte de résultat consolidé résumé

(en millions d'euros)

	2007	2006	2005
Chiffre d'affaires	6 399	5 980	5 445
Achats et charges externes	(5 285)	(4 962)	(4 476)
Frais de personnel	(849)	(778)	(732)
Amortissements et provisions	(109)	(116)	(109)
Autres produits et charges opérationnels	(52)	(23)	(18)
Résultat opérationnel	104	101	109
Résultat financier	273	511	168
Part dans le résultat net des entreprises associées	39	30	40
Impôts sur les résultats	(88)	(104)	(56)
Résultat net des activités poursuivies	328	539	262
Résultat net des activités destinées à la vente	0	55	124
Résultat net consolidé	328	594	385
Dont part du Groupe	193	336	160

Le Groupe

Commentaires sur le bilan au 31/12/2007

Les fonds propres s'élèvent à 2 984 millions d'euros, après prise en compte notamment du résultat de l'exercice et de la mise à la juste valeur des titres (dont - 368 millions d'euros d'annulation de la mise à la juste valeur des titres Vallourec cédés). L'endettement net s'établit à 1 932 millions

d'euros contre 1 822 millions d'euros à fin 2006, après prise en compte des cessions de titres Vallourec pour 377 millions d'euros, de divers achats de titres (Mediobanca, Havas, Bolloré, Aegis...), et des investissements réalisés dans les différents métiers. Le ratio endettement net sur fonds propres est de 0,65.

Bilan consolidé résumé

(en millions d'euros)

	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Actif			
Goodwill	937	861	790
Immobilisations incorporelles	143	146	70
Immobilisations corporelles	927	815	813
Titres mis en équivalence	746	654	607
Autres actifs financiers	2 435	3 140	2 621
Impôts différés	30	34	62
Autres actifs	29	30	17
Actifs non courants	5 247	5 681	4 981
Stocks et en-cours	147	136	137
Clients et autres débiteurs	1 609	1 423	1 466
Impôts courants	78	71	61
Autres actifs	80	25	25
Trésorerie et équivalents de trésorerie	370	614	325
Actifs destinés à la vente	0	0	869
Actifs courants	2 284	2 270	2 883
Total	7 531	7 951	7 863
Passif			
Capitaux propres, part du Groupe	1 796	1 970	1 358
Intérêts minoritaires	1 188	1 509	1 352
Capitaux propres	2 984	3 479	2 710
Autres fonds propres	0	0	0
Dettes financières à long terme	1 674	1 653	1 693
Provisions pour avantages au personnel	99	88	88
Autres provisions	118	105	97
Impôts différés	75	119	174
Autres passifs	29	26	34
Passifs non courants	1 995	1 991	2 085
Dettes financières à court terme	684	790	932
Provisions (part à moins d'un an)	27	22	28
Fournisseurs et autres créditeurs	1 659	1 448	1 320
Impôts courants	166	208	174
Autres passifs	16	15	21
Passifs destinés à la vente	0	0	592
Passifs courants	2 552	2 482	3 068
Total	7 531	7 951	7 863

Commentaires sur les résultats sociaux de l'exercice 2007

Le résultat courant de la société ressort à 4,7 millions d'euros pour l'exercice 2007, contre 2,5 millions d'euros au titre de l'exercice précédent. Cette amélioration provient essentiellement de la hausse des produits de participation correspondant aux dividendes versés par Bolloré. En l'absence d'éléments exceptionnels et d'impôts significatifs, le résultat net de Financière de l'Odéot s'établit à 4,7 millions d'euros, contre 25,2 millions d'euros pour l'exercice 2006, qui intégrait une plus-value de 22,6 millions d'euros liée à l'échange de titres dans le cadre de l'offre publique de Bolloré Investissement sur Bolloré.

Affectation du résultat de l'exercice

Le résultat net de l'exercice est un bénéfice de 4 696 360,80 euros. Il vous est proposé d'affecter le bénéfice distribuable de la façon suivante :

(en euros)

Bénéfice de l'exercice	4 696 360,80
Report à nouveau antérieur	29 341 739,00
Affectation à la réserve légale	0,00
Bénéfice distribuable	34 038 099,80
Dividende	2 370 956,40
Au compte « Report à nouveau »	31 667 143,40

Le dividende à répartir au titre de l'exercice se trouve ainsi fixé à **0,36 euro** par action au nominal de 16 euros. En application des dispositions légales, il est précisé que l'intégralité des dividendes attribués aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France est éligible à la réfaction de 40 % mentionnée à l'article 158 du Code général des impôts, ou, sur option, à un prélèvement forfaitaire libératoire en vertu et dans les conditions prévues à l'article 117 quater du Code général des impôts.

Les sommes ainsi distribuées seront mises en paiement le 16 juin 2008.

Distribution de dividendes au titre des trois derniers exercices

Le montant des dividendes par action mis en distribution au titre des trois exercices précédents et le montant des revenus distribués éligibles à la réfaction mentionnée au 2° et au 3° de l'article 158 du Code général des impôts ont été les suivants :

Exercice	2006	2005	2004
Nombre d'actions	6 585 990	6 585 990	6 585 990
Dividende (en euros)	0,24 ⁽¹⁾	0,12 ⁽¹⁾	0,10 ⁽²⁾
Montant distribué (en millions d'euros)	1,58	0,79	0,66

(1) Le dividende à répartir au titre des exercices 2005 et 2006 était éligible à la réfaction de 40 % mentionnée à l'article 158 du Code général des impôts, sachant que cet abattement ne bénéficie qu'aux actionnaires personnes physiques.

(2) Le dividende à répartir au titre de l'exercice 2004 était éligible à la réfaction de 50 % mentionnée à l'article 158-2° et 3° du Code général des impôts, sachant que cet abattement ne bénéficie qu'aux personnes physiques.

Prescription des dividendes

Le délai légal de prescription des dividendes non réclamés est de cinq ans à compter de leur mise en paiement.

Les dividendes atteints par la prescription quinquennale sont reversés à l'État.

Dépenses non déductibles fiscalement

Aucune dépense ou charge non déductible du résultat fiscal en vertu de l'article 39-4 du Code général des impôts n'a été engagée au cours de l'exercice écoulé.

Modifications intervenues dans la présentation des comptes annuels

Les règles de présentation retenues pour l'établissement de ces documents sont conformes à la réglementation en vigueur et identiques à celles adoptées pour les exercices précédents.

Participations croisées

Bolloré (précédemment dénommée Bolloré Investissement) détenait, suite à l'opération de fusion-absorption de Bolloré (société absorbée) intervenue le 21 décembre 2006, des titres Financière de l'Odéot.

Cette participation réciproque, qui s'élevait à 1,41 % au 31 décembre 2006, a fait l'objet, dans le respect des dispositions de l'article L. 233-29 du Code de commerce, d'une régularisation par la cession par Bolloré, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2007, de la totalité des titres Financière de l'Odéot qu'elle détenait.

La société

Prises de participations directes

Les participations acquises directement dans des sociétés ayant leur siège sur le territoire de la République française ont été, au cours de l'exercice 2007, les suivantes :

Société	Participations directes acquises en 2007		Total de la participation et du contrôle au 31/12/2007	
	% en capital	% en droits de vote	% en capital	% en droits de vote
Compagnie de Lanmeur	99,00	99,00	99,00	99,00
Financière de l'Argol	99,00	99,00	99,00	99,00

Prises de contrôle

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-6 du Code de commerce, les prises de contrôle dans les sociétés ayant leur siège sur le territoire de la République française ont été, au cours de l'exercice 2007, les suivantes :

Société	Participations indirectes acquises en 2007 % en droits de vote	Contrôle au 31/12/2007 % en droits de vote
@just	45,00	45,00
Compagnie de Lanmeur	1,00	100,00
Compagnie de la Pointe du Raz	99,00	100,00
Financière de l'Argol	1,00	100,00
Financière Hoëdic	99,00	100,00
Financière Moustierlin	99,00	100,00
Intervalles	100,00	100,00
Polyconseil	35,00	70,00
Société Financière de l'Afrique Australe (SF2A)	51,00	51,00
TICH	100,00	100,00

Renseignements concernant l'actionnariat

Principaux actionnaires ou groupes d'actionnaires au 6 mars 2008 :

Financière de l'Odet	Nombre d'actions		Nombre de voix (Règlement général AMF art. 222-12 al. 2)	%	Nombre de voix exerçables en Assemblée	
		%				%
Sofibol ⁽¹⁾	3 291 781	49,98	6 440 486	63,43	6 440 486	75,63
Compagnie de Guénolé ⁽²⁾	244 535	3,71	452 813	4,46	452 813	5,32
Compagnie du Cambodge ⁽³⁾	938 328	14,25	-	-	-	-
Société Industrielle et Financière de l'Artois ⁽³⁾	299 291	4,54	-	-	-	-
Financière Moncey ⁽³⁾	324 535	4,93	-	-	-	-
Nord-Sumatra Investissements ⁽²⁾	75 676	1,15	-	-	-	-
Plantations des Terres Rouges ⁽³⁾	604	0,01	-	-	-	-
Socfrance ⁽³⁾	10	NS	-	-	-	-
Autres sociétés du Groupe Bolloré	30	NS	60	NS	60	NS
Sous-total Groupe Bolloré	5 174 790	78,57	6 893 359	67,89	6 893 359	80,95
Orfimar	574 581	8,72	775 181	7,63	775 181	9,10
Public	836 619	12,70	847 289	8,34	847 289	9,95
Écart	-	-	1 638 444 ⁽⁴⁾	16,14 ⁽⁴⁾	-	-
Total	6 585 990	100,00	10 154 273	100,00	8 515 829	100,00

(1) Contrôlée indirectement par Vincent Bolloré et sa famille.

(2) Contrôlée directement par Sofibol.

(3) Autocontrôle.

(4) Correspondant aux actions détenues par les sociétés visées au (3) et privées du droit de vote.

À la connaissance de la société, il n'existe aucun autre actionnaire que ceux mentionnés ci-dessus, détenant plus de 5 % du capital ou des droits de vote de la société.

Au 6 mars 2008, le nombre d'actionnaires inscrits au nominatif pur est de 206, celui inscrit au nominatif administré s'élevant à 58 (source : liste des actionnaires éditée par Caceis Corporate Trust).

Il n'existe pas de pacte entre les actionnaires de la société.

De plus, la société ne détient aucune action propre.

Au 31 décembre 2007, aucune action inscrite au nominatif pur n'était nantie.

D'après les renseignements recueillis par la société au 31 décembre 2007, l'ensemble des administrateurs possède environ 0,01 % du capital de la société et détient environ 0,01 % des droits de vote (source : liste des actionnaires nominatifs éditée par Caceis Corporate Trust).

Le pourcentage du capital de la société détenu par les salariés du Groupe au sens de l'article L. 225-102 du Code de commerce s'élève à 0,25 %.

Conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce

Nous vous précisons qu'au cours de l'exercice écoulé, il n'a été conclu aucune convention donnant lieu à application de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

Jetons de présence

Le montant global maximal des jetons de présence pouvant être alloués par le Conseil d'administration à ses membres a été fixé par votre Assemblée générale ordinaire du 15 juin 2000 à la somme de 55 000 euros jusqu'à nouvelle décision de l'Assemblée.

La répartition des jetons de présence est réalisée, conformément à la décision du Conseil d'administration du 27 septembre 2007, par parts égales au prorata de la durée de l'exercice des fonctions d'administrateurs.

Évolution du titre Financière de l'Odét sur dix-huit mois

	Cours moyen (en euros)	Cours le plus haut (en euros)	Cours le plus bas (en euros)	Titres échangés	Capitaux échangés (en milliers d'euros)
Septembre 2006	307,09	315,00	300,00	34 709	10 684
Octobre 2006	309,73	314,40	305,40	80 952	25 087
Novembre 2006	302,58	311,00	291,50	56 592	17 181
Décembre 2006	312,60	319,00	296,60	27 845	8 712
Janvier 2007	316,00	319,00	308,10	20 371	6 413
Février 2007	316,53	323,50	304,00	49 401	15 690
Mars 2007	317,31	348,00	295,00	47 046	14 944
Avril 2007	340,84	345,00	327,60	38 261	13 033
Mai 2007	336,14	338,94	320,00	17 452	5 837
Juin 2007	338,57	344,20	321,14	24 035	8 127
Juillet 2007	329,92	343,95	315,10	25 187	8 346
Août 2007	309,35	324,00	292,00	33 321	10 308
Septembre 2007	305,53	314,00	298,00	20 336	6 245
Octobre 2007	327,81	338,00	306,00	134 150	43 891
Novembre 2007	320,32	336,49	306,00	42 209	13 587
Décembre 2007	308,58	319,90	298,00	54 813	16 990
Janvier 2008	254,61	310,00	221,01	171 620	41 044
Février 2008	242,36	259,00	230,01	95 088	23 019

La société

Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité

accordées par l'Assemblée des actionnaires au Conseil d'administration dans le domaine des augmentations de capital, par application des articles L. 225-129-1 et L. 225-129-2 (article L. 225-100 alinéa 4 du Code de commerce)

Autorisations	Date de délibération de l'Assemblée générale	Durée (échéance)	Montant maximum (en euros)	Utilisation
Émission de valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription	Assemblée générale extraordinaire 5 juin 2007	26 mois (5 août 2009)	Emprunt : 600 000 000 Capital : 400 000 000	Non utilisée
Émission d'actions ordinaires à libérer par incorporation de réserves, bénéfices ou primes ou élévation du nominal	Assemblée générale extraordinaire 5 juin 2007	26 mois (5 août 2009)	400 000 000 ⁽¹⁾	Non utilisée
Augmentation de capital réservée aux salariés	Assemblée générale extraordinaire 5 juin 2007	26 mois (5 août 2009)	1 % du capital	Non utilisée
Délégation à l'effet de procéder à une augmentation de capital visant à rémunérer des apports de titres ou de valeurs mobilières donnant accès au capital	Assemblée générale extraordinaire 5 juin 2007	26 mois (5 août 2009)	10 % du capital	Non utilisée

(1) Montant qui s'impute sur les augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu des émissions avec maintien du droit préférentiel de souscription.

Rapport du Président sur les conditions de préparation des travaux du Conseil, les procédures de contrôle interne mises en place par la société et les éventuelles limitations que le Conseil d'administration apporte aux pouvoirs du Directeur général

En application de l'article L. 225-37 alinéa 4 du Code de commerce, le Président du Conseil d'administration rend compte aux actionnaires dans le présent rapport des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la société.

Les diligences retenues pour l'élaboration de ce rapport reposent sur des entretiens et des réunions avec les différentes directions des divisions opérationnelles et des services centraux du Groupe. Ces travaux ont été conduits en particulier par les Directions des affaires juridiques et d'audit interne du Groupe, sous la supervision et la coordination de la Direction financière et de la Direction de la communication financière. Les règles de contrôle interne du Groupe s'appliquent aux sociétés faisant partie du périmètre de consolidation des comptes.

Les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration

L'Assemblée générale extraordinaire du 5 juin 2007 a décidé de modifier les dispositions statutaires relatives à la convocation du Conseil d'administration afin de permettre au Vice-Président-directeur général de le convoquer.

Ainsi, les dispositions du premier alinéa de l'article 13 des statuts - « Délibération du Conseil d'administration » - sont rédigées comme suit : « Les administrateurs sont convoqués aux séances du Conseil d'administration par tous moyens, soit au siège social, soit en tout autre lieu. Les convocations sont faites par le Président ou par le Vice-Président-directeur général. »

Afin de permettre à un nombre maximal d'administrateurs d'assister aux séances du Conseil d'administration, les dates prévisionnelles de réunion sont fixées plusieurs mois à l'avance, et les modifications éventuelles de date font l'objet de concertations pour permettre la présence effective du plus grand nombre d'administrateurs.

Cette manière de procéder donne des résultats appréciables puisqu'on constate que le taux de présence aux réunions du Conseil d'administration est élevé.

Ainsi, le Conseil s'est réuni trois fois au cours de l'exercice, les 22 mars, 5 juin et 27 septembre 2007, étant précisé que le taux de présence au cours de ces séances s'est élevé à 75 % pour celle du 22 mars, à 62 % pour celle du 5 juin et à 87 % pour celle du 27 septembre 2007.

Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent. Il procède, en outre, aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Une quinzaine de jours avant la réunion du Conseil, une convocation à laquelle est joint le projet de procès-verbal de la séance précédente est adressée à chaque administrateur afin de lui permettre de faire part de ses observations éventuelles sur ce projet avant même la réunion du Conseil.

Le Conseil peut ainsi débattre directement sur l'ordre du jour.

Pour chaque Conseil, un dossier développant chacune des questions mises à l'ordre du jour est remis à chaque administrateur, qui peut se faire communiquer toute information complémentaire jugée utile.

Les débats sont conduits avec la volonté constante de favoriser un échange entre tous les administrateurs à partir d'une information complète et avec le souci de centrer les échanges sur les questions importantes, notamment d'ordre stratégique.

Le Conseil d'administration, en séance du 27 septembre 2007, a été appelé à procéder à une évaluation de son fonctionnement et de ses méthodes de travail.

Cette dernière a été menée dans la perspective de trois objectifs :

- faire le point sur les modalités de fonctionnement du Conseil ;
 - vérifier que les questions importantes sont convenablement préparées et débattues ;
 - mesurer la contribution effective de chaque administrateur aux travaux du Conseil selon sa compétence et son implication dans les délibérations.
- Concernant les résultats de l'évaluation, les administrateurs ont porté un jugement positif sur les modalités de fonctionnement du Conseil. S'agissant de la préparation et des débats des questions importantes, les administrateurs ont porté une appréciation favorable sur l'information mise à leur disposition et qui permet une analyse de l'ensemble des questions qui sont examinées.

Par ailleurs, la composition du Conseil permet la réunion de compétences reconnues, notamment industrielles, financières et bancaires, qui s'expriment de façon permanente et apportent une contribution de grande qualité lors des débats et des prises de décisions.

En outre, l'Assemblée générale extraordinaire du 5 juin 2007 a institué la faculté pour l'Assemblée générale de nommer sur proposition du Conseil d'administration un collège de censeurs pouvant assister aux séances du Conseil avec voix consultative.

L'Assemblée générale ordinaire du 15 juin 2000 a fixé à 55 000 euros le montant global des jetons de présence que le Conseil peut allouer à ses membres, étant précisé que ce montant a été fixé jusqu'à nouvelle décision de l'Assemblée générale.

Le Conseil du 27 septembre 2007 a décidé que la répartition des jetons de présence sera réalisée par parts égales au prorata de la durée de l'exercice des fonctions des administrateurs.

Le Conseil est présidé par Vincent Bolloré, Président du Conseil d'administration (Président non exécutif), les fonctions de Directeur général étant exercées par Cédric de Bailliencourt.

En dehors des limitations imposées par la loi et les règlements, aucune limitation n'a été apportée par le Conseil d'administration aux pouvoirs du Directeur général.

L'Assemblée générale ordinaire du 5 juin 2007 a renouvelé les mandats d'administrateurs de Cédric de Bailliencourt et de Lucien Vochel.

Le Conseil d'administration du 5 juin 2007 a renouvelé le mandat de Directeur général de Cédric de Bailliencourt en décidant de maintenir l'option consistant à dissocier les fonctions de Président et de Directeur général.

Définition et objectifs du contrôle interne

Le cadre de référence de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), publié en janvier 2007, définit le contrôle interne comme un dispositif de la société, défini et mis en œuvre sous sa responsabilité, qui vise à assurer :

- la conformité aux lois et règlements ;
- l'application des instructions et orientations fixées par la Direction générale ;
- le bon fonctionnement des processus internes de la société, notamment ceux concourant à la sauvegarde de ses actifs ;
- la fiabilité des informations financières.

La société

Et, d'une façon générale, il contribue à la maîtrise de ses activités, à l'efficacité de ses opérations et à l'utilisation efficiente de ses ressources.

Selon ce cadre, le contrôle interne recouvre les composantes suivantes :

- une organisation comportant une définition claire des responsabilités, disposant des ressources et des compétences adéquates et s'appuyant sur des systèmes d'information, sur des procédures ou modes opératoires, des outils ou pratiques appropriés ;
- la diffusion en interne d'informations pertinentes, fiables, dont la connaissance permet à chacun d'exercer ses responsabilités ;
- un système visant à recenser, à analyser les principaux risques identifiables au regard des objectifs de la société et à s'assurer de l'existence de procédures de gestion de ces risques ;
- des activités de contrôle proportionnées aux enjeux propres à chaque processus, et conçues pour s'assurer que les mesures nécessaires sont prises en vue de maîtriser les risques susceptibles d'affecter la réalisation des objectifs ;
- une surveillance permanente portant sur le dispositif de contrôle interne ainsi qu'un examen régulier de son fonctionnement.

Le dispositif de contrôle interne ne peut fournir une garantie absolue quant à la réalisation des objectifs de la société.

Le Groupe Bolloré s'est appuyé sur le cadre de référence pour la rédaction de ce rapport.

Un système de contrôle interne adapté aux spécificités des organisations du Groupe

CONTEXTE GÉNÉRAL DU CONTRÔLE INTERNE

Le système de contrôle interne du Groupe repose sur les principes suivants :

La séparation des fonctions

Garante de l'indépendance du contrôle, une dissociation des fonctions opérationnelles et financières a été mise en place à chaque niveau du Groupe.

Les fonctions financières des entités assurent l'exhaustivité et la fiabilité des informations. Régulièrement, l'intégralité de ces données est transmise aux dirigeants et aux fonctions centrales (ressources humaines, juridique, finance...).

Des filiales autonomes et responsables

Le Groupe est organisé en divisions opérationnelles qui, en raison de la diversité de leurs activités, bénéficient d'une large autonomie dans leur gestion. Elles sont responsables de :

- la définition et la mise en œuvre d'un dispositif de contrôle interne adapté à leurs spécificités ;
- l'optimisation de leurs opérations et performances financières ;
- la protection de leurs actifs ;
- la gestion de leurs risques.

Ce système de délégation permet de responsabiliser les entités et d'assurer l'adéquation entre leurs pratiques et le cadre juridique de leur pays d'implantation.

Un support et un contrôle communs à l'ensemble des sociétés du Groupe

Le Groupe établit un référentiel de procédures comptables, financières et de contrôle, d'application obligatoire, directement accessible par les divisions opérationnelles sur l'intranet.

Le département d'audit interne évalue régulièrement le dispositif de contrôle des entités et leur suggère les propositions d'évolution les mieux adaptées.

PRINCIPAUX ACTEURS DU CONTRÔLE INTERNE ET LEURS MISSIONS

Les modalités du contrôle interne s'exercent par :

Le Conseil d'administration de la société mère du Groupe

Le Conseil d'administration veille à l'efficacité du dispositif de contrôle interne tel que défini et mis en œuvre par la Direction générale. Si besoin, le Conseil peut faire usage de ses pouvoirs généraux pour engager les actions et les vérifications qu'il juge appropriées.

La Direction générale du Groupe

Elle est responsable de la définition, de la mise en œuvre et du suivi d'un dispositif de contrôle interne adapté et efficace. En cas de défaillance du dispositif, elle veille à l'engagement des actions correctives nécessaires.

Le comité mensuel de résultat

Chaque division, pour l'ensemble de son périmètre, présente mensuellement à la Direction générale du Groupe et aux fonctions centrales les indicateurs opérationnels et financiers de son activité, ainsi que l'analyse de leur évolution par rapport aux objectifs approuvés par la Direction générale.

Les organes d'administration des filiales

Dans chaque filiale du Groupe, l'organe d'administration examine la stratégie et les orientations de la société proposées par la Direction générale, veille à leur mise en œuvre, fixe les objectifs opérationnels, ajuste les ressources et procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Chaque mandataire reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime utiles.

Les directions des filiales

Elles appliquent les orientations des organes d'administration au sein de chaque filiale. Assistées de leur service de contrôle de gestion, elles s'assurent de l'efficacité du système de contrôle interne du Groupe. Elles reportent à la fois à leur organe d'administration et aux Comités de direction.

L'audit interne Groupe

Le Groupe dispose d'un département d'audit interne intervenant sur l'ensemble des entités du périmètre.

Ses missions reposent sur un plan annuel construit avec les divisions et la Direction générale, basé sur l'évaluation des risques propres à chaque filiale et un contrôle cyclique de l'ensemble du périmètre. Ce programme comporte des missions de revue systématique des risques financiers et opérationnels, un suivi des missions précédentes et de la mise en application des recommandations formulées, ainsi que des interventions plus ciblées en fonction des besoins exprimés par les divisions ou la Direction générale. Il vise à couvrir en priorité les risques les plus sensibles et à assurer la revue des principaux autres risques à moyen terme pour l'ensemble des entités du Groupe. Les auditeurs bénéficient de formations internes aux métiers des divisions afin de mieux maîtriser les spécificités opérationnelles de chacune d'elles.

L'audit a la responsabilité d'évaluer le fonctionnement du dispositif de contrôle interne et de faire toutes préconisations pour l'améliorer, dans le champ couvert par ses missions. Les rapports d'audit sont destinés aux sociétés auditées, aux divisions auxquelles elles sont rattachées et aux Directions financières et générales du Groupe.

Les Commissaires aux comptes

Dans le cadre de leur mandat de revue et de certification des comptes annuels et selon leurs normes professionnelles, ils prennent connaissance des systèmes comptables et de contrôle interne. À ce titre, ils conduisent des interventions intérimaires sur l'appréciation des modes opératoires des différents cycles d'audit retenus. Ils garantissent la correcte application des principes comptables applicables, dans le souci de produire une information fidèle et précise. Ils communiquent une synthèse annuelle des conclusions de leurs travaux à la Direction financière et à la Direction générale du Groupe.

Les comptes du Groupe sont certifiés conjointement par les cabinets Constantin Associés (dont le mandat a été renouvelé par l'Assemblée générale ordinaire du 10 juin 2004), représenté par Jean-Paul Séguret, et AEG Finances (nommé par l'Assemblée générale ordinaire du 5 juin 2007), représenté par Philippe Bailly.

Description du processus de contrôle interne

CONFORMITÉ DES PRATIQUES AUX LOIS ET AUX RÈGLEMENTS

Les directions fonctionnelles du Groupe lui permettent :

- de connaître les différentes règles et lois qui lui sont applicables ;
- d'être informé en temps utile des modifications qui leur sont apportées ;
- de transcrire ces règles dans les procédures internes ;
- d'informer et de former les collaborateurs sur les règles et lois qui les concernent.

APPLICATION DES INSTRUCTIONS ET DES ORIENTATIONS FIXÉES PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU GROUPE

La Direction générale fixe les objectifs et les orientations du Groupe et s'assure que ceux-ci sont communiqués à l'ensemble des collaborateurs. À cet égard, le processus budgétaire du Groupe constitue un engagement fort de la part des entités vis-à-vis de la Direction générale :

- au cours du quatrième trimestre, chaque division opérationnelle établit, sur la base des orientations stratégiques fixées par la Direction générale, un budget, détaillant les perspectives de résultat et celles de l'évolution de la trésorerie, ainsi que les principaux indicateurs permettant de mesurer les performances opérationnelles ;
- une fois validé par la Direction générale, ce budget, mensualisé, sert de référentiel au contrôle budgétaire. Une analyse des écarts entre cette projection budgétaire et le résultat mensuel est réalisée, chaque mois, au cours des comités de résultats réunissant la Direction générale du Groupe, les directions de divisions et les directions fonctionnelles du Groupe (relations humaines, juridique, finance).

LE BON FONCTIONNEMENT DES PROCESSUS INTERNES DE LA SOCIÉTÉ, NOTAMMENT CEUX CONCOURANT À LA SAUVEGARDE DE SES ACTIFS

- La Direction des systèmes d'information a mis en place des procédures de sauvegarde et de sécurité permettant d'assurer la qualité et la sûreté de l'exploitation, y compris en cas de problème majeur.
- Le processus de suivi des investissements, mené conjointement par la Direction des achats, la Direction du contrôle de gestion et la Direction des assurances, concourt à un suivi précis des actifs corporels du Groupe et à une sauvegarde de leur valeur d'utilité à travers des couvertures d'assurance appropriées.
- Bien que décentralisé dans les divisions opérationnelles, le suivi des comptes clients fait l'objet d'un reporting mensuel à la Direction financière du Groupe, chargée de recenser les principaux risques de recouvrement sur clients et de mettre en place, avec les divisions, les actions correctives.

• Le suivi de la trésorerie du Groupe est assuré par :

- la transmission quotidienne des performances de trésorerie des divisions ;
- l'actualisation mensuelle des prévisions de trésorerie du Groupe ;
- l'optimisation des risques liés aux taux de change et taux d'intérêt (étudiée au sein du comité des risques qui se réunit trimestriellement sous l'autorité de la Direction financière) ;
- la disponibilité, auprès des partenaires financiers, d'en-cours de crédit à court, à moyen et à long terme.

LA FIABILITÉ DES INFORMATIONS FINANCIÈRES

Le processus d'élaboration des comptes consolidés

Les comptes consolidés sont établis sur une base semestrielle ; ils sont vérifiés par les Commissaires aux comptes dans le cadre d'un examen limité au 30 juin et d'un audit complet au 31 décembre qui portent à la fois sur les comptes sociaux des entités du périmètre et sur les comptes consolidés. Une fois arrêtés par le Conseil d'administration, ils donnent lieu à publication.

Le Groupe s'appuie sur les éléments suivants pour la consolidation des comptes :

- le service de consolidation du Groupe, garant de l'homogénéité et du suivi des traitements pour l'ensemble des sociétés du périmètre de consolidation de l'entité consolidante ;
- le strict respect des normes comptables en vigueur liées aux opérations de consolidation ;
- l'utilisation d'un outil informatique de renom, développé en 2005 et régulièrement maintenu pour s'adapter aux nouvelles technologies de transmission d'informations, garantissant des processus sécurisés de remontée d'informations et une homogénéité de présentation des agrégats comptables ;
- la décentralisation d'une partie des retraitements de consolidation au niveau même des divisions opérationnelles ou des sociétés, permettant de positionner les traitements comptables au plus près des flux opérationnels.

Le processus du reporting financier

Les services trésorerie et contrôle de gestion du Groupe organisent et supervisent la remontée des informations et indicateurs financiers mensuels des divisions, en particulier le compte de résultat et le suivi de l'endettement net.

Au sein de chaque division, les éléments du reporting financier sont validés par la Direction générale et communiqués sous la responsabilité de la Direction financière.

Les informations sont présentées sous un format standardisé respectant les règles et normes de consolidation et facilitant ainsi la comparaison avec les éléments consolidés semestriels et annuels. Elles font l'objet de rapports spécifiques transmis à la Direction générale du Groupe.

Les reportings financiers mensuels sont complétés par des exercices de révision budgétaire en cours d'année afin d'ajuster les objectifs annuels en fonction des données les plus récentes.

LA PRÉVENTION ET LA MAÎTRISE DES RISQUES

La gestion des risques

Les litiges et risques sont suivis par chaque entité, qui rend compte à sa division en fonction de leur matérialité. Par ailleurs, la Direction juridique ainsi que la Direction des assurances, en ce qui concerne la gestion des sinistres, fournissent leur assistance pour tout contentieux important, ainsi que pour tout projet de contrat ayant une incidence financière significative. Les principaux risques sont identifiés dans le chapitre « Analyse des risques du Groupe » du rapport annuel.

Mise en place d'une cartographie des risques sur l'ensemble des métiers du Groupe

Afin de mieux évaluer et contrôler les risques inhérents au fonctionnement de chaque entité, une démarche globale de cartographie des risques a été initiée en 2005 par la Direction financière du Groupe avec l'aide d'un conseil extérieur.

La société

Entamé avec la division Distribution d'énergie en 2005, ce processus s'est étendu à l'ensemble des métiers du Groupe, permettant ainsi de constituer une cartographie consolidée. Au niveau de chaque division, des « propriétaires » de risques ont été nommés pour chaque risque prioritaire. Ces propriétaires de risques ont pour mission d'actualiser régulièrement la connaissance des risques identifiés et de déployer des plans d'actions appropriés permettant de réduire l'exposition à ces risques. La cartographie des risques est destinée à être mise à jour régulièrement, et les risques « opérationnels » sont désormais traités dans le cadre du comité des risques.

Un renforcement régulier du système de contrôle interne

Plusieurs actions de renforcement du contrôle interne ont été initiées, conduites ou poursuivies.

CODE DE DÉONTOLOGIE

Le Groupe a élaboré une Charte d'Éthique que chaque division a adaptée à ses propres activités et à son propre environnement. La Charte d'Éthique est remise à l'ensemble des nouveaux collaborateurs.

LISTE D'INITIÉS

Le Groupe met à jour régulièrement la liste des personnes ayant accès à des informations privilégiées qui, si elles étaient rendues publiques, seraient susceptibles d'avoir une influence sensible sur le cours des instruments financiers. Ces personnes, qu'elles soient salariées, administrateurs ou tiers en relation professionnelle étroite avec l'entreprise, ont été informées de l'interdiction d'utiliser ou de communiquer cette information privilégiée dans le but de réaliser des opérations d'achat ou de vente sur ces instruments financiers.

MANUEL DE PROCÉDURES ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES

Les principales procédures financières mais aussi administratives et juridiques sont regroupées dans un manuel disponible sur un intranet pour permettre la diffusion et la gestion du cadre normatif défini par le Groupe. La mise à jour de ce manuel a été poursuivie au cours de l'année 2007.

LA RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

La Direction de l'audit, en coordination avec le secrétariat général, adresse chaque année un questionnaire aux différentes entités sur les actions de développement durable dans les domaines du social et de l'environnement. L'analyse des réponses permet de recenser les réalisations et d'identifier les actions nouvelles à mettre en œuvre dans le cadre des objectifs fixés par le Groupe.

Au titre de l'environnement, un réseau de référents des filiales se réunit au siège du Groupe afin de mettre en commun les compétences et de s'assurer de la bonne application des réglementations françaises et internationales. Ce groupe de travail a également vocation à définir un programme de formation pour les intervenants de terrain.

15 avril 2008

Le Président
Vincent Bolloré

Rapport des Commissaires aux comptes établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce sur le rapport du Président du Conseil d'administration de la Financière de l'Odé pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de la société Financière de l'Odé et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Il appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société. Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux conformément à la norme d'exercice professionnel applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;

- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du Conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Paris, le 16 avril 2008

Les Commissaires aux Comptes

Constantin Associés
Jean-Paul Seguret

AEG Finances
Philippe Bailly

Analyse des risques

Risques de taux, de change et de matières premières

(Voir notes 22 et 41 de l'annexe aux comptes consolidés.) Les instruments financiers sont utilisés exclusivement pour couvrir les risques de taux induits par la gestion de la dette, ainsi que les risques de change. Dans ce cadre, seules des couvertures de type ferme (*swap* de taux, *future rate agreement*, achats ou ventes de devises au comptant ou à terme) sont utilisées. Afin de minimiser le risque pétrole, la division Distribution d'énergie, qui distribue du fuel domestique, répercute les variations du cours du produit aux clients.

Risques sur titres de participation

La note 9 de l'annexe aux comptes consolidés détaille les titres non consolidés et notamment les titres détenus directement et indirectement dans Omnium Bolloré, Financière V et Sofibol, holdings intermédiaires de contrôle du Groupe (voir « Actionnariat détaillé » page 34). Compte tenu des tests d'impairment réalisés et des plus-values latentes significatives existant à la clôture, le Groupe estime ne pas avoir de risques propres à ces participations. Une analyse de la sensibilité au risque action figure dans la note 41 « Informations sur les instruments financiers – Risque action ».

Risques politiques

Le Groupe est présent depuis plusieurs décennies en Afrique. L'évolution de ses activités figure en page 39. Son expérience et sa présence dans pratiquement tous les pays du continent lui permettent de mieux répartir son exposition aux risques. À cet égard, toutes les sociétés africaines du Groupe bénéficient d'une couverture des risques politiques auprès de compagnies d'assurance de premier rang comprenant :

- une garantie « Risques de guerre », placée auprès de la Lloyd's ;
- une garantie « Pertes pécuniaires » à concurrence de 20 millions d'euros par événement et par an, placée auprès de ACS et réassurée auprès de Sorebol – société de réassurance interne du Groupe.

Risques juridiques

L'activité des sociétés du Groupe ne subit aucun lien de dépendance particulier.

Le 14 décembre 2002, un abordage intervenait entre le *MV/Kariba*, propriété d'Otal Investments Limited, et le *MV/Tricolor*. Les procédures sont toujours en cours. Les conséquences de ce sinistre, évaluées à plusieurs dizaines de millions d'euros, bénéficient de la garantie de nos assureurs. D'autre part, Bolloré (société absorbée par notre société au cours de l'exercice 2006) s'était vu infliger une amende par la Commission européenne pour entente au cours des années 1992 à 1995 sur le marché du papier autocopiant, marché sur lequel évoluait sa filiale Copigraph (cédée en novembre 1998 à Arjo Wiggins Apleton). Bolloré a exercé un recours le 11 avril 2002 devant le tribunal de première instance de Luxembourg, contestant notamment la régularité de la procédure ayant abouti au prononcé de l'amende. Par décision en date du 26 avril 2007, le tribunal de première instance de Luxembourg, tout en reconnaissant que la communication des griefs n'avait pas permis à Bolloré de prendre connaissance du grief tiré de son implication directe dans l'infraction ni même des faits retenus par la Commission dans la décision au soutien de ce grief, de sorte que Bolloré n'avait pu utilement assurer sa défense au cours de la procédure administrative, a néanmoins rejeté le recours de Bolloré. Bolloré, qui a versé 22,7 millions d'euros d'amendes et 5,7 millions d'intérêts, a formé un pourvoi à l'encontre de cet arrêt le 11 juillet 2007 devant la Cour de justice des Communautés européennes notamment pour la violation des droits de la défense, violation du principe de présomption d'innocence et dénaturation des éléments de preuve.

À la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre litige, arbitrage ou fait exceptionnel susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la société et du Groupe.

Assurance – Couverture des risques éventuels susceptibles d'être encourus par la société

Le Groupe a initié en 2005 une démarche de « cartographie des risques », étendue ensuite à l'ensemble de ses activités, ayant comme principaux objectifs :

- l'identification des risques majeurs susceptibles d'avoir une incidence sur les opérations de ses divisions ;
- l'initiation/l'amélioration des *process*, afin de réduire et/ou éliminer l'impact de ces risques ;
- l'analyse de l'adéquation de la politique d'assurance du Groupe et l'achat de capacité et de garantie ;
- l'alimentation de la réflexion sur le choix du Groupe en matière de transfert de risques au marché d'assurance et de la réassurance et/ou l'appel à l'autoassurance ;
- le renforcement des dispositifs de gestion de crise et de communication.

Le Groupe a également mis en œuvre une campagne de visite de prévention de ses principaux sites, notamment en Afrique.

La politique d'assurance du Groupe, ayant comme principal objectif de permettre la poursuite des activités exercées par ses différentes sociétés en cas de survenance d'un sinistre, s'articule autour :

- de procédures de prévention et de protection internes ;
 - du transfert de ses risques au marché de l'assurance et de la réassurance en faisant appel aux structures de programmes internationaux d'assurances, quelles que soient la branche d'activité et/ou la zone géographique.
- Le Groupe est couvert partout où il exerce ses activités pour les conséquences de sinistres pouvant affecter ses installations industrielles, de stockage, ferroviaires, terminaux portuaires.

Le Groupe est également garanti en responsabilité civile pour l'ensemble de ses activités terrestres, maritimes et aériennes, de même que pour ses risques d'exploitation.

Risques industriels

Les sites d'exploitation des activités industrielles du Groupe ainsi que les sites de stockage/entreposage sont garantis par des programmes d'assurance dommages à concurrence du montant de l'estimation des valeurs des biens assurés. Les sociétés industrielles du Groupe bénéficient d'une garantie « Perte d'exploitation » à concurrence de 100 % de la marge brute annuelle.

Risques de responsabilité civile

La responsabilité civile que pourrait encourir toute société du Groupe du fait de ses activités, notamment la responsabilité civile générale, la responsabilité civile du fait des produits et la responsabilité civile commissionnaire de transport/transitaire/manutentionnaire, est assurée en tout lieu où s'exercent ces activités :

- par type d'activité, chaque division du Groupe bénéficiant et souscrivant des garanties qui lui sont propres ;
- par une capacité d'assurance « excédentaire » intervenant pour l'ensemble des sociétés du Groupe et en cas d'insuffisances des polices ci-dessus.

L'exposition du Groupe, du fait des différentes activités exercées par ses sociétés, implique la mise en place d'un programme Responsabilité civile comprenant :

- Responsabilité civile Générale et Commission de transport ;
- Responsabilité civile Affréteur d'avion ;
- Responsabilité civile Affréteur de navire ;
- Responsabilité civile Agent de fret aérien.

Le Groupe bénéficie d'un programme Responsabilité civile Atteinte à l'environnement.

Les programmes d'assurance sont souscrits auprès d'assureurs et de réassureurs internationaux de premier plan, et les pleins de garantie en vigueur sont conformes à ceux disponibles sur le marché et adéquats en fonction de l'exposition aux risques des sociétés du Groupe.

Autres risques particuliers, notamment sociaux

Le Groupe, après avoir analysé chacun de ses métiers, ne prévoit pas à cet égard de difficultés importantes pour l'exercice à venir.

Risques industriels et liés à l'environnement

Risques identifiés	Actions entreprises
Films plastiques	
Rejets accidentels de produits (huile, essence, produits chimiques)	Développement de bassins de rétention, d'obturation dans les rivières voisines
Pollution par les déchets	Tri sélectif à la source. Recyclage des déchets (carton, films plastiques, bois, piles, etc.) et traitement des déchets spéciaux (produits chimiques, solvants) par des sociétés spécialisées
Batteries électriques	Tests et recyclage
Inondation des installations près des rivières en période de fortes pluies	Construction de parois en béton et aménagements spécifiques dans les sous-sols
Papiers minces	
Pollution par les effluents	Existence d'une station d'épuration (investissement de 11,3 millions d'euros). Exploitation externalisée de cet équipement auprès d'un partenaire de premier rang
Évacuation des eaux usées	Réseaux d'évacuation des eaux usées et pluviales ainsi que des aires de dépôtage des camions conformes aux normes applicables et légales
Pollution par les déchets	Existence d'une déchetterie interne. Gestion externalisée auprès d'une entreprise spécialisée.
Émanation de chlore	Mise en stockage du chlore et contrôle par une tour de neutralisation
Terminaux et Systèmes spécialisés	
Déchets d'équipements électriques et électroniques	Gestion des déchets industriels banals et spéciaux confiée à une entreprise certifiée et agréée
Distribution d'énergie	
Incident d'exploitation	Plan sécurité/environnement réactualisé chaque année pour être en conformité avec la réglementation Ouverture de trois dépôts neufs et fermeture de neuf dépôts anciens Formation de soixante cadres à la sécurité et au stockage de matières dangereuses Deuxième phase d'installation de doubles parois dans des cuves enterrées Contrôle annuel des installations techniques, de la qualité des eaux et des systèmes incendie. Mise en place et respect des procédures Seveso
Accidents de camions	Respect de la réglementation du transport des marchandises dangereuses
Fuites dans le <i>pipe-line</i> SFDM	Pilotage par télécommande 24 heures sur 24 des moteurs, pompes et vannes Télésurveillance en continu Vannes d'isolement permettant de confiner des tronçons de ligne Mise en place et respect des procédures Seveso
Transport et logistique Afrique	
Accidents de manutention portuaire	Vérification périodique, certification et optimisation de la gestion des engins et accessoires de levage
Entreposage de matières dangereuses	Sécurisation des entreposages, procédures spécifiques pour le coton et les matières dangereuses
Rejets de produits polluants	Sensibilisation du personnel à l'environnement Mise en place de plans Hygiène Sécurité Environnement (HSE) spécifiques pour les clients pétroliers Traitement des huiles moteur Réparation et recyclage des déchets solides (ferraille, etc.) Mise en sécurité des cuves de stockage de carburant (bacs de rétention, extincteurs, etc.)
Risques d'incendie	Mise en conformité des moyens de lutte contre les incendies Formation des personnels au combat contre le feu et au secourisme au travail Définition et mise en place de plans d'évacuation d'urgence dans tous les sites
Logistique internationale	
Accidents du travail	Existence de plans d'actions formalisés dans le « document unique », suite à l'évaluation des risques Audits Hygiène Sécurité Environnement (HSE) visant à renforcer la prévention par un suivi régulier Formation de nouveaux correspondants sécurité locaux Publication mensuelle d'une lettre d'information Veille réglementaire, assistance téléphonique permanente
Transport ou stockage de marchandises dangereuses	Formation du personnel suite aux évolutions de la réglementation Mise à jour et création de fiches produits Plans de stockage pour l'information des pompiers en cas d'incendie Évaluation continue du classement des magasins soumis à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)
Plantations	
Pollution des eaux de surface par rejets des effluents d'usine	Bassins de décantation des boues et de biodégradation des matières organiques Recyclage des eaux usées comme engrais organique
Érosion des sols pendant la période de pousse des jeunes arbres (trois à quatre années)	Culture en courbe de niveaux et mise en place de « plantes de couverture » dans les interlignes de jeunes plants
Destruction de la faune par usage fréquent d'insecticides ou de poisons non sélectifs	Contrôle biologique de la faune parasite : - culture de plantes nectarigènes appréciées des insectes prédateurs (ou parasites), des larves et chenilles nuisibles ; - pièges olfactifs contre l'oryctes, insecte ravageur des jeunes palmiers
Pollution de la nappe phréatique par utilisation d'engrais chimiques	Limitation des apports d'engrais minéraux par : - utilisation des déchets végétaux comme engrais organiques ; - culture entre les jeunes arbres de « plantes de couverture » fixant l'azote de l'air Limitation d'utilisation de produits phytosanitaires : - pratiques culturales découlant du concept d'agriculture raisonnée - utilisation de la jachère dans la lutte contre les parasites des systèmes racinaires

Données sociales et environnementales

Données sociales

Les indicateurs sociaux exposés ci-dessous ont été établis sur le périmètre des sociétés consolidées du Groupe Financière de l'Odé par intégration globale et proportionnelle.

Au 31 décembre 2007, le Groupe Financière de l'Odé compte 32 232 collaborateurs employés par 206 sociétés.

8 541 salariés (soit 26,50 % de l'effectif total) sont localisés en France, et 23 691 salariés (soit 73,50 % de l'effectif total) travaillent dans 61 autres pays.

Le processus du reporting des données sociales

La Direction des systèmes d'information ressources humaines du Groupe organise et supervise la remontée des informations et des indicateurs sociaux annuels des divisions, en particulier le suivi des effectifs.

Ce processus est décentralisé au niveau même des sociétés, permettant ainsi de positionner la collecte au plus près des flux opérationnels.

Au sein de chaque division, ces données sont validées par la Direction des ressources humaines puis consolidées et communiquées sous la responsabilité de la Direction centrale des ressources humaines.

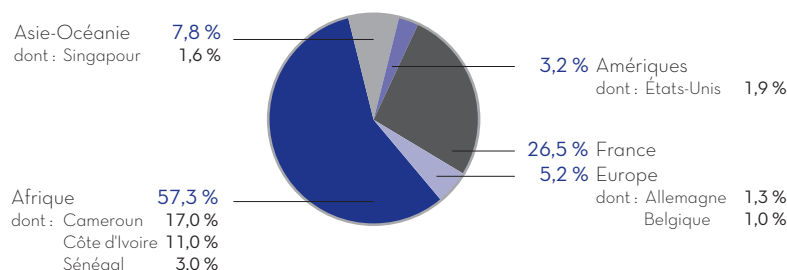
Pour disposer d'une information homogène et fiable, un outil de reporting spécifique a été développé en 2006, garantissant ainsi un processus sécurisé de remontée et de contrôle des effectifs d'une année à l'autre.

Effectifs au 31 décembre 2007

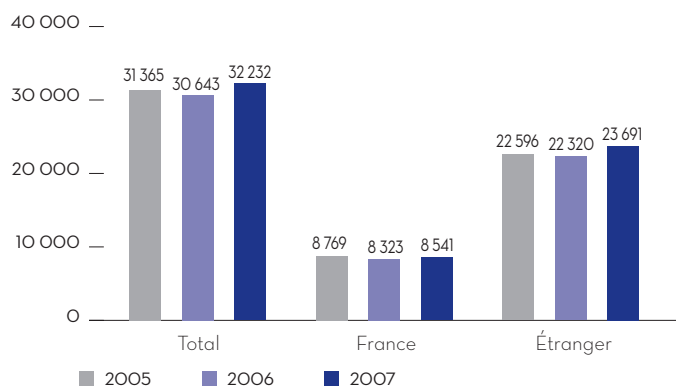
EFFECTIFS PAR ACTIVITÉ ET PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

	France	Europe	Afrique	Asie-Océanie	Amériques	Total
Transport et logistique	5 473	1 300	16 876	2 440	774	26 863
Industrie	1 506	259	0	90	247	2 102
Distribution d'énergie	799	99	0	0	0	898
Communication, médias et divers	763	2	1 604	0	0	2 369
Total	8 541	1 660	18 480	2 530	1 021	32 232
En pourcentage	26,50	5,15	57,33	7,85	3,17	100,00

RÉPARTITION DES EFFECTIFS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE



ÉVOLUTION DES EFFECTIFS

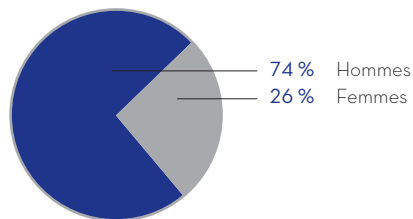


L'augmentation de 5,2 % des effectifs par rapport à 2006 intègre les variations de périmètre, la croissance de l'activité Transport et logistique Afrique (notamment au sud-est du continent) et de l'activité Logistique en Europe, Amériques et Asie-Pacifique, ainsi que les développements dans les médias.

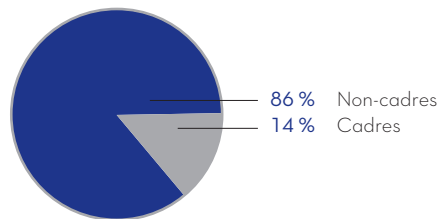
EFFECTIFS PAR TYPE DE POPULATION

	Hommes	Femmes	Cadres	Non-cadres	CDI	CDD	Total
Transport et logistique	19 983	6 880	3 255	23 608	25 129	1 734	26 863
Industrie	1 679	423	457	1 645	2 025	77	2 102
Distribution d'énergie	639	259	121	777	864	34	898
Communication, médias et divers	1 678	691	538	1 831	1 724	645	2 369
Total	23 979	8 253	4 371	27 861	29 742	2 490	32 232
En pourcentage	74,40	25,60	13,56	86,44	92,27	7,73	100,00

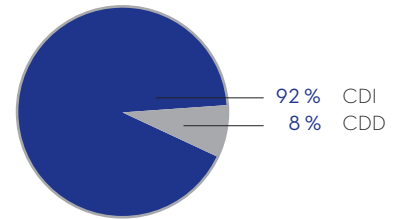
RÉPARTITION DES EFFECTIFS PAR GENRE



RÉPARTITION DES EFFECTIFS PAR CATÉGORIE



RÉPARTITION DES EFFECTIFS PAR TYPE DE CONTRAT



EFFECTIFS PAR ÂGE

	Moins de 30 ans	De 30 ans à 39 ans	De 40 ans à 49 ans	50 ans et plus	Total
Transport et logistique	4 644	8 066	7 727	6 426	26 863
Industrie	287	710	644	461	2 102
Distribution d'énergie	116	215	297	270	898
Communication, médias et divers	731	822	525	291	2 369
Total	5 778	9 813	9 193	7 448	32 232
En pourcentage	17,93	30,44	28,52	23,11	100,00

Recrutements et départs

En 2007, le Groupe a procédé à 5 873 recrutements, dont près de 62 % correspondent à des embauches sous contrat à durée indéterminée.

Recrutements	Effectif	%
Contrat à durée indéterminée (CDI)	3 632	61,84
Contrat à durée déterminée (CDD)	2 241	38,16
Total	5 873	100,00

Le nombre total des départs en 2007 est de 4 888.

Départs	Effectif	%
Démission	1 672	34,21
Fin de contrat à durée déterminée	990	20,25
Licenciement non économique	491	10,05
Licenciement économique	160	3,27
Mutation	439	8,98
Retraite	450	9,21
Autres motifs	686	14,03
Total	4 888	100,00

Données sociales et environnementales

L'engagement social du Groupe

Le Groupe, avec 32 232 collaborateurs dans 62 pays et sa présence commerciale dans 108 pays, est un acteur social majeur.

Conscient de sa responsabilité sociale dans les différents pays où il intervient, le Groupe veille à combiner une approche à la fois mondiale et locale. Pour ce faire, il appuie sa gestion des ressources humaines autour de principes forts qui définissent les lignes directrices de l'ensemble du Groupe. Selon le principe même d'autonomie laissée aux divisions, celles-ci sont responsables de la mise en œuvre de ces orientations. Ainsi, en fonction des spécificités métier et géographiques, chacune d'elles décline et met en valeur la politique sociale du Groupe par de nombreuses actions aux quatre coins du monde.

Coordonner le développement conjoint du Groupe et des salariés

Le Groupe a conscience que son développement est directement lié à celui de ses collaborateurs et que les compétences des salariés sont au cœur de la performance économique du Groupe. Pour ces deux raisons, le Groupe Bolloré place la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, la formation et la mobilité au centre de ses priorités, et cherche à développer les talents partout dans le monde.

UNE DÉMARCHE PROSPECTIVE SUR LES COMPÉTENCES

Dans le souci d'accompagner sans heurts son développement et de sécuriser les parcours professionnels, le Groupe cherche à anticiper ses besoins en emplois et en compétences.

Inscrite dans cette démarche, la division Films plastiques analyse l'évolution de ses activités à l'horizon de 2012 et mesure l'effet sur l'emploi. Ainsi, grâce à une anticipation des mouvements de personnel et des recrutements ainsi qu'à l'évaluation des compétences et des potentiels individuels, cette division entreprend une « démarche compétence » auprès de ses salariés. Cette action, menée conjointement entre la Direction des ressources humaines et les responsables d'équipes, permet d'anticiper les mesures d'accompagnement nécessaires aux salariés pour leur adaptation aux évolutions de la société (bilan professionnel, bilan de compétence, tutorat, formation).

Grâce au travail de ses équipes et à une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, les Papeteries du Léman ont pu réorganiser leur atelier d'emballage sans avoir recours au licenciement. Les dix salariés de cet atelier ont ainsi été reclassés en interne. Par ailleurs, six congés de fin de carrière proposant un maintien du salaire à hauteur de 80 % ont été mis en œuvre.

La gestion prévisionnelle des emplois et des compétences permet certes d'anticiper les évolutions de structure et d'activité des sociétés, mais offre également la possibilité de faire émerger les souhaits d'évolution des collaborateurs.

CONNAÎTRE ET DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES

Le lien entre la gestion des carrières et le développement des compétences se concrétise dans les entretiens professionnels individuels. Ces entretiens, effectués dans toutes les divisions du Groupe, permettent de conjuguer l'intérêt de l'entreprise et l'intérêt des hommes qui y travaillent. Ils offrent la possibilité d'évoquer les changements d'affectation professionnelle ou géographique et les évolutions de carrière envisagées. Pour les salariés, cette démarche est déterminante. En effet, leur intégration dans le projet d'évolution de leur société les motive au quotidien et les fidélise sur le long terme. La division Logistique internationale est fortement inscrite dans cette démarche. Elle anticipe sur cinq ans les effets naturels de la pyramide des âges sur les postes clés, et peut ainsi prévoir des parcours professionnels personnalisés pour ses salariés à haut potentiel. En mettant en œuvre un plan d'évolution complet composé d'entretiens individuels, cette société coordonne son développement avec celui de ses salariés.

Dans ses différentes agences situées en Allemagne, Geis-SDV identifie les jeunes salariés à fort potentiel grâce à son *Young Potential Program*. Tous les mois, ces jeunes sont réunis pour suivre un à deux jours de formation. Celle-ci est dispensée par les managers de la société, qui s'impliquent ainsi fortement dans cette démarche de développement des compétences. À l'issue du programme, les jeunes se voient généralement proposer une évolution de carrière au sein des différentes agences d'Allemagne.

LA FORMATION POUR PRÉPARER LES COMPÉTENCES DE DEMAIN

La formation est un outil essentiel pour favoriser le développement des compétences et renforcer l'employabilité des collaborateurs. Chaque année, pour accompagner son développement, le Groupe investit dans le capital humain en offrant tout au long du parcours professionnel de ses salariés des stages de formation. En France, en 2007, un budget de 5 242 256 euros a été consacré à la formation, pour une durée totale de 85 836 heures.

Ainsi, 4 544 salariés ont suivi au moins une formation dans l'année (46 % de l'effectif France présent en 2007) pour une durée moyenne de 19 heures par salarié. La formation concerne l'ensemble des catégories salariales : 47 % de cadres et 55 % de non-cadres ont bénéficié d'une formation. Conformément à la gestion autonome des divisions, l'offre de formation est définie par chacune d'elles. Cette gestion décentralisée permet de dispenser des actions de formation cohérentes et adaptées aux métiers et à l'organisation de chaque structure.

En fonction de ses besoins, la division Terminaux et Systèmes spécialisés a élaboré une formation à la gestion de projet pour accroître les compétences de ses managers en matière de coordination, d'animation des équipes et de gestion de la relation client. Pour être au plus près de ses besoins de formation, la division Terminaux et Systèmes spécialisés a également constitué en 2007 un référentiel de compétences pour l'ensemble de ses métiers. Grâce à ce nouvel outil, des écarts potentiels entre les compétences requises pour un poste et les compétences constatées du collaborateur sont révélés. Ainsi, en 2007, la division a constaté et comblé un besoin en formation technique en choisissant d'y consacrer 32 % de son plan de formation.

La division Distribution d'énergie a souhaité quant à elle déployer des efforts considérables en matière de formation à la sécurité et à la prévention des accidents. Pour ce faire, elle a engagé un dépassement de budget de 150 000 euros par rapport à ce que prévoyait initialement le plan de formation. En 2007, la division Films plastiques a également poursuivi une politique de formation allant au-delà de l'obligation légale. Pour juger de son efficacité et mettre en œuvre une démarche d'amélioration, la division Films plastiques a procédé à une évaluation des stages de formation par les stagiaires, puis à une évaluation a posteriori faite par les responsables hiérarchiques. Ancrée également dans une démarche d'amélioration continue de la formation à ses métiers, la division Logistique internationale a choisi de constituer en 2007 une équipe dédiée à la création d'un guide interne de formation et de supports pédagogiques. Composé de 56 actions et adressé aux 800 responsables opérationnels des entités françaises de la division, le guide de l'Institut de formation logistique (IFL) a grandement facilité et amélioré le processus annuel de recueil des besoins de formation ainsi que leur programmation pour 2008. Par ailleurs, la division Logistique internationale a dispensé en 2007 des actions de formation destinées à l'adaptation des salariés aux nouvelles technologies et à la modification de la législation. C'est le cas tout particulièrement dans le domaine de la douane, où la récente législation sur la dématérialisation des documents douaniers entraîne l'utilisation de nouveaux outils.

Outre les plans de formation réalisés par les divisions, le Groupe propose cinq programmes de formation destinés à l'ensemble des salariés cadres du Groupe. Depuis 2005, ces « FormaGroup » offrent la possibilité à des cadres d'horizons variés d'être formés sur des thèmes transversaux tels que le management, la finance, la communication. Les « FormaGroup », dispensés en langues française et anglaise, ont accueilli ces trois dernières années 520 stagiaires provenant des cinq continents et rencontrent un réel succès. En effet, à la qualité du contenu pédagogique s'ajoutent brassage des cultures, partage des visions du Groupe et développement des réseaux professionnels. Le même esprit de partage se retrouve dans les sessions du séminaire Groupe. Pendant une semaine, une trentaine de cadres d'horizons très variés visitent sièges sociaux, sites industriels, quais de livraison et plates-formes logistiques, pour comprendre et partager la richesse des métiers du Groupe. Cette année encore, les divisions du Groupe Bolloré se sont investies personnellement dans la réussite de ce séminaire, en présentant avec passion leurs activités.

LA MOBILITÉ ET LES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION PROFESSIONNELLE

Souhaitant accompagner son développement et enrichir les parcours professionnels de ses salariés, le Groupe favorise la mobilité interne sous toutes ses formes. Présent dans le monde entier et dans des activités très diverses, le Groupe veut offrir à ses salariés, outre des possibilités de promotion hiérarchique, des parcours professionnels à l'international ou vers d'autres fonctions.

Afin de privilégier les candidatures internes, le Groupe publie depuis plusieurs années les offres d'emploi via la messagerie interne. En 2007, 440 salariés ont rejoint une nouvelle société du Groupe.

Pour développer la mobilité géographique, la division Transport et logistique Afrique propose à ses collaborateurs expatriés une nouvelle affectation tous les cinq ans. Consciente que le développement d'une culture internationale opérationnelle est un fabuleux relais pour ses valeurs, cette division développe actuellement la mobilité des cadres africains à travers le continent. Pour ce faire, elle a mis en place en 2007 des entretiens professionnels de progrès pour les cadres managers africains afin de prendre en compte leurs souhaits personnels de mobilité. SDV Logistique Internationale, Saga Air et Sagatrans offrent via leur site intranet un accès libre et direct à une base de données regroupant l'ensemble des postes à pourvoir pour ces trois sociétés. Par ailleurs, les demandes de mobilité géographique des cadres de la division Logistique internationale sont centralisées et traitées dans une base de données dédiée. Ce dispositif permet de mieux apprécier les demandes de mobilité émises par les salariés, et de mettre en relation les souhaits des collaborateurs dès la création d'un poste ou lorsqu'un poste devient vacant.

Cette volonté de favoriser la mobilité interne a conduit la Direction centrale des ressources humaines à investir en 2007 dans un portail intranet Groupe unique. Ce portail, appelé « Job board », est un outil développé par la division Logistique internationale dans un premier temps pour la zone Asie-Pacifique. Il met en ligne les offres d'emploi internes et gère le dépôt des candidatures des salariés. Ce portail sera généralisé à l'ensemble des divisions du Groupe en diffusant dès début 2008 l'intégralité des offres destinées à la population cadre puis l'ensemble des offres France pour la totalité des postes à pourvoir.

Cet outil présente une innovation majeure, puisqu'il offre aux salariés l'opportunité de devenir acteurs de leur évolution professionnelle.

DES RECRUTEMENTS À LA MESURE DU DÉVELOPPEMENT DU GROUPE

Si le Groupe favorise avant tout la mobilité et la promotion interne, il recrute chaque année quelques milliers de collaborateurs pour accompagner son développement. En 2007, 5 873 salariés ont intégré les différentes sociétés du Groupe et, depuis 2005, le Groupe compte 14 798 recrutements, dont 59 % en contrat à durée indéterminée. Pour sa part, la division Transport et logistique Afrique a procédé en 2007 à plus de 2 000 recrutements sur l'ensemble des métiers de la division pour faire face à son fort développement. Le continent africain représente 57 % de l'effectif total du Groupe.

La division Médias, dont l'activité ne cesse de croître depuis sa création en 2001, a procédé en 2007 à de nombreux recrutements externes pour compléter et enrichir ses compétences. Ainsi, la création du quotidien Direct Matin Plus a nécessité le recrutement de dix nouveaux salariés, notamment pour renforcer les équipes rédactionnelles. Le développement de la régie publicitaire des deux journaux gratuits et de la chaîne de télévision Direct 8 a donné naissance à une nouvelle société, et 30 nouveaux postes, composés essentiellement de profils commerciaux, ont été créés. Pour optimiser la gestion des candidatures reçues par les différentes divisions du Groupe, un logiciel nommé « Talent profiler » permettra, dès le début de 2008, l'accès pour chaque division à une base de candidatures unique. Cet investissement a pour objectif d'écourter les processus de recrutement mais également de proposer, aux candidats reconnus comme des « talents », d'autres postes dans le Groupe.

Conscients que les premiers mois d'activité d'un nouveau collaborateur sont fondamentaux pour sa prise de fonction et sa compréhension du Groupe, les sociétés privilégient le système du tutorat. Ainsi, la culture du Groupe et les savoirs sont transmis par la constitution d'un binôme. Par ailleurs, la division Films plastiques choisit d'accompagner cette phase d'intégration en organisant des journées ponctuelles de visites des sites.

UNE GESTION RESPONSABLE DE L'EMPLOI À DURÉE LIMITÉE

Pour faire face à des accroissements temporaires d'activité, le Groupe est contraint d'avoir recours à l'emploi à durée limitée. En 2007, ce recours correspond en France à 593 intérimaires (en équivalent temps plein). Ces besoins sont liés aux variations et aux à-coups de la demande, aux lancements des nouveaux produits, au remplacement des absences non prévues, notamment dans les activités de services, et à la nécessité de faire face à des événements saisonniers, comme la récolte des roses et du coton dans le secteur des plantations du Groupe. La division Médias emploie du personnel intermittent pour certains métiers techniques, et fait parfois appel aux pigistes. Aussi, la distribution quotidienne des journaux gratuits Direct Matin Plus et Direct Soir nécessite l'emploi de vacataires répartis sur plus de 300 sites en France. Par ailleurs, l'ouverture des usines en continu durant les congés annuels implique, sur les sites de fabrication de la division Films plastiques et de la division Papiers minces, le remplacement des salariés en congé durant la période estivale.

Promouvoir la diversité et l'égalité des chances

En raison de la diversité des métiers exercés et de sa présence internationale, le Groupe dispose d'une palette de systèmes de valeurs, de cultures, de religions mais aussi d'expérience et de savoir-faire qu'il souhaite valoriser.

Le Groupe reconnaît la diversité comme une source de complémentarité, d'équilibre social et de richesse dans son développement économique. La politique du Groupe est claire : lutter au quotidien et sans relâche contre toute forme de discrimination ou d'intolérance quelle qu'elle soit.

LE RECRUTEMENT, REFLET DE LA DIVERSITÉ

La politique de recrutement du Groupe garantit l'égalité des chances et reflète la diversité de l'environnement social. Cette volonté est marquée par des modes de sélection évaluant objectivement les capacités des candidats à tenir les postes à pourvoir.

L'engagement de l'entreprise à recruter des salariés de profils et d'origines différents est illustré en France par la présence de 58 nationalités en 2007. Dans sa politique de développement international, le Groupe donne priorité aux ressources humaines locales, dans une perspective de développement durable de ses activités dans le monde.

En adéquation, la division Transport et logistique Afrique favorise l'accès aux plus hautes responsabilités pour ses collaborateurs africains. Le Groupe fait appel à des compétences extranationales lorsque les ressources locales ne permettent pas de pourvoir la fonction. Ainsi, en 2007, on ne compte que 1,73 % d'experts ou de cadres supérieurs expatriés.

Données sociales et environnementales

Valorisant la mixité, Direct 8 a été citée dans la *Lettre de l'audiovisuel* du 21 novembre 2007 portant sur la diversité ethnique dans les médias. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel souligne en effet que seule la chaîne de télévision Direct 8 « sort du lot » du paysage audiovisuel français en employant quatre animateurs issus de la diversité sur vingt présentateurs de la chaîne.

Le recrutement, l'intégration et l'évolution professionnelle de salariés, sans distinction de culture, de nationalité, de sexe, d'expérience et de parcours professionnel, constituent un axe fort de la politique de développement du Groupe.

DÉVELOPPER LA MIXITÉ

Les métiers exercés au sein du Groupe sont traditionnellement masculins du fait de la spécificité de certaines activités telles que la manutention portuaire, le transport et la production de films plastiques et de papiers minces. En outre, le travail de nuit a longtemps été interdit aux femmes dans de nombreux pays, leur restreignant alors l'accès à certains métiers. Or, le Groupe, son environnement et sa structure, évolue depuis 2005 avec le commencement des activités médias. La conception et la présentation de la chaîne Direct 8 sont en effet assurées à hauteur de 48 % par des femmes. Globalement, bien que ces dernières ne représentent que 25,6 % des effectifs en 2007 sur l'ensemble du Groupe, le taux de féminisation est en constante augmentation ces dernières années (respectivement 24,56 %, 24,68 % et 25,60 % pour 2005, 2006 et 2007).

En 2007, IER a recruté deux nouvelles directrices qui, en 2008, seront les deux premières femmes à intégrer le Comité exécutif de la société.

DONNER AUX PERSONNES HANDICAPÉES TOUTE LEUR PLACE DANS LE MONDE DU TRAVAIL

En parfaite cohérence avec sa politique de promotion de la diversité et de l'égalité des chances, le Groupe considère l'intégration et le maintien dans l'emploi des personnes handicapées comme un objectif social majeur. En 2007, 118 salariés handicapés travaillent pour le Groupe en France. Ce nombre est encore faible, mais le Groupe a la volonté de développer les actions entreprises dans le domaine de l'adaptation entre les hommes et les postes de travail et de poursuivre ses partenariats avec le secteur protégé. Ainsi, en 2007, les Papeteries des Vosges ont adapté, en collaboration avec Handi 88 et l'Agefiph, le poste de travail d'un de ses collaborateurs. Les aménagements techniques du poste et l'adaptation des horaires ont permis à ce salarié de poursuivre son activité professionnelle. Les partenariats engagés avec les centres d'aide par le travail et les ateliers protégés permettent également d'associer les handicapés au monde du travail. Soucieuse d'améliorer ses pratiques d'accueil et d'intégration, la division Logistique internationale a réalisé en 2007 un diagnostic conseil, et développe une politique d'emploi des handicapés.

Renforcer l'équité

Dans le souci d'être compétitive, équitable et motivante, la politique de rémunération du Groupe s'appuie sur deux leviers. La rémunération doit ainsi à la fois être cohérente au regard des résultats de chaque division et des pratiques du marché local, et faire converger les efforts individuels vers la performance globale du Groupe.

UNE POLITIQUE SALARIALE COHÉRENTE ET ÉQUITABLE

Pour offrir à chaque collaborateur une rémunération digne et motivante, le Groupe favorise la négociation avec les partenaires sociaux donnant lieu à la signature de nombreux accords dans la plupart des pays. Ces accords ont permis de garantir, et le plus souvent d'augmenter, le pouvoir d'achat des salariés. La gestion décentralisée des politiques de rémunération permet d'être au plus près à la fois des réalités économiques des différents pays et des attentes des salariés.

Ainsi, en Afrique, la politique de rémunération s'appuie sur une large prise en compte des questions de santé pour les collaborateurs ainsi que pour leur famille.

En France, la politique salariale du Groupe vise à maintenir le pouvoir d'achat pour toutes les catégories et met souvent en œuvre des mesures supplémentaires pour les salaires les plus bas. De plus, les Directions des ressources humaines réalisent des études comparatives des niveaux de rémunération au regard des postes de travail en s'appuyant sur des enquêtes de positionnements salariaux telles que celles d'Hewitt ou d'Usine nouvelle.

LIMITER L'IMPACT DES BAISSSES OU DES CHANGEMENTS D'ACTIVITÉ SUR LES RÉMUNÉRATIONS DU PERSONNEL

En 2007, seule une société française du Groupe a mis en œuvre un plan de réduction d'effectifs et de sauvegarde de l'emploi concernant deux personnes.

Des systèmes d'annualisation mis en place dans certaines entités du Groupe ont permis de lisser sur l'année les niveaux de rémunération malgré les variations d'activité.

RÉMUNÉRER LA PERFORMANCE INDIVIDUELLE

Le Groupe favorise le développement d'une politique de rémunération variable basée sur la performance individuelle des salariés. Elle se mesure en fonction des réalisations et des résultats obtenus, de la maîtrise de la fonction, et sur l'évaluation des compétences.

D'ailleurs, de nombreuses sociétés du Groupe ont instauré des bonus destinés aux cadres qui occupent des postes à forte responsabilité. Cette part variable est déterminée en début d'année par la combinaison d'objectifs individuels et d'objectifs communs pour le Groupe. Elle prend en compte également la marge opérationnelle et la qualité. Pour les non-cadres, il existe également des systèmes d'augmentations liées aux performances individuelles, à l'appréciation du responsable hiérarchique.

ASSOCIER LES SALARIÉS AUX RÉSULTATS

Le Groupe souhaite également redistribuer aux salariés le fruit de la croissance et de la création de valeur. Afin d'associer chaque salarié aux résultats opérationnels de son entité, un intéressement a été versé en 2007 à 5 432 salariés du Groupe (55,37 % de l'effectif France).

Ainsi, 10 054 782 euros ont été distribués au titre des dispositifs d'intéressement et du système français légal de la participation aux résultats 2006. Ces versements représentent 3,38 % de la masse salariale française, qui s'élève à 297 745 552 euros en 2007.

DÉVELOPPER L'ÉPARGNE SALARIALE

En vue de soutenir plus efficacement les salariés dans leurs projets personnels, le Groupe développe depuis quelques années différents systèmes d'épargne salariale. Cette diversification des formes de placements constitue un des atouts de la politique salariale du Groupe. En France, les salariés peuvent ainsi bénéficier d'une rémunération optimisée socialement et fiscalement en alimentant le plan d'épargne d'entreprise (PEE) par le versement de l'intéressement. En 2007, 3 243 526 euros ont été versés par les salariés dans le plan d'épargne d'entreprise, qui compte à ce jour 4 671 souscripteurs. Ce dispositif mis en place en 1986 permet aux salariés de devenir, avec l'aide du Groupe, détenteurs d'actions Bolloré.

Une majorité des sociétés du Groupe encourage cette épargne en proposant un abondement attractif. Ainsi, en 2007, ce sont 2 298 411 euros qui ont été versés pour abonder les versements des salariés au plan d'épargne d'entreprise.

ENCOURAGER LES SALARIÉS À PRÉPARER LEUR RETRAITE

Face aux interrogations des salariés sur leur niveau de retraite, le Groupe a développé depuis 2006 un dispositif de plan d'épargne retraite collective (Perco) visant à offrir aux salariés l'opportunité de s'assurer un supplément de retraite pour compenser la baisse prévisible des taux de remplacement. Ce dispositif, basé sur une démarche purement volontaire, permet au salarié de se constituer un complément de retraite à son rythme et selon ses besoins, que ce soit en termes d'horizon de temps ou de risque. En France, les sociétés du Groupe poursuivent la mise en place

de ce type de plan d'épargne, renforçant parallèlement, grâce à la négociation liée, la cohésion et le dialogue social. Soucieuses de sensibiliser leurs collaborateurs aux enjeux de leur retraite, les sociétés ont décidé uniformément d'abonder les versements de leurs salariés et de faire la promotion de ce dispositif. La somme des versements de 2007 dans ce dispositif représente 105 112 euros, répartis comme suit : 62 358 euros proviennent des versements des salariés et 42 754 euros de l'abondement du Groupe.

Pour accompagner sa politique salariale, la division Distribution d'énergie a souhaité communiquer autour du système général de retraite. Dans ce cadre, elle a mis en place un bilan prévisionnel de retraite pour une population cible. Les salariés de plus de 55 ans ont ainsi reçu un document récapitulant leurs droits acquis, l'estimation de leurs droits futurs et une explication de la législation en cours.

Par ailleurs, dans le respect de la norme IAS 19 et dans le but de maîtriser et de réduire le risque de couverture des engagements sociaux des sociétés, le Groupe a déployé en 2007 un nouvel outil de collecte mondiale des engagements sociaux. En prenant en compte les textes réglementaires et en collectant les éléments de rémunération annuellement, cet outil permet d'augmenter la fiabilité des calculs actuariels. La connaissance des montants que représentent ses engagements sociaux permet d'étudier et de trouver le meilleur équilibre entre les législations locales, l'attractivité de ses engagements sociaux et la compétitivité des sociétés.

ASSURER UN BON NIVEAU DE PROTECTION SOCIALE

En France, dans le souci d'améliorer la qualité des prestations servies aux salariés, de nombreuses sociétés ont contracté des régimes de couverture santé et contribuent de manière significative à la prise en charge du coût.

De même, des contrats de prévoyance pour les risques décès, invalidité et incapacité avec participation ont été mis en place, assurant ainsi aux salariés le versement de capitaux ou de rentes en cas de réalisation du risque. Dans les filiales étrangères, des garanties complémentaires sont également mises en œuvre en tenant compte des régimes de protection sociale en vigueur dans les différents pays.

Être ouvert sur le monde

Outre sa responsabilité sociale envers ses collaborateurs, le Groupe encourage ses différentes sociétés à participer à des opérations d'insertion et de solidarité destinées à des personnes en difficulté. Porté par ses nouvelles activités de communication, le Groupe a choisi d'élargir son ouverture sur le monde et de contribuer localement aux systèmes culturels, éducatifs et sociaux des pays dans lesquels il exerce ses activités.

ENTRAIDE ET SOLIDARITÉ

En France, le Groupe déploie des actions solidaires grâce à la Fondation de la 2^e chance. Cette fondation œuvre depuis 1998 pour accompagner des personnes en difficulté dans leur projet d'insertion professionnelle. Grâce à une aide financière moyenne de 4 000 euros et à un accompagnement personnalisé, 588 projets professionnels ont pu voir le jour en 2007. Fortement investie dans l'action solidaire de la fondation, la division Films plastiques accueille un des 60 sites relais et a instruit en 2007 les dossiers de cinq porteurs de projet. Les bilans annuels de la fondation soulignent l'action menée au profit des femmes ces dernières années. En effet, celles-ci représentent plus de 60 % des dossiers instruits et des aides distribuées.

Convaincu que l'éducation est un droit fondamental, le Groupe soutient activement l'événement La Rose Marie Claire. Cette action consistant à vendre des roses « pour faire pousser les écoles » a permis le financement de nombreuses actions d'éducation destinées à des petites filles défavorisées. Deux ambassadrices de la division Médias ont apporté leur soutien à cet événement et, grâce à un partenariat presse (Direct Soir, Direct Matin Plus) et audiovisuel (Direct 8), un large public français a pu être sensibilisé à cette action.

PARTICIPATION À LA VIE CULTURELLE LOCALE

En s'inscrivant dans la politique du Groupe, les sociétés entreprennent des actions locales de sponsoring et participent à la vie associative. En 2007, la division Films plastiques a sponsorisé le festival de l'orgue en Cornouaille à hauteur de 1500 euros, et participé financièrement à 29 autres actions locales. Elle prend part également à la vie associative par son adhésion à l'association Jeunesse et Entreprises. La division Distribution d'énergie a quant à elle sponsorisé des actions sportives. Ainsi, les quelques centaines d'adhérents du vélo-club de Sainte-Croix-en-Plaine parcourent les routes en portant les couleurs de Bolloré Énergie. En Afrique, la division Transport et logistique Afrique sponsorise depuis plusieurs années l'équipe nationale de football de la Côte d'Ivoire.

INTÉGRATION DES JEUNES DANS LE MONDE DU TRAVAIL

Le Groupe Bolloré, en vue de favoriser l'insertion des jeunes dans le monde du travail et d'assurer l'avenir de ses métiers par la transmission des savoir-faire, entretient des relations étroites avec les systèmes scolaires qu'il côtoie.

Il est conscient que son avenir sera porté, dans un futur proche, par des collaborateurs qui sont actuellement sur les bancs de l'école. Ainsi, pour promouvoir ses métiers et entrer en contact le plus tôt possible avec les jeunes diplômés, les divisions établissent des relations et partenariats avec le milieu scolaire. La division Logistique internationale dispense, par le biais de sa structure DAT-Pro et en partenariat avec l'AFT-IFTIM/ISTELLI, une formation qualifiante au métier d'agent de transit. La division Transport et logistique Afrique participe quant à elle à l'équipe enseignante du DESS des transports internationaux de l'université Paris-Sorbonne et met en œuvre un projet de constitution d'un module spécifique réservé aux cadres africains du Groupe.

L'ensemble des sociétés du Groupe accueille régulièrement des stagiaires école et des apprentis, auxquels elles dispensent une formation concrète et complémentaire à leur cursus scolaire. En 2007, la division Papiers minces a accueilli 14 apprentis et 24 stagiaires école parvenant par ce biais à pallier d'éventuelles difficultés de recrutement, à maintenir les compétences, et à préparer l'avenir de ses métiers. La division Médias entretient en France une relation privilégiée avec les écoles de journalisme et accueille régulièrement des stagiaires, des contrats de professionnalisation et des apprentis. Ce partenariat développe la notoriété du Groupe au sein du milieu professionnel et permet à la division d' étoffer son vivier de candidatures. Tourné vers l'international, le Groupe accueille également des jeunes dans le cadre du volontariat international à l'étranger (VIE). Ainsi, la division Logistique internationale forme régulièrement une dizaine de jeunes sur les zones Asie-Pacifique et Amériques.

INFORMER SUR LES MÉTIERS DU GROUPE

Pour faire connaître son métier et dynamiser la vie de sa région, la division Films plastiques organise des visites de ses sites industriels. Celles-ci s'adressent aux professeurs de collèges et aux écoles de la région dans le cadre de son partenariat avec l'association Jeunesse et Entreprises. La division est également à l'origine de l'action « Un parent - un métier », destinée à faire découvrir aux enfants des collaborateurs le métier qu'exercent leurs parents. La division Médias choisit de son côté d'accueillir des élèves de 3^e dans le cadre de stages découverte en entreprise.

Adapter et améliorer les conditions de travail

AMÉNAGER LE TEMPS DE TRAVAIL

Le Groupe a appliqué, en France, les dispositions réglementaires relatives à la réduction du temps de travail dès 1999. Des régimes de travail adaptés ont été mis en place selon la nature de l'activité et la localisation des sociétés.

Au 31 décembre 2007, sur un effectif France de 8 541 salariés, le Groupe compte : 1 121 cadres autonomes (soit 13,12 % de l'effectif France) avec un forfait moyen de 214 jours travaillés par an et 367 salariés à temps partiel (soit 4,30 % de l'effectif France). Par ailleurs, 2 479 salariés ont effectué des heures supplémentaires en 2007, pour un volume total de 141 211 heures.

Données sociales et environnementales

PRÉVENIR LES RISQUES PROFESSIONNELS ET LES ACCIDENTS

La première des responsabilités d'une entreprise est sans doute l'assurance de l'intégrité physique des salariés. Le Groupe a comme priorité absolue d'assurer la sécurité au travail de l'ensemble de ses salariés, sous-traitants ou partenaires. Les actions spécifiques mises en œuvre par chaque division ont permis de réduire en France de manière significative le nombre d'accidents du travail en 2007 (246, contre 313 en 2006). Cette amélioration s'explique notamment grâce à une augmentation de 20,82 % du montant consacré aux dépenses relatives à l'hygiène et à la sécurité (soit 5 662 709 euros en 2007) et à l'effectif formé à la prévention des risques (18 066 personnes en 2007). Le Groupe a ainsi dispensé 18 630 heures de formation sur ces thèmes soit en moyenne plus de 10 heures par salarié formé.

En parallèle, le nombre de journées d'absence en France pour maladie ou suite à un accident a diminué de 2,11 % par rapport à 2006.

Pour prévenir des gestes quotidiens qui pourraient mettre en danger le personnel, un livret de sécurité rappelant les règles et les consignes à respecter dans un immeuble de grande hauteur (IGH) a été distribué à l'ensemble des salariés travaillant à la tour Bolloré située à Puteaux.

La division Distribution d'énergie a formé près de 150 salariés aux risques spécifiques de leur métier (formation Seveso II pour le stockage des hydrocarbures, formation Atex pour les salariés des dépôts, formation Gesip pour les exploitants d'un dépôt d'hydrocarbure, formation Caces, formation incendie et manipulation des extincteurs). Les jeunes chauffeurs de cette même division ont suivi une formation destinée à limiter les risques d'accident de la circulation et à les sensibiliser aux risques du transport de marchandises dangereuses. SFDM a choisi de former sept de ses salariés aux méthodes et outils pour préparer et réaliser des audits sécurité efficaces et tournés vers l'amélioration. Ces salariés, sous l'égide du département « qualité, sécurité, environnement », ont la charge de mener ces missions dans la logique d'un système de gestion de la sécurité fondé sur un référentiel Seveso II.

Exerçant une activité industrielle, la division Films plastiques déploie une politique de sécurité et de prévention des accidents intensive en analysant annuellement les risques des postes de travail et en formant des correspondants sécurité par entité.

Dans le cadre de la convention nationale d'objectifs spécifiques aux activités de la manutention portuaire entre la Cnam et l'Unim, un contrat de prévention des risques professionnels a été signé en 2007 entre Cogema et la Cram. Cette action de prévention a permis, conformément aux recommandations du Comité d'hygiène et de sécurité des conditions de travail de la société, d'équiper les chariots élévateurs de pinces hydrauliques avec une participation financière de la Caisse d'assurance maladie à hauteur de 30 % du coût total. De même, la collaboration de la société et des organismes étatiques sur les questions de santé et de sécurité ont permis de réduire significativement le nombre d'accidents des salariés caristes mais également d'améliorer leurs conditions de travail en équipant les cabines de six chariots élévateurs de climatiseur.

Dans l'optique de prévenir les maladies professionnelles, la division Médias maintient des visites médicales annuelles pour certains métiers techniques et suit deux fois par an les techniciens diffusion. En collaboration étroite avec la médecine du travail, la division Films plastiques remet à chaque nouveau salarié un livret d'accueil sécurité, puis le forme aux gestes et postures à tenir à son poste de travail. Elle procède également au contrôle sur site du respect de ces postures.

Développer le dialogue social et la communication interne

Le Groupe développe ses activités à la fois autour d'une croissance interne et d'une croissance externe qui nécessitent à chaque fois une approche adaptée dans la gestion des ressources humaines. Chaque division veille à favoriser le dialogue social avec les instances représentatives du personnel et à informer ses collaborateurs de l'actualité de l'entreprise.

MAINTENIR ET DÉVELOPPER LE DIALOGUE SOCIAL

Persuadé que le dialogue social est porteur d'innovations et de progrès, le Groupe encourage un dialogue social permanent et de qualité. En France, comme dans de nombreux autres pays, tous les salariés travaillant dans les implantations industrielles ou commerciales importantes sont représentés par des organisations syndicales indépendantes ou par des représentants élus par le personnel. Chaque année, de nombreux sujets font l'objet de négociations et de contractualisation avec les partenaires sociaux. L'année 2007 a été marquée par la signature de 104 accords d'entreprise en France parmi lesquels celui de Direct 8, portant sur la nouvelle organisation du temps de travail, conclu avec toutes les organisations syndicales représentatives. La signature de cet accord concourt à la suppression des cycles de travail existants au profit d'une organisation hebdomadaire assise sur trois équipes distinctes.

L'affirmation du rôle important que jouent les organisations syndicales, indépendantes et pluralistes dans l'harmonie sociale de l'entreprise se traduit par la mise à la disposition des représentants des salariés de moyens adaptés pour la réalisation de leur mission dans de bonnes conditions. Ainsi, afin que les établissements, même éloignés de la structure de l'entreprise, puissent être représentés et prendre part dans le dialogue social, la division Distribution d'énergie a procédé en 2007 à des élections par voie électronique. Cette expérience s'est traduite par un succès : près de 60 % des salariés ont en effet participé au scrutin.

En 2007, les sociétés françaises du Groupe ont consacré un budget de 4 241 853 euros pour les œuvres sociales et le fonctionnement des comités d'entreprise, soit environ 1,42 % de la rémunération annuelle brute de l'ensemble des salariés des sociétés françaises du Groupe.

INFORMER LES SALARIÉS

Le Groupe veille à informer les salariés de l'actualité de l'entreprise. Au-delà des affichages et des informations hiérarchiques, un large éventail d'informations destinées aux salariés est proposé par les journaux et les sites intranet du Groupe. Ainsi chaque division à travers six journaux internes veille à assurer une communication au plus près des préoccupations et des réalités de ses collaborateurs. Des communiqués de presse et des formations internes sont également diffusés via l'outil bureautique.

Consciente qu'une démarche participative contribue directement à l'amélioration des processus de fonctionnement d'une activité, d'un service et plus généralement de l'entreprise, la division Terminaux et Systèmes spécialisés a choisi d'intégrer ses salariés dans des groupes de progrès. Ces groupes de travail transversaux réunissent trimestriellement ou semestriellement l'ensemble des collaborateurs pour présenter les résultats et évoquer les orientations à venir. Cette division a également mis à disposition de ses salariés une boîte à idées afin de recueillir les remarques, les propositions et les suggestions pour l'amélioration des conditions de travail et des processus.

Outre des réunions de service tenues quotidiennement par les responsables d'équipes, la division Films plastiques privilégie au quotidien une communication de proximité en organisant ponctuellement des réunions de communication auprès de l'ensemble de ses collaborateurs.

L'engagement environnemental du Groupe

Le Groupe déploie au sein de ses métiers une « stratégie durable » dont un des axes principaux est la protection de l'environnement. À ce titre, les filiales du Groupe, tout en s'appropriant cet engagement, ont initié des politiques conjuguant progrès économique et respect du cadre de vie.

Réduire son empreinte environnementale

Particulièrement soucieuses de préserver le milieu naturel, les différentes entités du Groupe mettent en œuvre plusieurs actions tendant notamment à réduire leur impact sur l'environnement.

En 2007, la division Transport et logistique Afrique a complété sa politique de développement responsable par une démarche de préservation et de réhabilitation des sources d'eau, et par un engagement dans la protection de la faune et de la flore. Dans ce cadre, SDV Transami participe à la conservation des forêts Aberdare et Ngong au Kenya.

Camrail et Carena ont poursuivi leurs actions tendant à protéger et à assainir les sols pollués.

Camrail a, également, amélioré sa politique de collecte sélective et de destruction des déchets générés par son activité. SDV Bénin a conclu un contrat avec le groupe Total dans le but d'optimiser la gestion des eaux usées sur le site.

Afin de pérenniser la sécurité de leurs installations, SFDM et Bolloré Énergie ont poursuivi en 2007 leurs programmes de remplacement des cuves d'hydrocarbure existantes par des cuves à doubles parois. Ce programme de grande envergure doit se dérouler jusqu'en 2009.

Dans le cadre des dispositions légales européennes qui attribuent de nouvelles responsabilités aux producteurs et aux distributeurs de composants et équipements électriques et électroniques, IER a continué en 2007 la formation de son personnel aux nouveaux processus de soudure sans plomb ainsi qu'aux exigences de contrôle qualité des cartes électroniques RoHS (Restriction of Use of Hazardous Substances). La filiale a également poursuivi l'équipement des postes de travail en matériel de soudure et de protection individuelle adaptés.

Soucieuse de diminuer l'impact environnemental de ses activités, la division Médias a initié une démarche de tri sélectif des déchets. À titre d'illustration, les journaux reçus quotidiennement par l'équipe de rédaction font l'objet d'un tri en vue de leur recyclage. Une réflexion est également menée pour limiter l'utilisation de cassettes et de bandes audio et pour définir un système de recyclage les concernant.

De façon plus générale, la division favorise l'utilisation du papier provenant de forêts gérées pour l'édition de ses journaux Direct Matin Plus et Direct Soir.

Souhaitant également sensibiliser le grand public sur les questions relatives au développement durable, Direct 8 diffuse des émissions aux noms évocateurs : « Touche pas ma planète », « Solidarité », « Nord-Sud » ou « 2^e chance ». Bolloré Énergie parraine également l'émission « On s'y met quand », diffusée sur France 3 depuis octobre 2007, portant sur les questions d'économie d'énergie et qui est suivie par 2,3 millions de téléspectateurs.

Créer des produits respectueux de l'environnement

Au-delà de la maîtrise de l'impact environnemental de ses activités, le Groupe développe sa stratégie autour de choix industriels alliant technologie et préservation de l'environnement.

La production par Papeteries du Léman et Papeteries des Vosges de papiers minces nécessitant moins de ressources naturelles pour une même surface à imprimer illustre parfaitement cet engagement du Groupe. En 2007, après plus de quatorze années d'études de recherche et développement, Batscap lance la phase d'industrialisation de la Bluecar®, voiture électrique contenant la batterie révolutionnaire lithium métal polymère développée par le Groupe. Cette voiture « propre » n'émettra, grâce à cette nouvelle technologie, pas de CO₂ ni de microparticules.

Données sociales et environnementales

Données environnementales

	Unité de mesure	Données 2007	Données 2006	Données 2005
Consommation de matières premières				
Eau	m ³	7 416 531	6 333 509	6 687 043
Consommation d'énergie				
Électricité	MWh	323 699	257 853	247 306
Fioul pour poids lourds, engins, usine	l	48 582 102	50 562 347	50 481 369
Fioul et diesel oil pour navires	t	230	230	475 746
Fioul et diesel oil pour locomotives	l	27 763 480	27 515 735	27 859 938
Gaz	m ³	1 754 058	1 492 965	1 325 693

TOTAL DES DÉPENSES ENVIRONNEMENTALES

(en milliers d'euros)

	Données 2007	Données 2006	Données 2005
Protection de l'air ambiant et du climat			
Prévention de la pollution dans le cadre du cycle d'exploitation			
Traitement des rejets gazeux			
Mesures, contrôles, laboratoires et autres activités			
Total protection de l'air ambiant et du climat			
Gestion des eaux usées			
Prévention de la pollution dans le cadre du cycle d'exploitation	13		
Traitement des effluents	2 148	1 908	2 102
Mesures, contrôles, laboratoires et autres activités	7		
Total gestion des eaux usées	2 168	1 908	2 102
Gestion des déchets solides			
Prévention de la pollution dans le cadre du cycle d'exploitation	274		
Collecte, transport ou traitement des déchets	545	319	358
Mesures, contrôles, laboratoires et autres activités			
Total gestion des déchets solides	819	319	358
Protection et assainissement du sol, des eaux souterraines et des eaux de surface			
Prévention des infiltrations et des rejets polluants			
Décontamination des sols et des eaux			
Mesures, contrôles, laboratoires et autres activités			
Total protection et assainissement du sol, des eaux souterraines et des eaux de surface			
Autres activités de protection de l'environnement			
Protection de la biodiversité et du paysage			
Protection contre les rayonnements			
Recherche et développement dans les domaines de la protection de l'environnement	99		
Autres activités de protection de l'environnement	34		
Total autres activités de protection de l'environnement	133		
Total des dépenses environnementales	3 120	2 227	2 460

Comptes consolidés

66	Bilan consolidé
68	Compte de résultat consolidé
69	Variation de la trésorerie consolidée
71	Variation des capitaux propres consolidés
72	Principes comptables note 1
77	Principales variations de périmètre note 2
78	Comparabilité des comptes note 3
79	Notes sur le bilan notes 4 à 27
102	Notes sur le compte de résultat notes 28 à 32
109	Autres informations notes 33 à 43
116	Liste des sociétés consolidées note 44
123	Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Comptes consolidés

Bilan consolidé

Actif

(en milliers d'euros)

	Notes	Au 31/12/2007	Au 31/12/2006	Au 31/12/2005
<i>Goodwill</i>	4	937 138	861 408	790 142
Immobilisations incorporelles	5-28	143 118	146 154	70 287
Immobilisations corporelles	6-28	926 673	814 988	813 085
Titres mis en équivalence	8	745 679	653 727	606 551
Autres actifs financiers	9	2 434 881	3 140 463	2 620 655
Impôts différés	32	29 775	34 240	62 476
Autres actifs	10-12	29 298	30 368	17 419
Actifs non courants		5 246 562	5 681 348	4 980 615
Stocks et en-cours	11	146 832	136 327	137 169
Clients et autres débiteurs	12-13	1 609 170	1 423 039	1 466 082
Impôts courants	12-14	78 207	70 949	60 897
Autres actifs	12-15	80 174	25 109	24 913
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12-16	369 705	614 353	324 586
Actifs destinés à la vente	12-27	0	0	869 165
Actifs courants		2 284 088	2 269 777	2 882 812
Total actif		7 530 650	7 951 125	7 863 427

Passif

(en milliers d'euros)

	Notes	Au 31/12/2007	Au 31/12/2006	Au 31/12/2005
Capital		105 376	105 376	105 376
Primes liées au capital		87 655	87 655	87 655
Réserves consolidées		1 603 164	1 776 644	1 164 995
Capitaux propres, part du Groupe		1 796 195	1 969 675	1 358 026
Intérêts minoritaires		1 187 547	1 509 016	1 352 346
Capitaux propres	17	2 983 742	3 478 691	2 710 372
Autres fonds propres		0	0	0
Dettes financières à long terme	21-22	1 673 949	1 652 565	1 692 581
Provisions pour avantages au personnel	19	98 591	87 709	88 143
Autres provisions	18-21	117 942	104 930	96 765
Impôts différés	32	75 122	119 041	173 947
Autres passifs	21-23	29 102	26 271	33 870
Passifs non courants		1 994 706	1 990 516	2 085 306
Dettes financières à court terme	21-22	683 680	789 562	932 128
Provisions (part à moins d'un an)	18-21	26 704	21 646	28 058
Fournisseurs et autres créditeurs	21-24	1 659 272	1 447 868	1 320 486
Impôts courants	21-25	166 057	208 212	174 477
Autres passifs	21-26	16 489	14 630	21 004
Passifs destinés à la vente	21-27	0	0	591 596
Passifs courants		2 552 202	2 481 918	3 067 749
Total passif		7 530 650	7 951 125	7 863 427

Comptes consolidés

Compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros)	Notes	2007	2006	2005
Chiffre d'affaires	28-29	6 399 320	5 980 389	5 445 069
Achats et charges externes	30	(5 285 038)	(4 962 300)	(4 476 029)
Frais de personnel	30	(849 383)	(778 257)	(731 898)
Amortissements et provisions	30	(109 182)	(116 291)	(109 477)
Autres produits et charges opérationnels	30	(51 733)	(22 597)	(18 481)
Résultat opérationnel	28-29-30	103 984	100 944	109 184
Coût net du financement	31	(92 680)	(70 875)	(79 747)
Autres produits et charges financiers	31	366 032	582 199	247 571
Résultat financier	29-31	273 352	511 324	167 824
Part dans le résultat net des entreprises associées	8-28	38 970	30 024	40 180
Impôts sur les résultats	32	(87 954)	(103 649)	(55 583)
Résultat net des activités poursuivies		328 352	538 643	261 605
Résultat net des activités destinées à la vente	27	0	54 983	123 640
Résultat net consolidé		328 352	593 626	385 245
Résultat net consolidé, part du Groupe		192 568	336 431	159 500
Intérêts minoritaires		135 784	257 195	225 745
RÉSULTAT PAR ACTION ⁽¹⁾				
(en euros)	17	2007	2006	2005
Résultat net part du Groupe des activités totales				
- de base		38,2	67,6	33,4
- dilué		38,2	67,6	33,4
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies				
- de base		38,2	57,9	19,7
- dilué		38,2	57,9	19,7

(1) Hors titres d'autocontrôle.

Variation de la trésorerie consolidée

(en milliers d'euros)	2007	2006	2005
Flux de trésorerie liés à l'activité			
Résultat net part du Groupe	192 568	336 431	159 500
Part des intérêts minoritaires	135 784	257 195	225 745
Résultat net consolidé	328 352	593 626	385 245
Charges et produits sans effet sur la trésorerie :			
- élimination des amortissements et provisions	244 533	18 801	150 120
- élimination de la variation des impôts différés	(10 121)	(109)	(9 163)
- autres produits et charges sans incidence de trésorerie ou non liés à l'activité	(113 116)	(13 430)	(18 413)
- élimination des plus ou moins-values de cession	(357 591)	(592 045)	(273 250)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	12 321	25 121	4 360
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement :	(54 593)	164 531	(106 259)
- dont stocks et en-cours	(11 026)	(717)	(24 145)
- dont dettes	207 275	129 183	(154 251)
- dont créances	(250 842)	36 065	72 137
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles	49 785	196 495	132 640
Flux d'investissement			
Décaissements liés à des acquisitions :			
- immobilisations corporelles	(210 578)	(115 555)	(102 613)
- immobilisations incorporelles	(10 436)	(85 973)	(17 582)
- titres et autres immobilisations financières	(153 151)	(387 521)	(548 569)
Encaissements liés à des cessions :			
- immobilisations corporelles	5 213	19 453	34 764
- immobilisations incorporelles	1 110	491	1 089
- titres	414 730	930 311	439 675
- autres immobilisations financières	10 093	13 098	8 919
Incidence des variations de périmètre sur la trésorerie	(345 591)	(352 112)	(44 767)
Flux nets de trésorerie sur investissements	(288 610)	22 192	(229 084)
Flux de financement			
Décaissements :			
- dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(1 212)	(689)	(508)
- dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(30 266)	(36 009)	(20 813)
- remboursements des dettes financières	(434 118)	(378 624)	(597 781)
Encaissements :			
- augmentation des capitaux propres	4 140	41 679	1 452
- subventions d'investissements (augmentation des autres fonds propres)	330	0	852
- augmentation des dettes financières	458 167	214 908	805 925
Flux nets de trésorerie sur opérations de financement	(2 959)	(158 735)	189 127
Incidence des variations de cours des devises	(2 031)	(9 307)	7 144
Incidence des reclassements en activité destinée à la vente	0	332 312	(187 112)
Variation de la trésorerie	(243 815)	382 957	(87 285)
Trésorerie à l'ouverture ⁽¹⁾	390 077	7 120	94 404
Trésorerie à la clôture ⁽¹⁾	146 262	390 077	7 120

(1) Voir note 16.

Comptes consolidés

VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

L'augmentation du besoin en fonds de roulement (BFR) de 55 millions d'euros par rapport à décembre 2006 est liée à plusieurs facteurs :

- la hausse de 78 millions d'euros du BFR des holdings due essentiellement à la baisse de 51 millions d'euros des dettes fiscales (réduction de la taxation des plus-values long terme entre 2006 et 2007) ;
- en Afrique, le BFR de la division Transport et logistique augmente de 9 millions d'euros. Avec un volume financier en progression d'environ 10 %, le BFR moyen en nombre de jours n'augmente que faiblement par rapport à 2006 : le léger allongement du délai clients est compensé par une hausse des dettes fournisseurs. Sur les autres continents, le BFR de ce secteur diminue de 11 millions d'euros. Pour une activité toujours en forte croissance, il s'améliore de 3,7 jours en moyenne grâce à la réduction très sensible du délai clients par application sur le périmètre France de la loi du 5 janvier 2006 sur l'accélération des règlements (gain de 4,2 jours) ;

- le BFR de la division Distribution d'énergie diminue de 26 millions d'euros en raison du recul des ventes de 4 %, de l'impact favorable des prêts de produits et de la réduction moyenne du délai clients de 1,4 jour ;
- le BFR des activités industrielles (Films et Batteries, Papiers, Terminaux et Systèmes spécialisés) – dont les ventes sont pénalisées par l'appréciation de l'euro – augmente de 8 millions d'euros au total. En moyenne sur l'année, le BFR des trois activités se réduit sensiblement en nombre de jours grâce à une bonne maîtrise des ratios clients et stocks ;
- le BFR des divisions Médias et Télécoms au sein des sociétés Direct 8, Matin Plus, Bolloré Intermedia et CSA diminue de 3 millions d'euros.

Variation des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros)	Nombre d'actions	Capital	Primes	Titres d'auto- contrôle	Juste valeur IAS 32-39	Réserves de conversion	Réserves	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts mino- ritaires	Total
Capitaux propres au 01/01/2005	4 751 605	105 376	87 655	(47 341)	288 687	(14 834)	324 348	743 891	816 919	1 560 810
Variation des réserves de conversion						16 185		16 185	18 525	34 710
Dividendes distribués							(565)	(565)	(23 065)	(23 630)
Variation de périmètre								0	3 981	3 981
Titres de l'entreprise consolidante (variation)	21 021			1 146				1 146	781	1 927
Variation des réserves consolidées liées à l'autocontrôle							488	488	(1 007)	(519)
Élimination de la plus-value d'autocontrôle							1 402	1 402	1 350	2 752
Autres variations							(3 153)	(3 153)	3 153	0
Variation de juste valeur des instruments financiers					439 132			439 132	305 964	745 096
Résultat de l'exercice							159 500	159 500	225 745	385 245
Capitaux propres au 31/12/2005	4 772 626	105 376	87 655	(46 195)	727 819	1 351	482 020	1 358 026	1 352 346	2 710 372
Variation des réserves de conversion						(21 071)		(21 071)	(17 506)	(38 577)
Dividendes distribués							(689)	(689)	(36 578)	(37 267)
Variation de périmètre								0	(272 001)	(272 001)
Titres de l'entreprise consolidante (variation)	207 388			3 669				3 669	7 917	11 586
Variation des réserves consolidées liées à l'autocontrôle							29 997	29 997	(29 997)	0
Élimination de la plus-value d'autocontrôle							29 578	29 578	20 192	49 770
Autres variations ⁽¹⁾							(53 128)	(53 128)	53 128	0
Variation de juste valeur des instruments financiers					337 131		(50 269)	286 862	174 320	461 182
Résultat de l'exercice							336 431	336 431	257 195	593 626
Capitaux propres au 31/12/2006	4 980 014	105 376	87 655	(42 526)	1 064 950	(19 720)	773 940	1 969 675	1 509 016	3 478 691
Variation des réserves de conversion						(28 292)		(28 292)	(17 443)	(45 735)
Dividendes distribués ⁽²⁾							(1 212)	(1 212)	(30 327)	(31 539)
Titres de l'entreprise consolidante (variation) ⁽³⁾	92 553			685				685	5 682	6 367
Variation des réserves consolidées liées à l'autocontrôle							17 662	17 662	(17 662)	0
Élimination de la plus-value d'autocontrôle							15 180	15 180	8 421	23 601
Variation de juste valeur des instruments financiers ⁽⁴⁾					(308 436)		(70 319)	(378 755)	(198 810)	(577 565)
Variation de périmètre ⁽⁵⁾								0	(223 877)	(223 877)
Autres variations ⁽⁶⁾							8 684	8 684	16 763	25 447
Résultat de l'exercice							192 568	192 568	135 784	328 352
Capitaux propres au 31/12/2007	5 072 567	105 376	87 655	(41 841)	756 514	(48 012)	936 503	1 796 195	1 187 547	2 983 742

(1) Incidence de l'échange d'une action Bolloré pour 4 actions Bolloré Investissement proposé dans le cadre de l'offre publique de retrait optionnelle.

(2) Le montant total des dividendes payés par la société mère est de 1 586,0 milliers d'euros, soit de 0,24 euro par action.

(3) Cession de 92 553 actions d'autocontrôle par Bolloré.

(4) Hors variations de juste valeur des instruments financiers des sociétés mises en équivalence, incluses dans la ligne « Autres variations ».

(5) Incidence du rachat des minoritaires de Nord-Sumatra Investissements et des rachats d'actions Bolloré.

(6) Ce montant comprend principalement l'incidence des variations de pourcentage d'intérêt liées aux transferts internes de titres consolidés.

La ligne « Autres variations » intègre l'incidence des plans de stock-options, principalement chez Bolloré pour 7 981 milliers d'euros, et chez Havas pour 2 958 milliers d'euros.

Comptes consolidés

Annexe aux comptes consolidés

NOTE 1 – Principes comptables

A – FAITS MARQUANTS

Vallourec

Au cours du premier semestre 2007, le Groupe a cédé 3,5 % de titres Vallourec pour 376,6 millions d'euros, réalisant une plus-value nette de frais de cession et avant impact des dérivés ⁽¹⁾ de 345,6 millions d'euros.

Au premier semestre 2006, le Groupe avait cédé 10,2 % de titres Vallourec pour 612,6 millions d'euros, réalisant une plus-value nette de frais de cession et avant impact des dérivés ⁽¹⁾ de 540,7 millions d'euros.

(1) Voir note 31 « Résultat financier ».

B – PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

B.1 – Informations relatives à l'entreprise

Financière de l'Odet est une société anonyme de droit français soumise à l'ensemble des textes applicables aux sociétés commerciales en France, et en particulier aux dispositions du Code de commerce. Son siège social est à Odet, 29500 Ergué-Gabéric. Le siège administratif se situe 31-32, quai de Dion-Bouton, 92811 Puteaux. La Société est cotée à Paris.

En date du 19 mars 2008, le Conseil d'administration a arrêté les états financiers consolidés du Groupe Financière de l'Odet au 31 décembre 2007. Ceux-ci ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée générale des actionnaires qui se tiendra le 5 juin 2008.

B.2 – Principes généraux

Les comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice 2007 sont établis conformément au référentiel comptable IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'Union européenne au 31 décembre 2007. Ce référentiel comprend les normes comptables internationales et les interprétations émises par l'International Financial Reporting Interpretation Committee (IFRIC) et par son prédécesseur, le Standard Interpretation Committee (SIC).

Les premiers comptes publiés selon le référentiel IFRS sont ceux de l'exercice 2005.

B.3 – Normes utilisées

Normes et interprétations d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2007

• IFRS 7 « INFORMATIONS À FOURNIR SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS » ET IAS 1 « AMENDEMENT RELATIF AUX INFORMATIONS PORTANT SUR LE CAPITAL »
Le Groupe a appliqué dans ses comptes la norme IFRS 7 et l'amendement d'IAS 1 résultant de la norme IFRS 7 à compter du 1^{er} janvier 2007. Ces textes ne modifient pas les traitements comptables appliqués aux instruments financiers, et leur application n'a donc eu aucune influence sur les états financiers du Groupe. L'information à fournir par catégorie d'instruments financiers ainsi que les précisions requises sur la gestion des risques et du capital de l'entreprise figurent dans les notes relatives aux instruments financiers et au capital de la présente annexe.

• IFRIC 7 « MODALITÉS PRATIQUES DE RETRAITEMENT DES ÉTATS FINANCIERS SELON IAS 29 "INFORMATION FINANCIÈRE DANS LES ÉCONOMIES HYPERINFLATIONNISTES" »

Le Groupe a appliqué l'interprétation IFRIC 7 à compter du 1^{er} janvier 2007. L'application de cette interprétation n'a pas eu d'incidence significative sur les comptes consolidés de l'exercice 2007.

• IFRIC 10 « INFORMATION FINANCIÈRE INTERMÉDIAIRE ET DÉPRÉCIATION »
Cette interprétation, qui précise qu'on ne peut reprendre une dépréciation constatée lors d'un arrêté intermédiaire antérieur sur un goodwill ou un instrument de capitaux propres ou un actif financier enregistré au coût historique, a été appliquée par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2007, et n'a pas eu d'incidence sur les comptes consolidés au 31 décembre 2007.

Les deux interprétations suivantes, IFRIC 8 et IFRIC 9, apportent des clarifications sur la façon d'appliquer les normes IFRS 2 « Paiements

fondés sur des actions » et IAS 39 « Instruments financiers ». Le Groupe n'a pas identifié de situation en cours où ces précisions viendraient à s'appliquer.

• IFRIC 8 « CHAMP D'APPLICATION D'IFRS 2 "PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS" »

L'interprétation IFRIC 8 précise que toute transaction donnant lieu à remise d'instruments de capitaux propres ou à paiement dont le montant dépend de la valeur d'un instrument de capitaux propres de l'entité doit être comptabilisée en application de la norme IFRS 2. Elle est applicable à compter du 1^{er} janvier 2007.

• IFRIC 9 « RÉEXAMEN DES DÉRIVÉS INCORPORÉS »

Cette interprétation, en vigueur à compter de 2007, précise les conditions dans lesquelles la valorisation d'un dérivé incorporé peut être revue postérieurement à son évaluation initiale.

Normes et interprétations d'application obligatoire postérieurement au 1^{er} janvier 2007

Les états financiers du Groupe au 31 décembre 2007 n'intègrent pas les éventuels impacts des normes et interprétations publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2007 mais dont l'application n'est obligatoire qu'à compter des exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2008 et postérieurement, qu'elles soient ou non adoptées par l'Union européenne à la date de publication des comptes 2007.

• RÉVISION D'IFRS 3 « REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES »

Cette norme révisée entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2009. Elle revoit les modalités de comptabilisation des regroupements d'entreprises et des variations d'intérêt dans les filiales après obtention du contrôle.

• IFRS 8 « SEGMENTS OPÉRATIONNELS »

Cette norme, d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2009, prévoit de présenter l'information sectorielle sur la base de la présentation utilisée en interne par le management.

• AMENDEMENT DE LA NORME IAS 23 « COÛTS D'EMPRUNTS »

Cet amendement sera applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009. Il prévoit la suppression de l'option de comptabilisation en charges des coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition, ou la construction d'un actif qualifié, c'est-à-dire nécessitant une longue période de préparation avant d'être utilisé ou vendu. Ces coûts devront être comptabilisés comme une composante du coût de l'actif.

• AMENDEMENT DE LA NORME IAS 1 « PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS »
Cet amendement, applicable au 1^{er} janvier 2009, vise à uniformiser les informations fournies dans les états financiers des entités, et introduit la notion de « résultat global ».

• INTERPRÉTATION IFRIC 12 « CONTRATS DE CONCESSION »

L'IFRIC a publié le 30 novembre 2006 l'interprétation IFRIC 12 « Contrats de concession », qui fait suite aux projets D12, D13 et D14, qui précisaient le champ d'application et le modèle comptable à retenir pour les contrats de concession. Cette interprétation est applicable à compter du 1^{er} janvier 2008.

L'interprétation IFRIC 12 est appliquée aux contrats de concession ayant simultanément les caractéristiques suivantes :

- la prestation liée au contrat revêt la nature de service public ;
- le concédant contrôle ou régule les services fournis, et fixe notamment le tarif de la prestation ;
- les infrastructures reviennent au concédant à l'issue du contrat.

En contrepartie de ses prestations de service, le concessionnaire comptabilise un actif dont la nature dépend de la façon dont sont rémunérées les prestations effectuées.

Si le risque de sous-utilisation de l'actif est à la charge du Groupe, un actif incorporel est comptabilisé.

Dans le cas contraire, si la rémunération est garantie par le concédant, la contrepartie du chiffre d'affaires lié au contrat est un actif financier de la catégorie des prêts et des créances.

Le Groupe considère que les concessions qu'il opère ne relèvent pas de l'interprétation IFRIC 12, car, pour toutes ces concessions, les tarifs sont fixés par le concessionnaire, et non par le concédant.

Une description des contrats de concession en cours figure en note 7. Le traitement comptable retenu actuellement par le Groupe est décrit dans la note B.6 « Règles et méthodes d'évaluation ».

• IFRIC 11 « ACTIONS PROPRES ET TRANSACTIONS INTRAGROUPE » précise en particulier le traitement comptable à appliquer lorsque les salariés d'un sous-groupe se voient attribuer des actions de la société mère. Cette interprétation est applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} mars 2007.

• IFRIC 13 « PROGRAMMES DE FIDÉLISATION CLIENTS » traite de la comptabilisation des avantages offerts par une entité à ses clients lors de la vente d'un bien ou d'un service offrant le droit à ce client d'obtenir des biens ou des services gratuitement ou à prix réduit. Cette interprétation sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2008.

• IFRIC 14 « ACTIFS DE RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES ET OBLIGATION DE FINANCEMENT MINIMUM » traite de la comptabilisation des actifs de couverture des régimes de retraite. Cette interprétation est applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2008.

Le Groupe a commencé l'examen de ces nouveaux textes et estime, à ce stade, que leur adoption ne devrait pas avoir d'impact significatif sur ses comptes consolidés.

• IFRIC 3 « DROIT D'ÉMISSION DES GAZ À EFFET DE SERRE »

Compte tenu du retrait par l'IASB de son interprétation IFRIC « Droits d'émission » et des incertitudes de comptabilisation qui en résultent, le Groupe n'a comptabilisé aucune incidence des quotas d'émission de CO₂.

B.4 - Modalités de première application des IFRS

En tant que premier adoptant des IFRS, le Groupe a retenu les options de première application suivantes, prévues par IFRS 1 :

- les regroupements d'entreprises antérieurs à la date de transition aux IFRS n'ont pas été retraités ;
- le montant cumulé des différences de conversion à la date de transition aux IFRS a été considéré comme nul ;
- le montant cumulé des écarts actuariels à la date de transition aux IFRS, sur les avantages au personnel, a été imputé sur les capitaux propres ;
- les immobilisations corporelles ont fait l'objet de réévaluations ;
- seuls les plans de stock-options émis après le 7 novembre 2002 et dont les droits permettant l'exercice des options restaient à acquérir au 1^{er} janvier 2005 sont comptabilisés selon la norme IFRS 2.

B.5 - Méthodes de consolidation

1. Périmètre de consolidation

Les sociétés dont le Groupe détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec d'autres actionnaires, quel que soit le pourcentage de détention, sont consolidées suivant la méthode de l'intégration proportionnelle.

Les comptes consolidés regroupent les états financiers des sociétés dont le chiffre d'affaires, la situation nette ou le total du bilan sont supérieurs à 2 millions d'euros.

2. Opérations intragroupes

OPÉRATIONS N'AFFECTANT PAS LE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Les créances et les dettes réciproques ainsi que les produits et les charges réciproques sont éliminés :

- dans leur totalité entre les sociétés consolidées par intégration globale ;
- dans la limite du pourcentage d'intégration le plus faible de l'entreprise contrôlée conjointement en cas de transactions effectuées :
 - entre une société intégrée globalement et une société intégrée proportionnellement,
 - entre deux entreprises intégrées proportionnellement.

OPÉRATIONS AFFECTANT LE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

L'élimination des profits et des pertes ainsi que des plus-values et des moins-values est pratiquée :

- à 100 % pour les sociétés consolidées par intégration globale ;

- dans la limite du pourcentage d'intégration le plus faible dans les cas suivants en cas de transactions effectuées :

- entre une société intégrée globalement et une société intégrée proportionnellement,
- entre deux entreprises intégrées proportionnellement,
- entre une société mise en équivalence et une société intégrée soit globalement soit proportionnellement.

3. Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Dans la plupart des cas, la monnaie de fonctionnement des sociétés et des établissements étrangers correspond à la monnaie locale.

Les états financiers des sociétés étrangères dont la monnaie de fonctionnement est différente de la monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe sont convertis selon la méthode dite « du cours de clôture ». Leurs éléments de bilan sont convertis au cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice, et les éléments du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de conversion en résultant sont enregistrés en écarts de conversion dans les réserves consolidées. Les *goodwill* relatifs aux sociétés étrangères sont considérés comme faisant partie des actifs et des passifs acquis et, à ce titre, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture.

4. Opérations en monnaie étrangère

Les opérations en monnaie étrangère sont converties en euros au cours de change en vigueur à la date d'opération. À la clôture de l'exercice, les actifs financiers et les passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis en euros au cours de change de clôture de l'exercice. Les pertes et les gains de change en découlant sont reconnus dans la rubrique « Résultat de change » et présentés en « Autres produits et charges financiers » au compte de résultat.

Les pertes et les gains de change sur les emprunts libellés en monnaie étrangère ou sur les produits dérivés de change, utilisés à des fins de couverture des participations dans les filiales étrangères, sont enregistrés dans la rubrique « Écarts de conversion » dans les capitaux propres.

Le résultat de change issu de la conversion des éléments contributifs du besoin en fonds de roulement est imputé en résultat opérationnel.

5. Regroupements d'entreprises

Pour les regroupements d'entreprises intervenus à compter du 1^{er} janvier 2004, le Groupe utilise la méthode de l'acquisition pour la comptabilisation des regroupements d'entreprises conformément à la norme IFRS 3 « Regroupement d'entreprises ».

À la date d'acquisition, les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entité acquise sont évalués individuellement à leur juste valeur quelle que soit leur destination. Les analyses et les expertises nécessaires à l'évaluation initiale de ces éléments doivent être finalisées dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition. Une évaluation provisoire est fournie lors des clôtures de comptes intervenant dans ce délai.

La différence constatée entre le coût d'acquisition des titres des sociétés consolidées et la quote-part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur des actifs, des passifs et des passifs éventuels identifiables à la date d'acquisition constitue le *goodwill*.

Les actifs incorporels sont comptabilisés séparément de l'écart d'acquisition s'ils sont identifiables, c'est-à-dire s'ils résultent d'un droit légal ou contractuel, ou s'ils sont séparables des activités de l'entité acquise et qu'ils sont porteurs d'avantages économiques futurs.

Le coût d'acquisition correspond à la juste valeur, à la date de l'échange des actifs remis, des passifs encourus et/ou des instruments de capitaux propres émis en échange du contrôle de l'entité acquise et de tout autre coût directement attribuable à l'acquisition. Lorsque l'accord de regroupement d'entreprises prévoit un ajustement du prix d'achat dépendant d'événements futurs, le Groupe inclut le montant de cet ajustement dans l'évaluation à la date d'acquisition si cet ajustement est probable et peut être mesuré de manière fiable.

6. Comptabilisation des variations de pourcentage d'intérêt de participations consolidées sans changement de méthode de consolidation

• ACQUISITION D'INTÉRÊTS COMPLÉMENTAIRES DANS UNE ENTITÉ CONSOLIDÉE
En l'absence de dispositions spécifiques dans le référentiel IFRS, le Groupe applique la méthode retenue selon le référentiel français, et constate en

Comptes consolidés

goodwill la différence entre le prix d'acquisition des intérêts minoritaires et la quote-part de situation nette acquise.

• DIMINUTION DU POURCENTAGE D'INTÉRÊT DANS UNE FILIALE CONSOLIDÉE SANS MODIFICATION DE LA MÉTHODE DE CONSOLIDATION

En l'absence de dispositions spécifiques dans le référentiel IFRS, le Groupe continue d'appliquer la méthode retenue selon le référentiel français, et comptabilise en résultat l'écart entre le prix de cession des titres et la quote-part de situation nette cédée.

7. Transfert interne de titres consolidés avec variation du pourcentage d'intérêt

En l'absence de dispositions spécifiques, le Groupe a appliqué le traitement comptable suivant :

- les titres sont remis en valeur historique et les résultats internes sont éliminés. L'effet de la variation des intérêts détenus est reflété directement dans les capitaux propres part du Groupe en contrepartie des intérêts minoritaires, sans impact sur le total des capitaux propres.

B.6 – Règles et méthodes d'évaluation

1. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers selon les normes IFRS nécessite de procéder à des estimations et de formuler des hypothèses qui concernent l'évaluation de certains montants qui figurent dans les comptes, notamment pour les chapitres suivants :

- les durées d'amortissement des immobilisations ;
- l'évaluation des provisions et des engagements de retraites ;
- les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur ;
- la valorisation des instruments financiers à la juste valeur ;
- la valorisation des paiements en actions (IFRS 2) ;
- l'estimation de produits à recevoir ou de charges à payer ;
- l'évaluation des actifs biologiques (IAS 41).

Le Groupe revoit régulièrement ses appréciations en fonction, notamment, de données historiques ou du contexte économique dans lequel il évolue. Par voie de conséquence, les montants qui figureront dans les futurs états financiers du Groupe pourraient en être affectés.

2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe est constitué principalement par les prestations de services du secteur du Transport et de la logistique et par la vente de biens et de services des secteurs industriels (Films plastiques et Papiers minces, Terminaux et Systèmes spécialisés) et de Distribution d'énergie.

Les produits sont constatés en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acquéreur les risques et les avantages inhérents à la propriété des biens ou à la prestation de services.

3. Contrats de location

Les contrats de location pour lesquels le Groupe intervient en tant que preneur sont classés en contrats de location-financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent en substance la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété au preneur. Tous les autres contrats sont classés en location simple.

En application de l'interprétation IFRIC 4 « Conditions permettant de déterminer si un contrat comporte une location », le Groupe revoit les contrats de fournitures de prestations de biens et de services afin de déterminer si ces contrats octroient également à l'acheteur un droit d'usage de certains actifs. Les équipements ainsi identifiés sont comptabilisés comme décrits dans ce paragraphe en application de la norme IAS 17 « Contrats de location ». Les paiements relatifs à ces actifs sont isolés du total des paiements relatifs au contrat.

Les revenus locatifs provenant des contrats de location simple sont comptabilisés en produits de façon linéaire sur toute la durée du contrat de location.

Les actifs détenus en vertu d'un contrat de location-financement sont comptabilisés en tant qu'actifs au plus faible de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location et de leur juste valeur à la date d'acquisition. Le passif correspondant dû au bailleur est enregistré au bilan en tant qu'obligation issue des contrats de location-financement. Les frais financiers, qui représentent la différence entre les engagements totaux du contrat et la juste valeur du bien acquis, sont répartis sur les

différentes périodes couvertes par le contrat de location, de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque exercice.

Les charges de loyer, en vertu d'un contrat de location simple, sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat de façon linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

4. Contrats de concession

Le Groupe a analysé les caractéristiques de tous les contrats de concession qui lui sont octroyés afin de déterminer de quelle norme relève le traitement comptable à appliquer. Ces analyses ne révèlent aucune concession relevant de l'interprétation IFRIC 12 « Contrats de concession ».

Les contrats de concession en cours dans les exercices présentés ne comprennent pas de contrats de construction. Il s'agit principalement de contrats d'exploitation établissant que le Groupe assume le rôle d'exploitant, et fixe librement les tarifs de ses prestations.

Dans le cas où un droit d'usage est exigé à l'initiation du contrat, une immobilisation incorporelle est comptabilisée et amortie linéairement sur la durée du contrat.

Le Groupe applique l'IFRIC 4 « Déterminer si un contrat comporte une location » (voir plus haut) afin d'identifier les actifs qui répondraient aux critères de comptabilisation de la norme IAS 17 « Contrats de location ». Si cette règle ne s'applique pas, le Groupe comptabilise les actifs concernés selon la norme IAS 16 « Actifs corporels » et applique l'approche par composants. Les biens renouvelables sont amortis sur leur durée d'utilisation.

Dans le cas où le Groupe est contractuellement tenu de réaliser des travaux de remise en état des infrastructures qui ne sont pas comptabilisées à l'actif, le Groupe comptabilise des provisions conformément à la norme IAS 37 « Provisions, actifs et passifs éventuels ».

En l'absence de location-financement identifiée, les revenus de l'exploitation sont comptabilisés en chiffre d'affaires, et les redevances versées au concédant en charges d'exploitation sur l'exercice au cours duquel elles sont assumées.

5. Coût net du financement

Le coût comprend les charges d'intérêt sur la dette, les intérêts perçus sur les placements de trésorerie et les variations de valeur des dérivés affectés à la gestion du risque de taux.

6. Autres produits et charges financiers

Les autres produits et charges financiers comprennent principalement le résultat des cessions de titres, le résultat de change, les effets d'actualisation, les dividendes reçus des sociétés non consolidées et les variations de valeur des produits dérivés non affectés à la gestion du risque de taux.

7. Impôts sur les résultats

Le Groupe calcule les impôts sur les résultats conformément aux législations fiscales en vigueur.

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales donnent lieu à la constatation d'un impôt différé selon la méthode du report variable en utilisant les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Des impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles, sauf si l'impôt différé est généré par un *goodwill* dont l'amortissement n'est pas déductible ou par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable à la date de transaction.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables liées à des participations dans les filiales, entreprises associées, coentreprises et investissements dans les succursales sauf si la date à laquelle s'inversera la différence temporelle peut être contrôlée et s'il est probable qu'elle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible. Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et ces crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Conformément à la norme IAS 12, les actifs et les passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Le Groupe reconnaît de manière systématique un impôt différé sur le retraitement des actifs et des passifs liés aux contrats de location-financement.

8. Goodwill

Le goodwill correspond à l'écart constaté à la date d'entrée d'une société dans le périmètre de consolidation entre, d'une part, le coût d'acquisition des titres de celle-ci et, d'autre part, la part du Groupe dans la juste valeur, aux dates d'acquisition, des actifs et des passifs majorés le cas échéant de certains passifs éventuels relatifs à la société.

Les goodwill relatifs à des sociétés mises en équivalence sont inclus dans la rubrique « Titres mis en équivalence ».

Les goodwill relatifs aux sociétés contrôlées sont enregistrés à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique « Goodwill ». Les goodwill ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de valeur au minimum une fois par an et à chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur. Lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable de l'actif et sa valeur recouvrable est comptabilisé dans l'exercice en charges opérationnelles. Il est non réversible.

Les écarts d'acquisition négatifs (*badwill*) sont comptabilisés directement en résultat l'année de l'acquisition.

Un goodwill est également constaté lorsque le montant d'un engagement d'achat d'intérêts minoritaires excède la part des réserves des minoritaires représentative de ces intérêts.

9. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement des droits d'exploitation, des logiciels informatiques et des licences WiMax. Les immobilisations incorporelles acquises figurent au bilan pour leur coût d'acquisition. Elles sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité à compter de leur date de mise en service.

Conformément à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les dépenses de recherche et développement sont enregistrées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues, à l'exception des frais de développement, inscrits en immobilisations incorporelles lorsque les conditions d'activation répondant strictement aux critères suivants sont réunies :

- le projet est clairement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable ;
- la faisabilité technique du projet est démontrée ;
- l'existence d'une intention de terminer le projet et d'utiliser ou de vendre les produits issus de ce projet ;
- l'existence d'un marché potentiel pour la production issue de ce projet ou son utilité en interne est démontrée ;
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles.

Ces frais de développement sont amortis sur la durée de vie estimée des projets concernés. Dans le cas spécifique des logiciels, la durée de vie est déterminée comme suit :

- si le logiciel est utilisé en interne, sur la durée probable d'utilisation ;
- si le logiciel est à usage externe, selon les perspectives de vente, de location ou de toute autre forme de commercialisation.

Aucun projet de développement ne satisfait ces conditions au 31 décembre 2007.

L'amortissement des frais de développement capitalisés commence lors de la mise à disposition du produit concerné.

Les frais de développement de logiciels capitalisés sont ceux qui sont encourus pendant les phases de programmation, de codification et de tests. Les dépenses encourues préalablement (phases de planification de la conception, de définition du produit et de définition de l'architecture du produit) sont comptabilisées en charges.

10. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition ou de production, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles comptabilisations de perte de valeur.

Les amortissements pratiqués sont déterminés généralement selon le mode linéaire sur la durée d'utilisation du bien ; le mode d'amortissement accéléré peut néanmoins être utilisé lorsqu'il apparaît plus pertinent au regard des conditions d'utilisation des matériels concernés. Pour certaines

immobilisations complexes constituées de différents composants, notamment les constructions, chaque composante de l'immobilisation est amortie sur sa durée d'utilisation propre.

Les principales durées d'utilisation des différentes catégories d'immobilisations corporelles sont les suivantes :

Constructions, installations spécifiques	8 à 25 ans
Autres immobilisations corporelles	3 à 15 ans

La date de départ des amortissements est la date de mise en service du bien.

Conformément aux dispositions de IFRS 5 « Actifs destinés à la vente et activités abandonnées », les actifs de la division Activités maritimes, cédée début 2006, ont été reclassés dans les rubriques spécifiques du bilan et du compte de résultat consolidés des exercices 2005 et 2006.

11. Dépréciations d'actifs non financiers

Les actifs immobilisés incorporels et corporels font l'objet de tests de perte de valeur dans certaines circonstances. Pour les immobilisations dont la durée de vie est indéfinie (cas des goodwill), un test est réalisé au minimum une fois par an, et à chaque fois qu'un indice de perte de valeur apparaît. Pour les autres immobilisations, un test est réalisé seulement lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît.

Les actifs soumis aux tests de perte de valeur sont regroupés au sein d'unités génératrices de trésorerie (UGT) correspondant à des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation génère des flux de trésorerie identifiables. Lorsque la valeur recouvrable d'une UGT est inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée en résultat opérationnel. La valeur recouvrable de l'UGT est la valeur la plus élevée entre la valeur de marché diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie susceptibles de découler de l'utilisation d'un actif ou d'une UGT. Le taux d'actualisation est déterminé pour chaque unité génératrice de trésorerie, en fonction de sa zone géographique et du profil de risque de son activité.

La note 4 résume les hypothèses retenues pour les principaux secteurs du Groupe.

12. Titres des sociétés mises en équivalence

Les participations dans les sociétés associées sont comptabilisées selon IAS 28 à compter de l'acquisition de l'influence notable. Toute différence entre le coût de la participation et la quote-part acquise dans la juste valeur des actifs, des passifs et des passifs éventuels de la société associée est comptabilisée selon IFRS 3. Le goodwill ainsi déterminé est inclus dans la valeur comptable de la participation.

L'application de la norme IAS 28 nécessite le suivi, à chaque clôture, des actifs, des passifs et des passifs éventuels identifiés. Il se traduit par la prise en compte, dans la quote-part de résultat revenant au Groupe Bolloré, d'un amortissement des actifs amortissables identifiés sur la base de leur juste valeur à la date d'acquisition et d'un ajustement au titre des éventuelles pertes de valeur comptabilisées par l'entreprise associée.

S'il existe un indice de perte de valeur, la valeur recouvrable des participations consolidées par mise en équivalence est testée selon les modalités décrites dans la note relative aux pertes de valeur d'actifs immobilisés non financiers (voir supra).

13. Actifs financiers non courants

Les actifs financiers non courants comprennent les actifs disponibles à la vente, des instruments financiers comptabilisés en juste valeur par le résultat et la part à plus d'un an des prêts, des créances, des dépôts et des obligations.

Lors de leur comptabilisation initiale, ces actifs sont comptabilisés à leur juste valeur, c'est-à-dire généralement à leur coût d'acquisition majoré des coûts de transaction.

Les actifs disponibles à la vente comprennent essentiellement des titres de participation de sociétés non consolidées.

Aux dates de clôture, les actifs disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur. Pour les actions de sociétés cotées, cette juste valeur est déterminée sur la base du cours moyen de Bourse du dernier mois de l'exercice.

Comptes consolidés

La juste valeur des titres non cotés est déterminée sur la base de l'actif net réévalué et, le cas échéant, par transparence de la valeur d'actifs sous-jacents.

Les variations de juste valeur sont comptabilisées directement en capitaux propres. Elles sont transférées en résultat au moment de la cession des titres de participation considérés.

Lorsqu'un test de perte de valeur conduit à reconnaître une moins-value latente par rapport au coût d'acquisition historique et que celle-ci est assimilée à une perte de valeur significative et/ou durable, cette perte de valeur est comptabilisée en résultat de manière irréversible.

Si la juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable, les titres sont comptabilisés à leur coût d'achat. En cas d'indication objective de dépréciation durable, une perte de valeur irréversible est constatée en résultat.

Les actifs à la juste valeur par le compte de résultat comprennent les actifs de transaction à long terme, principalement des instruments financiers dérivés. Les variations de juste valeur de ces actifs sont comptabilisées en résultat financier à chaque clôture.

La catégorie « Prêts, créances, dépôts et obligations » comprend principalement des créances rattachées à des participations, des avances en compte courant consenties à des entités associées ou non consolidées, des dépôts de garantie, les autres prêts et créances et les obligations. Lors de leur comptabilisation initiale, ces actifs financiers sont comptabilisés à leur juste valeur majorée des coûts de transaction directement attribuables. À chaque date de clôture, ces actifs sont évalués au coût amorti en appliquant la méthode dite « du taux d'intérêt effectif ».

Ils font l'objet d'une comptabilisation de perte de valeur s'il existe une indication objective de perte de valeur. La perte de valeur correspondant à la différence entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable (actualisation des flux de trésorerie attendus au taux d'intérêt effectif d'origine) est comptabilisée en résultat. Elle est réversible si la valeur recouvrable est amenée à évoluer favorablement dans le futur.

14. Stocks et en-cours

Les stocks sont inscrits au plus bas de leur coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût comprend les coûts directs de matières et, le cas échéant, les coûts directs de main-d'œuvre ainsi que les frais directement attribuables. Le coût est calculé en utilisant la méthode du coût moyen pondéré.

La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal des activités diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente (frais commerciaux essentiellement).

15. Clients et autres débiteurs

Les créances clients et autres sont des actifs financiers courants évalués initialement à la juste valeur, qui correspond en général à leur valeur nominale, sauf si l'effet d'actualisation est significatif.

À chaque arrêté, les créances sont évaluées au coût amorti, déduction faite des pertes de valeur tenant compte des risques éventuels de non-recouvrement.

Les créances clients sont provisionnées sur une base individuelle, en tenant compte de l'âge de la créance et des informations externes permettant d'évaluer la santé financière du créancier.

16. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La rubrique « Trésorerie et équivalents de trésorerie » se compose des fonds de caisse, des soldes bancaires ainsi que des placements à court terme dans des instruments du marché monétaire. Ces placements, d'échéance inférieure à trois mois, sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Ce poste inclut les disponibilités sans risque de non-transférabilité ainsi que les valeurs mobilières de placement réalisables à moins de trois mois. Les soldes créditeurs de banques sont constatés dans les passifs financiers courants.

Les conventions de trésorerie figurant au bilan consolidé sont établies entre sociétés ayant des liens de filiation et dont l'une des contreparties n'est pas consolidée au sein du périmètre de consolidation du Groupe, mais dans un ensemble plus grand. Les intérêts financiers communs de

ces sociétés les ont conduites à étudier des modalités leur permettant d'améliorer les conditions dans lesquelles elles doivent assurer leurs besoins de trésorerie ou utiliser leurs excédents de manière à optimiser leur trésorerie. Ces opérations courantes de trésorerie, réalisées à des conditions de marché, sont par nature des crédits de substitution.

17. Titres d'autocontrôle

Les titres de la société consolidante détenus par le Groupe sont comptabilisés en déduction des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les éventuels profits ou pertes liés à l'achat, à la vente, à l'émission ou à l'annulation de ces titres sont comptabilisés directement en capitaux propres sans affecter le résultat.

18. Provisions

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant ne peut être fixé de manière précise.

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation présente, résultant d'un fait générateur passé, qui entraînera probablement une sortie de ressources pouvant être raisonnablement estimée. Le montant comptabilisé doit être la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation présente à la date de clôture. Elle est actualisée lorsque l'effet est significatif et que l'échéance est supérieure à un an.

Les provisions pour restructuration sont comptabilisées lorsque le Groupe dispose d'un plan formalisé et détaillé, et que celui-ci a été notifié aux parties intéressées.

Les provisions pour obligations contractuelles correspondent principalement à la remise en état des ouvrages exploités dans le cadre des contrats de concessions. Elles sont calculées à la fin de chaque exercice en fonction d'un plan pluriannuel de travaux révisé annuellement pour tenir compte des programmes de dépenses.

19. Paiements en actions

Les modalités d'évaluation et de comptabilisation des plans de souscription ou d'achat d'actions sont définies par la norme IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions ». L'attribution de stock-options et les offres de souscription au plan d'épargne Groupe représentent un avantage consenti à leurs bénéficiaires et constituent à ce titre un complément de rémunération. Les avantages ainsi accordés sont comptabilisés en charges linéairement sur la période d'acquisition des droits en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres pour les plans remboursables en actions, et en dette vis-à-vis du personnel pour les plans remboursables en numéraire.

Ils sont évalués lors de leur attribution sur la base de la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués.

Seuls les plans émis après le 7 novembre 2002 sont comptabilisés selon la norme IFRS 2.

20. Engagements envers le personnel

• AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

Conformément à la norme IAS 19 « Avantages au personnel », les engagements résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont évalués par des actuaires indépendants suivant la méthode des unités de crédit projetées. Des évaluations ont lieu chaque année pour les différents régimes. Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon les conditions économiques prévalant dans le pays dans lequel le régime est situé.

Ces régimes sont soit financés, leurs actifs étant alors gérés séparément et indépendamment de ceux du Groupe, soit non financés, leur engagement faisant l'objet d'un passif au bilan.

Pour les régimes à prestations définies financés, l'insuffisance ou l'excédent de la juste valeur des actifs par rapport à la valeur actualisée des obligations est comptabilisé comme passif ou actif au bilan, après déduction des écarts actuariels cumulés ainsi que du coût des services passés non encore comptabilisés. Cependant, un excédent d'actifs n'est comptabilisé au bilan que dans la mesure où il représente des avantages économiques futurs qui sont effectivement disponibles pour le Groupe, par exemple sous la forme de remboursements du régime ou de diminutions des cotisations futures au régime. Si un tel excédent d'actifs n'est pas disponible ou ne représente pas d'avantages économiques futurs, il n'est pas comptabilisé.

Un coût des services passés est constaté lorsque l'entreprise adopte un régime à prestations définies ou change le niveau des prestations d'un régime existant. Lorsque les nouveaux droits à prestation sont acquis aux ayants droit dès l'adoption du régime à prestations définies ou de sa modification, le coût des services passés est immédiatement comptabilisé en charges (ou en profit, selon le sens).

Si ces droits ne sont pas acquis aux ayants droit au moment de l'adoption du régime à prestations définies ou de sa modification, les coûts des services passés sont comptabilisés en charges, selon un mode linéaire, sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis aux ayants droit.

Les écarts actuariels résultent principalement des modifications d'hypothèses et de la différence entre les résultats selon les hypothèses actuarielles et les résultats effectifs des régimes à prestations définies. Seule la part de gains et de pertes actuarielles excédant 10 % du plus élevé de la valeur actualisée de l'obligation ou de la juste valeur des actifs du régime à l'ouverture de l'exercice est comptabilisée en résultat sur la durée de vie active moyenne résiduelle attendue des membres du personnel du régime concerné (méthode du « corridor »).

La charge actuarielle comptabilisée au compte de résultat pour les régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus au cours de l'exercice, le coût financier, le rendement attendu des actifs, le coût des services passés, les écarts actuariels ainsi que les effets de toute réduction ou liquidation de régime.

Certains avantages sont également fournis dans le cadre de régimes à cotisations définies. Les cotisations relatives à ces régimes sont inscrites en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les montants des paiements futurs des avantages du personnel sont basés sur des hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, de taux de mortalité, de taux d'inflation, puis actualisés en utilisant un taux moyen de 4,45 % au 31 décembre 2007 (3,85 % au 31 décembre 2006). Le montant net de la période qui correspond à la somme du coût des services rendus, de l'effet de l'actualisation sous déduction de la rentabilité attendue des actifs du régime est comptabilisé en frais de personnel.

• AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL

Les autres avantages du personnel sont provisionnés au bilan. Ils comprennent les engagements relatifs aux médailles du travail ainsi que la couverture des frais médicaux dans certaines filiales.

Cette provision est évaluée selon la méthode des unités de crédits projetées.

21. Emprunts et dettes financières

Les passifs financiers comprennent principalement les emprunts, les dettes financières et les concours bancaires courants. La part à moins d'un an des passifs financiers est comptabilisée en passifs financiers courants. Les dettes financières sont comptabilisées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, à l'exception des passifs financiers de transaction qui sont maintenus en juste valeur avec une contrepartie au compte de résultat.

Les créances cédées à des tiers, par le biais de contrats de mobilisations de créances commerciales, sont maintenues dans le poste clients lorsque l'essentiel des risques et des avantages qui leur sont associés est conservé par le Groupe.

22. Engagement d'achat d'intérêts minoritaires

Le Groupe comptabilise les engagements d'achat d'intérêts minoritaires en dettes d'acquisition d'immobilisations financières, avec pour contrepartie un goodwill si le montant de l'engagement excède la valeur des intérêts minoritaires à acquérir.

La juste valeur des engagements est revue à chaque clôture, et le montant de la dette est ajusté en conséquence.

La dette est actualisée pour tenir compte des effets du temps jusqu'à la date prévue de réalisation de l'engagement.

23. Information sectorielle

L'information sectorielle est présentée par pôle de métiers en premier niveau d'analyse et par zone géographique en second niveau compte tenu de l'organisation du Groupe, et ce conformément aux dispositions de IAS 14.

Les activités principales par secteur d'activité sont les suivantes :

- Films plastiques, batteries et supercapacités : conception, fabrication et ventes de films plastiques diélectriques et d'emballage, recherche et développement dans le stockage d'énergie ;
- Papiers minces : conception, fabrication et ventes de papiers minces,
- Transport et logistique : organisation en réseau du transport et de la logistique ;
- Distribution d'énergie : distribution et stockage de produits pétroliers en Europe ;
- Terminaux et Systèmes spécialisés : conception, fabrication et ventes de terminaux spécialisés, bornes, contrôles d'accès et identification automatique ;
- Médias et télécoms : production et diffusion dans le domaine audiovisuel (télévision, presse écrite, cinéma...), technologies de l'information et de la communication, investissements dans le secteur publicitaire, licences de boucles locales radio WiMax (Internet haut débit sans fil) ;
- autres activités : portefeuille de participations, plantations.

La division Activités maritimes, cédée début 2006, figure en activité abandonnée dans les comptes de résultat 2005 et 2006 en IFRS. Ses principaux indicateurs chiffrés figurent en annexe (note 27).

L'information sectorielle par zone géographique suit le découpage suivant :

- France, y compris Dom-Tom ;
- Europe, hors France ;
- Afrique ;
- Asie-Pacifique ;
- Amériques.

Les opérations entre les différents secteurs sont réalisées à des conditions de marché.

Les indicateurs sectoriels prévus par la norme sont présentés en note 28. Ils ont été établis en utilisant les règles appliquées aux états financiers.

NOTE 2 – Principales variations de périmètre

EXERCICE 2007

Entrée de JE-Bernard Group

Au premier trimestre 2007, le Groupe a acquis JE-Bernard, l'un des premiers groupes de commission de transport en Grande-Bretagne (140 millions d'euros de chiffre d'affaires, 350 personnes, 7 implantations). JE-Bernard est intégré globalement depuis le premier semestre 2007.

Entrée de Matin Plus

Le Groupe a lancé, en partenariat avec *Le Monde*, respectivement à hauteur de 70 % et 30 % du capital, un quotidien gratuit, Direct Matin Plus, à partir de février 2007. La société Matin Plus est consolidée par intégration globale dans le Groupe Financière de l'Odé.

Entrée de Bathium Canada Inc.

Acquisition au premier semestre 2007 des actifs de la société Avestor au Canada (société Bathium) dans le secteur d'activité des batteries et supercapacités.

La société est consolidée par intégration globale depuis le premier semestre 2007.

Entrée de Pro-Service

Le Groupe a acquis, au second semestre 2007, la société Pro-Service, société de logistique américaine spécialisée dans le domaine de l'aéronautique et de l'espace.

Entrée de SAGEPS

Le Groupe a obtenu le contrat de concession du terminal conteneur de Libreville au Gabon.

Havas

Renforcement dans Havas pour 123 millions d'euros, avec notamment l'acquisition par la société Bolloré de 3,95 % détenus par Sebastian Holdings Inc.

Comptes consolidés

Nord-Sumatra Investissements

Lancement, sur le second semestre 2007, d'une offre publique d'achat d'actions Nord-Sumatra Investissements. Au 31 décembre 2007, rachat effectif de près de 24 % du capital de l'entité.

EXERCICE 2006

Activités maritimes

La cession des activités maritimes au Groupe CMA-CGM, réalisée début janvier 2006, a généré une plus-value consolidée de 55 millions d'euros après 106 millions d'euros d'amortissement du goodwill. Entre prix de vente encaissé et dette transférée, l'impact sur le désendettement du Groupe a été de 332 millions d'euros.

Direct Soir

La société Direct Soir, qui publie un quotidien gratuit (Direct Soir) diffusé à 500 000 exemplaires depuis juin 2006, est intégrée globalement en 2006.

Bolloré Intermédia

Bolloré Intermédia est la régie publicitaire mise en place par le Groupe Bolloré. Cette société est intégrée globalement sur 2006.

Bolloré Telecom

Début juillet 2006, Bolloré Telecom, filiale à 89,48 % de Bolloré, a obtenu de l'Arcep 12 licences (Aquitaine, Auvergne, Bretagne, Corse, Franche-Comté, Île-de-France, Languedoc-Roussillon, Limousin, Midi-Pyrénées, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Picardie et Rhône-Alpes) de boucle locale radio WiMax (Internet haut débit sans fil) moyennant un paiement de 78 millions d'euros.

CSA

Le 11 septembre 2006, Bolloré a acquis 40 % des actions de la société CSA TMO Holding et a conclu avec ses actionnaires de CSA TMO Holding des promesses réciproques de vente et d'achat portant sur les 60 % d'actions restantes.

Cette entité ainsi que cinq de ses filiales sont consolidées en intégration globale au 31 décembre 2006.

TICT (Tincan Island Container Terminal Ltd)

Le Groupe a créé avec des partenaires externes la société TICT, concessionnaire de la gestion et de l'exploitation du terminal de Tincan à Lagos, au Nigeria, à compter du 1^{er} juin 2006, pour quinze ans.

Cette société est consolidée en intégration proportionnelle.

Financière de Port-la-Forêt

Compte tenu des investissements financiers effectués en 2006, la société Financière de Port-la-Forêt a été intégrée globalement sur l'exercice.

Déconsolidation de SNO, SNC, OtaI

Les entités Société Navale Caennaise, Société Navale de l'Ouest et OtaI, n'ayant plus d'activité, ont été déconsolidées sur l'exercice.

EXERCICE 2005

Havas

Renforcement dans Havas à hauteur pour 123 millions d'euros avec notamment l'acquisition par Bolloré de 3,95 % détenus par Sebastian Holdings Inc.

Comazar

Bolloré Investissement a cédé à la fin du premier semestre 2005 le contrôle de la société Comazar, holding de Madarail qui exploite une concession ferroviaire à Madagascar. Cette cession a ramené de 64 % à 17 % le pourcentage de contrôle du Groupe dans Comazar, qui a donc été déconsolidée à la date de cession.

Air Link India

La société SDV Logistique Internationale a acquis début 2005 la majorité du capital du groupe Air Link India, spécialiste de la logistique entre l'Inde et les États-Unis. Ce groupe est consolidé par intégration globale à compter du 1^{er} janvier 2005.

Calpam BV

Calpam BV et ses filiales ont été cédées au cours du second semestre à un groupe pétrolier.

NOTE 3 – Comparabilité des comptes

Aux variations de périmètre de consolidation près et compte tenu de reclassements mineurs entre les postes constituant les résultats opérationnels, les comptes de l'exercice 2007 sont comparables à ceux des exercices 2006 et 2005.

Le Groupe a conclu en septembre 2005 un accord de cession de ses activités maritimes avec le Groupe CMA-CGM portant sur l'ensemble des actifs et des lignes maritimes opérées par le Groupe. L'ensemble de ces opérations ayant été réalisé début janvier 2006, la cession des titres Delmas a été faite à cette date. Conformément à la norme IFRS 5, applicable à compter du 1^{er} janvier 2005, le résultat de ces activités destinées à la vente a été regroupé sur une ligne au compte de résultat pour les années 2005 et 2006.

La note 29 décrit l'incidence des variations de périmètre 2007 sur les chiffres clés, les données 2007 étant ramenées au périmètre 2006.

Notes sur le bilan

NOTE 4 – Goodwill

Évolution des goodwill
(en milliers d'euros)

Au 31 décembre 2005	790 142
Acquisition	108 897
Cession	0
Variation de change	(1 765)
Autres	(35 866)
Au 31 décembre 2006	861 408
Acquisition	82 170 ⁽¹⁾
Cession	(490)
Variation de change	(5 595)
Autres	(355)
Au 31 décembre 2007	937 138

(1) L'acquisition de JE-Bernard et de Pro-Service en 2007 a conduit à la constatation d'un goodwill de respectivement 52 millions d'euros et 8,3 millions d'euros.

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », les goodwill font l'objet chaque année de tests de valeur. La valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie (UGT), mesurée par activité, est calculée par la méthode d'actualisation des cash-flows opérationnels prévisionnels après impôt. Le taux d'actualisation est déterminé en prenant pour base le coût moyen pondéré du capital (WACC) de chaque UGT, et intègre les éventuels risques spécifiques à chaque activité (métiers, marchés et géographiques). En règle générale, les flux de trésorerie sont calculés à partir des budgets opérationnels, puis sont extrapolés, en appliquant, jusqu'à la cinquième année, un taux de croissance en adéquation avec le potentiel de développement des marchés concernés, et avec les perspectives définies par le management. Au-delà de la cinquième année, la valeur terminale est évaluée sur la base d'une capitalisation à l'infini des flux de trésorerie avec un taux de croissance modéré. Ces tests ont été effectués sur la base d'un taux d'actualisation après impôts. La méthode retenue n'entraîne pas d'écarts significatifs avec un calcul effectué sur la base d'un taux d'actualisation avant impôts (vérification effectuée conformément à la norme IAS 36 BCZ 85).

Ventilation par secteur d'activité
(en milliers d'euros)

	Au 31/12/2007	Au 31/12/2006	Au 31/12/2005
Transport et logistique	847 680	715 820	613 438
Films plastiques, batteries et supercapacités	5 436	4 055	0
Distribution d'énergie	49 909	50 084	53 500
Terminaux et systèmes spécialisés	6 788	6 788	6 731
Médias et télécoms	22 034	8 910	0
Autres activités	5 292	75 751	116 473
Total	937 138	861 408	790 142

Le tableau ci-dessous reprend les hypothèses retenues pour tester les principaux goodwill par unité génératrice de trésorerie (UGT) :

	Transport et logistique	Distribution d'énergie
Valeur nette comptable du goodwill (en milliers d'euros)	847 680	49 909
Paramètres du modèle applicables aux flux de trésorerie		
Taux de croissance sur prévisions de N+2 à N+5	1,5 % à 4 %	0,8 % à 2 %
Taux de croissance sur valeur terminale	2 % ⁽¹⁾	1 % ⁽¹⁾
Coût moyen pondéré du capital (WACC)	8,8 % à 13,2 %	7,3 % à 7,8 %
Pertes de valeur comptabilisées sur l'exercice (en milliers d'euros)	0	0

(1) Les projections de flux de trésorerie sur les concessions (réseaux ferrés et terminaux en Afrique, oléoduc SFDM en France) sont basées sur la durée des contrats.

Comptes consolidés

NOTE 5 – Immobilisations incorporelles

ÉVOLUTION EN 2007

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	Au 31/12/2006	Acquisitions	Cessions	Variations de périmètre	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2007
Concessions, brevets, frais de recherche	133 860	6 014	(301)	45	(143)	304	139 779
Fonds commerciaux	85 186	759	(4 721)	(31)	(188)	(11 795)	69 210
Autres	38 881	8 033	(486)	419	(191)	(214)	46 442
Valeurs brutes	257 927	14 806	(5 508)	433	(522)	(11 705)	255 431
Amortissements et provisions (en milliers d'euros)	Au 31/12/2006	Dotations	Reprises	Variations de périmètre	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2007
Concessions, brevets, frais de recherche	(35 645)	(6 125)	1 944	(35)	30	135	(39 696)
Fonds commerciaux	(45 663)	(4 637)	8 201	31	150	3 242	(38 676)
Autres	(30 465)	(3 956)	394	(340)	136	290	(33 941)
Amortissements et provisions	(111 773)	(14 718)	10 539	(344)	316	3 667	(112 313)
Valeurs nettes	146 154	88	5 031	89	(206)	(8 038)	143 118

ÉVOLUTION EN 2006

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	Au 31/12/2005	Acquisitions	Cessions	Variations de périmètre	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2006
Concessions, brevets, frais de recherche	51 521	81 519	(731)	741	(200)	1 010	133 860
Fonds commerciaux	82 344	141	(838)	3 727	(187)	(1)	85 186
Autres	37 115	4 192	(550)	(277)	(168)	(1 431)	38 881
Valeurs brutes	170 980	85 852	(2 119)	4 191	(555)	(422)	257 927
Amortissements et provisions (en milliers d'euros)	Au 31/12/2005	Dotations	Reprises	Variations de périmètre	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2006
Concessions, brevets, frais de recherche	(29 230)	(6 390)	653	(614)	70	(134)	(35 645)
Fonds commerciaux	(42 815)	(22 623)	20 543	(900)	132	0	(45 663)
Autres	(28 648)	(3 517)	630	280	109	681	(30 465)
Amortissements et provisions	(100 693)	(32 530)	21 826	(1 234)	311	547	(111 773)
Valeurs nettes	70 287	53 322	19 707	2 957	(244)	125	146 154

NOTE 6 – Immobilisations corporelles

ÉVOLUTION EN 2007

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	Au 31/12/2006	Acquisitions	Cessions	Variations de périmètre	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2007
Terrains	47 437	12 505	(867)	0	(272)	464	59 267
Constructions	567 071	24 681	(14 274)	5 562	(2 547)	15 334	595 827
Installations techniques, matériels	590 719	50 634	(28 481)	3 755	(3 140)	13 716	627 203
Autres	381 816	70 421	(11 161)	23 246	(5 855)	708	459 175
Immobilisations en cours	24 531	34 054	(16)	2 222	(57)	(28 164)	32 570
Avances, acomptes	6 815	17 216	418	0	(29)	(2 760)	21 660
Valeurs brutes	1 618 389	209 511	(54 381)	34 785	(11 900)	(702)	1 795 702

Amortissements et provisions (en milliers d'euros)	Au 31/12/2006	Dotations	Reprises	Variations de périmètre	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2007
Terrains	(6 454)	(723)	31	0	42	2	(7 102)
Constructions	(201 924)	(22 602)	10 906	(2 613)	1 022	287	(214 924)
Installations techniques, matériels ⁽¹⁾	(357 730)	(51 444)	26 014	(3 062)	1 651	887	(383 684)
Autres	(237 073)	(34 773)	10 458	(5 930)	2 925	1 074	(263 319)
Immobilisations en cours	(220)	0	220	0	0	0	0
Avances, acomptes	0	0	0	0	0	0	0
Amortissements et provisions	(803 401)	(109 542)	47 629	(11 605)	5 640	2 250	(869 029)
Valeurs nettes	814 988	99 969	(6 752)	23 180	(6 260)	1 548	926 673

(1) La valeur d'utilité au 31 décembre 2007 de l'UGT de la division Films plastiques a conduit à constater une dépréciation de 7,2 millions d'euros des actifs corporels de ce secteur d'activité en l'absence de tout goodwill.

Les investissements sont détaillés par secteur d'activité dans la note 28.

ÉVOLUTION EN 2006

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	Au 31/12/2005	Acquisitions	Cessions	Variations de périmètre	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2006
Terrains	47 708	3 032	(3 731)	0	(378)	806	47 437
Constructions	566 371	19 575	(20 064)	(1 280)	(7 095)	9 564	567 071
Installations techniques, matériels	587 717	40 784	(18 169)	464	(4 200)	(15 877)	590 719
Autres	377 339	32 129	(17 024)	802	(7 210)	(4 220)	381 816
Immobilisations en cours	24 875	26 765	(46)	0	(214)	(26 849)	24 531
Avances, acomptes	4 064	7 069	(420)	0	(15)	(3 883)	6 815
Valeurs brutes	1 608 074	129 354	(59 454)	(14)	(19 112)	(40 459)	1 618 389

Amortissements et provisions (en milliers d'euros)	Au 31/12/2005	Dotations	Reprises	Variations de périmètre	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2006
Terrains	(6 333)	(554)	182	0	31	220	(6 454)
Constructions	(207 349)	(21 883)	14 037	185	2 071	11 015	(201 924)
Installations techniques, matériels ⁽¹⁾	(344 192)	(50 837)	12 911	(457)	2 759	22 086	(357 730)
Autres	(236 895)	(28 937)	16 030	(670)	4 839	8 560	(237 073)
Immobilisations en cours	(220)	0	0	0	0	0	(220)
Avances, acomptes	0	0	0	0	0	0	0
Amortissements et provisions	(794 989)	(102 211)	43 160	(942)	9 700	41 881	(803 401)
Valeurs nettes	813 085	27 143	(16 294)	(956)	(9 412)	1 422	814 988

(1) La valeur d'utilité au 31 décembre 2006 de l'UGT de la division Papiers minces a conduit à constater une dépréciation de 8,3 millions d'euros des actifs corporels de ce secteur d'activité en l'absence de tout goodwill.

Les investissements sont détaillés par secteur d'activité dans la note 28.

BIENS PRIS EN CRÉDIT-BAIL ET RETRAITÉS EN CONSOLIDATION

Au 31 décembre 2007 (en milliers d'euros)	Montant brut	Amortissements		Montant net
		Exercice	Cumulés	
Terrains	1 713	0	0	1 713
Constructions	26 296	(1 174)	(10 858)	15 438
Autres immobilisations	47 873	(4 579)	(25 631)	22 242
Total	75 882	(5 753)	(36 489)	39 393

Au 31 décembre 2006 (en milliers d'euros)	Montant brut	Amortissements		Montant net
		Exercice	Cumulés	
Terrains	2 065	0	0	2 065
Constructions	28 053	(1 523)	(10 659)	17 394
Autres immobilisations	54 032	(4 494)	(28 198)	25 834
Total	84 150	(6 017)	(38 857)	45 293

Comptes consolidés

BIENS PRIS EN CRÉDIT-BAIL ET RETRAITÉS EN CONSOLIDATION

Au 31 décembre 2005 (en milliers d'euros)	Montant brut	Amortissements		Montant net
		Exercice	Cumulés	
Terrains	2 065	0	0	2 065
Constructions	40 506	(1 940)	(18 266)	22 240
Autres immobilisations	49 541	(5 972)	(23 704)	25 837
Total	92 112	(7 912)	(41 970)	50 142

NOTE 7 – Contrats de locations

CONTRATS DE LOCATIONS SIMPLES EN TANT QUE PRENEUR

Échéancier des paiements minimaux

Au 31 décembre 2007 (en milliers d'euros)	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Concessions ⁽¹⁾	(211 405)	(14 810)	(58 725)	(137 870)
Paiements minimaux	(313 922)	(107 793)	(162 159)	(43 970)
Revenus des sous-locations	7 149	2 380	4 489	280
Total	(518 178)	(120 223)	(216 395)	(181 560)

Au 31 décembre 2006 (en milliers d'euros)	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Concessions ⁽¹⁾	(233 108)	(14 673)	(60 123)	(158 312)
Paiements minimaux	(212 404)	(97 790)	(94 520)	(20 094)
Revenus des sous-locations	8 702	3 162	5 540	0
Total	(436 810)	(109 301)	(149 103)	(178 406)

Au 31 décembre 2005 (en milliers d'euros)	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Concessions ⁽¹⁾	(186 767)	(11 828)	(53 117)	(121 822)
Paiements minimaux	(235 278)	(92 172)	(123 504)	(19 602)
Revenus des sous-locations	7 388	2 280	4 991	117
Total	(414 657)	(101 720)	(171 630)	(141 307)

(1) Voir ci-après les informations relatives aux contrats de concession.

CONTRATS DE LOCATIONS SIMPLES EN TANT QUE BAILLEUR

Échéancier de l'investissement brut total dans le contrat de location et de la valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir au titre de la location

Au 31 décembre 2007 (en milliers d'euros)	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Paiements minimaux	18 716	8 837	9 514	365
Loyers conditionnels de l'exercice	1 742	1 552	140	50
Total	20 458	10 389	9 654	415

Au 31 décembre 2006 (en milliers d'euros)	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Paiements minimaux	7 046	3 093	3 601	352
Loyers conditionnels de l'exercice	161	88	69	4
Total	7 207	3 181	3 670	356

Au 31 décembre 2005 (en milliers d'euros)	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Paiements minimaux	7 925	2 979	4 487	459
Loyers conditionnels de l'exercice	96	96	0	0
Total	8 021	3 075	4 487	459

INFORMATIONS RELATIVES AUX CONTRATS DE CONCESSION

Concessionnaire	Infrastructures	Concédant	Durée du contrat	Contrepartie du droit d'usage accordé par le concédant ⁽¹⁾⁽²⁾	Contrôle des infrastructures et des développements ultérieurs ⁽³⁾
SFDM	Oléoduc reliant le port de Donges à Metz et dépôts (France)	État français	25 ans à compter de mars 1995	Droit d'entrée initial + redevance annuelle fixe + redevance sur résultat net de l'année précédente	Infrastructures existantes mises à disposition par le concédant qui en garde la propriété. Obligation contractuelle d'entretien. Travaux de développement et d'amélioration à la charge du concessionnaire
Sitarail	Réseau ferré reliant Abidjan/Ouagadougou (Côte d'Ivoire/Burkina Faso)	États du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire	15 ans à compter de 1995, renouvelée jusqu'en 2030	Redevance annuelle fixe + redevance sur chiffre d'affaires	Infrastructures existantes mises à disposition par le concédant qui en garde la propriété et assure les travaux de développement. Obligation contractuelle d'entretien à la charge du concessionnaire
Camrail	Réseau ferré camerounais	État camerounais	30 ans à compter de 1999, renouvelée jusqu'en 2034	Redevance annuelle fixe + redevance sur chiffre d'affaires	Infrastructures existantes mises à disposition par le concédant qui en garde la propriété. Obligation contractuelle d'entretien à la charge du concessionnaire
SETV	Terminal portuaire de Vridi (Côte d'Ivoire)	Port autonome d'Abidjan	15 ans à compter de 2004	Redevance annuelle fixe + redevance sur chiffre d'affaires	Infrastructures existantes mises à disposition par le concédant qui en garde la propriété. Obligation contractuelle d'entretien. Travaux de développement et d'amélioration à la charge du concessionnaire
DIT	Terminal portuaire de Douala (Cameroun)	Port autonome de Douala	15 ans à compter de 2005	Droit d'entrée initial + redevance annuelle fixe + redevance sur chiffre d'affaires	Infrastructures existantes mises à disposition par le concédant qui en garde la propriété. Obligation contractuelle d'entretien. Travaux de développement et d'amélioration à la charge du concessionnaire
Meridian Port Service	Terminal portuaire de Tema (Ghana)	Autorités portuaires du Ghana	20 ans à compter de 2004	Droit d'entrée + redevance sur chiffre d'affaires	Infrastructures existantes mises à disposition par le concédant qui en garde la propriété. Obligation contractuelle d'entretien. Travaux de développement et d'amélioration à la charge du concessionnaire
TICT	Terminal portuaire de Tincan (Nigeria)	Autorités portuaires du Nigeria	15 ans à compter de 2006	Droit d'entrée initial + redevance annuelle fixe + redevance sur chiffre d'affaires	Infrastructures existantes mises à disposition par le concédant qui en garde la propriété. Obligation contractuelle d'entretien. Travaux de développement et d'amélioration à la charge du concessionnaire
Bolloré Telecom	Licences WiMax régionales (France)	État français	20 ans à compter de 2006	Droit d'entrée initial + redevance annuelle fixe	Mise à disposition des fréquences radio uniquement
Sageps	Terminal portuaire d'Owendo (Gabon)	Office des Ports du Gabon (OPRAG)	20 ans avec possibilité de renouveler au maximum de 10 ans	Droit d'entrée initial + redevance annuelle fixe + redevance variable en fonction des volumes trafics conteneurs	Infrastructures existantes mises à disposition par le concédant qui en garde la propriété. Obligation contractuelle d'aménagement, d'entretien et de développement des infrastructures à la charge du concessionnaire

(1) Les redevances sont comptabilisées en charges dans le résultat opérationnel, au cours de l'exercice où elles sont exigibles.

(2) Le droit d'entrée initial est comptabilisé en immobilisation incorporelle et amorti linéairement sur la durée de la concession.

(3) Les obligations contractuelles d'entretien et de remise en état font l'objet de provisions comptabilisées selon la norme IAS 37, et présentées en note 18 « Provisions pour risques et charges ».

Caractéristiques communes à l'ensemble des contrats

• Contrôle et régulation du tarif des prestations	Fixation libre des prix des prestations par le concessionnaire
• Origine des revenus du concessionnaire	Usagers
• Transfert des infrastructures à l'issue du contrat au concessionnaire	Non

Comptes consolidés

NOTE 8 – Titres mis en équivalence

(en milliers d'euros)

Au 31 décembre 2005		606 551	
Variation du périmètre de consolidation		51 524	
Quote-part de résultat (voir analyse résultat ci dessous)		30 024	
Autres mouvements ⁽²⁾		(34 372)	
Au 31 décembre 2006		653 727	
Variation du périmètre de consolidation ⁽¹⁾		90 931	
Quote-part de résultat (voir analyse résultat ci dessous)		38 970	
Autres mouvements ⁽²⁾		(37 949)	
Au 31 décembre 2007		745 679	
(1) dont :		(2) dont :	
Havas	105 894	Distribution de dividendes	20072006
Euro Média Group	6 933	Écart de conversion	(12 321)(25 121)
Autres	(21 896)*	Autres	(32 535)(17 789)
Total	90 931	Total	6 9078 538
			(37 949)(34 372)

* Principalement lié à l'impact du transfert interne de titres Compagnie Internationale de Cultures de Bolloré et Compagnie du Cambodge à Socfinal.

VALEUR CONSOLIDÉE DES PRINCIPALES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2007		Au 31/12/2006		Au 31/12/2005		Secteur d'activité
	Quote-part de résultat	Valeur de mise en équivalence	Quote-part de résultat	Valeur de mise en équivalence	Quote-part de résultat	Valeur de mise en équivalence	
Havas ⁽¹⁾	11 428	565 080	12 405	463 058	7 323	423 108	Médias
Groupe Socfinal ⁽²⁾	24 325	136 875	12 616	156 130	32 035	153 277	Plantations
Euro Média Group	2 807	39 874	4 541	30 554	934	26 889	Médias
Someport Walon	406	2 574	46	2 434	303	2 518	Autres
Autres sociétés	4	1 277	416	1 551	(415)	759	
Total	38 970	745 679	30 024	653 727	40 180	606 551	

(1) Havas :

Le Groupe Bolloré détient directement ou indirectement, au 31 décembre 2007, 32,86 % du capital du Groupe Havas (26,60 % au 31 décembre 2006).

Havas est une société cotée qui établit des comptes consolidés conformes au référentiel IFRS.

Au 31 décembre 2007, ses capitaux propres consolidés part du Groupe en IFRS s'élèvent à 977 millions d'euros, incluant le poste « Goodwill » à hauteur de 1 378 millions d'euros. Le revenu au 31 décembre 2007 s'élève à 1 532 millions d'euros et le résultat net part du Groupe à 83 millions d'euros.

Le Groupe, au regard des normes IFRS, ne détenant pas le contrôle d'Havas, cette participation est consolidée par mise en équivalence dans les comptes consolidés.

En effet, la norme IAS 27 « États financiers consolidés et individuels » définit le contrôle comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

« Le contrôle est présumé exister lorsque la société mère détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote d'une entité, sauf si dans des circonstances exceptionnelles il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas le contrôle. Le contrôle existe également lorsque la société mère, détenant la moitié ou moins des droits de vote d'une entité, dispose :

(a) du pouvoir sur plus de la moitié des droits de vote en vertu d'un accord avec d'autres investisseurs ;
(b) du pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle de l'entité en vertu d'un texte réglementaire ou d'un contrat ;

(c) du pouvoir de nommer ou de révoquer la majorité des membres du Conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent, si le contrôle de l'entité est exercé par ce Conseil ou cet organe ;

(d) du pouvoir de réunir la majorité des droits de vote dans les réunions du Conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent, si le contrôle de l'entité est exercé par ce conseil ou cet organe. »

Or, au 31 décembre 2007, le Groupe ne détient que 32,86 % du capital d'Havas.

Par ailleurs, il ne dispose à fin décembre 2007 que de quatre postes d'administrateurs sur 13 membres du Conseil d'administration d'Havas.

Vincent Bolloré, Président non exécutif d'Havas depuis le mois de juillet 2005, et le Groupe ne disposent pas légalement, réglementairement ou contractuellement des pouvoirs de diriger les politiques financières et opérationnelles d'Havas ou de nommer ou de révoquer la majorité des membres du Conseil d'administration. Afin de déterminer le goodwill afférent à la société mise en équivalence, conformément aux prescriptions d'IAS 28 et d'IFRS 3, le coût d'acquisition a été alloué, par un conseil extérieur, aux différents actifs, passifs et passifs éventuels identifiables sur la base de leur juste valeur à la date d'acquisition.

- Les actifs incorporels identifiables conformément à IAS 38 et selon une pratique généralement retenue dans le secteur correspondent à des marques, des relations clients et à un réseau composé lui-même d'un ensemble d'actifs incorporels (relations clients, outils, marque) formant un tout indissociable. Ces actifs ont été évalués par actualisation des flux de redevances pour les marques et les réseaux et par actualisation des flux futurs générés par les bases clients existantes pour les relations clients.

- Les autres actifs ont été évalués à leur valeur nette comptable, celle-ci étant représentative de leur juste valeur.

- Les passifs et les passifs éventuels ont été évalués à leur juste valeur, notamment les OCEANE, qui ont été réévaluées en valeur de marché.

Au 31 décembre 2007, la valeur comptable de la participation mise en équivalence s'élève à 565 millions d'euros et la quote-part de résultat revenant à l'investisseur est de 11,4 millions d'euros. La part du Groupe dans les mouvements directement comptabilisés dans les capitaux propres d'Havas est très peu significative. La valeur de marché de la participation s'établit à 471,8 millions d'euros au cours spot au 31 décembre 2007 et à 481,6 millions d'euros en moyenne un mois.

(2) Le Groupe Socfinal comprend les sociétés suivantes :

- Compagnie Internationale de Cultures
- Liberian Agriculture Cy (LAC)
- Okomu
- Palmcam
- Socapalm
- Socfinaf Cy Ltd
- Socfinasia
- Socfinco
- Socfindo
- Société des caoutchoucs du Grand Bereby (SOGB)
- Sogescol
- SP Ferme Suisse

ÉVALUATION DES TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE

Conformément à la norme IAS 28, la valeur des participations mises en équivalence a été évaluée et testée à la clôture des comptes du 31 décembre 2007.

TEST DE LA PARTICIPATION DANS HAVAS AU 31 DÉCEMBRE 2007

Au 31 décembre 2007, la valeur d'utilité de la participation du Groupe dans le Groupe Havas a été calculée par une évaluation multicritère incluant notamment les flux de trésorerie futurs actualisés, les données comparables disponibles, des données boursières. La valeur de la participation ainsi calculée s'élève à 565 millions d'euros au 31 décembre 2007, et est supérieure à la juste valeur estimée sur la base du cours de Bourse. En conséquence, une dépréciation de 15 millions d'euros a été constatée au 31 décembre 2007.

NOTE 9 – Autres actifs financiers

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2007			Au 31/12/2006			Au 31/12/2005		
	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette
Actifs disponibles à la vente	2 597 626	(226 082)	2 371 544	3 165 551	(94 351)	3 071 200	2 621 258	(74 127)	2 547 131
Actifs à la juste valeur par résultat	3 156	0	3 156	828	0	828	1 872	0	1 872
Prêts, créances, dépôts et obligations	127 776	(67 595)	60 181	139 870	(71 435)	68 435	142 437	(70 785)	71 652
Total	2 728 558	(293 677)	2 434 881	3 306 249	(165 786)	3 140 463	2 765 567	(144 912)	2 620 655

Les actifs à la juste valeur par résultat comprennent essentiellement des instruments financiers dérivés.

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2006 Valeur nette	Acquisitions ⁽¹⁾	Cessions	Variation juste valeur ⁽²⁾	Dépréciation constatée en résultat	Autres mouvements	Au 31/12/2007 Valeur nette
Actifs disponibles à la vente	3 071 200	610 942	(105 194)	(649 531)	(127 799)	(428 074)	2 371 544
Actifs à la juste valeur par résultat	828	0	0	2 328	0	0	3 156
Prêts, créances, dépôts et obligations	68 435	7 747	(4 359)	0	(1 698)	(9 944)	60 181
Total	3 140 463	618 689	(109 553)	(647 203)	(129 497)	(438 018)	2 434 881

(1) La colonne « Acquisitions » inclut les acquisitions de titres consolidés dont l'élimination apparaît dans la colonne « Autres mouvements ».

(2) Les cessions de titres de participation réalisées au cours de l'exercice ont entraîné la reprise en compte de résultat d'une partie des réserves de réévaluations des instruments financiers (IAS 32-39) à concurrence de 373,8 millions d'euros.

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2005 Valeur nette	Acquisitions ⁽¹⁾	Cessions	Variation juste valeur	Dépréciation constatée en résultat	Autres mouvements	Au 31/12/2006 Valeur nette
Actifs disponibles à la vente	2 547 131	1 059 533	(612 709)	454 974	(10 121)	(367 608)	3 071 200
Actifs à la juste valeur par résultat	1 872	0	0	(1 044)	0	0	828
Prêts, créances, dépôts et obligations	71 652	9 857	(10 733)	0	(358)	(1 983)	68 435
Total	2 620 655	1 069 390	(623 442)	453 930	(10 479)	(369 591)	3 140 463

(1) La colonne « Acquisitions » inclut les acquisitions de titres consolidés dont l'élimination apparaît dans la colonne « Autres mouvements ».

Comptes consolidés

DÉTAIL DES ACTIFS DISPONIBLES À LA VENTE

Sociétés (en milliers d'euros)	Au 31/12/2007		Au 31/12/2006		Au 31/12/2005	
	Pourcentage de détention	Valeur nette comptable	Pourcentage de détention	Valeur nette comptable	Pourcentage de détention	Valeur nette comptable
Vallourec ⁽³⁾	3,97	393 762	7,49	845 491	17,68	828 484
Aegis Group ^{(2) (3)}	29,15	508 898	28,36	668 971	24,21	480 954
Mediobanca	4,99	610 146	4,76	705 948	4,89	614 774
Gaumont ⁽³⁾	9,58	24 857	9,63	25 749	9,69	20 476
Harris Interactive ⁽³⁾	12,45	18 635				
Autres titres cotés		33 439		8 514		16 578
Sous-total titres cotés		1 589 737		2 254 673		1 961 266
Sofibol ⁽¹⁾	48,94	403 102	48,94	418 340	48,94	295 241
Financière V ⁽¹⁾	49,69	204 212	49,69	212 092	49,69	148 298
Omnium Bolloré ⁽¹⁾	49,84	102 757	49,84	106 740	49,84	74 543
Autres titres non cotés		71 736		79 355		67 783
Sous-total titres non cotés		781 807		816 527		585 865
Total		2 371 544		3 071 200		2 547 131

Les titres de participation cotés sont évalués au cours de Bourse (voir note 41). Les titres de participation non cotés concernent principalement les participations du Groupe dans Omnium Bolloré, Sofibol et Financière V, holdings intermédiaires de contrôle du Groupe.

(1) Sofibol, Financière V, Omnium Bolloré :

Le Groupe détient directement et indirectement des participations dans Omnium Bolloré, Financière V et Sofibol, holdings intermédiaires de contrôle du Groupe.

• Sofibol, contrôlée par Vincent Bolloré, est détenue à 51,05 % par Financière V, à 35,93 % par Bolloré et à hauteur de 13,01 % par la Compagnie Saint-Gabriel, elle-même filiale à 100 % de Bolloré. Les titres détenus par Bolloré ont été acquis auprès de CDR Participations en 1998 (24,01 % pour 34,3 millions d'euros) et de Lazard en 1999 (11,92 % pour 25,6 millions d'euros). Les titres détenus par la Compagnie Saint-Gabriel ont été acquis auprès de Lazard en 1999 pour 28,0 millions d'euros.

• Financière V, contrôlée par Vincent Bolloré, est détenue à 50,31 % par Omnium Bolloré, à 22,81 % par la Compagnie du Cambodge, à 10,50 % par la Financière Moncey, à 10,25 % par Bolloré, à 4 % par la Société Industrielle et Financière de l'Artois, à 1,68 % par la Compagnie des Tramways de Rouen et à hauteur de 0,45 % par la Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard. Les titres détenus par Bolloré ont été acquis auprès de Financière Natexis en 1998 pour 7,6 millions d'euros. Les autres titres sont détenus par des sociétés du Groupe Rivaud et ont été acquis antérieurement à sa prise de contrôle par le Groupe Bolloré.

• Omnium Bolloré, contrôlée par Vincent Bolloré, est détenue à 50,05 % par Bolloré Participations, à 27,92 % par African Investment Company (contrôlée par Bolloré), à 17,10 % par Financière Moncey, à 4,82 % par Bolloré et à hauteur de 0,11 % par Vincent Bolloré. Les prises de participations d'African Investment Company, de la Financière Moncey et de Bolloré proviennent d'une opération d'échange en 1998 de titres de la Financière de l'Odéa contre des titres Omnium Bolloré. Ces transactions ont été réalisées à des prix négociés directement entre des parties bien informées et librement consentantes, les acquéreurs ayant considéré qu'il s'agissait d'opportunités d'investissement intéressantes. Ces opérations s'inscrivent dans le cadre d'une stratégie globale de rachat des titres du Groupe.

Suite à l'entrée en application des normes IAS 32-39 au 1^{er} janvier 2005, ces titres ont fait l'objet d'une valorisation basée sur la valeur par transparence :

- des cours de Bourse de Bolloré et de Financière de l'Odéa ;
- des capitaux propres consolidés de Financière de l'Odéa.

Une décote globale de 30 % a été ensuite appliquée afin de tenir compte des caractéristiques de ces structures.

Nota : Bolloré Participations, holding faîtière de Vincent Bolloré, est immatriculée au greffe du tribunal de commerce de Quimper (23, rue du Palais - 29196 Quimper Cedex) sous le n° RCS B 352 730 394.

(2) Aegis :

La norme IAS 28, « Participations dans des entreprises associées » préconise la consolidation par mise en équivalence des participations dans des entreprises associées lorsque l'investisseur détient une influence notable. Cette influence notable est définie par la norme comme « le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle de l'entreprise détenue sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint sur ces politiques ». « L'existence de l'influence notable d'un investisseur est habituellement mise en évidence par une ou plusieurs des situations suivantes :

- (a) représentation au Conseil d'administration ou à l'organe de direction équivalent de l'entreprise détenue ;
- (b) participation au processus d'élaboration des politiques, et notamment participation aux décisions relatives aux dividendes et autres distributions ;
- (c) transactions significatives entre l'investisseur et l'entreprise détenue ;
- (d) échange de personnels dirigeants ;
- (e) fourniture d'informations techniques essentielles. »

Or, bien que détenant au 31 décembre 2007 une participation de 29,15 % dans Aegis, le Groupe ne répond à aucune des situations ci-dessus et, notamment, malgré sa demande, ne dispose pas d'une représentation au sein du Conseil d'administration d'Aegis.

Compte tenu des faits exposés ci-dessus, le Groupe estime que les conditions de la consolidation de cette participation ne sont pas remplies.

(3) Valorisation des titres au cours de Bourse de décembre 2007 pour les sociétés cotées.

NOTE 10 – Autres actifs non courants

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2007			Au 31/12/2006			Au 31/12/2005		
	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette
Clients et comptes rattachés à plus d'un an	40 273	(22 148)	18 125	36 152	(16 676)	19 476	26 390	(12 729)	13 661
Autres créances d'exploitation à plus d'un an	17 568	(6 401)	11 167	18 110	(7 218)	10 892	9 469	(5 720)	3 749
Comptes de régularisation à long terme	6	0	6	0	0	0	9	0	9
Total	57 847	(28 549)	29 298	54 262	(23 894)	30 368	35 868	(18 449)	17 419

NOTE 11 – Stocks et en-cours

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2007			Au 31/12/2006			Au 31/12/2005		
	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette
Matières premières, fournitures et autres	65 819	(11 228)	54 591	59 600	(11 318)	48 282	55 654	(8 958)	46 696
Produits en cours, intermédiaires et finis	27 939	(4 385)	23 554	26 826	(5 187)	21 639	30 896	(4 933)	25 963
Voyages en cours	0	0	0	66	0	66	4	0	4
Autres prestations en cours	3 197	0	3 197	1 281	0	1 281	1 118	0	1 118
Marchandises	66 529	(1 039)	65 490	66 630	(1 571)	65 059	65 963	(2 575)	63 388
Total	163 484	(16 652)	146 832	154 403	(18 076)	136 327	153 635	(16 466)	137 169

NOTE 12 – Échéancier des créances

(en milliers d'euros)	Valeur brute au 31/12/2007	À moins de 1 an	À plus de 1 an	Provisions 31/12/2007	Valeur nette au 31/12/2007
Actifs non courants					
Autres actifs non courants	57 847	0	57 847	(28 549)	29 298
Actifs courants					
Clients et autres débiteurs	1 707 991	1 707 991	0	(98 821)	1 609 170
Impôts courants	78 379	78 379	0	(172)	78 207
Autres actifs courants	81 307	81 307	0	(1 133)	80 174
Trésorerie et équivalents de trésorerie	370 636	370 636	0	(931)	369 705
Actifs liés à des activités destinées à la vente	0	0	0	0	0

(en milliers d'euros)	Valeur brute au 31/12/2006	À moins de 1 an	À plus de 1 an	Provisions 31/12/2006	Valeur nette au 31/12/2006
Actifs non courants					
Autres actifs non courants	54 262	0	54 262	(23 894)	30 368
Actifs courants					
Clients et autres débiteurs	1 523 745	1 523 745	0	(100 706)	1 423 039
Impôts courants	71 084	71 084	0	(135)	70 949
Autres actifs courants	26 166	26 166	0	(1 057)	25 109
Trésorerie et équivalents de trésorerie	615 277	615 277	0	(924)	614 353
Actifs liés à des activités destinées à la vente	0	0	0	0	0

(en milliers d'euros)	Valeur brute au 31/12/2005	À moins de 1 an	À plus de 1 an	Provisions 31/12/2005	Valeur nette au 31/12/2005
Actifs non courants					
Autres actifs non courants	35 868	0	35 868	(18 449)	17 419
Actifs courants					
Clients et autres débiteurs	1 549 499	1 549 499	0	(83 417)	1 466 082
Impôts courants	61 032	61 032	0	(135)	60 897
Autres actifs courants	26 101	26 101	0	(1 188)	24 913
Trésorerie et équivalents de trésorerie	325 514	325 514	0	(928)	324 586
Actifs liés à des activités destinées à la vente	869 165	869 165	0	0	869 165

Comptes consolidés

NOTE 13 – Clients et autres débiteurs

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2007			Au 31/12/2006			Au 31/12/2005		
	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette
Clients et comptes rattachés à moins d'un an	1 414 358	(48 147)	1 366 211	1 224 779	(52 214)	1 172 565	1 323 160	(58 031)	1 265 129
Créances sociales et fiscales d'exploitation à moins d'un an	7 059	(352)	6 707	10 731	(235)	10 496	8 887	(148)	8 739
Fournisseurs débiteurs	108 159	(415)	107 744	77 072	(421)	76 651	60 184	(234)	59 950
Comptes courants actifs à moins d'un an	66 271	(44 246)	22 025	70 513	(41 131)	29 382	65 436	(15 229)	50 207
Autres créances d'exploitation à moins d'un an	109 940	(5 661)	104 279	80 296	(6 705)	73 591	87 117	(6 921)	80 196
Autres créances	2 204	0	2 204	60 354	0	60 354	4 715	(2 854)	1 861
Total	1 707 991	(98 821)	1 609 170	1 523 745	(100 706)	1 423 039	1 549 499	(83 417)	1 466 082

NOTE 14 – Impôts courants actif

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2007			Au 31/12/2006			Au 31/12/2005		
	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette
Impôts courants – actif	78 379	(172)	78 207	71 084	(135)	70 949	61 032	(135)	60 897
Total	78 379	(172)	78 207	71 084	(135)	70 949	61 032	(135)	60 897

NOTE 15 – Autres actifs courants

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2007			Au 31/12/2006			Au 31/12/2005		
	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette
Prêts, créances et obligations à moins d'un an	10 037	(1 133)	8 904	3 007	(1 057)	1 950	3 287	(1 188)	2 099
Actifs à la juste valeur en résultat à moins d'un an ⁽¹⁾	45 595	0	45 595	0	0	0	0	0	0
Actifs disponibles à la vente à moins d'un an	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes de régularisation court terme	25 675	0	25 675	23 159	0	23 159	22 814	0	22 814
Total	81 307	(1 133)	80 174	26 166	(1 057)	25 109	26 101	(1 188)	24 913

(1) Au 31 décembre 2007, il s'agit du dérivé portant sur les ventes à terme optionnelles Vallourec.

NOTE 16 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2007			Au 31/12/2006			Au 31/12/2005		
	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette
Disponibilités	342 950	(19)	342 931	575 459	(11)	575 448	281 634	(15)	281 619
Valeurs mobilières de placement liquides	27 686	(912)	26 774	39 818	(913)	38 905	43 880	(913)	42 967
Conventions de trésorerie - actif	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	370 636	(931)	369 705	615 277	(924)	614 353	325 514	(928)	324 586
Conventions de trésorerie - passif	(62 020)	0	(62 020)	(57 721)	0	(57 721)	(163 570)	0	(163 570)
Concours bancaires courants	(161 423)	0	(161 423)	(166 555)	0	(166 555)	(153 896)	0	(153 896)
Trésorerie nette	147 193	(931)	146 262	391 001	(924)	390 077	8 048	(928)	7 120

NOTE 17 – Capitaux propres

Au 31 décembre 2007, le capital social de Financière de l'Odéa s'élève à 105 376 000 euros, divisé en 6 585 990 actions ordinaires d'un nominal de 16 euros chacune. Au cours de la période close le 31 décembre 2007, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation s'est élevé à 5 045 649 actions et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et dilutives s'est élevé à 5 045 649 actions.

ÉVOLUTION DU CAPITAL

Aucune évolution du capital de la société mère n'a été constatée durant l'exercice 2007.

GESTION DU CAPITAL SOCIAL

Les événements affectant ou pouvant affecter le capital social de Financière de l'Odéa sont soumis à l'accord de l'Assemblée générale des actionnaires. Le Groupe suit en particulier l'évolution du ratio endettement net/capitaux propres totaux.

L'endettement net utilisé comprend les emprunts et les dettes financières à court et long terme nets de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, ainsi que des dérivés actifs (voir note 22 « Passif financier et endettement financier net »).

Les capitaux propres utilisés sont ceux présentés dans le tableau de variation des capitaux propres des états financiers.

(en milliers d'euros)	2007	2006	2005
Résultat par action			
Résultat net part du Groupe des activités totales, utilisé pour le calcul du résultat par action - de base	192 568	336 431	159 500
Résultat net part du Groupe des activités totales, utilisé pour le calcul du résultat par action - dilué	192 568	336 431	159 500
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies, utilisé pour le calcul du résultat par action - de base	192 568	288 223	50 566
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies, utilisé pour le calcul du résultat par action - dilué	192 568	288 223	50 566
Nombre de titres émis au 31 décembre			
Nombre de titres émis	6 585 990	6 585 990	6 585 990
Nombre de titres d'auto contrôle	(1 513 433)	(1 605 976)	(1 813 364)
Nombre de titres en circulation	5 072 557	4 980 014	4 772 626
Plan d'options de souscription d'actions	0	0	0
Nombre de titres émis et potentiels	5 072 557	4 980 014	4 772 626
Nombre moyen pondéré de titres en circulation - de base	5 045 649	4 980 014 ⁽¹⁾	4 772 626 ⁽¹⁾
Nombre moyen pondéré de titres dilutifs résultant de l'exercice d'options de souscription	0	0	0
Nombre moyen pondéré de titres en circulation et potentiels - après dilution	5 045 649	4 980 014	4 772 626

(1) Les opérations sur les titres Financière de l'Odéa ont par simplification été prises en compte au 31 décembre 2006 et au 31 décembre 2005.

Comptes consolidés

NOTE 18 – Provisions pour risques et charges

Exercice 2007 (en milliers d'euros)	Au 31/12/2006	Variations de périmètre		Variations de périmètre	Augmen- tations	Diminutions		Autres	Variations de change	Au 31/12/2007
		Entrées	Sorties			Avec utilisation	Sans utilisation			
Provisions pour litiges ⁽¹⁾	5 630	0	0	0	5 236	(823)	(1 830)	(389)	(35)	7 789
Autres provisions pour risques	4 264	0	0	0	4 102	(189)	(829)	85	(52)	7 381
Restructurations	3 654	0	0	0	2 237	(2 026)	(695)	22	(47)	3 145
Autres provisions pour charges ⁽³⁾	8 098	0	0	0	4 446	(1 891)	(2 578)	406	(91)	8 389
Total provisions à moins d'un an	21 646	0	0	0	16 021	(4 929)	(5 932)	124	(225)	26 704
Provisions pour litiges ⁽¹⁾	22 631	169	0	169	7 532	(846)	(6 692)	1 368	(3)	24 159
Provisions pour risques filiales	12 640	0	0	0	4 242	0	(1 252)	(601)	(3)	15 026
Autres provisions pour risques ⁽²⁾	44 591	18	0	18	22 206	(18 199)	(2 201)	(2 378)	(126)	43 911
Provisions pour impôts	7 697	0	0	0	20 178	(8 105)	(694)	2 477	(11)	21 542
Obligations contractuelles	5 124	198	0	198	599	(1 916)	(371)	0	(28)	3 606
Restructurations	2 177	0	0	0	596	(361)	(482)	(21)	1	1 910
Autres provisions pour charges ⁽³⁾	10 070	0	(12)	(12)	402	(1 824)	(495)	(332)	(21)	7 788
Total autres provisions	104 930	385	(12)	373	55 755	(31 251)	(12 187)	513	(191)	117 942
Total	126 576	385	(12)	373	71 776	(36 180)	(18 119)	637	(416)	144 646

(1) Correspond à des litiges d'exploitation individuellement non significatifs.

(2) Dont litige Copigraph : 17 millions d'euros de provisions pour risques ont été repris intégralement au 30 juin 2007. Au total, Bolloré a été condamné en décembre 2001 par la Commission européenne à payer une amende de 22,7 millions d'euros. Bolloré avait formé en avril 2002 un recours devant le tribunal de première instance des Communautés européennes à l'encontre de cette décision et provisionné 17 millions d'euros pour couvrir ce risque. Ce recours ayant été rejeté au premier semestre 2007, Bolloré a réglé un montant de 28,2 millions d'euros, incluant 5,5 millions d'euros d'intérêts de retard. Bolloré a néanmoins déposé début juillet 2007 un pourvoi à l'encontre de l'arrêt du tribunal de première instance des Communautés européennes pour en obtenir l'annulation par la Cour de justice des Communautés européennes.

(3) Dont provision pour dépollution et risques environnementaux : 3,6 millions d'euros.

IMPACT (NET DES CHARGES ENCOURUES) AU COMPTE DE RÉSULTAT EN 2007

(en milliers d'euros)	Dotations	Reprises avec utilisation	Reprises sans utilisation	Autres	Impact net
Résultat opérationnel	(40 472)	0	16 669	0	(23 803)
Résultat financier	(11 127)	0	756	0	(10 371)
Charge d'impôt	(20 178)	0	694	0	(19 484)
Total	(71 777)	0	18 119	0	(53 658)

PASSIFS ÉVENTUELS

Au 31 décembre 2007, le Groupe a des litiges avec l'Administration fiscale pour un montant global de 30,2 millions d'euros ; le risque non couvert par une provision s'élève à 11,2 millions d'euros. Le Groupe est confiant dans la résolution en sa faveur des procédures en cours.

Exercice 2006 (en milliers d'euros)	Au 31/12/2005	Variations de périmètre		Variations de périmètre	Augmen- tations	Diminutions		Autres	Variations de change	Au 31/12/2006
		Entrées	Sorties			Avec utilisation	Sans utilisation			
Provisions pour litiges ⁽¹⁾	6 765	0	0	0	4 034	(768)	(1 829)	(2 495)	(77)	5 630
Autres provisions pour risques	3 289	0	23	23	3 884	(439)	(2 663)	255	(85)	4 264
Restructurations	6 571	0	0	0	2 464	(3 428)	(2 185)	286	(54)	3 654
Autres provisions pour charges ⁽³⁾	11 433	26	(1 444)	(1 418)	6 013	(1 837)	(5 909)	(22)	(162)	8 098
Total provisions à moins d'un an	28 058	26	(1 421)	(1 395)	16 395	(6 472)	(12 586)	(1 976)	(378)	21 646
Provisions pour litiges ⁽¹⁾	19 931	201	0	201	8 404	(804)	(5 914)	929	(116)	22 631
Provisions pour risques filiales	5 625	0	65	65	7 769	(457)	(404)	45	(3)	12 640
Autres provisions pour risques ⁽²⁾	41 996	55	0	55	4 900	(265)	(1 956)	(43)	(96)	44 591
Provisions pour impôts	11 281	0	(1 121)	(1 121)	4 911	(6 899)	(256)	(129)	(90)	7 697
Obligations contractuelles	5 744	0	0	0	825	(1 300)	(146)	(1)	2	5 124
Restructurations	2 338	0	0	0	554	(461)	(257)	7	(4)	2 177
Autres provisions pour charges ⁽³⁾	9 850	0	0	0	2 921	(3 407)	(783)	1 521	(32)	10 070
Total autres provisions	96 765	256	(1 056)	(800)	30 284	(13 593)	(9 716)	2 329	(339)	104 930
Total	124 823	282	(2 477)	(2 195)	46 679	(20 065)	(22 302)	353	(717)	126 576

(1) Correspond à des litiges d'exploitation individuellement non significatifs.

(2) Dont litige Copigraph : 17 millions d'euros.

(3) Dont provision pour dépollution et risques environnementaux : 3,4 millions d'euros.

IMPACT (NET DES CHARGES ENCOURUES) AU COMPTE DE RÉSULTAT EN 2006

(en milliers d'euros)	Dotations	Reprises avec utilisation	Reprises sans utilisation	Autres	Impact net
Résultat opérationnel	(36 525)	0	17 678	0	(18 847)
Résultat financier	(5 243)	0	4 368	0	(875)
Charge d'impôt	(4 911)	0	256	0	(4 655)
Total	(46 679)	0	22 302	0	(24 377)

PASSIFS ÉVENTUELS

Au 31 décembre 2006, le Groupe a des litiges avec l'Administration fiscale pour un montant global de 31,1 millions d'euros ; le risque non couvert par une provision s'élève à 22,5 millions d'euros. Le Groupe est confiant dans la résolution en sa faveur des procédures en cours.

NOTE 19 – Engagements envers le personnel

ACTIFS ET PASSIFS COMPTABILISÉS AU BILAN

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2007			Au 31/12/2006			Au 31/12/2005		
	Régimes de pensions à prestations définies	Gratifications liées à l'ancienneté et autres	Total	Régimes de pensions à prestations définies	Gratifications liées à l'ancienneté et autres	Total	Régimes de pensions à prestations définies	Gratifications liées à l'ancienneté et autres	Total
Valeur actualisée des obligations non financées	115 852	19 146	134 998	91 030	18 187	109 217	85 925	17 542	103 467
Écarts actuariels non comptabilisés	(7 997)	0	(7 997)	(11 623)	0	(11 623)	(5 839)	0	(5 839)
Actifs du régime	(28 410)	0	(28 410)	(9 885)	0	(9 885)	(9 485)	0	(9 485)
Montant net au bilan des engagements envers le personnel	79 445	19 146	98 591	69 522	18 187	87 709	70 601	17 542	88 143

Comptes consolidés

COMPOSANTES DE LA CHARGE

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2007			Au 31/12/2006			Au 31/12/2005		
	Régimes de pensions à prestations définies	Gratifications liées à l'ancienneté et autres	Total	Régimes de pensions à prestations définies	Gratifications liées à l'ancienneté et autres	Total	Régimes de pensions à prestations définies	Gratifications liées à l'ancienneté et autres	Total
Coût des services rendus	(4 277)	(1 590)	(5 867)	(4 050)	(1 526)	(5 576)	(3 648)	(1 414)	(5 062)
Charges d'intérêt	(3 654)	(756)	(4 410)	(3 115)	(665)	(3 780)	(3 556)	(775)	(4 331)
Rendement attendu des actifs du régime	388	0	388	379	0	379	359	0	359
Coût des services passés	(28 545)	(1 650)	(30 195)	(1 036)	(762)	(1 798)	(1 761)	(1 253)	(3 014)
Montant des gains et des pertes actuariels reconnus dans l'année	(477)	1 027	550	(175)	241	66	11	219	230
Coûts des engagements envers le personnel	(36 565)	(2 969)	(39 534)	(7 997)	(2 712)	(10 709)	(8 595)	(3 223)	(11 818)

MOUVEMENTS SUR LE PASSIF/ACTIF NET COMPTABILISÉ AU BILAN

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2007			Au 31/12/2006			Au 31/12/2005		
	Régimes de pensions à prestations définies	Gratifications liées à l'ancienneté et autres	Total	Régimes de pensions à prestations définies	Gratifications liées à l'ancienneté et autres	Total	Régimes de pensions à prestations définies	Gratifications liées à l'ancienneté et autres	Total
Au 1 ^{er} janvier	69 522	18 187	87 709	70 601	17 542	88 143	90 808	18 323	109 131
Augmentation	36 566	2 969	39 535	7 997	2 712	10 709	10 396	3 104	13 500
Diminution	(37 258)	(1 836)	(39 094)	(8 420)	(1 852)	(10 272)	(7 823)	(1 784)	(9 607)
Écart de conversion	(998)	(174)	(1 172)	(808)	(209)	(1 017)	931	34	965
Activités destinées à la vente (IFRS 5)	0	0	0	0	0	0	(23 800)	(2 193)	(25 993)
Autres mouvements	11 613 ⁽¹⁾	0	11 613 ⁽¹⁾	152	(6)	146	89	58	147
Au 31 décembre	79 445	19 146	98 591	69 522	18 187	87 709	70 601	17 542	88 143

(1) Correspond à l'entrée de périmètre de JE-Bernard.

HYPOTHÈSES D'ÉVALUATION

Les engagements sont évalués par des actuaires indépendants du Groupe. Les hypothèses retenues tiennent compte des spécificités des régimes et des sociétés concernées.

Hypothèses	2007	2006	2005
Taux d'actualisation	4,45 %	3,85 %	3,50 %
Rendement attendu des actifs	4,00 %	4,00 %	4,00 %
Augmentation des salaires	2,10 %	2,10 %	2,10 %
Augmentation des retraites	1,60 %	1,00 %	1,00 %
Augmentation du coût des dépenses de santé	3,70 %	2,50 %	2,50 %
Durée résiduelle	18 ans	18 ans	18 ans

Selon les réglementations et les usages en vigueur dans les pays, des avantages complémentaires peuvent être accordés au personnel. Un engagement est dès lors calculé selon une méthode d'évaluation actuarielle (unités de crédit projetées) et reflété par une provision au bilan.

Les hypothèses actuarielles principales (taux d'actualisation et d'inflation) sont homogénéisées pour l'ensemble des pays où le Groupe est implanté. Les autres hypothèses (table de mortalité, taux de progression des salaires, taux de rotation) varient selon les pays où ces avantages sont octroyés. Pour les régimes de retraite, les pertes et les gains actuariels sont amortis en charges en respectant la règle dite du « corridor » (les pertes et les gains excédant 10 % du maximum entre la dette actuarielle et la valeur de marché des actifs financiers sont amortis sur l'espérance de durée résiduelle moyenne d'activité).

RÉCONCILIATION ENTRE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS EN COUVERTURE À L'OUVERTURE ET À LA CLÔTURE

(en milliers d'euros)	Régime en rente	Régime en capital	Total
Juste valeur des actifs en début de période	9 169	716	9 885
Produits financiers sur les actifs de couverture	878	64	942
Cotisations versées par l'employeur	1 466	0	1 466
Cotisations versées par les employés	0	0	0
Réductions/Liquidations	0	0	0
Prestations payées par le fonds	(875)	(51)	(926)
Variation de périmètre ⁽¹⁾	17 050	0	17 050
Acquisitions/Cessions	0	0	0
Autres	48	(55)	(7)
Juste valeur des actifs en fin de période	27 736	674	28 410

(1) Correspond à l'entrée de périmètre de JE-Bernard.

SENSIBILITÉ DES ENGAGEMENTS DE COUVERTURE MALADIE À UN POINT D'ÉVOLUTION DES COÛTS MÉDICAUX

	Évolution des coûts médicaux	
	De - 1 %	De + 1 %
Variation des engagements de couverture maladie	- 15,12 %	19,63 %

NOTE 20 – Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

PLAN DE STOCK-OPTIONS BOLLORÉ – JUIN 2007

Le Groupe a accordé des options de souscription d'actions Bolloré à des salariés ou à des mandataires sociaux du Groupe (« plans réglés en actions »). La réalisation de cette opération s'est effectuée dans les conditions prévues par l'Assemblée générale extraordinaire de Bolloré du 7 juin 2006. Les modalités de ce plan et les périodes d'exercice des options ont été définitivement arrêtées lors du Conseil d'administration du 6 avril 2007.

Le Groupe a appliqué la norme IFRS 2 « Share-based payment » à ce plan de souscription d'actions. À la date d'octroi, le 8 juin 2007, la juste valeur des options accordées a été calculée par un expert indépendant selon le modèle Black and Scholes, cette valeur représentant la charge à comptabiliser sur la période correspondant à la durée d'acquisition des options.

La juste valeur des options est étalée linéairement sur la période d'acquisition des droits. Ce montant est constaté en résultat sur la ligne « Frais de personnel » avec contrepartie en capitaux propres. Lors de l'exercice des options, le prix payé par les bénéficiaires est comptabilisé en trésorerie en contrepartie des capitaux propres.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Date d'octroi : 8 juin 2007

Nombre d'options octroyées : 1 205 000

Prix d'exercice : 148,24 euros (correspond à 95 % de la moyenne des cours cotés des vingt séances de Bourse précédant la date d'attribution par le Conseil d'administration Bolloré du 6 avril 2007)

Cours de l'action à la date d'octroi : 168,19 euros

Durée de vie légale des options : 5 ans

Durée d'acquisition des droits : 46 mois

PRINCIPALES HYPOTHÈSES

Taux de dividende : 0,50 %

Volatilité attendue : 20,00 %

Taux sans risque : 4,15 %

Juste valeur de l'option : 50,20 euros

La charge de personnel comptabilisée en résultat tient compte du turnover prévisionnel déterminé par la Direction des ressources humaines du Groupe Bolloré.

Au 31 décembre 2007, le nombre d'options restant à exercer s'élève à 1 204 000, compte tenu des annulations de l'exercice la charge comptabilisée en résultat s'élève à cette date à 7 981 milliers d'euros.

PLAN DE STOCK-OPTIONS BOLLORÉ TELECOM – JUILLET 2007

Le Groupe a également décidé d'attribuer des options de souscription d'actions Bolloré Telecom (société non cotée) à des salariés et à des mandataires sociaux de cette société. Les modalités de ce plan ont été déterminées lors de l'Assemblée générale extraordinaire en date du 19 juillet 2007.

Ce plan est assorti d'une garantie de liquidité assurée par l'actionnaire principal (Bolloré), et, en application de la norme IFRS 2 le Groupe a considéré que ce plan consistait en une transaction dont le paiement est fondé sur des actions et réglé en trésorerie par Bolloré (« cash-settlement »).

Cette définition amène à estimer un passif dans les comptes consolidés au titre de l'engagement de liquidité, passif dont la juste valeur doit être réévaluée à chaque clôture, toute variation étant comptabilisée en résultat en frais de personnel.

L'application des modalités du mécanisme de liquidité amène à estimer la juste valeur de l'engagement sur la base de deux scénarios en fonction du niveau de résultat net sur la période. La juste valeur est de ce fait calculée en conjuguant ces deux scénarios à partir des méthodes Black and Scholes et Monte-Carlo.

La charge enregistrée dans les comptes de l'exercice 2007 au titre de la juste valeur de l'engagement à la date de clôture s'élève à 884 milliers d'euros.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Date d'octroi : 11 septembre 2007

Nombre d'options attribuées : 593 977

Prix d'exercice : 16,00 euros

Durée de vie légale des options : 10 ans à compter de la date d'attribution

Durée d'acquisition des droits : échelonnée par tranche de 25 % par année de présence à compter de la date d'attribution

Mécanisme de liquidité assuré par Bolloré de la cinquième à la dixième année à partir de la date d'octroi.

PRINCIPALES HYPOTHÈSES

Taux de dividendes : 0 %

Volatilité annuelle attendue : 50,00 %

Taux sans risque : 4,50 %

Juste valeur moyenne de l'option (sur la période d'acquisition des droits et sur la base des hypothèses à fin 2007) : 9,36 euros.

Comptes consolidés

NOTE 21 – Échéancier des dettes

Au 31 décembre 2007
(en milliers d'euros)

	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	0	0	0	0
Autres emprunts obligataires	645 669	0	562 115	83 554
Total emprunts obligataires (a)	645 669	0	562 115	83 554
Emprunts auprès des établissements de crédit (b)	1 391 737	433 343	383 350	575 045
Autres emprunts et dettes assimilées (c)	320 224	250 338	53 203	16 682
Sous-total : passifs au coût amorti (a + b + c)	2 357 630	683 681	998 668	675 281
Passifs à la juste valeur en résultat (d)	0	0	0	0
Total : dettes financières (a + b + c + d)	2 357 630	683 681	998 668	675 281
Passifs non courants				
Autres provisions	117 942	15 869	88 988	13 085
Autres passifs non courants	29 102	0	28 438	664
Dettes des passifs courants				
Provisions (part à moins d'un an)	26 704	26 704	0	0
Fournisseurs et autres créditeurs	1 659 272	1 659 272	0	0
Impôts courants	166 057	166 057	0	0
Autres passifs courants	16 489	16 489	0	0
Passifs liés à des activités destinées à la vente	0	0	0	0

Au 31 décembre 2006
(en milliers d'euros)

	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	305	0	0	305
Autres emprunts obligataires	656 544	1 143	570 663	84 738
Total emprunts obligataires (a)	656 849	1 143	570 663	85 043
Emprunts auprès des établissements de crédit (b)	923 539	258 852	494 662	170 025
Autres emprunts et dettes assimilées (c)	806 390	474 218	327 143	5 029
Sous-total : passifs au coût amorti (a + b + c)	2 386 778	734 213	1 392 468	260 097
Passifs à la juste valeur en résultat (d)	55 349	55 349	0	0
Total : dettes financières (a + b + c + d)	2 442 127	789 562	1 392 468	260 097
Passifs non courants				
Autres provisions	104 930	7 446	89 899	7 585
Autres passifs non courants	26 271	0	24 697	1 574
Dettes des passifs courants				
Provisions (part à moins d'un an)	21 645	21 645	0	0
Fournisseurs et autres créditeurs	1 447 868	1 447 868	0	0
Impôts courants	208 212	208 212	0	0
Autres passifs courants	14 630	14 630	0	0
Passifs liés à des activités destinées à la vente	0	0	0	0

Au 31 décembre 2006, les passifs en juste valeur par résultat comprennent essentiellement les dérivés sur ventes à terme optionnelles Vallourec pour 40,1 millions d'euros et sur les options de rachat sur titres Havas pour 15,2 millions d'euros. Les produits et charges comptabilisés en compte de résultat de la période pour ces passifs financiers sont présentés dans la note 31 – Résultat financier.

Au 31 décembre 2005

(en milliers d'euros)

	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	457	0	0	457
Autres emprunts obligataires	618 147	1 143	483 702	133 302
Total emprunts obligataires (a)	618 604	1 143	483 702	133 759
Emprunts auprès des établissements de crédit (b)	1 002 720	312 995	517 302	172 423
Autres emprunts et dettes assimilées (c)	979 053	594 090	83 188	301 775
Sous-total : passifs au coût amorti (a + b + c)	2 600 377	908 228	1 084 192	607 957
Passifs à la juste valeur en résultat (d)	24 332	23 900	432	
Total : dettes financières (a + b + c + d)	2 624 709	932 128	1 084 624	607 957
Passifs non courants				
Autres provisions	96 765		94 822	1 943
Autres passifs non courants	33 870		33 720	150
Dettes des passifs courants				
Provisions (part à moins d'un an)	28 058	28 058		
Fournisseurs et autres créditeurs	1 320 486	1 320 486		
Impôts courants	174 477	174 477		
Autres passifs courants	21 004	21 004		
Passifs liés à des activités destinées à la vente	591 596	591 596		

Au 31 décembre 2005, les passifs en juste valeur comptabilisés par le résultat comprennent essentiellement les dérivés sur options de rachat sur les titres Havas pour 23,9 millions d'euros.

Les produits et charges comptabilisés en compte de résultat de la période pour ces passifs financiers sont présentés dans la note 31 – Résultat financier.

NOTE 22 – Passif financier et endettement financier net**Endettement financier net**

(en milliers d'euros)

	Au 31/12/2007	Au 31/12/2006	Au 31/12/2005
Emprunts obligataires convertibles	0	305	457
Autres emprunts obligataires	645 669	656 544	618 147
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 391 737	923 539	1 002 720
Autres emprunts et dettes assimilées	320 224	806 390	979 053
Passifs à la juste valeur en résultat	0	55 349	24 332
Endettement financier brut	2 357 630	2 442 127	2 624 709
Trésorerie et équivalents de trésorerie ⁽¹⁾	(369 705)	(614 353)	(324 586)
Dérivés en juste valeur, dont :	(56 247)	(5 639)	(7 639)
- dérivés actifs non courants	(10 652)	(5 639)	(7 639)
- dérivés actifs courants ⁽²⁾	(45 595)	0	0
Endettement financier net	1 931 678	1 822 135	2 292 484

(1) Trésorerie et équivalents de trésorerie - Voir note 16

(2) Inclus dans le poste « Autres actifs courants » - Voir note 15

Selon la devise (en milliers d'euros)	Au 31/12/2007				Au 31/12/2006			
	Total	Euros	Dollars	Autres devises	Total	Euros	Dollars	Autres devises
Emprunts obligataires convertibles	0	0	0	0	305	305	0	0
Autres emprunts obligataires	645 669	562 410	83 259	0	656 544	562 007	93 394	1 143
Total emprunts obligataires (a)	645 669	562 410	83 259	0	656 849	562 312	93 394	1 143
Emprunts auprès des établissements de crédit (b)	1 391 737	1 262 814	25 010	103 913	923 539	838 335	24 559	60 645
Autres emprunts et dettes assimilées (c)	320 224	205 524	23 610	91 090	806 390	703 569	11 462	91 359
Sous-total : passifs au coût amorti (a + b + c)	2 357 630	2 030 748	131 879	195 003	2 386 778	2 104 216	129 415	153 147

Comptes consolidés

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2005			
	Total	Euros	Dollars	Autres devises
Emprunts obligataires convertibles	457	457	0	0
Autres emprunts obligataires	618 147	560 762	55 099	2 286
Total emprunts obligataires (a)	618 604	561 219	55 099	2 286
Emprunts auprès des établissements de crédit (b)	1 002 720	903 298	33 343	66 079
Autres emprunts et dettes assimilées (c)	979 053	885 944	8 397	84 712
Sous-total : passifs au coût amorti (a + b + c)	2 600 377	2 350 461	96 839	153 077

Selon le taux (en milliers d'euros)	Au 31/12/2007			Au 31/12/2006			Au 31/12/2005		
	Total	Taux fixe	Taux variable	Total	Taux fixe	Taux variable	Total	Taux fixe	Taux variable
Emprunts obligataires convertibles	0	0	0	305	305	0	457	457	0
Autres emprunts obligataires	645 669	52 176	593 493	656 544	57 929	598 615	618 147	58 147	560 000
Total emprunts obligataires (a)	645 669	52 176	593 493	656 849	58 234	598 615	618 604	58 604	560 000
Emprunts auprès des établissements de crédit (b)	1 391 737	311 658	1 080 079	923 539	258 106	665 433	1 002 720	219 825	782 895
Autres emprunts et dettes assimilées (c)	320 224	156 664	163 560	806 390	128 903	677 487	979 053	352 126	626 927
Sous-total : passifs au coût amorti (a + b + c)	2 357 630	520 498	1 837 132	2 386 778	445 243	1 941 535	2 600 377	630 555	1 969 822

Le Groupe a regroupé, le 22 décembre 2004, tous les titres Havas détenus à cette date par ses filiales dans une structure unique : Bolloré Médias Investissements.

Simultanément, cette société a mis en place un financement structuré qui lui a permis de recevoir 200 millions d'euros en nantissant 55,1 millions d'actions Havas. L'opération a une durée de cinq ans mais peut être dénouée à tout moment à la seule initiative de Bolloré Médias Investissements, qui conserve durant toute l'opération la propriété des actions et les droits de vote associés ainsi que l'exposition économique sur l'évolution du cours d'Havas.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

La part à moins d'un an des crédits utilisés au 31 décembre 2007 inclut 140 millions d'euros de tirage de billets de trésorerie dans le cadre d'un programme de 300 millions d'euros maximum et 206 millions de mobilisations de créances. Par ailleurs, le montant des lignes de crédit confirmées et non utilisées s'élève à 971 millions d'euros au 31 décembre 2007. L'ensemble des lignes bancaires tirées et non tirées s'amortit comme suit :

Année 2008	3 %
Année 2009	23 %
Année 2010	8 %
Année 2011	1 %
Année 2012	7 %
Année 2013	2 %
Au-delà de 2013	56 %
Total	100 %

La majorité des tombées intervient en 2013 et au-delà.

Le Groupe ne fait pas appel à des financements bancaires conditionnés à une notation externe. Cependant, les lignes de crédit accordées par les établissements financiers à la société mère prévoient généralement des clauses de remboursement anticipé, principalement en fonction de deux ratios : un ratio d'endettement et un ratio relatif à la capacité du Groupe à faire face au service de la dette. Le Groupe respecte l'ensemble de ces critères au 31 décembre 2007.

EMPRUNT OBLIGATAIRE CONVERTIBLE

(en milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Valeur	0	305	457

Le solde au 31 décembre 2006 correspond à la part souscrite par les minoritaires dans un emprunt obligataire convertible émis par une filiale du Groupe. Cet emprunt obligataire a été converti durant l'exercice 2007 en actions qui ont été acquises par le Groupe.

AUTRES EMPRUNTS OBLIGATAIRES

(en milliers d'euros)	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Valeur	645 669	656 544	618 147

ÉMIS PAR BOLLORÉ (SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2007 : 182,9 MILLIONS D'EUROS)

La société Bolloré a émis, au cours du mois de mars 2004, un emprunt obligataire d'un montant total de 100 millions d'euros remboursable *in fine* en 2009 et rémunéré à taux Euribor six mois + 1 %. Les obligations d'une valeur nominale de 1 000 euros sont cotées à la Bourse de Luxembourg.

ÉMIS PAR FINANCIÈRE DE L'ODET (SOLDE 2007 : 460 MILLIONS D'EUROS)

Un emprunt obligataire a été émis pour un montant total de 460 millions d'euros, la première tranche a été libérée en août 2001 pour 200 millions d'euros, et la seconde tranche a été libérée en septembre 2001 pour 260 millions d'euros. Cet emprunt obligataire porte intérêts à taux variable Euribor douze mois majoré de 1,15 % et venait à échéance en 2006. L'échéance initiale a été reportée au 27 août 2010 par une Assemblée générale d'obligataires qui a modifié le taux variable à Euribor douze mois majoré de 1,20 % à compter du 27 août 2003. Le taux d'intérêt relatif à la période du 27 août 2002 au 27 août 2003 s'élève à 4,68 %. Pour la période du 27 août 2003 au 27 août 2005, le taux d'intérêt était de 3,51 %, du 27 août 2005 au 27 août 2007 le taux d'intérêts est de 3,41 %. Le taux d'intérêt de la période du 27 août 2007 au 27 août 2008 est de 5,99 %, calculé sur la base de l'Euribor douze mois. Une tranche de 160 millions d'euros avait fait l'objet d'un swap de taux pour passer à taux fixe du 26 août 2003 au 26 août 2006, soit un taux de 3,78 % majoré de 1,20 %.

EMPRUNTS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Le 22 décembre 2006, Bolloré a emprunté sous forme de placement privé 123 millions de dollars américains, répartis en trois tranches :

- la première tranche est à taux variable (libor +1 %) pour un montant de 50 millions de dollars américains, remboursable en 2013, et émise à 98 % de la valeur nominale avec une prime de remboursement de 1 million de dollars ;
- la deuxième tranche est à taux fixe (6,32 %) pour un montant de 40 millions de dollars sur une durée de dix ans ;
- la troisième tranche est à taux fixe (6,42 %) pour un montant de 33 millions de dollars sur une durée de douze ans.

Dans le cadre de l'acquisition du groupe JE-Bernard, la société SDV UK a emprunté le 23 février 2007 pour une durée de sept ans un montant total de 28 millions de livres sterling :

- 14 millions de livres sterling remboursables en totalité le 31 décembre 2013. Le taux d'intérêt payé (hors marge de 0,85 %) est de 5,45 % si le taux trois mois de la livre sterling est inférieur à 4,37 %, le taux variable trois mois de la livre sterling lui-même lorsqu'il est compris entre 4,37 % et 5,93 %, 5,93 % au-delà ;
- 14 millions de livres sterling amortissables trimestriellement sur sept ans au taux fixe de 5,82 % (marge 0,75 % incluse).

NOTE 23 – Autres passifs non courants

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2006	Variations de périmètre		Variations nettes	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2007
		Entrées	Sorties				
Dettes fournisseurs à plus d'un an	1 933	0	0	46	(18)	0	1 961
Dettes fiscales et sociales à plus d'un an	2 084	0	0	1 428	(7)	0	3 505
Autres dettes d'exploitation à plus d'un an	3 415	61	(11)	(938)	42	1	2 570
Autres passifs non courants	14 497	90	(14)	(4 714)	(84)	7 240	17 015
Comptes de régularisation à long terme	4 342	20	0	(208)	(2)	(101)	4 051
Total	26 271	171	(25)	(4 386)	(69)	7 140	29 102

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2005	Variations de périmètre		Variations nettes	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2006
		Entrées	Sorties				
Dettes fournisseurs à plus d'un an	2 628	0	0	354	(33)	(1 016)	1 933
Dettes fiscales et sociales à plus d'un an	8 414	14	(7)	(2 447)	(24)	(3 866)	2 084
Autres dettes d'exploitation à plus d'un an	14 485	0	(7)	(5 773)	(81)	(5 209)	3 415
Autres passifs non courants	3 310	17	0	14 384	(1)	(3 213)	14 497
Comptes de régularisation à long terme	5 033	0	0	(501)	(1)	(189)	4 342
Total	33 870	31	(14)	6 017	(140)	(13 493)	26 271

Comptes consolidés

NOTE 24 – Fournisseurs et autres créditeurs

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2006	Variations de périmètre		Variations nettes	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2007
		Entrées	Sorties				
Dettes fournisseurs à moins d'un an	660 038	14 871	(1 590)	175 363	(7 238)	(60)	841 384
Dettes sociales et fiscales d'exploitation à moins d'un an	147 876	1 109	(91)	8 449	(591)	44	156 796
Clients créditeurs	141 937	164	0	11 464	(2 425)	(209)	150 931
Comptes courants – passif à moins d'un an	19 539	402	1 047	12 969	(151)	(19 683)	14 123
Autres dettes d'exploitation à moins d'un an	376 513	11 851	(930)	73 432	(4 521)	1 435	457 780
Autres dettes	101 965	1 600	1 000	(19 878)	398	(46 827)	38 258
Total	1 447 868	29 997	(564)	261 799	(14 528)	(65 300)	1 659 272

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2005	Variations de périmètre		Variations nettes	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2006
		Entrées	Sorties				
Dettes fournisseurs à moins d'un an	700 563	1 575	(2 424)	(48 503)	(10 494)	19 321	660 038
Dettes sociales et fiscales d'exploitation à moins d'un an	133 521	1 846	(265)	13 735	(757)	(204)	147 876
Clients créditeurs	107 523	31	(13)	36 531	(2 648)	513	141 937
Comptes courants – passif à moins d'un an	23 578	(993)	(4 787)	(123 493)	1 525	123 709	19 539
Autres dettes d'exploitation à moins d'un an	324 873	122	15	29 689	(7 785)	29 599	376 513
Autres dettes	30 428	(28)	103 685	9 662	124	(41 906)	101 965
Total	1 320 486	2 553	96 211	(82 379)	(20 035)	131 032	1 447 868

NOTE 25 – Impôts courant – passif

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2006	Variations de périmètre		Variations nettes	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2007
		Entrées	Sorties				
Impôts courants – passif	208 212	1 576	(18)	(43 146)	(728)	161	166 057

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2005	Variations de périmètre		Variations nettes	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2006
		Entrées	Sorties				
Impôts courants – passif	174 477	2 508	(334)	25 898	(1 295)	6 958	208 212

NOTE 26 – Autres passifs courants

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2006	Variations de périmètre		Variations nettes	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2007
		Entrées	Sorties				
Produits constatés d'avance à moins d'un an	14 630	29	0	2 119	(300)	11	16 489
Autres dettes et comptes de régularisation courants	0	0	0	0	0	0	0
Total	14 630	29	0	2 119	(300)	11	16 489

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2005	Variations de périmètre		Variations nettes	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2006
		Entrées	Sorties				
Produits constatés d'avance à moins d'un an	21 004	1 438	0	(7 612)	(466)	266	14 630
Autres dettes et comptes de régularisation courants	0	0	0	0	0	0	0
Total	21 004	1 438	0	(7 612)	(466)	266	14 630

NOTE 27 – Actifs, passifs et résultat des activités destinées à la vente

(en milliers d'euros)		2007	2006	2005
Chiffre d'affaires		0	0	892 623
Achats et charges externes		0	0	(704 657)
Frais de personnel		0	0	(46 460)
Amortissements et provisions		0	0	(31 241)
Autres produits et charges opérationnels		0	0	16 475
Résultat opérationnel		0	0	126 740
Résultat financier		0	0	(4 355)
Part dans le résultat net des entreprises associées		0	0	(597)
Impôts sur les résultats		0	0	1 852
Résultat net des activités cédées		0	54 983	0
Résultat net des activités destinées à la vente		0	54 983	123 640

Le résultat net des activités cédées représentait au 31 décembre 2006 la plus-value de cession réalisée suite à la vente des activités maritimes.

Comptes consolidés

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS DESTINÉES À LA VENTE

(en milliers d'euros)

	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Flux de trésorerie liés à l'activité			
Résultat net consolidé	0	54 983	123 640
Charges et produits sans effet sur la trésorerie :			
- élimination des amortissements et des provisions	0	2 100	27 026
- élimination de la variation des impôts différés	0	0	(5 303)
- autres produits et charges sans incidence de trésorerie	0	0	(4 624)
élimination des plus ou moins-values de cession	0	3 825	27 629
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	0	0	0
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité :	0	(393 220)	(45 186)
- dont stocks et en-cours	0	0	81
- dont dettes	0	269 160	(40 532)
- dont créances	0	(662 380)	(4 735)
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles	0	(332 312)	123 182
Flux d'investissement			
Décaissements liés à des acquisitions :			
- immobilisations corporelles			(12 205)
- immobilisations incorporelles			(2 231)
- titres et autres immobilisations financières			(202)
Encaissements liés à des cessions :			
- immobilisations corporelles			21 367
- immobilisations incorporelles			844
- titres			30
- autres immobilisations financières			80
Incidence des variations de périmètre sur la trésorerie			(66)
Flux nets de trésorerie sur investissements	0	0	7 617
Flux de financement			
Décaissements :			
- dividendes versés aux actionnaires de la société mère			699
- dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées			35
- remboursements des dettes financières			(168 110)
Encaissements :			
- augmentation des capitaux propres			181
- subventions d'investissements (augmentation des autres fonds propres)			0
- augmentation des dettes financières			197 612
Flux nets de trésorerie sur opérations de financement	0	0	30 417
Incidence des variations de cours des devises			3 931
Variation de la trésorerie	0	(332 312)	165 147
Trésorerie à l'ouverture			21 966
Total incidence des activités destinées à la vente	0	(332 312)	187 113

EFFECTIFS DES ACTIVITÉS DESTINÉES À LA VENTE

	2007	2006	2005
Cadres			336
Agents de maîtrise/employés et ouvriers			554
Total	0	0	890

VENTILATION DES EFFECTIFS PAR ACTIVITÉ

	2007	2006	2005
Transport			890
Total	0	0	890

Les actifs nets d'un groupe destiné à être cédé ou les actifs corporels détenus en vue de la vente, comme définis par IFRS 5, sont comptabilisés en actifs détenus en vue de la vente et dettes des activités destinées à la vente sans possibilité de compensation des actifs et passifs concernés. Les immobilisations corporelles ainsi classées ne sont plus amorties.

L'application de cette norme a un impact sur le résultat net 2006 de 55,0 millions d'euros. Elle aboutit également à des reclassements de ligne à ligne.

Comptes consolidés

Notes sur le compte de résultat

NOTE 28 – Informations sectorielles des activités poursuivies

VENTILATION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

En 2007 (en milliers d'euros)	Transport et logistique	Films plastiques et batteries	Papiers minces	Distribution d'énergie	Terminaux et Systèmes spécialisés	Médias et télécoms	Autres activités	Élimination inter- secteurs	Total consolidé
Chiffre d'affaires	4 145 571	79 543	113 508	1 845 606	157 463	40 126	67 365	(49 862)	6 399 320
Dotations nettes aux amortissements	(74 569)	(9 558)	(4 518)	(8 256)	(3 836)	(1 403)	(7 477)	0	(109 617)
Dotations nettes aux provisions opérationnelles	654	(7 049)	(332)	(1 052)	1 213	(7 195)	14 195	0	434
Autres charges opérationnelles nettes									(6 186 153)
Résultat opérationnel	251 273	(40 835)	(6 999)	25 527	(1 722)	(91 000)	(32 260)	0	103 984
Résultat financier									273 352
Part de résultat dans les entreprises associées	376	0	0	0	0	14 235	24 359	0	38 970
Impôt sur les résultats									(87 954)
Résultat net des activités poursuivies									328 352
Investissements corporels et incorporels	134 897	18 239	4 842	10 315	2 741	15 634	46 702	(9 055)	224 315
Actifs sectoriels									
Goodwill	847 680	5 436	0	49 909	6 788	22 034	5 292	0	937 138
Actifs corporels et incorporels	509 884	87 552	54 983	103 251	36 207	97 101	189 868	(9 055)	1 069 791
Titres mis en équivalence	2 574	0	0	0	0	604 954	138 152	0	745 679
Actifs sectoriels courants	1 605 624	25 241	41 431	345 625	79 602	52 528	606 340	(1 000 388)	1 756 003
Total actifs sectoriels	2 965 762	118 229	96 414	498 785	122 597	776 617	939 652	(1 009 443)	4 508 611
Passifs sectoriels									
Provisions sectorielles	137 629	3 070	9 121	21 800	8 755	7 500	31 379	0	219 254
Passifs sectoriels courants	1 213 368	100 948	70 788	305 914	72 901	471 355	423 643	(999 647)	1 659 270
Total passifs sectoriels	1 350 997	104 018	79 909	327 714	81 656	478 855	455 022	(999 647)	1 878 524

En 2006 (en milliers d'euros)	Transport et logistique	Films plastiques et batteries	Papiers minces	Distribution d'énergie	Terminaux et Systèmes spécialisés	Médias et télécoms	Autres activités	Élimination inter- secteurs	Total consolidé
Chiffre d'affaires	3 648 627	86 476	109 122	1 925 474	167 691	22 849	67 649	(47 499)	5 980 389
Dotations nettes aux amortissements	(65 411)	(10 015)	(5 073)	(2 421)	(4 599)	(4 278)	(7 582)	0	(99 379)
Dotations nettes aux provisions opérationnelles	(8 335)	(39)	(8 488)	(6 700)	(644)	226	6 551	0	(17 186)
Autres charges opérationnelles nettes									(5 762 880)
Résultat opérationnel	198 847	(22 694)	(23 078)	20 303	(4 137)	(49 257)	(19 040)	0	100 944
Résultat financier									511 324
Part de résultat dans les entreprises associées	(48)	0	0	0	0	16 946	13 126	0	30 024
Impôt sur les résultats									(103 649)
Résultat net des activités poursuivies									538 643
Investissements corporels et incorporels	82 031	11 578	6 815	9 379	4 945	80 102	20 356	0	215 206
Actifs sectoriels									
Goodwill	715 820	0	0	50 084	6 788	0	88 716	0	861 408
Actifs corporels et incorporels	437 330	87 260	55 101	104 863	37 419	85 629	153 540	0	961 142
Titres mis en équivalence	2 089	0	0	0	0	493 611	158 027	0	653 727
Actifs sectoriels courants	1 413 116	27 977	37 976	264 194	68 566	70 005	537 237	(859 705)	1 559 366
Total actifs sectoriels	2 568 355	115 237	93 077	419 141	112 773	649 245	937 520	(859 705)	4 035 643
Passifs sectoriels									
Provisions sectorielles	118 958	3 014	9 133	22 452	8 334	582	28 374	(3 694)	187 153
Passifs sectoriels courants	1 062 224	81 698	57 495	206 137	65 337	397 967	435 691	(858 681)	1 447 868
Total passifs sectoriels	1 181 182	84 712	66 628	228 589	73 671	398 549	464 065	(862 375)	1 635 021

Comptes consolidés

En 2005 (en milliers d'euros)	Transport et logistique	Films plastiques et batteries	Papiers minces	Distribution d'énergie	Terminaux et Systèmes spécialisés	Médias et télécoms	Autres activités	Élimination inter- secteurs	Total consolidé
Chiffre d'affaires	3 365 346	80 518	108 980	1 689 464	182 243	256	64 263	(46 001)	5 445 069
Dotations nettes aux amortissements	(63 394)	(10 649)	(4 855)	(7 463)	(4 411)	(1 848)	4 876	0	(87 744)
Dotations nettes aux provisions opérationnelles	(5 960)	381	377	(186)	(5 001)	(108)	(1 398)	0	(11 895)
Autres charges opérationnelles nettes									(5 236 246)
Résultat opérationnel	171 207	(19 960)	(6 520)	24 469	(6 208)	(31 640)	(22 264)	0	109 184
Résultat financier									167 823
Part de résultat dans les entreprises associées	(186)	0	0	0	0	8 257	32 109	0	40 180
Impôt sur les résultats									(55 583)
Résultat net des activités poursuivies									261 604
Investissements corporels et incorporels	70 947	5 019	4 335	4 993	5 234	5 777	4 706	0	101 011
Actifs sectoriels									
Goodwill	613 438	0	0	53 500	6 731	0	116 473	0	790 142
Actifs corporels et incorporels	447 441	85 577	62 146	102 706	38 425	6 364	140 713	0	883 372
Titres mis en équivalence	1 997	0	0	0	0	449 997	154 557	0	606 551
Actifs sectoriels courants	1 567 868	35 643	41 062	284 013	90 566	9 570	316 420	(741 889)	1 603 253
Total actifs sectoriels	2 630 744	121 220	103 208	440 219	135 722	465 931	728 163	(741 889)	3 883 318
Passifs sectoriels									
Provisions sectorielles	114 347	2 998	8 927	20 229	8 634	108	30 092	(2 878)	182 457
Passifs sectoriels courants	1 106 326	62 232	59 232	213 988	78 474	157 441	376 487	(733 696)	1 320 484
Total passifs sectoriels	1 220 673	65 230	68 159	234 217	87 108	157 549	406 579	(736 574)	1 502 941

Les transactions entre secteurs sont effectuées aux conditions de marché.

VENTILATION PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

(en milliers d'euros)	France et Dom-Tom	Europe hors France	Afrique	Amériques	Asie/ Pacifique	Total
En 2007						
Chiffre d'affaires	3 327 444	1 112 691	1 260 732	268 401	430 052	6 399 320
Actifs sectoriels						
- immobilisations incorporelles	138 152	530	3 209	555	672	143 118
- immobilisations corporelles	445 124	41 424	416 994	16 405	6 725	926 673
Investissements corporels et incorporels	92 412	3 354	114 496	10 448	3 606	224 316
En 2006						
Chiffre d'affaires	3 269 352	971 360	1 125 117	244 512	370 048	5 980 389
Actifs sectoriels :						
- immobilisations incorporelles	140 833	1 045	3 235	483	559	146 154
- immobilisations corporelles	415 456	28 963	356 739	7 626	6 203	814 988
Investissements corporels et incorporels	141 073	3 544	66 332	1 027	3 230	215 206
En 2005						
Chiffre d'affaires	2 724 848	902 370	1 169 448	277 275	371 129	5 445 069
Actifs sectoriels :						
- immobilisations incorporelles	64 630	1 034	3 094	865	664	70 285
- immobilisations corporelles	414 272	28 711	355 271	8 797	6 034	813 085
Investissements corporels et incorporels	35 952	1 732	59 387	1 279	2 661	101 011

NOTE 29 – Principales évolutions à périmètre et taux de change constants

(en milliers d'euros)	2007	Variations de périmètre	Variations de change	2007 Périmètre et change constants	2006	2005
Chiffre d'affaires	6 399 320	(123 661) ⁽¹⁾	83 433	6 359 092	5 980 389	5 445 069
Résultat opérationnel	103 984	(1 450) ⁽²⁾	3 040	105 574	100 945	109 185
Résultat financier	273 352	(720)	(327)	272 305	511 324	167 824

(1) La variation de périmètre concernant le chiffre d'affaires est principalement liée aux entrées de périmètre de JE-Bernard (contribuant pour - 102,6 millions d'euros) et de Pro-Service (contribuant pour - 11,8 millions d'euros) ainsi que des sociétés des secteurs médias et télécoms (dont notamment Intervalles et Polyconseil, contribuant pour - 3,8 millions d'euros).

(2) Au niveau du résultat opérationnel, la variation de périmètre correspond principalement aux entrées de JE-Bernard et de Bathium Canada Inc.

NOTE 30 – Résultat opérationnel

L'analyse du résultat opérationnel par nature de produits et charges est la suivante :

(en milliers d'euros)	2007	2006	2005
Chiffre d'affaires	6 399 320	5 980 389	5 445 069
Achats et charges externes	(5 156 554)	(4 842 240)	(4 359 212)
Locations et charges locatives	(128 484)	(120 060)	(116 817)
Frais de personnel	(849 383)	(778 257)	(731 898)
Dotations aux amortissements et aux provisions	(109 182)	(116 291)	(109 477)
Plus ou moins-value sur cessions d'actifs non financiers	(2 238)	(1 477)	(1 108)
Pertes et gains de change nets	(4 223)	(235)	2 772
Pertes et bénéfices attribués	696	517	1 407
Autres charges opérationnelles	(77 845)	(61 448)	(66 520)
Autres produits opérationnels	31 877	40 046	44 968
Résultat opérationnel	103 984	100 944	109 184

Comptes consolidés

NOTE 31 – Résultat financier

(en milliers d'euros)	2007	2006	2005
Coût net du financement			
Charges d'intérêt	(95 804)	(81 372)	(79 992)
Escomptes nets	(1 627)	(1 154)	(916)
Revenus des créances financières	4 751	11 651	1 161
Sous-total	(92 680)	(70 875)	(79 747)
Autres produits et charges financiers			
Revenus des titres et des valeurs mobilières de placement	59 848	53 641	44 210
Produit net de cession des titres et des valeurs mobilières de placement ⁽¹⁾	350 042	583 569	263 980
Provisions sur titres et valeurs mobilières de placement ⁽²⁾	(125 950)	18 374	(37 040)
Option sur titres Havas ⁽³⁾	15 240	8 660	(23 900)
Dérivé sur vente à terme Vallourec ⁽⁴⁾	85 704	(40 109)	0
Autres (net)	(18 852)	(41 936)	321
Sous-total	366 032	582 199	247 571
Résultat financier	273 352	511 324	167 824

(1) Au cours de l'exercice 2007, le Groupe a cédé 1 859 616 titres Vallourec pour 376,6 millions d'euros, réalisant une plus-value nette de frais de cession de 345,6 millions d'euros.

(2) Au 31 décembre 2007, les titres Aegis ont fait l'objet d'une dépréciation de 113 millions d'euros.

(3) Au cours du premier semestre 2007, le Groupe Bolloré a acquis auprès de Sebastian Holdings Inc. 16 929 649 titres Havas. Ces titres faisaient l'objet d'une option de rachat comptabilisée en dettes financières et dont la valeur dépend du cours de Bourse d'Havas. La levée de cette option a entraîné en 2007 la constatation d'un produit financier de 15,2 millions d'euros résultant de la reprise de ce dérivé, réduisant à due concurrence le goodwill constaté sur le lot de titres acquis.

(4) Une partie des titres Vallourec détenus par le Groupe fait l'objet de ventes à terme optionnelles à échéance 2008. La variation de juste valeur de ces dérivés en fonction du cours de Bourse de l'action vient impacter le résultat financier à chaque clôture.

NOTE 32 – Impôts sur les bénéfices

ANALYSE DE LA CHARGE D'IMPÔT

(en milliers d'euros)	2007	2006	2005
Impôts exigibles	(138 167)	(143 785)	(81 299)
Report en arrière des déficits	2 399	4 753	107
Économie d'impôt due aux intégrations fiscales	39 128	34 948	22 847
Sous-total impôts sur les bénéfices	(96 640)	(104 084)	(58 345)
Impôts sur les distributions	(1 259)	255	(1 386)
Impôts différés nets	9 945	180	4 148
Sous-total impôts différés	8 686	435	2 762
Total	(87 954)	(103 649)	(55 583)

En 2007, le Groupe a constaté un impôt de 6,7 millions d'euros sur la plus-value Vallourec, contre 47,7 millions d'euros en 2006.

Un produit d'impôt a été comptabilisé à hauteur du montant des impôts différés passifs imputables sur les reports déficitaires, soit 12,8 millions d'euros.

RATIONALISATION DE LA CHARGE D'IMPÔT

L'écart entre la charge d'impôt théorique et la charge nette d'impôt réelle s'analyse de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	2007	2006	2005
Résultat net consolidé	328 352	593 626	385 245
Résultat net des sociétés mises en équivalence	(38 970)	(30 024)	(40 180)
Charge (produit) d'impôt	87 954	103 649	55 583
Résultat avant impôt	377 336	667 251	400 648
Taux d'impôt théorique	34,43 %	34,43 %	34,93 %
Profit (charge) théorique d'impôt	(129 929)	(229 735)	(139 946)
Rapprochement			
Différences permanentes	(104 166)	(38 205)	(11 359)
Plus-values non imposées au taux courant	137 812	154 324	(52)
Impôt différé (activation)	12 751	(180)	3 731
Crédit d'impôts	(11 910)	(7 989)	7 589
Différences dues aux taux d'impôts des sociétés étrangères	10 019	15 898	82 943
Reclassement IFRS 5	0	0	3 363
Autres	2 531	2 238	(1 852)
Produit (charge) réel d'impôt	(87 954)	(103 649)	(55 583)

Le taux d'impôt utilisé pour la rationalisation de la charge d'impôt correspond au taux d'impôt global auquel est taxée la société mère.

ORIGINE DES IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS ET PASSIFS

(en milliers d'euros)	2007	2006	2005
Reports fiscaux déficitaires	12 829	74	905
Provisions pour avantages au personnel	2 869	3 210	6 439
Marges en stocks et autres éliminations de résultats internes	566	1 715	1 396
Annulation des réévaluations	3 479	3 887	6 044
Différences temporaires sociales	21 859	21 820	19 576
Différence entre valeurs fiscales et valeurs consolidées des immobilisations	(3 708)	(1 339)	(3 653)
Autres retraitements	(794)	(723)	2 252
Impôts différés nets liés aux retraitements IFRS	(52 484)	(87 075)	(116 184)
Provisions fiscales	(24 601)	(21 892)	(24 107)
Crédit-bail	(5 362)	(4 478)	(4 139)
Actifs et passifs d'impôts différés nets	(45 347)	(84 801)	(111 471)

REPORTS DÉFICITAIRES NON ACTIVÉS

(en milliers d'euros)	2007	2006	2005
Déficits reportables	178 043	166 926	180 478
Amortissements réputés différés	3 119	3 929	9 305
Total	181 162	170 855	189 783

Comptes consolidés

ÉVOLUTION AU 31 DÉCEMBRE 2007

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2006	Variations de périmètre		Variations nettes	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2007
		Entrées	Sorties				
Impôts différés – actif	34 240	56	(3)	(29 409)	(282)	25 173	29 775
Impôts différés – passif	119 041	(1 273)	(1)	(39 529)	(146)	(2 970)	75 122

ÉVOLUTION AU 31 DÉCEMBRE 2006

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2005	Variations de périmètre		Variations nettes	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2006
		Entrées	Sorties				
Impôts différés – actif	62 476	128	(1 757)	30 941	(722)	(56 826)	34 240
Impôts différés – passif	173 947	55	(2 056)	31 215	(1 250)	(82 870)	119 041

Autres informations

NOTE 33 – Effectifs moyens des activités poursuivies

	2007	2006	2005
Cadres	4 293	3 945	3 824
Agents de maîtrise/employés et ouvriers	27 871	26 644	27 217
Total	32 164	30 589	31 041
Ventilation des effectifs par activité	2007	2006	2005
Transport et logistique	26 797	25 365	26 137
Films plastiques, batteries, supercapacités	774	750	784
Papiers minces	427	441	437
Distribution d'énergie	898	903	925
Terminaux et Systèmes spécialisés	896	1 000	1 025
Communications, médias	516	407	188
Autres activités	1 856	1 723	1 545
Total	32 164	30 589	31 041

NOTE 34 – Rémunération des dirigeants

(en milliers d'euros)	2007	2006	2005
Avantages à court terme	4 384	6 020	3 237
Paiement en actions ⁽¹⁾	1 043	0	0
Nombre de stock-options détenues par les dirigeants sur les titres Bolloré ⁽²⁾	157 500	0	104 000

(1) Le Groupe a accordé des options de souscription d'actions Bolloré à des salariés ou à des mandataires sociaux du Groupe.

Le Groupe a appliqué la norme IFRS 2 « Share-based payment » à ce plan de souscription d'actions, à la date d'octroi, le 8 juin 2007, la juste valeur des options accordées a été calculée par un expert indépendant selon le modèle Black and Scholes. Cette valeur représente la charge à comptabiliser sur la période (1,04 million d'euros concernant les dirigeants sur 2007) correspondant à la durée d'acquisition des options.

(2) Suite au plan d'attribution d'options du 30 mars 2001, le Groupe a accordé 104 000 options de souscription d'actions Bolloré à des salariés ou à des mandataires sociaux du Groupe. Le Groupe n'avait pas appliqué à ce plan de souscription d'actions la norme IFRS 2 « Share-based payment » (parue le 19 février 2004).

En 2007, Vincent Bolloré, Président du Conseil d'administration, a perçu 2,02 millions d'euros de rémunération des sociétés du Groupe Financière de l'Odé, contre 2,87 millions en 2006. Par ailleurs, Vincent Bolloré a perçu en 2007, 36 milliers d'euros de jetons de présence à raison des mandats sociaux qu'il exerce dans les sociétés du Groupe (29 milliers d'euros en 2006).

Il n'existe pas d'engagement du Groupe envers ses dirigeants ou anciens dirigeants au titre des pensions et des indemnités assimilées (postérieures à l'emploi).

Il n'y a aucune avance ou crédit accordé aux membres du Conseil d'administration par le Groupe.

NOTE 35 – Transactions avec les entreprises liées

Les comptes consolidés incluent des opérations effectuées par le Groupe dans le cadre normal de ses activités avec des sociétés non consolidées qui ont un lien capitalistique direct ou indirect avec le Groupe.

(en milliers d'euros)	2007	2006	2005
Convention de trésorerie et comptes courants - actif	9 195	12 436	10 271
Convention de trésorerie et comptes courants - passif	(77 502)	(64 288)	(56 934)
Clients et autres débiteurs	8 614	18 484	18 452
Fournisseurs et autres créditeurs	(26 768)	(92 120)	(38 987)
Chiffre d'affaires	27 095	23 546	26 554
Achats et charges externes	(17 593)	0	0

Comptes consolidés

NOTE 36 – Engagements donnés

31 décembre 2007
(en milliers d'euros)

	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Cautions sur douanes	453 233	291 957	45 571	115 704
Autres cautions accordées par les banques (contentieux fiscaux, cautions/marchés...)	107 126	99 278	654	7 194
Avals, cautions et garanties	73 563	23 985	12 937	36 641
Sûretés réelles accordées en garantie des emprunts	13 511	0	0	13 511
Nantissements et hypothèques	294 626	0	228 907	65 719

DÉTAIL DES NANTISSEMENTS, SÛRETÉS RÉELLES ET HYPOTHÈQUES

(en milliers d'euros)	Date de départ du nantissement	Date d'échéance du nantissement	Montant d'actif nant	Total du poste de bilan	% correspondant
Sur immobilisations incorporelles					
Nantissement sur fonds de commerce					
- Automatic System Belgium	01/07/2002	illimité	5 413	143 118	(1)
Sur immobilisations corporelles					
Sûretés réelles en garantie d'emprunt – Avion	16/01/2003	01/07/2015	13 511	926 673	1,5 %
Hypothèque propriétés Zambie	04/09/2003	illimité	1 986	926 673	0,2 %
Nantissement de matériel roulant au Cameroun	01/01/2002	01/07/2015	37 491	926 673	4,0 %
Nantissement de locomotives au Cameroun	04/10/2002	05/09/2014	6 498	926 673	0,7 %
Nantissement d'un magasin au Mozambique	04/10/1997	illimité	771	926 673	0,1 %
Nantissement de matériel de manutention en Guinée	01/04/2006	31/03/2011	304	926 673	0,0 %
Sur immobilisations financières					
- titres SCCF	17/10/2002	17/10/2017	13 560	2 371 544	(2)
- titres Secaf	01/04/1999	01/04/2009	6 381	2 371 544	(2)
- titres Havas (voir note 41)	23/12/2004	23/12/2009	222 222	745 679	29,8 %

(1) Sagissant d'une création, ce fonds de commerce n'est pas valorisé dans les comptes.

(2) Les titres SCCF et Secaf ainsi que les créances Bolloré sont éliminés du bilan consolidé, il est donc impossible de calculer valablement une proportion.

31 décembre 2006
(en milliers d'euros)

	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Cautions sur douanes	476 895	141 510	57 565	277 820
Autres cautions accordées par les banques (contentieux fiscaux, cautions/marchés...)	93 550	45 338	43 555	4 657
Avals, cautions et garanties	97 046	8 791	6 359	81 896
Sûretés réelles accordées en garantie des emprunts	16 301	0	0	16 301
Nantissements et hypothèques	294 440	0	228 603	65 837

DÉTAIL DES NANTISSEMENTS, SÛRETÉS RÉELLES ET HYPOTHÈQUES

(en milliers d'euros)	Date de départ du nantissement	Date d'échéance du nantissement	Montant d'actif nant	Total du poste de bilan	% correspondant
Sur immobilisations incorporelles					
Nantissement sur fonds de commerce					
- Automatic System Belgium	01/07/2002	illimité	5 413	146 154	(1)
Sur immobilisations corporelles					
Sûretés réelles en garantie d'emprunt - Avion	16/01/2003	01/07/2015	16 301	814 988	2,0 %
Hypothèque propriétés Zambie	04/09/2003	illimité	1 930	814 988	0,2 %
Nantissement de matériel roulant au Cameroun	01/01/2002	01/07/2015	37 491	814 988	4,6 %
Nantissement de locomotives au Cameroun	04/10/2002	05/09/2014	6 498	814 988	0,8 %
Nantissement d'un magasin au Mozambique	04/10/1997	illimité	945	814 988	0,1 %
Sur immobilisations financières					
- titres SCCF	17/10/2002	17/10/2017	13 560	3 071 200	(2)
- titres Secaf	01/04/1999	01/04/2009	6 381	3 071 200	(2)
- titres Havas	23/12/2004	23/12/2009	222 222	653 727	34,0 %

(1) S'agissant d'une création, ce fonds de commerce n'est pas valorisé dans les comptes.

(2) Les titres SCCF et Secaf ainsi que les créances Bolloré sont éliminés du bilan consolidé, il est donc impossible de calculer valablement une proportion.

31 décembre 2005

(en milliers d'euros)	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Cautions sur douanes	590 939	204 966	66 782	319 191
Autres cautions accordées par les banques (contentieux fiscaux, cautions/marchés...)	82 638	76 740	1 196	4 702
Avals, cautions et garanties	99 783	6 076	17 302	76 405
Nantissements et hypothèques	293 280	129	232 823	60 328
Effets escomptés non échus	4 559	4 559	0	0

DÉTAIL DES NANTISSEMENTS, SÛRETÉS RÉELLES ET HYPOTHÈQUES

(en milliers d'euros)	Date de départ du nantissement	Date d'échéance du nantissement	Montant d'actif nant	Total du poste de bilan	% correspondant
Sur immobilisations incorporelles					
Sur immobilisations corporelles					
Sûretés réelles en garantie d'emprunt - Avion	16/01/2003	01/07/2015	19 499	813 085	2,4 %
Hypothèque propriétés Zambie	04/09/2003	illimité	1 691	813 085	0,2 %
Nantissement de matériel roulant au Cameroun	01/01/2002	01/07/2015	37 491	813 085	4,6 %
Nantissement de locomotives au Cameroun	04/10/2002	05/09/2014	6 498	813 085	0,8 %
Nantissement d'un magasin au Mozambique	04/10/1997	illimité	1 089	813 085	0,1 %
Sur immobilisations financières					
- titres SCCF	17/10/2002	17/10/2017	13 560	2 547 131	(1)
- titres Secaf	01/04/1999	01/04/2009	6 381	2 547 131	(1)
- titres Republic Technologies International (2)	31/07/2000	31/07/2008	4 220	2 547 131	0,2 %
- titres Sasma	10/01/2000	30/06/2006	129	2 547 131	0,0 %
- titres Havas	23/12/2004	23/12/2009	222 222	606 551	36,6 %

(1) Les titres SCCF et Secaf ainsi que les créances Bolloré sont éliminés du bilan consolidé, il est donc impossible de calculer valablement une proportion.

(2) Mainlevée obtenue le 21 décembre 2006.

Comptes consolidés

NOTE 37 – Engagements reçus

31 décembre 2007 (en milliers d'euros)	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Avals, cautions et garanties reçues	5 923	3 054	713	2 156
Autres engagements reçus	5 947	0	0	5 947

31 décembre 2006 (en milliers d'euros)	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Avals, cautions et garanties reçues	4 736	2 330	2 406	0
Autres engagements reçus	0	0	0	0

31 décembre 2005 (en milliers d'euros)	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Avals, cautions et garanties reçues	6 910	2 992	3 538	380
Autres engagements reçus	98	81	17	0

NOTE 38 – Autres engagements financiers

31 décembre 2007 (en milliers d'euros)	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Ventes à terme de devises	25 594	25 594	0	0
Achats à terme de devises	28 147	28 147	0	0
Ventes à terme de produits	0	0	0	0
Achats à terme de produits	0	0	0	0
Position ouverte sur marché IPE ⁽¹⁾	28 905	28 905	0	0

(1) International Petroleum Exchange.

31 décembre 2006 (en milliers d'euros)	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Ventes à terme de devises	375 264	375 264	0	0
Achats à terme de devises	10 404	10 404	0	0
Ventes à terme de produits	0	0	0	0
Achats à terme de produits	0	0	0	0
Position ouverte sur marché IPE ⁽¹⁾	12 826	12 826	0	0

(1) International Petroleum Exchange.

31 décembre 2005 (en milliers d'euros)	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Ventes à terme de devises	22 678	22 678	0	0
Achats à terme de devises	24 635	24 635	0	0
Ventes à terme de produits	0	0	0	0
Achats à terme de produits	0	0	0	0
Position ouverte sur marché IPE ⁽¹⁾	7 331	7 331	0	0

(1) International Petroleum Exchange.

NOTE 39 – Engagements hors-bilan réciproques

Néant.

NOTE 40 – Impact de l'application des normes IAS 32-39

(en milliers d'euros)	Bilan consolidé avec IAS 32-39	IAS 32-39 au 01/01/2007 ⁽¹⁾	Variation de l'exercice	IAS 32-39 au 31/12/2007 ⁽¹⁾	Bilan consolidé sans IAS 32-39
Actif					
Goodwill	937 138	0	0	0	937 138
Immobilisations incorporelles	143 118	0	0	0	143 118
Immobilisations corporelles	926 673	0	0	0	926 673
Titres mis en équivalence	745 679	0	0	0	745 679
Autres actifs financiers	2 434 881	1 801 306	(647 202)	1 154 104	1 280 777
Impôts différés	29 775	22 116	(15 502)	6 614	23 161
Autres actifs	29 298	0	0	0	29 298
Actifs non courants	5 246 562	1 823 422	(662 704)	1 160 718	4 085 844
Stocks et en-cours	146 832	0	0	0	146 832
Clients et autres débiteurs	1 609 171	209 417	(1 070)	208 347	1 400 824
Impôts courants	78 206	0	0	0	78 206
Autres actifs	80 174	0	44 281	44 281	35 893
Trésorerie et équivalents de trésorerie	369 705	0	0	0	369 705
Actifs destinés à la vente	0	0	0	0	0
Actifs courants	2 284 088	209 417	43 211	252 628	2 031 460
Total actif	7 530 650	2 032 839	(619 493)	1 413 346	6 117 304
Passif					
Capital	105 376	0	0	0	105 376
Primes liées au capital	87 655	0	0	0	87 655
Réserves consolidées	1 603 166	1 052 156	(263 572)	788 584	814 582
Capitaux propres, part du Groupe	1 796 197	1 052 156	(263 572)	788 584	1 007 613
Intérêts minoritaires	1 187 547	604 748	(231 188)	373 560	813 987
Capitaux propres	2 983 744	1 656 904	(494 760)	1 162 144	1 821 600
Dettes financières à long terme	1 673 949	71 995	(41 498)	30 497	1 643 452
Provisions pour avantages au personnel	98 591	0	0	0	98 591
Autres provisions	117 943	0	0	0	117 943
Impôts différés	75 122	39 174	(26 816)	12 358	62 764
Autres passifs	29 103	0	0	0	29 103
Passifs non courants	1 994 708	111 169	(68 314)	42 855	1 951 853
Dettes financières à court terme	683 680	270 377	(66 370)	204 007	479 673
Provisions (part à moins d'un an)	26 703	0	0	0	26 703
Fournisseurs et autres créditeurs	1 659 269	(5 611)	9 951	4 340	1 654 929
Impôts courants	166 057	0	0	0	166 057
Autres passifs	16 489	0	0	0	16 489
Passifs destinés à la vente	0	0	0	0	0
Passifs courants	2 552 198	264 766	(56 419)	208 347	2 343 851
Total passif	7 530 650	2 032 839	(619 493)	1 413 346	6 117 304

(1) Hors mise à la juste valeur des titres détenus par des entités mises en équivalence.

Comptes consolidés

NOTE 41 – Informations sur les instruments financiers

GESTION DU RISQUE DE CHANGE

Principes

La gestion du risque de change est centralisée au niveau du Groupe en France et en Europe : chaque filiale ayant des flux annuels en devises tant en export/vente qu'en import/achat supérieurs à 150 milliers d'euros ouvre un compte par devise. Afin de supprimer le risque de variation du cours de change, chaque fin de mois, elle demande une couverture auprès de la cellule de gestion, sur le solde prévisionnel de ses ventes/achats du mois suivant, payable selon le cas à trente ou soixante jours fin de mois.

La trésorerie devises calcule le net des positions commerciales et se couvre auprès des banques par une opération de type ferme (achat ou vente à terme). En plus de ces opérations glissantes à trois mois (procédure fin de mois), d'autres couvertures peuvent être prises ponctuellement pour un marché ou d'avance pour protéger le cours budget.

Positions

Les devises les plus importantes sont le franc CFA et le dollar américain. Seul le dollar américain, par les volumes traités par les filiales, pourrait avoir une influence. Toutefois, durant l'année 2007, les flux commerciaux nets annuels des filiales (hors Bolloré Énergie) présentent une position nette longue export de 92,6 millions de dollars. Pour information, le portefeuille de couvertures en dollars américains au 31 décembre 2007 comprenait des ventes à terme pour la contre-valeur de 12,9 millions d'euros et des achats à terme pour la contre-valeur de 2,2 millions d'euros, soit une position nette vendeur de 10,7 millions d'euros.

Bolloré Énergie, pour sa part, couvre quotidiennement ses positions directement sur le marché. Au 31 décembre 2007, son portefeuille de couverture en dollars américains en contre-valeur euro comprenait des ventes à terme pour 3,3 millions d'euros et des achats à terme pour 13,7 millions d'euros, soit une position nette acheteur de 10,4 millions d'euros.

La position globale en milliers d'euros au 31 décembre 2007 est la suivante :

(en milliers d'euros)	Franc CFA	Dollar américain	Autres
Actifs	374 655	147 487	280 613
Passifs	(423 552)	(212 546)	(374 915)
Position nette avant gestion	(48 897)	(65 059)	(94 302)
Position hors bilan	0	(318)	5 086
Position nette après gestion	(48 897)	(65 377)	(89 216)

GESTION DU RISQUE DE TAUX

Au 31 décembre 2007, la dette totale brute s'élève à 2 358 millions d'euros (déduction non faite des équivalents de trésorerie et des dérivés actifs, soit 426 millions d'euros) dont 2 031 millions d'endettement en euros. Le solde, soit un équivalent de 326 millions d'euros, est constitué par une dette en dollars américains pour un équivalent de 132 millions d'euros et une dette en autres devises pour un équivalent de 195 millions d'euros.

La Direction générale décide de la mise en place de couverture de taux. Seules des couvertures de type ferme (swap de taux, FRA) sont utilisées pour gérer le risque de taux de la dette du Groupe.

Au 31 décembre 2007, après couverture, la part de l'endettement financier net à taux fixe s'élevait à 18 % de l'endettement total (taux variable 82 %).

Sensibilité : si les taux (après déduction des éléments ne portant pas intérêt) varient uniformément de + 1 %, l'impact annuel sur les frais financiers est de + 9,8 millions d'euros après couverture.

PRINCIPALES OPÉRATIONS DE GESTION

Bolloré a emprunté le 5 novembre 2004 un montant de 58 millions d'euros pour une durée de cinq ans jusqu'au 5 novembre 2009 au taux variable de Euribor 3 mois + 0,79 %. Cet emprunt a été swappé en taux fixe à 4 % marge comprise jusqu'à l'échéance finale.

En mars 2007, la société Bolloré a mis en place un swap payeur de taux fixe 3,98 % pour couvrir un emprunt de 125 millions d'euros à échéance 2012.

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur des instruments financiers dérivés permettant l'optimisation de la gestion de l'exposition aux risques de variation de taux de la dette est de :

(en milliers d'euros)	Société	Échéance	Montant nominal	Juste valeur de couverture des instruments
Contrat d'échange de taux d'intérêt payeur taux fixe	Bolloré	2009	58 000	893
Contrat d'échange de taux d'intérêt payeur taux fixe	Bolloré	2012	125 000	2 263

RISQUE ACTION

Le portefeuille d'actions cotées du Groupe a été valorisé à sa juste valeur dans les comptes au 31 décembre 2007 selon les normes IAS 32-39.

Une variation de 1 % des cours de Bourse entraînerait un impact de 14 millions d'euros sur les actifs financiers non courants et de 7 millions d'euros sur les capitaux propres consolidés.

Les actions Havas détenues par le Groupe ont été regroupées le 22 décembre 2004 dans sa filiale Bolloré Médias Investissements. Simultanément, le Groupe a mis en place auprès d'un établissement financier français de premier plan, une opération structurée qui lui a permis de recevoir 200 millions d'euros en nantissant 55,1 millions d'actions Havas.

L'opération a été mise en place pour une durée de cinq ans (échéance 2009) mais peut être dénouée à tout moment à la seule initiative de Bolloré Médias Investissements, qui conserve durant toute l'opération la propriété des actions et des droits de vote associés ainsi que l'exposition économique sur l'évolution du cours d'Havas.

Toute contrepartie bancaire, intervenant dans le cadre d'opérations de couverture de change, de gestion de taux d'intérêt ou de placement de trésorerie, doit avoir obtenu l'aval de la Direction financière. Le Groupe travaille uniquement avec des établissements bancaires de premier ordre.

RISQUE CRÉDIT

Le Groupe analyse ses créances clients au cas par cas, et constate les dépréciations sur une base individuelle en tenant compte de la situation du client et des retards de paiement.

Aucune dépréciation n'est constatée sur une base globale.

COUVERTURES DE MATIÈRES PREMIÈRES

Concernant les matières premières, des ventes à terme sur les marchés organisés sont généralement mises en place quand un achat est effectué. Les positions non couvertes au 31 décembre 2007 font l'objet de provisions en cas de pertes latentes.

NOTE 42 – Liste des sociétés dont la date de clôture est différente du 31 décembre

	Date de clôture
Socfinaf Company Ltd	30 septembre
Sogesco	30 septembre
SDV Air Link India	30 septembre

NOTE 43 – Événements postérieurs à la clôture**Vallourec**

Cession au cours du premier trimestre 2008 de 3,60 % de Vallourec pour 400 millions d'euros, générant une plus-value estimée à 354 millions d'euros hors dérivés et nette de frais.

Acquisition en février 2008 par la Compagnie de Cornouaille, filiale à 100 % de Bolloré, de titres Vallourec pour 111 millions d'euros. À la suite de ces opérations, le Groupe détient 2,02 % du capital de Vallourec faisant pour partie l'objet de couverture à terme.

Bolloré

Acquisition par Nord-Sumatra Investissements de 3 % du capital pour 90 millions d'euros.

Développements dans les activités batteries et supercapacités

Création d'une association 50/50 avec Pininfarina afin de construire et de commercialiser une voiture 100 % électrique dès la fin de l'été 2009. Création d'une association 50/50 avec Gruau pour développer des microbus thermiques, hybrides et 100 % électriques utilisant les batteries et supercapacités produites par Batscap.

White Horse

Acquisition en mars 2008 de 51 % du Groupe White Horse, groupe sud-africain, opérateur de référence dans le domaine du transport sur le corridor du « Copper Belt ».

Comptes consolidés

NOTE 44 – Liste des sociétés consolidées

Libellé	Siège	% intérêt 2007	% intérêt 2006 publié	SIREN/ Pays/Territoire
I. Par intégration globale				
FINANCIÈRE DE L'ODET				
Financière de l'Odé	Odet	90,71	89,13	056 801 046
Compagnie de Kerdevot	Odet	NC	89,13	442 231 940
Compagnie de Locmaria	Odet	NC	89,11	439 146 309
Financière du Perguet	Odet	90,69	89,11	433 957 792
BOLLORÉ				
3H Taron	Marseille	64,32	54,15	344 920 913
African Investment Company	Luxembourg	60,56	55,93	Luxembourg
Agence Maritime Rochelaise Alliance	Rocheport	42,39	39,17	541 780 193
Aget	Lille	30,93	28,58	542 052 709
Agetraf RDC	Kinshasa	64,32	59,42	Rép. démoc. du Congo
Alcafi	Rotterdam	64,32	59,43	Pays-Bas
Alrairie Shipping	Lagos	64,32	59,43	Nigeria
Amartrans ⁽¹⁾	Marseille	64,30	59,41	421 088 857
Amatransit NC (ex-Amatrans Nouméa)	Nouméa	54,50	50,40	Nouvelle-Calédonie
Ami Port Opérations Ltd	Dar es-Salaam	64,32	59,43	Tanzanie
Ami Tanzanie	Dar es-Salaam	64,26	59,37	Tanzanie
Amifin Holding	Genève	64,26	59,37	Suisse
Antrak Ghana Ltd (ex-Ro Ro Services (Ghana) Ltd)	Tema	64,32	59,43	Ghana
Antrak Group (Ghana) Ltd	Tema	64,32	59,43	Ghana
Antrak Group (Nigeria) Ltd	Lagos	64,32	59,43	Nigeria
Antrak International Ltd	Île de Man	64,18	59,29	Royaume-Uni
Antrak Paccon Logistics Pty Australia (ex-Antrak Logistics Pty Aus.)	Perth	45,02	29,71	Australie
Antrak Sénégal	Dakar	63,87	59,00	Sénégal
Arlington Invest SA	Luxembourg	59,83	55,19	Luxembourg
Ateliers et Chantiers de Côte d'Ivoire	Abidjan	64,32	59,43	Côte d'Ivoire
Atlantique Containers Réparations – Acor	Montoir-de-Bretagne	33,75	31,18	420 488 355
Automatic Control Systems Inc.	New York	58,78	54,40	États-Unis
Automatic Systems America Inc.	Montréal	58,78	54,40	Canada
Automatic Systems America USA Inc.	Plattsburgh	58,78	54,40	États-Unis
Automatic Systems Belgium SA	Wavre	58,78	54,40	Belgique
Automatic Systems Equipment Ltd	Birmingham	58,78	54,40	Royaume-Uni
Automatic Systems Española SA	Barcelone	58,78	54,40	Espagne
Automatic Systems France	Paris	58,78	54,40	304 395 973
Barrière Contrôle d'Accès Sarl	Paris	58,78	54,40	420 248 031
Bathium Canada Inc.	Boucherville	64,32	NC	Canada
Batscap	Odet	51,33	44,57	421 090 051
Bernard Group	Hainault-Ilford	64,30	NC	Royaume-Uni
Bolloré (ex-Bolloré Investissement) ⁽¹⁾	Odet	64,32	59,43	055 804 124
Bolloré Énergie (ex-SCE) ⁽¹⁾	Odet	64,32	59,42	601 251 614
Bolloré Inc. (ex-Bolmet Inc.)	Dayville	64,32	59,43	États-Unis
Bolloré Intermédia (ex-Régie 8) ⁽¹⁾	Odet	64,32	59,43	479 918 096
Bolloré Médias Investissements	Puteaux	61,54	56,96	442 134 177
Bolloré Production ⁽¹⁾	Odet	64,32	59,43	438 114 746
Bolloré Shanghai	Shanghai	64,32	59,43	Rép. populaire de Chine
Bolloré Telecom	Puteaux	57,55	53,17	487 529 232
Bretagne Plus ⁽¹⁾	Odet	64,32	NC	487 626 764
Calpam Mineralöl GmbH Aschaffenburg	Aschaffenburg	64,32	59,43	Allemagne

Libellé	Siège	% intérêt 2007	% intérêt 2006 publié	SIREN/ Pays/Territoire
Camrail	Douala	49,24	45,49	Cameroun
CARENA	Abidjan	32,16	29,71	Côte d'Ivoire
Carlyle Invest SA	Luxembourg	59,83	55,19	Luxembourg
Chamar ⁽¹⁾	Le Havre	64,30	59,41	357 502 517
Cherbourg Maritime Voyages ⁽¹⁾	Tourlaville	64,30	59,41	408 306 975
CICA	Neuchâtel	63,27	58,46	Suisse
CIPC	Rotterdam	64,32	59,43	Pays-Bas
Cogema Dunkerque ⁽¹⁾	Dunkerque	64,31	59,42	076 650 019
Cogema La Rochelle ⁽¹⁾	La Rochelle	NC	59,43	781 333 422
Compagnie de Larmor ⁽¹⁾	Puteaux	NC	59,43	439 758 913
Compagnie de Pleuven	Puteaux	61,54	56,96	487 529 828
Compagnie des Glénans ⁽¹⁾	Odet	64,32	59,43	352 778 187
Compagnie des Tramways de Rouen	Puteaux	54,50	50,44	570 504 472
Compagnie du Cambodge	Puteaux	60,76	56,30	552 073 785
Compagnie Saint-Corentin ⁽¹⁾	Puteaux	64,32	59,43	443 827 316
Compagnie Saint-Gabriel ⁽¹⁾	Odet	64,32	59,43	398 954 503
Comptoir Général Maritime Sétois ⁽¹⁾	Sète	64,30	59,43	642 680 060
Congo Containers SPRL	Kinshasa	63,74	58,90	Rép. démoc. du Congo
Cormoran Participations SA	Luxembourg	59,83	55,19	Luxembourg
Cross Marine Services Ltd	Lagos	64,32	59,43	Nigeria
CSA	Paris	28,42	26,26	308 293 430
CSA TMO Holdings	Paris	25,73	23,77	410 163 554
CSI	Nice	28,42	26,26	410 769 996
CSTO	Paris	28,43	26,27	320 495 732
Deko Ltd	Hong Kong	59,83	55,19	Hong Kong
Delmas Kenya Ltd (ex-Notco Kenya)	Nairobi	64,24	59,36	Kenya
Delmas La Rochelle ⁽¹⁾	La Rochelle	NC	59,41	352 668 776
Delmas Petroleum Services	Libreville	49,72	45,94	Gabon
Deutsche Calpam GmbH Hamburg (ex-Calpam Min. Handel Ver.)	Hambourg	64,32	59,43	Allemagne
Dewulf Cailleret ⁽¹⁾	Dunkerque	64,32	59,43	380 355 875
Direct 8 (ex-Bolloré Média) ⁽¹⁾	Puteaux	64,32	59,43	444 564 793
Direct Soir ⁽¹⁾	Puteaux	64,32	59,43	485 374 128
Docks Industriels Affrètement - DIAF	Rouen	48,14	44,47	338 250 350
Dumbarton Invest SA	Luxembourg	59,83	55,19	Luxembourg
EACS Mombasa	Mombasa	64,32	59,43	Kenya
Esprit Info (ex-Autraco) ⁽¹⁾	Puteaux	64,18	59,29	333 134 799
EXAF ⁽¹⁾	Puteaux	64,32	59,43	602 031 379
Filminger ⁽¹⁾	Tremblay-en-France	64,18	59,29	403 851 033
Financière de Concarneau ⁽¹⁾	Odet	64,32	59,43	447 535 204
Financière de Port-la-Forêt	Odet	61,54	56,96	487 374 193
Financière de Sainte-Marine	Odet	61,54	56,96	440 271 013
Financière du Champ de Mars (ex-Socfin)	Bruxelles	64,32	58,78	Belgique
Financière du Loch	Puteaux	61,55	56,96	417 537 628
Financière Moncey	Puteaux	57,74	53,41	562 050 724
Financière Penfret ⁽¹⁾	Odet	64,32	59,43	418 212 197
Forestière Équatoriale	Abidjan	58,00	53,50	Côte d'Ivoire
Fos Conteneurs Logistique ⁽¹⁾	Port-Saint-Louis-du-Rhône	64,30	59,41	342 134 566
Gamship	Banjul	64,32	NC	Gambie
GEIS - SDV GmbH (ex-SDV Deutschland)	Kelsterbach	32,22	29,77	Allemagne
Goldway (FE) Ltd	Hong Kong	59,83	55,19	Hong Kong

Comptes consolidés

Libellé	Siège	% intérêt 2007	% intérêt 2006 publié	SIREN/ Pays/Territoire
Groupe de Main-d'œuvre Docker	La Rochelle	39,56	36,56	N/A
Hold Intermodal Services – HIS ⁽¹⁾	Orly	64,23	59,34	382 397 404
Hombard Publishing BV	Amsterdam	64,32	59,43	Pays-Bas
IER GmbH	Uetze	58,78	54,40	Allemagne
IER Graphic (ex-Tupos Graphic) ⁽³⁾	Avelin	58,78	54,40	330 345 158
IER Impresoras Especializadas	Madrid	58,78	54,40	Espagne
IER Inc.	Carrollton	58,78	54,40	États-Unis
IER Ltd	Southall	58,78	54,40	Royaume-Uni
IER Pte Ltd	Singapour	58,78	54,40	Singapour
IER SA ⁽³⁾	Suresnes	58,78	54,40	622 050 318
Immobilière du Mount Vernon ⁽¹⁾	Puteaux	64,32	59,43	302 048 608
Imperial Mediterranean	Puteaux	61,55	56,96	414 818 906
Intervalles	Paris	64,32	NC	440 240 885
Iris Immobilier ⁽¹⁾	Puteaux	64,32	59,43	414 704 163
Isamar	Valence	64,32	59,43	Espagne
ITD	Puteaux	64,25	59,36	440 310 381
JE-Bernard & Co. Ltd	Hainault-Ilford	64,30	NC	Royaume-Uni
Joinis ⁽¹⁾	Bordeaux	NC	59,41	457 200 681
Joint Service Africa	Amsterdam	64,32	59,43	Pays-Bas
Kanway (FE) Ltd	Hong Kong	59,83	55,19	Hong Kong
Kerné Finance ⁽¹⁾	Odet	64,27	59,43	414 753 723
Koway (FE) Ltd	Hong Kong	59,83	55,19	Hong Kong
La Charbonnière	La Plaine-Saint-Denis	33,89	31,31	572 199 636
Latham Invest SA	Luxembourg	59,83	55,19	Luxembourg
Locamat ⁽¹⁾	Tremblay-en-France	64,32	59,43	339 390 197
Lurit ⁽¹⁾	Monteux	64,12	59,24	315 029 884
Madisson Invest. SA	Luxembourg	59,83	55,19	Luxembourg
Matin Plus	Puteaux	45,02	NC	492 714 779
Mombasa Container Terminal Ltd	Mombasa	64,32	59,43	Kenya
Montrose Invest. SA	Luxembourg	59,83	55,19	Luxembourg
Morisson Invest. SA	Luxembourg	59,83	55,19	Luxembourg
MP 42	Odet	NC	58,93	343 167 110
Nord Sud CTI (ex-Transit Gauthier) ⁽¹⁾	Rouen	64,29	59,40	590 501 698
Nord-Sumatra Investissements	Bruxelles	58,58	41,48	Belgique
Normande de Manutention ⁽¹⁾	Rouen	64,30	59,41	382 467 645
Papeteries des Vosges ⁽¹⁾	Laval-sur-Vologne	64,32	59,43	440 271 039
Papeteries du Léman ⁽¹⁾	Publier	64,32	59,43	400 333 225
Pargafi	Valence	59,83	NC	Espagne
Pargafi Helios Iberica Luxembourg	Luxembourg	59,83	NC	Luxembourg
Peachtree Invest SA	Luxembourg	59,83	55,19	Luxembourg
Participaciones Internacionales Portuarias (PIP)	Valence	59,82	NC	Espagne
Plantations des Terres Rouges	Luxembourg	59,83	55,19	Luxembourg
Polyconseil	Paris	45,02	NC	352 855 993
Printex Europe SA	Froyennes	37,78	34,97	Belgique
Progosa Investment	Valence	59,82	NC	Espagne
Pro-Service Forwarding Co. Inc.	Inglewood	64,30	NC	États-Unis
Pt Sarana Citra Adicarya	Jakarta	64,30	59,41	Indonésie
PTR Finances	Luxembourg	59,83	55,19	Luxembourg
Renwick Invest SA	Luxembourg	59,83	55,19	Luxembourg
Réunitrans ⁽¹⁾	Le Port/La Réunion	60,96	56,32	345 261 580

Libellé	Siège	% intérêt 2007	% intérêt 2006 publié	SIREN/ Pays/Territoire
Rivaud Innovation	Puteaux	59,08	54,64	390 054 815
Rivaud Loisirs Communication	Puteaux	60,21	55,77	428 773 980
SFA SA	Luxembourg	59,85	55,21	Luxembourg
SAFA Cameroun	Dizangué	37,31	34,48	Cameroun
SAFA France	Puteaux	51,44	47,49	409 140 530
Saga ⁽¹⁾	Puteaux	64,18	59,29	542 027 529
Saga Air Belgium	Brucargo	64,18	59,29	Belgique
Saga Air Transport ⁽¹⁾	Tremblay-en-France	64,18	59,29	344 378 906
Saga Benin (ex-SBEM)	Cotonou	45,56	42,09	Bénin
Saga Cameroun	Douala	57,44	53,07	Cameroun
Saga Congo	Pointe-Noire	64,18	59,29	Congo
Saga Gabon	Port-Gentil	63,79	58,93	Gabon
Saga Guinée	Conakry	64,18	59,29	Guinée
Saga Investissement ⁽¹⁾	Puteaux	64,18	59,29	381 960 475
Saga Japan KK	Tokyo	64,18	59,29	Japon
Saga Maritime de Transit Littee - SMTL ⁽¹⁾	Fort-de-France/Martinique	64,18	59,29	303 159 370
Saga Réunion ⁽¹⁾	Le Port/La Réunion	64,18	59,29	310 850 755
Saga Sénégal	Dakar	63,87	59,00	Sénégal
Saga Togo	Lomé	51,96	48,00	Togo
Sagatrans ⁽¹⁾	Puteaux	64,18	59,29	712 025 691
Sagatrans Est (ex-Jacky Maeder) ⁽¹⁾	Saint-Louis	64,18	59,29	945 750 990
SAGEPS	Libreville	59,82	NC	Gabon
Saka Delmas	Jakarta	64,30	59,42	Indonésie
SAMC Combustibles	Bâle	64,24	59,35	Suisse
SATRAM Huiles	Bâle	64,24	59,35	Suisse
Scanship Ghana	Tema	64,32	59,43	Ghana
SCCF	Douala	63,61	58,77	Cameroun
SCTT ⁽¹⁾	Colombes	64,15	59,26	775 668 825
SDV Afrique	Puteaux	64,32	59,43	328 046 032
SDV Air Link India Ltd	Calcutta	48,22	44,55	Inde
SDV Ami Angola Lda (ex-Ami Angola)	Luanda	64,26	59,37	Angola
SDV Ami Mozambique (ex-Ami Mozambique)	Beira	63,93	59,07	Mozambique
SDV Argentine	Buenos Aires	61,09	56,44	Argentine
SDV Asia Pacific Corporate Pte Ltd	Singapour	64,32	59,43	Singapour
SDV Australia	Sydney	64,30	59,41	Australie
SDV Belgium	Bruxelles	64,30	59,41	Belgique
SDV Bénin	Cotonou	59,88	55,33	Bénin
SDV Brasil Ltda (ex-Scacbras)	São Paulo	64,30	59,41	Brésil
SDV Burkina Faso	Ouagadougou	57,00	52,66	Burkina Faso
SDV Cambodge	Phnom Penh	64,30	59,41	Cambodge
SDV Cameroun	Douala	63,18	58,37	Cameroun
SDV Caraïbes ⁽¹⁾	Baie-Mahault/Guadeloupe	61,12	56,48	348 092 297
SDV Centrafrique	Bangui	64,32	59,43	Rép. centrafricaine
SDV Chili	Santiago	64,30	59,41	Chili
SDV China Ltd (ex-GEIS Cargo JM China Ltd)	Shanghai	64,30	59,41	Rép. populaire de Chine
SDV Congo	Pointe-Noire	64,32	59,42	Congo
SDV DAT Gie	Puteaux	64,30	59,41	389 877 523
SDV Freight Services Pty Ltd	Johannesburg	NC	59,41	Afrique du Sud
SDV Gabon	Libreville	62,15	57,43	Gabon
SDV Ghana Ltd (ex-Delmas Ghana)	Tema	64,32	59,43	Ghana

Comptes consolidés

Libellé	Siège	% intérêt 2007	% intérêt 2006 publié	SIREN/ Pays/Territoire
SDV Guinée	Conakry	62,08	57,36	Guinée
SDV Guyane	Remiré Montjoly/Guyane	54,66	50,50	403 318 249
SDV Italia	Milan	64,31	59,42	Italie
SDV Japon KK	Tokyo	64,32	59,43	Japon
SDV Korea	Séoul	64,32	59,43	Corée du Sud
SDV La Réunion ⁽¹⁾	Le Port/La Réunion	64,30	59,41	310 879 937
SDV Laos	Vientiane	64,30	59,41	Laos
SDV Logistics Shanghai Ltd	Shanghai	64,30	59,41	Rép. populaire de Chine
SDV Logistics Singapore (ex-SDV South East Asia Pte Ltd)	Singapour	64,30	59,41	Singapour
SDV Logistics Sudan Ltd	Juba	57,89	NC	Soudan
SDV Logistique Internationale (ex-Scac) ⁽¹⁾	Puteaux	64,30	59,41	552 088 536
SDV Logistiques Canada (ex-Scac Canada)	Saint-Laurent	63,51	58,68	Canada
SDV Luxembourg	Luxembourg	63,87	59,02	Luxembourg
SDV Madagascar (ex-Scac Madagascar)	Tamatave	64,32	59,43	Madagascar
SDV Malawi (ex-SDV Ami Malawi)	Blantyre	64,28	59,39	Malawi
SDV Mali	Bamako	63,93	59,07	Mali
SDV Maroc (ex-Scac Maroc)	Casablanca	64,30	59,41	Maroc
SDV Martinique ⁽¹⁾	Fort-de-France	64,30	59,41	421 360 785
SDV Méditerranée ⁽¹⁾	Marseille	64,30	59,41	722 058 856
SDV Mexique	Mexico	64,30	59,41	Mexique
SDV Mining Antrak Africa (ex-SDV Mining Energy) ⁽¹⁾	Puteaux	64,29	NC	414 703 892
SDV Nederland BV (ex-Scac Nederland BV)	Rotterdam	64,30	59,41	Pays-Bas
SDV Niger	Niamey	64,32	59,43	Niger
SDV Nigeria (ex-Alraïne Nigeria)	Lagos	64,32	59,43	Nigeria
SDV Nouvelle-Zélande	Auckland	64,30	59,41	Nouvelle-Zélande
SDV Philippines	Parañaque	45,01	41,59	Philippines
SDV Polynésie (ex-Amatrans Papeete)	Papeete	56,35	50,49	Polynésie française
SDV Portugal	Lisbonne	64,24	59,36	Portugal
SDV PRC Int. Freight Forwarding Ltd	Shanghai	64,30	59,41	Rép. populaire de Chine
SDV Project Deutschland (ex-Saga Germany)	Hambourg	32,22	29,77	Allemagne
SDV - Saga Côte d'Ivoire (ex-Saga Côte d'Ivoire)	Abidjan	54,43	50,18	Côte d'Ivoire
SDV Sénégal	Dakar	53,52	49,45	Sénégal
SDV South Africa (ex-SDV Transami Pty Ltd RSA)	Durban	64,31	59,42	Afrique du Sud
SDV Taïwan	Taipei	64,30	59,41	Taïwan
SDV Tchad	N'Djamena	54,76	50,60	Tchad
SDV Thaïlande	Bangkok	38,58	35,65	Thaïlande
SDV Togo	Lomé	64,31	59,42	Togo
SDV Transami Burundi (ex- SDV Burundi)	Bujumbura	63,63	58,79	Burundi
SDV Transami Kenya Ltd (ex-Transami Kenya)	Nairobi	64,32	59,43	Kenya
SDV Transami Nv (ex-Transintra Nv)	Anvers	64,32	59,43	Belgique
SDV Transami Ouganda Ltd (ex-Transami Ouganda)	Kampala	64,29	59,40	Ouganda
SDV Transami Rwanda (ex-SDV Rwanda)	Kigali	64,30	59,42	Rwanda
SDV Transami Tanzanie Ltd (ex-SDV Notco Tanzanie)	Dar es-Salaam	64,32	59,43	Tanzanie
SDV Transport Hong Kong	Wanchai	64,30	59,41	Hong Kong
SDV Transport Malaysia	Kuala Lumpur	38,58	35,65	Malaisie
SDV UK	Liverpool	64,30	59,41	Royaume-Uni
SDV USA Inc.	New York	64,30	59,41	États-Unis
SDV Vietnam Ltd	Hô Chi Minh-Ville	64,30	59,41	Vietnam
SDV Zambie (ex-Ami Zambie)	Lusaka	64,26	59,37	Zambie
Secaf	Puteaux	63,81	58,96	75 650 820

Libellé	Siège	% intérêt 2007	% intérêt 2006 publié	SIREN/ Pays/Territoire
Sénégal Tours	Dakar	42,47	39,24	Sénégal
SES	Paris	28,43	25,74	315 013 557
SHAN	Abidjan	64,08	59,22	Côte d'Ivoire
Sitarail	Abidjan	31,63	25,60	Côte d'Ivoire
SMN	Douala	32,06	NC	Cameroun
SNCDV Nigeria	Lagos	64,32	59,43	Nigeria
Socarfi	Puteaux	57,75	53,40	612 039 099
Socatraf	Bangui	44,00	40,65	Rép. centrafricaine
Socfin International - Socfininter	Bruxelles	64,32	58,78	Belgique
Socfrance	Puteaux	61,16	56,54	562 111 773
Société Anonyme de Manutention et de Participations - SAMP ⁽²⁾	Le Port/La Réunion	59,98	55,42	310 863 329
Société Bordelaise Africaine	Puteaux	63,73	58,87	552 119 604
Société Centrale de Représentation	Puteaux	59,42	55,03	582 142 857
Société d'Acconage et de Manutention de la Réunion - SAMR ⁽²⁾	Le Port/La Réunion	59,98	55,42	350 869 004
Société de Dragage de la Côte d'Afrique - SDCA	Douala	58,66	54,19	Cameroun
Société de Manutention du Terminal à Conteneurs de Cotonou - SMTC	Cotonou	64,25	59,36	Bénin
Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard	Puteaux	58,16	53,81	612 039 045
Société d'Exploitation des Parcs à Bois du Cameroun - SEPBC	Douala	46,70	43,14	Cameroun
Société d'Exploitation du Parc à Bois d'Abidjan - SEPBA	Abidjan	45,36	NC	Côte d'Ivoire
Société d'Exploitation du Terminal de Vridi	Abidjan	35,61	32,87	Côte d'Ivoire
Société Dunkerquoise de Magasinage et de Transbordement - SDMT ⁽¹⁾	Loon Plage	61,16	56,51	075 750 034
Société Française Donges Metz - SFDM	Avon	57,87	53,47	390 640 100
Société Générale de Manutention et de Transit - SGMT ⁽¹⁾	La Rochelle	64,25	59,41	551 780 331
Société Industrielle et Financière de l'Artois	Puteaux	57,64	53,29	562 078 261
Société Nationale de Transit du Burkina	Ouagadougou	54,54	50,39	Burkina Faso
Société Nouvelle Cherbourg Maritime ⁽¹⁾	Tourlaville	64,30	59,41	552 650 228
Société Réunionnaise de Service Maritime - SRSM ⁽¹⁾	Le Port/La Réunion	64,32	59,43	379 108 152
Société Togolaise de Consignation Maritime	Lomé	54,42	50,17	Togo
Socopao Bénin (ex-Sté Béninoise de Consignation)	Cotonou	54,44	50,19	Bénin
Socopao Cameroun	Douala	59,77	55,21	Cameroun
Socopao Congo	Pointe-Noire	NC	59,43	Congo
Socopao Côte d'Ivoire	Abidjan	54,44	50,19	Côte d'Ivoire
Socopao Gabon	Libreville	57,89	53,48	Gabon
Socopao Guinée	Conakry	63,23	58,42	Guinée
Socopao SA ⁽¹⁾	Puteaux	64,32	59,43	343 390 431
Socopao Sénégal (ex-Socofroid)	Dakar	53,61	49,53	Sénégal
Socotab ⁽¹⁾	Odét	NC	59,07	590 801 833
Socphipard (ex-Société du 30)	Paris	60,45	55,97	552 111 270
Sofib	Abidjan	47,22	38,21	Côte d'Ivoire
Sofimap ⁽¹⁾	Puteaux	64,08	59,22	424 097 939
Sofiprom ⁽¹⁾	Puteaux	64,31	59,42	328 516 844
Sogam	Les Sables-d'Olonne	44,37	41,00	332 185 859
Sogetra	Dunkerque	32,16	29,71	075 450 569
Somac	Douala	30,77	NC	Cameroun
Sorebol	Luxembourg	64,32	59,43	Luxembourg
Sorétrans ⁽¹⁾	Le Port/La Réunion	60,96	56,32	345 261 655
Starlogic Ltd	Hong Kong	64,30	59,41	Hong Kong
Swann Invest SA	Luxembourg	59,83	55,19	Luxembourg
Tai Pan Ltd	Hong Kong	59,83	55,19	Hong Kong
Tamaris Finance ⁽¹⁾	Puteaux	64,19	59,31	417 978 632

Comptes consolidés

Libellé	Siège	% intérêt 2007	% intérêt 2006 publié	SIREN/ Pays/Territoire
Techni Conseil ⁽³⁾	Avelin	NC	54,40	351 979 232
Technifin	Fribourg	64,32	59,42	Suisse
Tema Conteneur Terminal Ghana	Accra	64,32	59,43	Ghana
Terminal Conteneurs Madagascar	Toamasina	64,32	59,43	Madagascar
Terminaux du Gabon Holding	Puteaux	59,87	NC	492 950 845
TICH	Puteaux	64,32	NC	498 916 089
TLS South East Asia Hub Pte Ltd (ex-GEIS Cargo JM Singapour Ltd)	Singapour	64,30	59,41	Singapour
TMO Régions	Rennes	28,34	26,18	314 209 941
Trans Meridian Maritime Services	Tema	64,32	59,43	Ghana
Transcap Nigeria	Lagos	64,32	59,43	Nigeria
Transintra Soudan	Khartoum	32,16	29,71	Soudan
Transisud	Marseille	41,76	32,64	327 411 583
Unica ⁽¹⁾	Puteaux	64,18	59,29	403 227 820
UX France ⁽¹⁾	Roissy	64,14	59,26	325 124 428
Wasa Delmas (ex-Delmas Nigeria)	Lagos	64,32	59,43	Nigeria
II. Par intégration proportionnelle				
BOLLORÉ				
Comarine	Casablanca	NC	29,71	Maroc
Douala International Terminal	Douala	25,73	23,77	Cameroun
Manumat	Le Port/La Réunion	29,99	27,71	348 649 864
Meridian Port Holding Ltd	Londres	30,07	27,78	Royaume-Uni
Meridian Port Services	Tema	21,05	19,44	Ghana
Pacoci	Abidjan	27,21	NC	Côte d'Ivoire
Société d'Exploitation des Parcs à Bois du Gabon - SEPBG	Libreville	28,25	26,10	Gabon
Tin Can Island Container Terminal Ltd	Lagos	30,55	25,26	Nigeria
III. Par mise en équivalence				
BOLLORÉ				
Atmindo Pt	Medan	16,97	15,69	Indonésie
Bereby Finance	Abidjan	10,82	14,03	Côte d'Ivoire
Compagnie Internationale de Cultures	Luxembourg	13,16	17,06	Luxembourg
Euro Média Télévision	La Plaine-Saint-Denis	14,15	24,11	326 752 797
Havas	Suresnes	20,36	15,19	335 480 265
Liberian Agriculture Cy	Monrovia	13,16	17,06	Liberia
Okomu Oil Palm Company Plc	Benin City	7,34	9,51	Nigeria
Orca Lines NV	Anvers	NC	17,81	Belgique
Palm Cam	Douala	8,39	NC	Cameroun
Plantations Nord Sumatra Ltd	Guernesey	26,75	24,74	Royaume-Uni
Socapalm	Tillo	5,87	NC	Cameroun
Socfinaf Company Ltd	Nairobi	15,48	18,37	Kenya
Socfinal	Luxembourg	24,42	22,58	Luxembourg
Socfinasia	Luxembourg	26,75	24,74	Luxembourg
Socfinco	Bruxelles	19,96	20,90	Belgique
Socfindo	Medan	24,08	22,26	Indonésie
Société des Caoutchoucs du Grand Bereby - SOGB	Abidjan	7,92	10,25	Côte d'Ivoire
Sogescol	Bruxelles	19,96	20,90	Belgique
Someport Walon	Levallois-Perret	24,12	22,28	054 805 494
SP Ferme Suisse	Edéa	5,87	NC	Cameroun
Terres Rouges Consultant	Puteaux	19,95	20,89	317 194 181

(1) Société intégrée fiscalement dans Bolloré.

(2) Société intégrée fiscalement dans SAMP.

(3) Société intégrée fiscalement dans IER.

NC : non consolidée.

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Financière de l'Odéon relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- votre société apprécie la valeur des écarts d'acquisition selon les modalités décrites au paragraphe 11 « Dépréciation d'actifs non financiers » de la note 1 - B.6 « Règles et méthodes d'évaluation » de l'annexe ;

- les titres disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur selon les modalités décrites au paragraphe 13 « Actifs financiers non courants » de la même note 1 - B.6.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations comptables et sur la base des informations disponibles à ce jour, nous avons vérifié :

- le caractère approprié et la correcte application des méthodes d'évaluation suivies par votre société ;
- la cohérence et la pertinence des données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations ainsi que des informations fournies dans les notes de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations relatives au Groupe, données dans le rapport de gestion. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris, le 16 avril 2008

Les Commissaires aux comptes

Constantin Associés
Jean-Paul Seguret

AEG Finances
Philippe Bailly



Comptes sociaux résumés

126	Bilan résumé
127	Compte de résultat résumé
127	Tableau de financement résumé
128	Extraits des notes annexes aux comptes et informations complémentaires
129	Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices
130	Filiales et participations
132	Rapport général des Commissaires aux comptes
133	Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés

Comptes sociaux résumés

La version intégrale des comptes sociaux est disponible sur simple demande auprès de la société.

Bilan résumé

Actif

(en milliers d'euros)	Notes	Au 31/12/2007	Au 31/12/2006	Au 31/12/2005
Immobilisations incorporelles	1	10 551	0	0
Immobilisations financières	2	485 522	433 034	400 097
Autres créances		375 192	368 736	348 311
Comptes de régularisation et transitoires		3	3	3
Total actif		871 269	801 773	748 411

Passif

(en milliers d'euros)	Notes	Au 31/12/2007	Au 31/12/2006	Au 31/12/2005
Fonds propres		248 955	245 844	221 408
Provisions pour risques et charges		0	37	62
Dettes financières	3	497 715	483 858	466 352
Autres dettes		124 600	72 034	60 589
Total passif		871 269	801 773	748 411

Compte de résultat résumé

(en milliers d'euros)	2007	2006	2005
Résultat d'exploitation	(919)	(768)	(625)
Résultat financier	5 599	3 274	1 743
Résultat courant	4 680	2 506	1 118
Résultat exceptionnel	36	22 580	(86)
Impôt sur les bénéfices	(20)	144	110
Résultat net social	4 696	25 230	1 142

Tableau de financement résumé

(en milliers d'euros)	2007	2006	2005
Marge brute d'autofinancement	4 719	2 726	1 185
Variation du besoin en fonds de roulement	(11 009)	20 090	(14 208)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(29 978)	(10 432)	30 015
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(9 784)	(793)	(115 349)
Variation de la trésorerie	(46 052)	11 591	(98 357)
Trésorerie nette fin de période	259 223	305 275	293 684

Comptes sociaux résumés

Extraits des notes annexes aux comptes et informations complémentaires

Faits marquants de l'exercice

Aux termes d'une délibération en date du 13 novembre 2007, la société Financière de l'Odét a, en sa qualité d'associé unique, décidé la dissolution des sociétés Compagnie de Kerdévet et Compagnie de Locmaria par le biais d'une transmission universelle de patrimoine (TUP).

Ces TUP, effectives au 17 décembre 2007, ont pour conséquence le constat d'un mali technique inscrit en actif immobilisé incorporel pour un montant de 10 millions d'euros.

NOTE 1 – Immobilisations incorporelles

Le fonds commercial correspond au mali technique provenant de la transmission universelle de patrimoine des sociétés Compagnie de Locmaria et Compagnie de Kerdévet intervenue au cours de cet exercice pour un montant de 10 551 milliers d'euros.

Ce mali technique correspond à l'écart négatif entre l'actif net reçu par la société et la valeur comptable des titres détenus.

Celui-ci n'est représentatif ni de perte ni de distribution exceptionnelle des filiales absorbées, il fera l'objet d'un test d'évaluation et de dépréciation annuel, en fonction de la valeur des actifs sous-jacents.

NOTE 2 – Immobilisations financières

Les titres de participation sont inscrits pour leur coût historique d'acquisition ou leur valeur d'apport.

Les frais d'acquisition de titres de participation sont portés en charges lorsqu'ils sont encourus.

À la fin de l'exercice, une dépréciation est constituée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur d'entrée dans le patrimoine. La valeur d'inventaire est déterminée en fonction de l'actif net comptable réévalué, de la rentabilité, des perspectives d'avenir et de la valeur d'utilité de la participation.

NOTE 3 – Dettes financières

Un emprunt obligataire, coté à la Bourse de Luxembourg, a été émis pour un montant total de 460 millions d'euros; la première tranche a été libérée en août 2001 pour 200 millions d'euros et la seconde tranche en septembre 2001 pour le solde. Cet emprunt obligataire portait intérêts (payables tous les deux ans) à taux variable (Euribor douze mois majoré de 1,15 %) et venait à échéance en 2006. Cette échéance a été reportée au 27 août 2010 par une Assemblée générale d'obligataires qui a modifié le taux variable à Euribor douze mois majoré de 1,20 % à compter du 27 août 2003.

Information sur les nouveaux instruments financiers

La Financière de l'Odét a contracté avec un établissement financier de premier plan un *equity swap* lui permettant, en fonction du cours de Mediobanca, de recevoir jusqu'en 2010 un montant fixe de 2,9 millions d'euros par an.

En contrepartie, la Financière de l'Odét s'est engagée, d'une part, à reverser ce montant fixe en cas de cession des titres à un cours supérieur à 13 euros et, d'autre part, à verser 33 % de la plus-value réalisée au-delà de 13 euros. Dans les comptes consolidés, les titres Mediobanca comptabilisés à la juste valeur tiennent compte de ce contrat d'*equity swap*.

Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices

Nature des indications	2003	2004	2005	2006	2007
I. Situation financière en fin d'exercice					
Capital social ⁽¹⁾	101 136	105 376	105 376	105 376	105 376
Nombre d'actions émises	6 230 990	6 585 990	6 585 990	6 585 990	6 585 990
Nombre maximal d'actions à créer :	-	-	-	-	-
- par conversion d'obligations	-	-	-	-	-
- par exercice des droits de souscription	265 000	-	-	-	-
II. Résultat global des opérations effectives (en milliers d'euros)					
Chiffre d'affaires hors taxes	-	36	10	-	-
Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	1 004	1 673	1 046	25 112	4 703
Impôts sur les bénéfices ⁽²⁾	(216)	(101)	(110)	(144)	20
Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	1 131	1 696	1 142	25 230	4 696
Montant des bénéfices distribués ⁽³⁾	636	661	790	1 581	2 371
III. Résultat des opérations réduit à une seule action (en euros)					
Bénéfice après impôts, mais avant amortissements et provisions	0,19	0,27	0,18	3,83	0,71
Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	0,18	0,26	0,17	3,83	0,71
Dividende versé à chaque actionnaire ⁽³⁾	0,10	0,10	0,12	0,24	0,36
IV. Personnel					
Nombre de salariés	0	0	0	0	0
Montant masse salariale ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	0	0	0	0	0

(1) En milliers d'euros.

(2) Entre parenthèses : produit d'impôt.

(3) Ne tient pas compte du dividende majoré.

Comptes sociaux résumés

Filiales et participations au 31 décembre 2007

Société (en milliers d'euros)	Capital social	Capitaux propres autres que le capital	% de capital détenu	Valeur brute	Valeur nette
A - Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société					
1) FILIALES (50 % AU MOINS DU CAPITAL DÉTENU PAR LA SOCIÉTÉ)					
Bolloré	395 218	734 898	64,71	485 044	485 044
2) PARTICIPATIONS (10 À 50 % DU CAPITAL DÉTENU PAR LA SOCIÉTÉ)					
B - Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations					
1) FILIALES (NON REPRISES AU PARAGRAPHE A)					
Filiales françaises (ensemble)				569	473
Filiales étrangères (ensemble)					
2) PARTICIPATIONS (NON REPRISES AU PARAGRAPHE A)					
Participations françaises (ensemble)					
Participations étrangères (ensemble)					
Total				485 613	485 517

Prêts et avances non remboursés	Cautions et avals	Chiffre d'affaires dernier exercice	Résultat dernier exercice	Dividendes encaissés en 2007	SIRET
-	-	123 382	269 541	9 355	055 804 124 00141
375 120					
375 120				9 355	

Comptes sociaux résumés

Rapport général des Commissaires aux comptes

Exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2007, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Financière de l'Odé, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Le poste « Fonds commercial » inscrit à l'actif du bilan comprend des malis techniques résultant de transmissions universelles de patrimoine pour un montant total net de 10 551 milliers d'euros. Ces actifs incorporels font l'objet d'un test d'évaluation et de dépréciation annuel selon les modalités décrites dans le paragraphe 1 des méthodes et principes comptables de l'annexe ;
- Votre société détermine la valeur d'inventaire des titres de participation selon les modalités décrites dans le paragraphe 2 des méthodes et principes comptables de l'annexe.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations comptables et sur la base des informations disponibles à ce jour, nous avons vérifié :

- le caractère approprié et la correcte application des approches retenues par votre société,
- la cohérence et la pertinence des données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels ;
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle, aux participations réciproques et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris, le 16 avril 2008

Les Commissaires aux comptes

Constantin Associés
Jean-Paul Séguret

AEG Finances
Philippe Bailly

Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés

Exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions et engagements, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents dont elles sont issues.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement soumis aux dispositions de l'article L. 225-38 du Code de commerce autorisés au cours de l'exercice.

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution de la convention suivante, approuvée au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Convention d'assistance avec Bolloré Participations

La convention d'assistance avec la société Bolloré Participations s'est poursuivie au cours de l'exercice 2007.

La société Bolloré Participations a facturé à Financière de l'Odé la somme de 387 205 euros hors taxes, au titre de cette convention d'assistance.

Paris, le 16 avril 2008

Les Commissaires aux comptes

Constantin Associés
Jean-Paul Séguret

AEG Finances
Philippe Bailly



Résolutions

- 136 Projet de résolutions
à l'Assemblée générale ordinaire du 5 juin 2008

Résolutions

Projet de résolutions à l'Assemblée générale ordinaire du 5 juin 2008

Première résolution

(APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX DE L'EXERCICE 2007)

L'Assemblée générale, après avoir entendu le rapport de gestion du Conseil d'administration et le rapport du Président sur le contrôle interne qu'elle approuve dans tous leurs termes et le rapport général des Commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2007, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports. En conséquence, elle donne pour l'exercice clos le 31 décembre 2007 quitus de leur gestion à tous les administrateurs. L'Assemblée générale prend acte de la présentation qui lui a été faite du rapport de gestion du Groupe inclus dans le rapport de gestion du Conseil d'administration.

Deuxième résolution

(APPROBATION DES COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 2007)

L'Assemblée générale, après avoir pris acte de la présentation qui lui a été faite des comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2007 et du rapport des Commissaires aux comptes, faisant apparaître un chiffre d'affaires consolidé de 6 399 320 milliers d'euros et un bénéfice net consolidé part du Groupe de 192 568 milliers d'euros, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2007, tels qu'ils lui sont présentés.

Troisième résolution

(AFFECTATION DU RÉSULTAT)

L'Assemblée générale approuve la proposition du Conseil d'administration et décide d'affecter le bénéfice de l'exercice de 4 696 360,80 euros de la façon suivante :

(en euros)

Résultat de l'exercice	4 696 360,80
Report à nouveau antérieur	29 341 739,00
Affectation à la réserve légale	0,00
Bénéfice distribuable	34 038 099,80
Dividende	2 370 956,40
Au compte « Report à nouveau »	31 667 143,40

Le dividende à répartir au titre de l'exercice se trouve ainsi fixé à 0,36 euro par action au nominal de 16 euros. En application des dispositions légales, il est précisé que l'intégralité des dividendes attribués aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France est éligible à la réfaction de 40 % mentionnée à l'article 158 du Code général des impôts ou, sur option, à un prélèvement forfaitaire libératoire en vertu de l'article 117 quater du Code général des impôts et des conditions qu'il prévoit.

Les sommes ainsi distribuées seront mises en paiement le 16 juin 2008.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, l'Assemblée générale prend acte de ce que le montant des dividendes par action, mis en distribution au titre des trois exercices précédents, ont été les suivants :

Exercice	2006	2005	2004
Nombre d'actions	6 585 990	6 585 990	6 585 990
Dividende (en euros)	0,24 ⁽¹⁾	0,12 ⁽¹⁾	0,10 ⁽²⁾
Montant distribué (en millions d'euros)	1,58	0,79	0,66

(1) Le dividende à répartir au titre des exercices 2005 et 2006 était éligible à la réfaction de 40 % mentionnée à l'article 158 du Code général des impôts, sachant que cet abattement ne bénéficie qu'aux actionnaires personnes physiques.

(2) Le dividende à répartir au titre de l'exercice 2004 était éligible à la réfaction de 50 % mentionnée à l'article 158-2° et 3° du Code général des impôts, sachant que cet abattement ne bénéficie qu'aux personnes physiques.

Quatrième résolution

(RENOUVELLEMENT DU MANDAT D'UN ADMINISTRATEUR)

L'Assemblée générale, constatant que le mandat d'administrateur de Hubert Fabri arrive à expiration à l'issue de la présente assemblée, le renouvelle pour une durée de six ans qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Cinquième résolution

(APPROBATION DES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES)

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce et statuant sur ce rapport, approuve les conditions d'exécution de la convention antérieurement autorisée.

Sixième résolution

(POUVOIRS POUR LES FORMALITÉS)

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Renseignements de caractère général

138	Renseignements concernant le capital
139	Organes d'administration et de direction
143	Document d'information annuel
145	Honoraires des contrôleurs légaux des comptes et des membres de leurs réseaux
146	Attestation du rapport financier annuel

Renseignements de caractère général

Renseignements concernant le capital

Capital social

Le montant du capital social au 31 décembre 2007 était de 105 375 840 euros divisé en 6 585 990 actions d'une valeur nominale de 16 euros chacune, toutes de même valeur et entièrement libérées.

Capital autorisé mais non émis

ATTRIBUTION GRATUITE D'ACTIONS

L'Assemblée générale extraordinaire du 7 juin 2005 a autorisé le Conseil d'administration à procéder à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre de la société au bénéfice des salariés et mandataires sociaux de la société et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions visées aux articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce.

L'Assemblée générale extraordinaire du 7 juin 2005 a décidé que le nombre total d'actions distribuées gratuitement ne pourra représenter plus de 10 % du capital, que l'attribution des actions sera définitive au terme d'une période d'acquisition d'une durée minimale de deux ans et que la durée minimale de l'obligation de conservation des actions sera fixée à deux ans. La durée de l'autorisation accordée par l'Assemblée générale extraordinaire du 7 juin 2005 est de trente-huit mois.

Il n'a pas été fait usage de cette autorisation au cours des exercices 2006 et 2007.

ÉMISSION DE TITRES DONNANT ACCÈS DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT AU CAPITAL

Autorisations données par l'Assemblée générale extraordinaire du 5 juin 2007 (émission de titres donnant accès directement ou indirectement au capital)

- L'Assemblée générale extraordinaire du 5 juin 2007 a consenti au Conseil d'administration une délégation de compétence à l'effet :
 - de procéder en une ou plusieurs fois, avec droit préférentiel de souscription, à l'émission de valeurs mobilières ouvrant droit, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital de la société.

Le montant nominal total des émissions de valeurs mobilières constituant des titres d'emprunt serait limité à 600 millions d'euros, et l'augmentation de capital résultant de l'utilisation de cette autorisation ne devrait pas excéder 400 millions d'euros ;

- d'augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires à libérer par incorporation de réserves, bénéfices ou primes ou par élévation du nominal des actions composant le capital social ou par l'emploi simultané de ces deux procédés.

Les émissions d'actions nouvelles ou l'élévation de la valeur nominale des actions ne pourrait avoir pour effet d'augmenter le capital social d'une somme supérieure à 400 millions d'euros, qui s'imputerait sur les augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de l'autorisation d'émettre des valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à une quotité du capital.

La durée de ces autorisations expire le 5 août 2009.

Il n'a pas été fait usage de ces délégations de compétence au cours de l'exercice 2007.

- L'Assemblée générale extraordinaire du 5 juin 2007 a en outre délégué au Conseil d'administration, pour une durée de vingt-six mois, les pouvoirs nécessaires pour procéder à une augmentation de capital, dans la limite de 10 % de son capital, en vue de rémunérer des apports constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital. La durée de cette autorisation expire le 5 août 2009.

Il n'a pas été fait usage de cette délégation au cours de l'exercice 2007.

- Conformément aux dispositions prévues par l'article L. 225-129-6 du Code de commerce (loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004), l'Assemblée générale extraordinaire du 5 juin 2007 s'est prononcée sur un projet de résolution tendant à conférer tous pouvoirs au Conseil à l'effet de réaliser une augmentation de capital réservée aux adhérents à des plans d'épargne d'entreprise de la société et/ou des sociétés ou GIE dont elle détient directement ou indirectement plus de 50 % du capital ou des droits de vote.

La durée de cette autorisation expire le 5 août 2009.

TITRES DONNANT ACCÈS AU CAPITAL

Néant.

Options de souscription d'actions consenties par des sociétés liées

Conformément aux dispositions prévues par l'article L. 225-180 II du Code de commerce, nous portons à votre connaissance les plans d'options de souscription d'actions consentis par les sociétés contrôlées majoritairement, directement ou indirectement par Financière de l'Odé.

BOLLORÉ

Le Conseil d'administration de Bolloré du 6 avril 2007, dans le cadre de l'autorisation accordée par l'Assemblée générale extraordinaire du 7 juin 2006, a consenti des options de souscription d'actions au bénéfice des salariés et mandataires sociaux de cette société et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions visées aux articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce.

Le nombre, les caractéristiques et le prix de souscription des options en vigueur au 31 décembre 2007 sont les suivants :

Plan du 6 avril 2007	
Date du Conseil d'administration	6 avril 2007
Nombre d'options pouvant être attribuées	1 612 244
Nombre d'options attribuées	1 205 000
Nombre de bénéficiaires	196
Prix d'exercice (en euros)	148,24
Nombre d'actions souscrites au 31/12/2007	0
Solde au 31/12/2007	1 204 000
Durée du plan	5 ans
Délai total d'indisponibilité	4 ans

BOLLORÉ TELECOM

(Assemblée générale extraordinaire du 19 juillet 2007)

Nombre total d'options pouvant être attribuées	659 975
Nombre d'options attribuées	593 977
Nombre de bénéficiaires	6
Solde au 31/12/2007	593 977

Titres non représentatifs du capital

EMPRUNTS OBLIGATAIRES

L'Assemblée générale du 7 juin 2001 avait autorisé le Conseil d'administration de la société à procéder à l'émission d'obligations pouvant éventuellement être assorties de bons de souscription d'obligations de même type, à concurrence d'un montant nominal maximal de 200 millions d'euros.

En séance du 7 août 2001, le Conseil d'administration a délégué au Président tous pouvoirs à l'effet d'émettre des emprunts obligataires dans les limites des montants fixés par l'Assemblée générale.

Le Président du Conseil d'administration a, ainsi, décidé le 20 août 2001 de faire usage de cette autorisation et de procéder à l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant nominal de 200 000 000 d'euros venant à échéance le 27 août 2006, représenté par 200 000 obligations au nominal de 1 000 euros.

Par décision de l'Assemblée générale ordinaire en date du 17 septembre 2001, le Conseil d'administration a été autorisé à procéder à l'émission d'obligations pouvant éventuellement être assorties de bons de souscription de même type, à concurrence d'un montant nominal maximal de 600 millions d'euros.

En séance du 17 septembre 2001, le Conseil d'administration a délégué au Président tous pouvoirs à l'effet d'émettre des emprunts obligataires dans les limites des montants fixés par l'Assemblée générale.

Le Président du Conseil d'administration a ainsi décidé, le 17 septembre 2001, de faire usage de ladite autorisation à hauteur de 260 000 000 d'euros par l'émission d'un emprunt obligataire venant à échéance le 27 août 2006, représenté par 260 000 obligations de 1 000 euros nominal.

L'Assemblée générale des porteurs d'obligations émises en 2001 (emprunts obligataires d'un montant cumulé de 460 000 000 d'euros) réunie le 1^{er} septembre 2003 s'est prononcée sur des modifications quant aux modalités des obligations :

- la date d'amortissement a été portée du 27 août 2006 au 27 août 2010 ;
- le taux d'intérêt, fixé initialement au taux Euribor douze mois + 1,15 %, a été porté, à compter du 27 août 2003, au taux Euribor douze mois + 1,20 %.

Capital potentiel

Néant.

Information financière

Les investisseurs et les actionnaires qui souhaitent s'informer sur le Groupe peuvent contacter :

Thierry Marraud Directeur financier	Cédric de Baillencourt Directeur des participations et de la communication
Tél. : + 33 (0)1 46 96 47 04	Tél. : + 33 (0)1 46 96 46 73
Fax : + 33 (0)1 46 96 40 26	Fax : + 33 (0)1 46 96 48 76

Les rapports annuels et semestriels sont disponibles sur simple demande auprès de :

Direction financière – Relations investisseurs
Groupe Bolloré
31-32, quai de Dion-Bouton
92811 Puteaux Cedex
Tél. : +33 (0)1 46 96 47 85
ou par fax au : +33 (0)1 46 96 42 38

Par ailleurs, le site Internet du Groupe (www.bolloré.com) permet de consulter les communiqués de presse et les éléments financiers du Groupe respectivement sous les rubriques « Communiqués » et « Données financières ».

CALENDRIER PRÉVISIONNEL 2008

Mai 2008	Chiffre d'affaires du premier trimestre 2008
5 juin 2008	Assemblée générale annuelle
16 juin 2008	Mise en paiement du dividende au titre de l'exercice 2007
Août 2008	Chiffre d'affaires du deuxième trimestre 2008
29 août 2008	Résultats du premier semestre 2008
Novembre 2008	Chiffre d'affaires du troisième trimestre 2008
Février 2009	Chiffre d'affaires de l'année 2008

Organes d'administration et de direction

Mode de direction

L'Assemblée générale extraordinaire du 17 septembre 2001 a procédé à une mise en conformité des statuts avec la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001, permettant notamment au Conseil d'administration de se prononcer sur l'un des deux modes de direction de la société anonyme, savoir la dissociation ou le cumul des fonctions de Directeur général et de Président du Conseil d'administration, et ce lors de toute nomination ou renouvellement du mandat de Président ou de Directeur général. Le mode de direction retenu reste valable jusqu'à l'expiration du mandat du premier de ceux-ci.

Le Conseil d'administration en séance du 5 juin 2007, statuant conformément aux dispositions statutaires, a décidé de maintenir la dissociation entre la Présidence et la Direction générale au sein de la Société ; dès lors, le Conseil, après avoir confirmé que Vincent Bolloré exercera la fonction de Président du Conseil d'administration, a décidé que les fonctions de Direction générale seront exercées par Cédric de Baillencourt.

Composition des organes d'administration et de direction

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 alinéa 3, nous vous rendons compte ci-après de la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social durant l'exercice.

Vincent Bolloré, Président du Conseil d'administration

Date d'entrée en fonction : 29 avril 1994
Date du dernier renouvellement : 10 juin 2004
Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2009

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Président-directeur général de Bolloré et Bolloré Participations ;
- Président du Conseil d'administration (direction dissociée) de Financière de l'Odé, Direct 8 (précédemment dénommée Bolloré Média), Matin Plus (précédemment dénommée Compagnie de Bangor), Direct Soir, Havas Media France et Havas ;
- Président de Bolloré Production ;
- Directeur général d'Omnium Bolloré, Financière V, Sofibol ;
- Administrateur de Batscap, Bolloré, Bolloré Participations, Direct 8 (précédemment dénommée Bolloré Média), Compagnie des Glénans, Matin Plus (précédemment dénommée Compagnie de Bangor), Direct Soir, Financière Moncey, Financière de l'Odé, Financière V, Omnium Bolloré, Sofibol, Havas Media France et Havas ;
- Membre des Conseils de surveillance de Natixis et de Vallourec (jusqu'au 5 mars 2007) ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils d'administration de la Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA), de la Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard, de la Société Industrielle et Financière de l'Artois, de la Société Bordelaise Africaine, de la Compagnie des Tramways de Rouen, d'IER ;

Renseignements de caractère général

- Représentant permanent de Bolloré Participations au Conseil de surveillance de la Compagnie du Cambodge ;
- Représentant permanent de Bolloré au Conseil de FFL Paris ;
- Représentant permanent de Havas au Conseil de Médiamétrie.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Président de Plantations des Terres Rouges ;
- Président délégué de Nord-Sumatra Investissements ;
- Vice-président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby (SOGB) et Bereby Finances ;
- Administrateur de BB Groupe, Centrages, Compagnie Internationale de Cultures, Financière Privée, Liberian Agricultural Company (LAC), Mediobanca, Plantations Nord-Sumatra Limited, Plantations des Terres Rouges, Red Land Roses, SDV Gabon, SDV Sénégal, Financière du Champ-de-Mars (précédemment dénommée Socfin), Socfinaf, Socfinal, Socfinasia, Socfinco, Socfindo, Socfininter, Société de Gestion pour le Caoutchouc et les Oléagineux (Sogescol) ;
- Administrateur délégué de Nord-Sumatra Investissements ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils d'administration de SDV Cameroun et SDV Congo.

Cédric de Bailliencourt, Vice-Président Directeur général

Date d'entrée en fonction : 14 octobre 1999

Date du dernier renouvellement : 5 juin 2007

Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2012

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Vice-Président-directeur général de Financière de l'Odé ;
- Vice-Président-directeur général de Bolloré ;
- Président des Conseils d'administration de Compagnie des Tramways de Rouen, Financière Moncey et de la Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard (depuis le 6 décembre 2007) ;
- Président-directeur général de Société Industrielle et Financière de l'Artois (depuis le 6 décembre 2007) ;
- Président de Sofibol, Compagnie de Guénolé, Compagnie de Guilvinet, Financière V, Financière de Beg Meil, Financière de Bréhat, Financière de Quiberon, Financière d'Ouessant, Financière de Loctudy, Financière du Perguet, Financière de Pont-Aven, Impérial Méditerranéen, Omnium Bolloré ;
- Gérant de Socarfi, Financière du Loch, Compagnie de Malestroit ;
- Administrateur de Bolloré, Bolloré Participations, Compagnie des Tramways de Rouen, Financière V, Financière Moncey, Omnium Bolloré, Sofibol, Société Industrielle et Financière de l'Artois, Financière de l'Odé, Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations au Conseil de Compagnie des Glénans ; de Bolloré aux Conseils de Batscap, Havas et Socotab, de Financière V au Conseil de Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA) ; de Plantations des Terres Rouges au Conseil de Compagnie du Cambodge ; de PTR Finances au Conseil de Castelway, de Compagnie du Cambodge au Conseil de surveillance de la banque Jean-Philippe Hottinguer et Cie.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Administrateur de African Investment Company, Arlington Investissements, Carlyle Investissements, Cormoran Participations, Dumbarton Invest, Latham Invest, Forestière Équatoriale, BB Groupe, PTR Finances, Peachtree Invest, Renwick Invest, Sorebol, Swann Investissements et Technifin ;
- Représentant permanent de Sofimap au Conseil de la Société Havraise Africaine de Négoce (Shan).

Hubert Fabri*

Date d'entrée en fonction : 12 juin 1996

Date du dernier renouvellement : 6 juin 2002

Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2007⁽¹⁾

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Vice-Président du Conseil de surveillance de Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré, Financière Moncey, Financière de l'Odé, Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA), Société Industrielle et Financière de l'Artois, Terres Rouges Consultants ;
- Membre du Conseil de surveillance de Compagnie du Cambodge ;
- Représentant permanent de Financière V au Conseil d'administration de Compagnie des Glénans.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Président du Conseil d'administration de Be-fin, Centrages, Compagnie Internationale de Cultures, Immobilière de la Pépinière, Induservices, Liberian Agricultural Company (LAC), Mopoli, Palmeraies du Cameroun (Palmcam), Socfinal, Socfinaf Cy Ltd, Socfinasia, Socfinco, Société de Gestion pour le Caoutchouc et les Oléagineux (Sogescol) ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby (SOGB) ;
- Administrateur de Financière du Champ-de-Mars (ex-Socfin), Forestière Équatoriale, Safa Cameroun, Nord-Sumatra Investissements, Plantations Nord-Sumatra Ltd, Plantations des Terres Rouges, Mopoli Luxembourg, Socfindo, Socfindo, Terrasia, Okomu Oil Palm Cy ;
- Représentant permanent de PF Représentation aux Conseils de Société des Palmeraies de la Ferme Suisse, Red Lands Roses, Société des Palmeraies du Cameroun (Socapalm).

Alain Moynot*

Date d'entrée en fonction : 29 avril 1994

Date du dernier renouvellement : 10 juin 2004

Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2009

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Administrateur de Financière de l'Odé ;
- Membre du Conseil de surveillance de Robertet SA ;
- Associé Gérant de Almo-finances.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Néant.

Sébastien Picciotto*

Date d'entrée en fonction : 23 avril 1998

Date du dernier renouvellement : 10 juin 2004

Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2009

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Président d'Orfimar ;
- Président d'Orfim ;
- Administrateur de Financière de l'Odé, Douce Bis, Atelier.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Néant.

Lucien Vochel*

Date d'entrée en fonction : 27 juin 1995

Date du dernier renouvellement : 5 juin 2007

Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2012

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

- Président du Conseil d'administration d'Objectif Sécurité (Sicav) ;
- Administrateur de Financière de l'Odé ;
- Administrateur d'Unijet ;
- Membre du Conseil de surveillance de Fashion Group.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Néant.

* Administrateur indépendant.

(1) L'Assemblée générale ordinaire statuera sur le renouvellement du mandat d'administrateur de Hubert Fabri.

Bolloré Participations

Date d'entrée en fonction : 16 novembre 1992
 Date du dernier renouvellement : 10 juin 2004
 Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2009
 Représentant permanent : Marc Bebon

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

• Membre du Conseil de surveillance de la Compagnie du Cambodge ;
 • Administrateur de Bolloré, Compagnie des Tramways de Rouen, Compagnie des Glénans, Financière de l'Odé, IER, Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard, Société Anonyme Forestière et Agricole (Safa), Société Bordelaise Africaine, Société Industrielle et Financière de l'Artois.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

• Administrateur de Agro Products Investment Company Limited, Bereby Finances, Centrages, Immobilière de la Pépinière, Nord-Sumatra Investissements, Socfinco, Société de Gestion pour le Caoutchouc et les Oléagineux (Sogescol), Palmeraies du Cameroun (Palmcam), Safa Cameroun, Société des Palmeraies du Cameroun (Socapalm), Société des Palmeraies de la Ferme Suisse, SDV Cameroun, SDV Congo, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby (SOGB), Red Lands Roses, Compagnie Internationale de Cultures, Induservices, Plantations des Terres Rouges, SFA, Socfinal, Socfinasia, Socfinde, Terrasia.

Socfrance

Date d'entrée en fonction : 16 novembre 1992
 Date du dernier renouvellement : 10 juin 2004
 Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2009
 Représentant permanent : Yannick Bolloré

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES

• Administrateur de Financière de l'Odé.

FONCTIONS ET MANDATS EXERCÉS DANS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

Néant.

Démission et cooptation d'administrateurs

Le Conseil a pris connaissance avec tristesse du décès de Michel Roqueplo. Le Conseil tient à souligner combien les conseils judicieux, l'apport précieux et la présence humaine de Michel Roqueplo ont toujours été appréciés et seront regrettés. Yannick Bolloré a été nommé en remplacement et représentera désormais la société Socfrance.

Nombre de réunions du Conseil d'administration au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2007

Le Conseil d'administration, qui comprend 8 membres, dont 4 extérieurs au Groupe, s'est réuni trois fois au cours de l'exercice 2007.

MONTANT GLOBAL DES RÉMUNÉRATIONS BRUTES TOTALES ET AVANTAGES DE TOUTE NATURE VERSÉS, DURANT L'EXERCICE, DE MANIÈRE DIRECTE OU INDIRECTE, À CHAQUE MANDATAIRE SOCIAL EN POSTE AU 31 DÉCEMBRE 2007, PAR LA SOCIÉTÉ, PAR LES SOCIÉTÉS CONTRÔLÉES PAR LA SOCIÉTÉ ET PAR LA SOCIÉTÉ QUI CONTRÔLE CELLE DANS LAQUELLE LE MANDAT EST EXERCÉ

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, nous vous rendons compte ci-après de la rémunération brute totale et des avantages de toute nature versés durant l'exercice à chaque mandataire social en poste au 31 décembre 2007, par la société, par des sociétés contrôlées par votre société au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce ou par la société qui contrôle votre société, au sens du même article.

• Vincent Bolloré, Président du Conseil d'administration
 Rémunérations..... 3 420 000 euros
 Jetons de présence 47 183 euros
 Avantages en nature..... 2 777 euros

• Cédric de Baillencourt, Vice-Président-directeur général
 Rémunérations..... 301 956 euros
 dont 251 956 euros en partie fixe et 50 000 euros en partie variable (la partie variable étant établie en fonction des résultats de la société et des réalisations accomplies au cours de l'exercice)
 Jetons de présence 42 737 euros
 Avantages en nature 2 777 euros

• Hubert Fabri
 Rémunérations 2 020 000 euros
 Jetons de présence 31 958 euros

• Alain Moynot
 Jetons de présence 4 583 euros

• Sébastien Picciotto
 Jetons de présence 4 583 euros

• Lucien Vochel
 Jetons de présence 4 583 euros

• Bolloré Participations
 Jetons de présence 50 755 euros

• Socfrance
 Jetons de présence 4 583 euros

Proposition de renouvellement du mandat d'un administrateur

Il est demandé à l'Assemblée générale ordinaire de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Hubert Fabri pour une durée de six ans, soit jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Renseignements de caractère général

ÉTAT RÉCAPITULATIF DES OPÉRATIONS MENTIONNÉES À L'ARTICLE L. 621-18-2 DU CODE MONÉTAIRE ET FINANCIER,
RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2007

Déclarant	Nature de l'opération	Date de l'opération	Nombre d'actions	Prix unitaire (en euros)	Montant de l'opération (en euros)	Référence AMF
Marc Bebon	Vente					
		04/04/2007	250	340,0000	85 000,00	207D2168
		22/06/2007	98	341,0000	33 418,00	207D4134
		06/07/2007	20	338,0000	6 760,00	207D4705
Bolloré⁽¹⁾	Vente					
		02/01/2007	278	316,0000	87 848,00	207D0261
		03/01/2007	754	316,0000	238 264,00	207D0282
		04/01/2007	3 413	316,3727	1 079 780,02	207D0283
		09/01/2007	137	317,4401	43 489,29	207D0284
		10/01/2007	331	317,0000	104 927,00	207D0432
		11/01/2007	37	317,0000	11 729,00	207D0433
		12/01/2007	76	317,0000	24 092,00	207D0434
		16/01/2007	37	317,0000	11 729,00	207D0528
		19/01/2007	70	317,0000	22 190,00	207D0529
		25/01/2007	2 000	315,0000	630 000,00	207D0648
		01/02/2007	263	317,0000	83 371,00	207D0747
		14/02/2007	7 049	317,0000	2 234 533,00	207D1150
		15/02/2007	15 000	321,0000	4 815 000,00	207D1151
		15/02/2007	1 110	321,0000	356 310,00	207D1152
		16/02/2007	34	321,0000	10 914,00	207D1153
		23/02/2007	761	321,0000	244 281,00	207D1379
		28/03/2007	10 000	323,0000	3 230 000,00	207D2058
		03/04/2007	20 000	341,4677	6 829 354,00	207D2170
		04/10/2007	10 856	320,4133	3 478 406,78	207D6320
		05/10/2007	4 144	324,4274	1 344 427,14	207D6347
		08/10/2007	424	329,0000	139 496,00	207D6376
		09/10/2007	4 576	329,0000	1 505 504,00	207D6387
		20/12/2007	1 406	305,5000	429 533,00	208D0092
Sofibol⁽¹⁾	Achat					
		20/12/2007	1 406	305,5000	429 533,00	208D0091

(1) Société contrôlée par Vincent Bolloré.

Document d'information annuel

1 – INFORMATIONS PÉRIODIQUES ET OCCASIONNELLES DISPONIBLES SUR LE SITE INTERNET DE LA SOCIÉTÉ (WWW.FINANCIERE-ODET.COM).
LES COMMUNIQUÉS CI-DESSOUS ONT ÉTÉ DIFFUSÉS PAR HUGIN.

	Communiqués	Avis financiers	Déclaration d'opérations sur titres de Financière de l'Odé par les dirigeants	
20/03/2008	Résultats 2007	<i>La Tribune</i> (20/03/2008)	20/12/2007	Déclarations d'opérations sur titres
11/02/2008	Chiffre d'affaires 2007		09/10/2007	Déclarations d'opérations sur titres
04/02/2008	Déclaration au titre de l'article 223-16 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers		08/10/2007	Déclarations d'opérations sur titres
11/01/2008	Déclaration au titre de l'article 223-16 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers		05/10/2007	Déclarations d'opérations sur titres
04/12/2007	Déclaration au titre de l'article 223-16 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers		04/10/2007	Déclarations d'opérations sur titres
14/11/2007	Chiffre d'affaires des neuf premiers mois 2007		06/07/2007	Déclarations d'opérations sur titres
02/10/2007	Déclaration au titre de l'article 223-16 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers		22/06/2007	Déclarations d'opérations sur titres
27/09/2007	Résultats du premier semestre 2007	<i>La Tribune</i> (01/10/2007)	04/04/2007	Déclarations d'opérations sur titres
07/08/2007	Rapport financier semestriel 2007		03/04/2007	Déclarations d'opérations sur titres
04/06/2007	Déclaration au titre de l'article 223-16 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers		28/03/2007	Déclarations d'opérations sur titres
01/06/2007	Communiqué de mise à disposition du rapport du président sur le contrôle interne		23/02/2007	Déclarations d'opérations sur titres
22/05/2007	Mise en ligne du rapport annuel		16/02/2007	Déclarations d'opérations sur titres
21/05/2007	Avis de convocation aux Assemblées générales		15/02/2007	Déclarations d'opérations sur titres
21/05/2007	Modalités de mise à disposition ou de consultation des informations mentionnées à l'article R. 225-83 du Code de commerce		15/02/2007	Déclarations d'opérations sur titres
14/05/2007	Chiffre d'affaires du premier trimestre 2007		14/02/2007	Déclarations d'opérations sur titres
03/05/2007	Déclaration au titre de l'article 223-16 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers		01/02/2007	Déclarations d'opérations sur titres
30/04/2007	Montant des honoraires versés aux Commissaires aux comptes		25/01/2007	Déclarations d'opérations sur titres
22/03/2007	Résultats année 2006	<i>La Tribune</i> (26/03/2007)	19/01/2007	Déclarations d'opérations sur titres
02/03/2007	Déclaration au titre de l'article 223-16 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers		16/01/2007	Déclarations d'opérations sur titres
12/02/2007	Chiffre d'affaires 2006		12/01/2007	Déclarations d'opérations sur titres
05/02/2007	Déclaration au titre de l'article 223-16 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers		11/01/2007	Déclarations d'opérations sur titres
08/01/2007	Déclaration au titre de l'article 222-12-5 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers		10/01/2007	Déclarations d'opérations sur titres
			09/01/2007	Déclarations d'opérations sur titres
			04/01/2007	Déclarations d'opérations sur titres
			03/01/2007	Déclarations d'opérations sur titres
			02/01/2007	Déclarations d'opérations sur titres
			Publications (disponibles sur le site Internet www.financiere-odet.fr)	
			30/04/2008	Rapport annuel 2007
			25/05/2007	Rapport du Président sur le contrôle interne
			24/05/2007	Document d'information annuel
			14/05/2007	Rapport annuel 2006
			Rapport annuel (disponible au siège de la société)	
			30/05/2008	Rapport annuel 2007
			01/06/2007	Rapport annuel 2006

Renseignements de caractère général

2 – INFORMATIONS PUBLIÉES AUX BULLETINS DES ANNONCES LÉGALES OBLIGATOIRES (BALO) DISPONIBLES SUR LE SITE WWW.JOURNAL-OFFICIEL.GOUV.FR

13/02/08	Chiffre d'affaires 2007	04/07/07	Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés 2006 et rapport général des Commissaires aux comptes
14/11/07	Chiffre d'affaires des neuf premiers mois 2007	14/05/07	Chiffre d'affaires du premier trimestre 2007
24/10/07	Publication des comptes semestriels 2007 et rapport des Commissaires aux comptes	20/04/07	Publication des comptes annuels 2006
10/08/07	Chiffre d'affaires du premier semestre 2007	02/04/07	Avis de convocation pour l'Assemblée générale ordinaire et l'Assemblée générale extraordinaire
		14/02/07	Chiffre d'affaires 2006

3 – INFORMATIONS DÉPOSÉES AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE QUIMPER PAR LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'ODET

19/02/08	Changement de représentant permanent à effet du 4 décembre 2007 (dépôt n° 2008 A 551)	02/07/07	Dépôt des statuts consécutifs à des modifications statutaires faites par l'Assemblée générale extraordinaire du 5 juin 2007 (dépôt n° 2007 A 1864)
04/07/07	Changement de Commissaire aux comptes (dépôt n° 2007 A 1899) Nomination d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un Commissaire aux comptes suppléant par l'Assemblée générale ordinaire du 5 juin 2007 (dépôt n° 2007 A 1899)	28/06/07	Dépôt des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2006 consécutif à l'Assemblée générale ordinaire annuelle du 5 juin 2007 (dépôt n° 2007 B 1875)
02/07/07	Renouvellement du mandat du Directeur général par le Conseil d'administration du 5 juin 2007 (dépôt n° 2007 A 1865)	28/06/07	Dépôt des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2006 consécutif à l'Assemblée générale ordinaire annuelle du 5 juin 2007 (dépôt n° 2007 B 1874)
		27/04/07	Nomination d'un Vice-Président-directeur général par le Conseil d'administration du 22 mars 2007 (dépôt n° 2007 A 1281)

4 – INFORMATIONS MISES À LA DISPOSITION DES ACTIONNAIRES PRÉALABLEMENT À LA TENUE DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Financière de l'Odé - Préalablement à l'Assemblée générale ordinaire et à l'Assemblée générale extraordinaire du 5 juin 2007	• Partie Assemblée générale ordinaire : - relative aux comptes sociaux arrêtés au 31 décembre 2006 ainsi que le rapport spécial sur les conventions réglementées, - relative aux comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2006, - sur le rapport du Président du Conseil d'administration de la société Financière de l'Odé pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière
Statuts, K Bis	Inventaire des valeurs mobilières et comptes annuels
Bulletin d'annonces légales obligatoires du 2 avril 2007 ayant publié l'avis de réunion valant avis de convocation	Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration du 22 mars 2007 ayant désigné Cédric de Baillencourt et/ou Marc Bebon pour présider les Assemblées générales en cas d'empêchement du Président
Avis adressé aux actionnaires nominatifs dans lequel figurent notamment le texte du projet des résolutions soumises aux Assemblées et l'exposé sommaire et formulaire de vote par correspondance	Conventions : • liste et objet des conventions courantes et conclues à des conditions normales
Le journal Ouest France du 16 mai 2007 ayant publié l'avis de convocation	Livre d'inventaire (registre déposé sur le bureau)
Copie et avis de réception de la lettre de convocation adressée aux Commissaires aux comptes le 16 mai 2007	Rapport sur les stock-options
Liste des actionnaires nominatifs : • arrêtée le 18 mai 2007, soit seize jours avant les Assemblées générales ; • arrêtée le 31 mai 2007 (à 0 heure) soit trois jours ouvrés avant les Assemblées générales	Renseignements concernant les administrateurs dont le renouvellement du mandat est proposé à l'Assemblée générale ordinaire
Rapport annuel	
Rapport du Président du Conseil d'administration de la société Financière de l'Odé pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne mises en place par la société	
Rapports des Commissaires aux comptes : • Partie Assemblée générale extraordinaire : - sur l'émission d'actions et d'autres valeurs mobilières, - sur l'augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription réservée aux adhérents à un plan d'épargne entreprise	

Honoraires des contrôleurs légaux des comptes et des membres de leurs réseaux

(Article 221-1-2 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers)

MONTANT DES HONORAIRES PAR RÉSEAU

(en milliers d'euros)

			Constantin Associés				AEG – Harmand			
			Montant (HT)		%		Montant (HT)		%	
Au 31/12/2007	Total 2007	Total 2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006
Audit										
• Commissariat aux comptes										
– Financière de l'Odé	32	95	16	45	1	2	16	50	4	8
– Filiales	3 037	2 631	2 604	2 087	99	98	433	544	96	92
• Autres missions légales et accessoires										
– Financière de l'Odé	0	0			0	0			0	0
– Filiales	3	0	3		0	0			0	0
Sous-total	3 072	2 726	2 623	2 132	100	100	449	594	100	100
Autres prestations										
• Juridique, fiscal, social	0	0			0	0			0	0
• Autres	0	0			0	0			0	0
Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total honoraires	3 072	2 726	2 623	2 132	100	100	449	594	100	100

Au 31/12/2006	Total 2006	Total 2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005
Audit										
• Commissariat aux comptes										
– Financière de l'Odé	95	34	45	17	2	1	50	17	8	4
– Filiales	2 631	2 988	2 087	2 523	98	99	544	465	92	96
• Autres missions légales et accessoires										
– Financière de l'Odé	0	0			0	0			0	0
– Filiales	0	0			0	0			0	0
Sous-total	2 726	3 022	2 132	2 540	100	100	594	482	100	100
Autres prestations										
• Juridique, fiscal, social	0	0			0	0			0	0
• Autres	0	0			0	0			0	0
Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total honoraires	2 726	3 022	2 132	2 540	100	100	594	482	100	100

Au 31/12/2005	Total 2005	Total 2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004
Audit										
• Commissariat aux comptes										
– Financière de l'Odé	34	29	17	17	1	1	17	12	4	3
– Filiales	2 988	3 485	2 523	3 033	99	96	465	452	96	97
• Autres missions légales et accessoires										
– Financière de l'Odé	0	0			0	0			0	0
– Filiales	0	0			0	0			0	0
Sous-total	3 022	3 584	2 540	3 120	100	99	482	464	100	100
Autres prestations										
• Juridique, fiscal, social	0	0			0	0			0	0
• Autres	0	0			0	0			0	0
Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total honoraires	3 022	3 584	2 540	3 120	100	99	482	464	100	100

Renseignements de caractère général

Attestation du rapport financier annuel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion figurant à la page 35 présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

29 avril 2008

Cédric de Baillencourt
Vice-Président-directeur général

Financière de l'Odet

SA au capital de 105 375 840 euros

Siège social

Odet - 29500 Ergué-Gabéric

RCS Quimper 056 801 046

Siège administratif

Tour Bolloré

31-32, quai de Dion-Bouton

92811 Puteaux Cedex - France

Tél. : + 33 (0)1 46 96 44 33

Fax : + 33 (0)1 46 96 44 22

www.financiere-odet.com

www.bolloré.com

Conception-réalisation :  EURO RSCG C&O

Crédits photo : Photothèque Bolloré, SDV, DTI, IER, Bolloré Énergie, Pascal Anziani, Anissa Michalon, Éric Robert/Direct 8, Digital Vision, X.

La partie « Rapport financier annuel 2007 » est réalisé sur le papier Primacoat® des papeteries du Léman, filiale du Groupe Bolloré.

FINANCIÈRE DE L'ODET
TOUR BOLLORÉ
31-32, QUAI DE DION-BOUTON
92811 PUTEAUX CEDEX – FRANCE
TÉL. : + 33 (0)1 46 96 44 33
FAX : + 33 (0)1 46 96 44 22
WWW.FINANCIERE-ODET.COM

Bolloré 